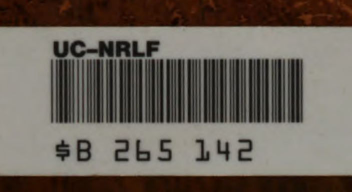

UC-NRLF
$B 265 142


University of California
Lux ex Tenebris.
Claus Spreckels Fund.
L.K.



THÉORIE
DE L'ÉCONOMIE
POLITIQUE.

TOME II.

Ouvrages du même auteur, qui se trouvent dans la même librairie:

Des Systèmes d'Économie politique, de la valeur comparative de leurs doctrines, et de celle qui paraît la plus favorable aux progrès de la richesse. SECONDE ÉDITION, avec de nombreuses additions relatives aux controverses récentes de MM. MALTHUS, BUCHANAN, RICARDO. sur les points les plus importans de l'économie politique, 2 vol. in-8°. Paris, 1821. 12 fr.

Essai politique sur le Revenu public des peuples de l'antiquité, du moyen âge, des siècles modernes, et spécialement de la France et de l'Angleterre, depuis le milieu du quinzième siècle jusqu'au dix-neuvième, 2 vol. in-8°. Paris, 1806. 12 fr.

LA THÉORIE
DE L'ÉCONOMIE
POLITIQUE,

FONDÉE SUR LES FAITS RECUEILLIS EN FRANCE ET EN ANGLETERRE ; SUR L'EXPÉRIENCE DE TOUS LES PEUPLES CÉLÈBRES PAR LEURS RICHESSES, ET SUR LES LUMIÈRES DE LA RAISON.

PAR M. CH. GANILH,
DÉPUTÉ DU CANTAL.

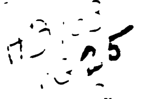
SECONDE ÉDITION,
ENTIÈREMENT REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE.

> Les opinions vont se succédant du pour au contre, selon qu'on a de lumières. PENSÉES DE PASCAL.



TOME SECOND.

A PARIS,
CHEZ TREUTTEL ET WÜRTZ, RUE DE BOURBON, N°. 17;
A STRASBOURG ET A LONDRES, MÊME MAISON DE COMMERCE.
1822.



THÉORIE

DE

L'ÉCONOMIE POLITIQUE.



LIVRE II.

Des Capitaux.

INTRODUCTION.

La doctrine des capitaux est toute entière de la création d'Adam Smith.

LA doctrine des capitaux, toute entière de la création d'Adam Smith, est une des plus ingénieuses et des plus fortement combinées de toutes celles que renferme son admirable ouvrage. Elle embrasse l'origine et la formation des capitaux, leur nature et leur composition, leur distribution dans les différentes branches du travail, leur fécondité dans chaque emploi, leur bénéfice pour le capitaliste et pour l'État, les emplois qu'on doit réserver au capital national, et ceux dans lesquels on doit voir sans jalousie le capital de l'étranger. En un mot, elle a tout réglé, tout ordonné, et, dans

ses dispositions, on remarque une rare sagacité dans les vues, des conceptions neuves et profondes dans les détails, et la liaison de toutes les parties dans un plan systématique. Quelqu'important que soit ce traité, il me semble qu'il ne peut pas soutenir l'épreuve des faits et de l'expérience, et qu'il n'offre en dernière analyse que des prodiges du génie, des visions de l'imagination la plus féconde, et les vains fantômes de sa puissance. Je sais tout ce que je hasarde en critiquant cette doctrine, qui n'a trouvé jusqu'ici que des admirateurs; mais ce qui me rassure, c'est que mon imprudence ou ma témérité ne peut qu'être utile à la science, et cette considération doit me faire trouver grâce auprès de ceux que j'aurais scandalisés. Si ma critique est fondée, la science fera quelques pas de plus vers son perfectionnement; si je me suis abusé, j'aurai donné un nouveau relief aux vérités que j'aurai combattues; j'ai d'ailleurs cette satisfaction, que la lutte dans laquelle je m'engage n'altérera point l'admiration due au génie de l'écrivain que je combats.

Elle ne repose que sur la spéculation.

Sujet de ce livre.

Je ne me propose pas dans ce livre de parcourir les nombreux points de vue que présente l'importante matière des capitaux; dans le plus grand nombre, je ne pourrais que suivre Adam Smith, et reproduire sa doctrine, ce qui ne serait d'aucun profit pour la science; ma tâche est plus ambitieuse

et plus difficile ; mon dessein est d'examiner la partie systématique de cette doctrine, et de prouver qu'elle ne repose que sur la spéculation ; que la raison éclairée par les faits et par l'expérience, ne saurait l'approuver, et que l'intérêt de la richesse la condamne.

CHAPITRE PREMIER.

De la nature et de la composition des capitaux.

Adam Smith compose les capitaux de la partie du produit annuel de la terre et du travail, destinée à l'entretien des classes productives du revenu (1). **De la nature et de la composition des capitaux.**

Il me semble que cette désignation des capitaux ne les comprend pas tous, et même n'en donne pas une idée claire et distincte. **La désignation qu'en fait Adam Smith est incomplète et défectueuse.**

Il y a d'autres valeurs qui ne font point partie du produit annuel affecté à la reproduction, et qui, cependant par leur étendue, leur importance et leur destination, semblent avoir autant de droits à former des capitaux, que la partie du produit annuel dont Adam Smith les compose exclusivement.

Tels sont les maisons, les hôtels et les palais ; les églises, les hospices et les prisons ; les tableaux, **1°. En ce qu'elle en omet qui**

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 1 et 3.

doivent y être compris.

les statues, les vases, les pierres précieuses et les métaux travaillés; les routes, les canaux et les ports; les forteresses et les arsenaux; les monumens publics, et l'universalité des objets durables, d'utilité, de commodité et d'agrément dont la possession distingue les peuples civilisés, et marque pour ainsi dire les divers degrés de la civilisation.

Ces objets qui sont d'un si grand prix, qui occupent une si grande place dans l'inventaire de la fortune des particuliers et des peuples, n'ont point échappé à l'attention d'Adam Smith, et il a bien senti qu'il était difficile de ne pas les placer parmi les capitaux; mais comme il convenait à son système de ne mettre au rang des capitaux que les fonds productifs du revenu, il les a compris parmi les fonds réservés à la consommation immédiate, qui ne contribuent point à la production du revenu; et voici comment il justifie cette étrange classification de la richesse des peuples.

Motifs de cette omission.

Il prétend que les fonds d'habits et de meubles qui, achetés par les consommateurs, ne sont pas entièrement consommés, ainsi que les fonds placés dans les maisons de campagne où l'on n'habite que momentanément, ne forment pas des capitaux, parce qu'ils ne donnent pas un revenu à leur propriétaire, n'augmentent en rien celui dont il jouit, et font une partie de sa dépense et non de son re-

venu (1). Il convient néanmoins que la consommation de ces objets est lente, qu'un fonds d'habillement peut durer pendant plusieurs années, un fonds de meubles pendant un demi-siècle ou même un siècle entier, et un fonds de maisons bien entretenues, pendant plusieurs siècles, et malgré toutes ces considérations, il décide que ces objets dont la plupart sont à peine susceptibles de consommation, doivent être classés et confondus avec les fonds réservés à la consommation immédiate (2).

Ces motifs sont loin d'être convaincans ou persuasifs : non-seulement ils ne prouvent pas l'identité des fonds réservés à la consommation immédiate avec des objets qui ne sont susceptibles que d'une consommation éloignée et indéterminée, mais même ils n'établissent pas la possibilité de les assujettir aux mêmes lois, et de les comprendre dans la même catégorie. Assimiler des objets dont la durée est d'un demi-siècle et même de plusieurs siècles avec des objets réservés à une consomma- Non fondés.

(1) Ce dernier caractère par lequel Adam Smith distingue les objets qui ne doivent pas être compris parmi les capitaux, convient à tous égards aux objets que j'ai énumérés, et les comprend nécessairement dans la classe de ceux auxquels il refuse la qualité de capitaux.

(2) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 1er.

tion immédiate ou prochaine, c'est un contre-sens dans les termes et dans les idées qu'on ne peut excuser, ni justifier sous aucun rapport. Si, comme le prétend Adam Smith, on ne peut pas comprendre ces accumulations parmi les capitaux dont le caractère distinctif est de rapporter un revenu, on ne peut pas non plus les classer parmi les fonds réservés à la consommation immédiate, puisqu'ils ne sont pas destinés à être consommés, et qu'ils sont plutôt usés par le temps que détruits par l'usage. Me demandera-t-on dans quelle catégorie on doit les classer? La réponse ne me paraît ni difficile, ni douteuse. Puisqu'ils ne peuvent figurer ni parmi les capitaux dont la nature est d'être productifs du revenu, ni parmi les fonds réservés à la consommation immédiate avec lesquels ils n'ont aucune analogie, il faut en former une seconde espèce de capitaux différente de la première, moins avantageuse sans doute, mais non moins digne de figurer à côté d'elle.

Cette omission importante, dans la désignation des capitaux, n'est pas le seul reproche qu'on puisse faire à la doctrine d'Adam Smith sur ce point. Cet écrivain a réduit les capitaux à la partie du produit annuel destinée à l'entretien des classes productives du revenu; mais on ne voit pas sur quoi il fonde cette limitation, ni pourquoi l'autre partie du produit annuel, affectée à la consommation

des autres classes de la population, ne formerait pas également des capitaux.

Serait-ce parce que celle-ci est réservée à la consommation immédiate, et que celle-là n'est pas consommée ou n'est destinée qu'à une consommation éloignée ou incertaine? Ce qui pourrait autoriser cette opinion, c'est qu'Adam Smith désigne l'une par sa consommation, et l'autre par sa destination à former des capitaux; mais cette méprise n'est sans doute que dans l'expression et non dans la pensée de cet écrivain. Il n'ignorait pas en effet que les deux parties du produit annuel sont consommées et même consommées immédiatement, et par conséquent on ne peut pas croire qu'il ait voulu établir entre elles une différence sous le rapport de leur consommation.

2°. En ce qu'elle donne l'exclusion à la partie du produit annuel affectée à la consommation immédiate de la population étrangère à la production du revenu.

Mais si toutes deux sont consommées, s'il n'y a aucune différence dans leur consommation, comment pourrait-il en exister après leur consommation, lorsqu'elles ne subsistent plus, lorsqu'il ne reste plus rien de l'une ou de l'autre? Comment concevoir qu'une seule ait la faculté de se survivre dans des capitaux, et que l'autre ne laisse après elle aucunes traces de son existence?

Dira-t-on que les capitaux ne consistent pas dans la partie du produit annuel consommée par les classes productives du revenu, mais dans le revenu qu'elles produisent?

En ce cas, la difficulté est déplacée et non résolue; ce n'est pas en effet la seule partie du produit annuel consommée par les classes productives du revenu qui est reproduite et qui forme le revenu, l'autre partie du produit annuel consommée par les autres classes de la population, est également reproduite et également comprise dans le revenu; pourquoi donc n'y aurait-il qu'une partie de ce revenu qui formerait des capitaux, et pourquoi l'autre partie serait-elle privée de cette faculté?

Motifs de cette exclusion.

Serait-ce parce que le revenu est produit par une partie du produit annuel et par une seule classe de la population, et parce que l'autre partie du produit annuel et les autres classes de la population qui la consomment n'y ont aucune part? Il n'en faut pas douter, c'est cette considération qui a porté Adam Smith à dire que la partie du produit annuel qui produit la totalité du revenu, forme seule des capitaux; que l'autre partie du produit annuel qui ne contribue point à la production du revenu, est réservée à la consommation immédiate, et que les classes de la population qui la consomment sont stériles et improductives.

Mais n'y a-t-il pas dans ce raisonnement une confusion d'idées essentiellement distinctes et qu'il faut séparer, si l'on veut se former des notions

exactes de la nature, de l'étendue et de la limitation des capitaux?

Leur réfutation.

Quoiqu'une partie du produit annuel ne contribue pas à la production, il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse pas former des capitaux; comme aussi quand il serait vrai que les classes de la population qui la consomment ne contribuent point à la production du revenu, ce que j'examinerai dans un instant, on ne serait pas fondé à en conclure que ces classes sont stériles et improductives. Si elles produisent d'autres objets que le revenu, qui concourent avec lui à accroître, à consolider la richesse et la puissance des peuples, pourquoi cette production ne rendrait-elle pas la partie du produit annuel qu'elles consomment, tout aussi susceptible de former des capitaux que l'autre partie du produit annuel qui produit le revenu! Les produits du travail général ne consistent pas exclusivement dans le revenu; et la richesse des peuples ne se compose pas uniquement de leur revenu.

Les classes qui produisent des objets durables, d'utilité, de commodité et d'agrément, ne sont pas stériles.

Les objets durables, d'utilité, de commodité et d'agrément que le travail produit chaque année, qui s'accumulent d'année en année, et qui, après le laps des siècles, forment un des plus riches trésors des nations, ne font point partie du revenu, ne peuvent pas être confondus avec lui, et ont autant de droits que lui à former des capitaux. Si

le revenu se reproduit chaque année, ces objets se conservent pendant la durée des siècles, et si la reproduction fait du revenu un capital, la durée qui dispense de la reproduction doit nécessairement placer les objets durables au rang des capitaux.

Le reproche de stérilité ne peut donc pas s'appliquer, avec quelque apparence de raison, aux classes productives d'objets durables, d'utilité, de commodité et d'agrément; ces objets doivent les faire assimiler aux classes productives du revenu, et faire réputer la partie du produit annuel qu'elles consomment tout aussi susceptible de former des capitaux que celle qui est destinée à la production du revenu.

En est-il de même de la partie de ce produit consommée par les classes de la population qui ne donnent aucune valeur durable en échange de leurs consommations?

Adam Smith n'en fait aucun doute, et il compose ces classes du souverain et de ses ministres, des magistrats et des officiers de l'ordre judiciaire, des chefs et des agens de l'administration, des militaires employés dans le service de terre et de mer, et de tous les serviteurs du public, ainsi que des professions les plus graves et les plus frivoles, telles que les prêtres, les avocats, les médecins et les gens de lettres d'une part, et de l'autre, les comé-

diens, les bouffons, les musiciens, les chanteurs, les danseurs et les domestiques (1)?

On a de la peine à se défendre de quelque surprise en parcourant cette étrange nomenclature. Quoi! les classes qui veillent à la sûreté, au maintien et à la conservation de la société civile, qui contribuent presque exclusivement à sa puissance, à sa splendeur et à sa gloire, et qui se partagent l'admiration, la vénération et la reconnaissance des hommes et des peuples; quoi! ces classes honorables seraient stériles! Quelle serait triste, la condition de la société civile, si elle offrait de telles disparates dans sa constitution! Heureusement on n'a point de si graves méprises à reprocher à l'ordre social, et, si je ne m'abuse point, il me sera facile de faire voir que ce n'est que parce qu'on s'est placé dans un faux jour, qu'on a cru voir des travaux stériles et des travaux productifs, qu'on a stérilisé les consommations de certaines classes de travailleurs, et qu'on a converti en capitaux les consommations des autres classes.

Les classes qui veillent au maintien de la société civile, à sa gloire et à sa splendeur, ne sont pas stériles.

Et d'abord, il est certain que la consommation du produit annuel entretient et fait subsister toute la population; comment donc serait-elle stérile dans quelques unes de ses parties? Est-ce que la population n'est pas un produit réel et d'une va-

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 3.

leur certaine? Ce n'est pas qu'à l'exemple des plus célèbres écrivains en politique et en économie publique, je regarde la population comme le plus grand et le plus précieux de tous les produits, l'objet et le terme de toutes les facultés productives, la source et le fondement de la richesse des nations et de la puissance des empires. Cette opinion n'était fondée que dans le système de la force et de la conquête qui fut particulier aux peuples de l'antiquité; et l'on ne peut, sans la méprise la plus grave, en faire l'application au système commercial des peuples modernes. Dans ce système, la population n'est qu'un des élémens de la richesse et de la puissance, et elle n'a toute sa valeur que lorsqu'elle est dans une juste proportion avec la richesse, et jouit de ses bienfaits sans arrêter sa progression. Réduite à ces termes, la population forme encore un produit assez important pour qu'on ne puisse pas regarder comme stérile la consommation du produit annuel qui la fait vivre et subsister.

Sans leurs travaux, les classes productives du revenu ne pourraient pas exister en société civile.

Mais veut-on savoir si les classes de la population qui ne donnent point de produit en échange de leurs consommations, sont stériles? Il y a un moyen simple et facile de s'en assurer. Il faut envisager isolément les classes productives du revenu, supposer qu'elles forment un peuple sans mélange et sans contact, avec les classes réputées stériles,

et examiner la condition de ce peuple sous les rapports de la richesse et de la puissance, des lumières et de la civilisation, et, par son état, juger de ce que les classes productives du revenu gagnent ou perdent par leur association avec les classes réputées stériles.

Un peuple occupé tout entier de la production du revenu, serait-il, sans le concours des classes réputées stériles, plus riche, plus puissant, plus éclairé et plus civilisé? En ce cas, la stérilité des classes dont la consommation ne donne aucun produit en échange, est certaine, évidente et démontrée; si, au contraire, ce peuple ne trouve dans la suppression des classes réputées stériles, aucun avantage certain; s'il n'est ni plus riche, ni plus puissant; s'il est moins éclairé, moins civilisé; s'il doit même rétrograder vers la barbarie; alors nul moyen de croire à la stérilité alléguée, et il ne s'agit plus que de savoir comment ces classes réputées stériles sont productives, quel est le mode de leur fécondité, et jusqu'où elle s'étend. Suivons cette hypothèse, et voyons quels seront ses résultats.

Un peuple qui ne serait composé que de classes productives du revenu, qui, en affectant chaque année à leur entretien, la totalité du produit annuel, opposerait une barrière insurmontable aux classes réputées stériles, augmenterait chaque année son revenu, et atteindrait rapidement son

terme. Mais ce maximum du revenu ne donnerait ni de plus forts salaires aux classes laborieuses, ni plus de jouissance aux propriétaires du sol et aux capitalistes, ni plus de grandeur et de puissance à l'Etat, ni plus d'activité aux lumières, ni plus d'accélération aux progrès de la civilisation.

Chaque augmentation serait suivie nécessairement d'un accroissement de population, et le surplus du revenu dévoré par une population additionnelle, ne donnerait, en dernière analyse, qu'une population plus nombreuse (1); il pourrait même arriver que la population s'accrût dans une progression plus rapide que le revenu, ce qui, comme l'a fort bien observé le professeur Malthus, serait inévitable, si la progression de la population n'était limitée que par la progression du revenu; et alors la condition des classes productives du revenu serait détériorée par les moyens qu'on aurait pris pour l'améliorer.

D'ailleurs, si le peuple, composé exclusivement de classes productives, était toujours dans une proportion exacte avec son revenu, il serait dans les temps de disette, et même à chaque récolte mau-

---

(1) Une nation ne verra jamais le produit annuel de ses terres et de son travail hausser de valeur, à moins que ses ouvriers productifs ne croissent en nombre ou n'acquièrent de nouvelles facultés productives. (*Ibid.*)

vaise ou médiocre, menacé des plus grandes calamités. Comme il n'aurait pas de réserves contre les accidens imprévus, comme tous ses capitaux employés à la production seraient compromis par les circonstances qui auraient plus ou moins altéré son revenu, il n'aurait aucun moyen d'échapper à la misère, à la famine et à la mort. Résultat terrible, trop souvent constaté par l'histoire des peuples sans relation avec les autres peuples, et surtout par les annales de l'Inde et de la Chine, où les mauvaises récoltes produisent la famine et la dépopulation dans un ordre constant et invariable. L'affectation de la totalité du produit annuel à l'accroissement du revenu, n'aurait donc en dernière analyse, pour le peuple exclusivement producteur, d'autre effet que la progression d'une population pauvre, malheureuse, et exposée à des chances terribles et funestes

D'un autre côté, les propriétaires du sol et les capitalistes consacrant, chaque année, l'excédant de leur revenu à son accroissement, verraient chaque année leurs capitaux s'accumuler; mais ils n'en seraient ni plus riches, ni plus heureux, puisqu'ils ne se serviraient de leurs richesses que pour les accroître. Semblables à l'avare qui, dans la contemplation de ses trésors, goûte toutes les jouissances, assimile la possibilité à la réalité et la supposition au fait, ils ne seraient véritablement riches

qu'au moment où ils donneraient à leurs capitaux une autre direction que celle de leur accroissement indéfini.

Enfin, l'État, composé de capitalistes et de producteurs nécessaires et indispensables à la direction du travail, et à ses nombreuses occupations, n'aurait aucun moyen de pourvoir aux besoins de la société civile.

Établirait-on le service personnel? Les capitalistes et les travailleurs, distraits des soins et des travaux de la production, ne pourraient pas donner les mêmes produits, le revenu diminuerait, sa diminution, ressentie par la population entière, la ferait décroître, l'État suivrait sa décadence, et également incapable d'échapper aux agitations de l'anarchie, et de résister aux attaques de l'étranger, il ne pourrait atteindre au but de la civilisation.

Imposerait-on des tributs? On arrêterait l'augmentation graduelle du revenu, on limiterait la progression des classes qui le produisent, on créerait les classes réputées stériles, et l'on renverserait l'ordre économique recommandé et prescrit par Adam Smith.

Ai-je besoin, pour achever l'esquisse de la situation de ce peuple, uniquement occupé de la production du revenu, de faire remarquer qu'il serait privé des secours de la religion, sans ressource contre les innombrables accidens de la vie, sans

consolation dans ses misères, sans soulagement dans ses infirmités, sans aucune des jouissances qui aident à supporter les maux inséparables de l'humanité, ou les font oublier? Peut-on imaginer une situation plus fâcheuse, une société politique plus dégradée, plus éloignée de la civilisation, et plus près de la barbarie des premiers âges?

Je dois convenir, cependant, que mon hypothèse n'est pas tout-à-fait conforme à la doctrine que je combats. Ce n'est pas, en effet, la proscription des classes réputées stériles qui résulte de cette doctrine, mais leur réduction. Ce n'est pas le retranchement, mais la restriction de leur portion dans le produit annuel qu'elle prescrit, et la raison qu'en donne Adam Smith, est que, selon que les fonds réservés à la consommation immédiate absorbent chaque année plus ou moins du produit annuel, il en reste plus ou moins pour les capitaux productifs du revenu; en sorte que le revenu de l'année suivante en devient plus grand ou plus petit, puisque, si l'on en excepte tous les dons spontanés de la terre, le produit annuel est l'effet des capitaux (1).

Il est certain qu'en augmentant chaque année la portion du produit annuel, destinée à l'entretien des classes productives du revenu, on augmenterait

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 1er.

chaque année le revenu ; nous venons de voir que ce moyen est infaillible. Mais on doit convenir aussi que l'augmentation de la portion des classes productives ne peut se faire que par la réduction de la portion des classes réputées stériles ; que cette réduction annuelle diminuant chaque année les moyens de subsistance des classes stériles, elles seraient rapidement détruites, et que par conséquent les classes productives formeraient, en peu de temps, toute la population ; ce qui reproduit mon hypothèse dans toute son intégrité, et rend toutes ses conséquences applicables à la doctrine d'Adam Smith.

Supposons cependant que la réduction de la subsistance des classes stériles s'arrêtât précisément au moment où elle menacerait leur existence ; sans doute ces classes seraient conservées ; mais ne seraient-elles plus nuisibles au revenu, cesseraient-elles d'être stériles, et la portion du produit annuel affectée à leur entretien formerait-elle des capitaux ? Comment concilier la nécessité de leur conservation avec la stérilité de leurs consommations, ou leur fécondité avec leur réduction ? On voit que plus on approfondit la difficulté et plus on l'agrandit, ou plutôt on voit que le système se contredit et se détruit lui-même.

Quand même on supposerait qu'en prescrivant la réduction des consommations des classes répu-

tées stériles, Adam Smith ne s'est proposé que de faire sentir l'importance des classes productives du revenu, et d'attirer sur elles la faveur publique dont elles n'ont pas toujours joui et dont elles ne jouissent pas encore partout, son intention ne serait pas tout-à-fait exempte de critique. Tout se tient dans l'ordre social et économique, toutes les classes de la population sont dans des relations mutuelles et réciproques, toutes profitent de leur association, et le produit annuel est le résultat commun de tous les efforts particuliers. Dans cette innombrable mobilité de fils, de ressorts, d'agens, n'est-il pas inutile, et peut-être dangereux, d'entreprendre de fixer la mesure de leur impulsion, de leur force et de leur puissance, de réputer les uns stériles et les autres productifs, de donner à ceux-ci une extension illimitée, et de circonscrire ceux-là dans le cercle le plus étroit? N'est-ce pas procéder au hasard, fonder la règle sur le système et le système sur la spéculation? Mais où aboutissent tous ces efforts de l'imagination? Et ne suffit-il pas, pour en dissiper toutes les illusions, de savoir que si les classes réputées stériles ne peuvent se passer des classes productives du revenu, à leur tour les classes productives du revenu sont impuissantes pour leur bonheur, et ne peuvent l'attendre que du concours des classes stériles? D'après ce résultat évident, que penser de la doctrine de la

fécondité et de la stérilité des consommations productives du revenu? Je pourrais borner là ma discussion sur cette partie de la doctrine d'Adam Smith, et je me flatte que mes raisons de douter paraîtraient aussi convaincantes que ses raisons de décider. Mais ce n'est pas assez pour l'intérêt de la science d'avoir fait succéder le doute au dogme; faisons un pas de plus, essayons de découvrir comment tous les travaux particuliers concourent à la production commune, ce qu'elle doit à leurs efforts isolés ou collectifs, et même quels sont ceux dont la coopération est la plus active et la plus efficace.

Les travaux de toutes les classes de la population concourent à la production du revenu.

Le produit annuel est consommé par trois classes de consommateurs qui, en échange de leurs consommations, s'appliquent à des travaux divers et donnent des produits différens.

Les uns reproduisent la totalité du produit consommé par toutes les classes de la population;

Les autres produisent des objets durables, d'utilité, de commodité et d'agrément;

Et les autres rendent des services indispensables au bien-être des individus, au maintien, à la prospérité et à la gloire de la société civile.

Comment apprécier la coopération de ces trois classes de consommateurs à la production? Ce n'est pas par leurs produits respectifs, car il peut arriver que celle qui n'en donne point, contribue si

efficacement aux produits des autres, qu'on lui en doive la plus grande partie; comme aussi il est possible que celle qui donne la plus grande masse de produits, en absorbe la plus grande quantité, et donne par conséquent un excédant moindre que celui d'une autre classe moins productive en objets matériels, mais plus féconde en produit net. Dans cette complication de combinaisons que je pourrais multiplier, on ne peut apprécier la fécondité relative de tous les consommateurs qu'en partant d'une règle d'appréciation générale et absolue, qui s'applique également à toutes les classes de la population, sous le double rapport de la consommation et de la production. Mais d'où peut résulter cette règle? De l'intérêt de la société civile, de sa richesse, de sa puissance et de sa gloire. La classe de la population qui, en échange de ses consommations, contribue davantage à la prospérité du corps social, est sans contredit la plus productive, lors même qu'elle ne donnerait aucun produit particulier; comme aussi celle dont le tribut est moindre, est moins productive, à quelque somme que ses produits puissent monter; enfin, s'il était possible qu'une classe absorbât tous ses produits et que la société civile n'en tirât aucun profit, cette classe serait véritablement stérile, lors même que ses produits seraient immenses, et il serait indifférent aux autres classes de la popu-

lation qu'elle cessât d'exister. Ainsi, la part que les diverses classes de la population ont à la prospérité de l'État, est la véritable mesure de la fécondité de leurs consommations, et la règle absolue de leur appréciation. Faisons-en l'application à chaque classe de consommateurs, et nous en verrons jaillir une lumière éclatante sur les sources de la richesse et de la puissance des nations modernes.

Les classes qui reproduisent chaque année le produit annuel consommé par toute la population, ne contribuent au maintien de la société civile que jusqu'à concurrence de l'excédant de leurs produits au delà de leurs consommations; là se bornent leur faculté productive et la fécondité de leur consommation.

Les classes qui produisent des objets durables, d'utilité, de commodité et d'agrément, sont profitables à l'État de plusieurs manières; non-seulement elles concourent au bien-être des autres classes de la population, améliorent leur condition, enrichissent l'État; mais ce qui est bien autrement précieux, elles forment un fonds accumulé de population, de talens et de facultés dont l'État peut disposer pour son service, sans porter atteinte à la reproduction et aux classes reproductives.

Enfin, les classes qui rendent aux individus et à l'État des services indispensables, utiles ou agréables, n'offrent aucun genre de produits, mais elles

participent à tous, les vivifient en quelque sorte et s'associent à leur fécondité. On leur doit la protection qui garantit à tous les citoyens la sûreté des personnes, le libre usage de leurs facultés et la jouissance de leurs propriétés; on leur doit les conseils, les soulagemens et les consolations dans les tribulations de la vie; les lumières, les talens et les connaissances qui civilisent les hommes, et répandent tant d'éclat et de considération sur les peuples. De tels avantages ne sont-ils pas des produits réels et non moins nécessaires aux besoins de la vie civile que le produit annuel aux besoins de la vie animale? Nest-ce pas une méprise étrange, de frapper de stérilité les consommations des classes qui dispensent aux hommes et aux peuples les plus grands bienfaits de la vie morale, et d'attribuer le privilége exclusif de la fécondité aux classes qui conservent la vie physique? Si les hommes ne peuvent vivre sans la reproduction du produit annuel, ils ne peuvent exister en corps politique sans les services des classes qui en sont les appuis et la gloire.

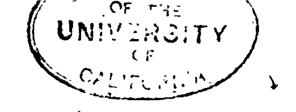
La proportion entre les classes productives du revenu, et celles qui sont réputées stériles, est inutile.

Mais le produit annuel peut-il suffire aux besoins de ces classes de consommateurs utiles, à la vérité, mais étrangères à sa production, et ne doit-on pas craindre de l'épuiser? On sait, dit Adam Smith, qu'il n'est pas infini.

Sans doute il n'est pas infini, surtout lorsqu'on

l'envisage dans l'hypothèse rationnelle des facultés humaines, finies et limitées de leur nature, et par conséquent incapables de créer et de donner un produit infini. Il y a donc un terme rationnel auquel le revenu des peuples doit s'arrêter; mais qui peut dans la pratique en poser la borne? Si les peuples de l'antiquité l'atteignirent souvent, on doit en accuser les vices de leur système politique, et non l'impuissance ou la limitation des facultés productives. Comme ils imposaient à des esclaves et à des peuples asservis, l'obligation de produire le revenu nécessaire à leurs besoins, comme ils n'avaient d'autre garantie de sa production que la violence et la terreur des peines et des châtimens, ils durent souvent épuiser les forces de l'esclave et toujours redouter le désespoir du tributaire; et il faut avouer que si la doctrine d'Adam Smith devait s'appliquer à un système semblable, elle serait à l'abri de toute critique, et l'on ne pourrait même donner trop d'éloges à sa sagesse et à son humanité.

Mais il en est tout autrement dans le système social des peuples modernes. On n'impose point de tribut aux classes productives du revenu en faveur des autres classes de la population, que ce revenu entretient et fait subsister. Les classes productives du revenu ne le produisent que pour subvenir à leurs besoins, à leurs plaisirs, à leurs



jouissances et à leurs fantaisies; elles n'obéissent qu'à l'impulsion de leur volonté, de leur penchant et de leurs passions; et dès-lors on ne doit pas plus craindre qu'elles se lassent de produire, qu'on ne doit s'inquiéter de la production des équivalens qui doivent en payer le prix; on ne doit pas même s'occuper de la proportion ou de la disproportion des classes productives du revenu avec les classes productives des équivalens. Une loi générale et absolue les tient dans un rapport constant et invariable. La consommation maintient l'équilibre entre tous les producteurs et tous les consommateurs, et rend inutiles tous les efforts qu'ils feraient pour le rompre. La production du revenu dépasse-t-elle la production des équivalens, le revenu non consommé cesse d'être reproduit, et les classes productives du revenu diminuent dans la proportion de la diminution du revenu. Même résultat lorsque la production de l'équivalent dépasse le revenu; l'équivalent consommé n'est pas reproduit, et la population productive des équivalens diminue dans la proportion de leur non consommation : il ne peut donc jamais exister de disproportion entre les classes productives du revenu et les classes productives des équivalens? Il est impossible qu'elles soient à charge les unes aux autres, et que le revenu soit exposé à un épuisement funeste aux classes qui le produisent.

Ajoutons que la consommation, en opposant aux diverses classes des producteurs du revenu et des équivalens, une résistance qu'elles ne peuvent pas vaincre, ne limite pas leurs efforts pour s'atteindre et se surpasser. Leur lutte est la source féconde de toutes les productions, de toutes les richesses et de l'opulence particulière et générale.

Et qu'on ne craigne pas que ces sources s'épuisent par les efforts de tous les producteurs et de tous les consommateurs! Dans le système commercial, sur lequel repose le système politique des peuples modernes, le revenu de chaque peuple ne se compose pas uniquement des produits de son sol, de sa fabrique et de son commerce intérieur; il s'accroît de toute la valeur que le commerce étranger ajoute aux produits de chaque sol et à l'industrie de chaque pays, et, grâces aux échanges des produits de tous les sols et de l'industrie de tous les pays, le revenu des peuples modernes n'a de terme que dans le terme des produits du monde entier et de l'industrie de tous les peuples; perspective consolante qui recule les limites du revenu jusqu'à l'indéfini, et dissipe toutes les craintes que sa limite rationnelle pouvait inspirer.

Le produit annuel, ou le revenu, ne peut pas être altéré par la trop grande

Allons plus loin : supposons que le revenu ne soit pas infini et qu'on doive craindre qu'il ne s'épuise, d'où pourrait provenir son épuisement? Serait-ce, comme le craint Adam Smith, de ce

que les classes qu'il répute stériles seraient dans une proportion trop forte par rapport aux classes productives du revenu? Mais cette crainte n'est fondée que sur la supposition qu'il existe des classes stériles et des classes productives, que le produit annuel est dû exclusivement à celles-ci, et que les autres n'y ont aucune part. Cette hypothèse est-elle fondée? Examinons. extension des classes non productives du revenu.

Les travaux qui semblent avoir le moins de part à la production, sont sans contredit ceux du gouvernement et du culte religieux; il n'en est point cependant qui y contribuent plus efficacement et avec plus de succès. Sans leurs travaux protecteurs et tutélaires, les classes réputées productives du revenu seraient continuellement menacées dans leurs personnes et dans leurs propriétés, le temps qu'elles seraient forcées d'employer pour se garantir de la paresse, des vices et des crimes de leurs concitoyens, ou pour se défendre des attaques de l'étranger, serait perdu pour la production, et le revenu ne s'éleverait pas au taux auquel il arrive, grâces à la protection du gouvernement, aux conseils et aux préceptes des ministres de la religion.

Il est donc juste et raisonnable d'attribuer à leurs travaux cet excédant du revenu qui, sans eux, n'existerait pas. Peu importe que ces travaux ne concourent à la production qu'indirectement; que de travaux n'y contribuent que de la même ma-

nière! et cependant ils n'en sont pas moins regardés par Adam Smith, comme des travaux productifs du revenu. Tels sont les travaux du mineur, du fondeur et du forgeron; du bûcheron et du taillandier, et de tous les arts qui fabriquent les machines, les instrumens et les outils si nécessaires ou si utiles à la production. Si les uns abrègent et facilitent le travail, les autres défendent, protégent et encouragent les travailleurs, et tous ont par conséquent les mêmes droits à s'attribuer une part dans la production du revenu.

Excepté dans un seul cas.

Il faut avouer cependant que, si le gouvernement et les ministres du culte prenaient sur le revenu une part plus grande que celle que la production doit au concours de leurs travaux, la consommation de l'excédant serait effectivement stérile et même destructive de la richesse générale; mais ce n'est point à cette limite qu'Adam Smith a fixé la stérilité des consommations de ces deux classes les plus respectables de la société, elle embrasse leurs consommations sans réserve et sans restriction; toutes lui paraissent un fardeau qui peut écraser les classes productives, arrêter la progression du revenu et même entraîner sa décadence, et, sous ce rapport, sa doctrine me paraît évidemment contraire au système de la production.

Cette erreur me paraît encore plus frappante et plus inconcevable, lorsqu'Adam Smith fait le

même reproche de stérilité aux travaux des classes littéraires et savantes, et des professions libérales. Il est possible que ceux du gouvernement et des ministres du culte religieux soient en partie stériles, et nous venons de voir dans quel cas, mais ce cas ne peut jamais arriver par rapport aux classes littéraires et savantes, et aux professions libérales. Ces classes ne peuvent consommer que la part du revenu assignée à leurs services par le libre consentement de ceux qui les reçoivent, et par conséquent, le reproche de stérilité ne peut être fondé par rapport à elles, qu'autant que leurs travaux ne contribueraient en aucune manière à la production du revenu; supposition entièrement dénuée de fondement.

Ces classes, en éclairant les hommes sur la direction la plus avantageuse à donner à tous les travaux, sur leurs droits réciproques au partage de ses produits, sur la justice, l'utilité et la convenance de leurs relations; en maintenant la paix parmi les citoyens, en procurant l'exécution de toutes les transactions sociales, en soulageant les hommes dans leurs infirmités, en les consolant dans leurs malheurs, rendent le travail plus facile, plus actif et plus productif. Leurs travaux sont autant de leviers qui opèrent sur la production de la même manière que les machines, les instrumens et les outils dont se compose le capital fixe. Il n'y

a de différence qu'en un seul point; l'opération des machines est physique et matérielle, tandis que l'action des classes littéraires et savantes et des professions libérales est pour ainsi dire intellectuelle et morale. Mais cette différence dans le mobile n'en met aucune dans le produit, et si les uns contribuent à la production du revenu, les autres ne peuvent pas être stériles.

On doit d'autant plus s'étonner de ce qu'Adam Smith met au rang des classes stériles, les classes littéraires et savantes et les professions libérales, qu'il place les talens utiles dans le capital fixe, et qu'il convient que les travaux de ces classes sont éminemment utiles. Si les talens utiles font partie du capital fixe, indubitablement productif du revenu, comment les talens utiles des classes littéraires et savantes et des professions libérales peuvent-ils être stériles? N'y a-t-il pas une contradiction manifeste entre ces deux parties de la doctrine d'Adam Smith, et ne suffit-il pas de cette contradiction pour en démontrer le vice et en détruire l'effet.

Il ne reste donc, pour écarter entièrement le reproche de stérilité des classes qui ne donnent point de valeurs d'échange en équivalent de leurs consommations du produit annuel, qu'à examiner s'il n'est pas bien fondé, au moins par rapport aux classes qu'il qualifie de frivoles, parce qu'elles se

consacrent aux plaisirs et aux amusemens, et sans doute aussi parce qu'on les accuse de fomenter la paresse et de corrompre les mœurs.

Il faut convenir que, si les hommes n'étaient placés sur la terre que pour produire et pour consommer, il y aurait au moins de l'imprudence à entreprendre de prouver que des travaux qui ne tendent qu'à distraire les producteurs des travaux de la production, sont cependant une de ses causes efficientes, et contribuent en effet à la fécondité.

Mais si la production et la consommation ne sont pas la fin et le terme des destinées humaines, et ne doivent être regardées que comme des moyens de cultiver les facultés intellectuelles et morales, cette noble partie de la nature humaine, tout ce qui, dans les arts d'agrémens, sert au développement de ces facultés, ne peut pas être regardé comme un travail stérile et non productif, et si ce travail est le dernier à concourir à la production, il y participe cependant, soit comme mobile, soit comme délassement, soit comme moyen de prévenir des vices grossiers, pernicieux à la richesse, à la sécurité publique et à la civilisation.

Ainsi, en parcourant l'échelle de toutes les consommations réputées stériles, on voit qu'aucune ne mérite ce reproche, parce qu'il n'y a pas un seul consommateur qui ne soit producteur, soit parce qu'il concourt directement à la production,

soit parce qu'il y contribue indirectement par son influence sur les producteurs. Il n'y a que les mendians, les voleurs et les êtres immoraux qui vivent des produits du vice et du crime qu'on peut regarder comme stériles, étrangers à la production, et à charge aux producteurs; mais cette vermine du corps politique, semblable à ces myriades d'insectes qui semblent accuser la sagesse de la Providence, déshonore plus l'ordre social qu'elle n'intéresse le bien-être, la prospérité et la richesse des peuples.

La division de la population en classes productives du revenu et en classes stériles, n'est donc pas mieux fondée que celle du produit annuel en fonds destinés à former des capitaux, et en fonds réservés à la consommation immédiate; il n'y a qu'une population, qu'un travail, qu'un produit annuel de la terre et du travail, qu'un seul revenu dont la consommation entretient et fait subsister toute la population, et dont la reproduction, par le travail général, constitue la seconde branche du capital.

De toutes les classes qui concourent à la production du revenu, quelles sont celles qui y ont le plus de part?

La seule question d'un véritable intérêt pour la science, celle dont la solution peut accélérer ses progrès, est de savoir quelle est la consommation du produit annuel qui contribue le plus à la reproduction, et qui, par conséquent, mérite de tenir le premier rang parmi les capitaux productifs du revenu. Est-ce la consommation des

classes qu'Adam Smith désigne sous le nom de classes productives du revenu, et que par cette raison il regarde comme seules productives? Est-ce au contraire, la consommation des classes qui ne contribuent qu'indirectement à la production du revenu, et que cet écrivain regarde comme stériles? Cette question n'est pas facile à résoudre, et peut-être y a-t-il quelque témérité de croire sa solution possible. Mais elle présente une si grande utilité, ouvre une si vaste carrière à l'économie politique, et la rattache si étroitement aux principes conservateurs de la société civile, qu'on me pardonnera de l'avoir envisagée dans toute son étendue, et n'eussé-je obtenu d'autre succès que d'en avoir fait sentir l'importance et la difficulté, mon travail ne sera pas inutile.

La production du travail est, parmi les peuples modernes, le résultat du travail de toute la population; mais la coopération des divers travailleurs n'a ni la même efficacité, ni la même fécondité. La graduer, la mesurer sur une échelle quelconque, est sans doute impossible; tout ce qu'on peut espérer, est de découvrir dans le classement des travailleurs la fécondité relative de leurs travaux, et c'est sous ce seul point de vue qu'on peut en faire une sorte d'appréciation.

Si l'on envisage l'universalité des travailleurs, on les voit se ranger en trois classes distinctes et

séparées dans leur objet, dans leurs opérations et dans leurs résultats.

La première, composée des ouvriers, exécute les travaux matériels et mécaniques de la production, et par conséquent, forme la classe inférieure des travailleurs.

La seconde, composée des directeurs et des entrepreneurs du travail, et dans laquelle se confondent les capitalistes et les propriétaires du sol, conçoit, ordonne et dirige toutes les opérations du travail, et doit être regardée comme la classe moyenne des producteurs.

Enfin, la troisième, composée du gouvernement, des ministres du culte religieux, des sciences et des arts, s'occupe de tous les travaux moraux et intellectuels, porte la lumière dans toutes les branches du travail, encourage, seconde et récompense les travailleurs, facilite et abrège leurs travaux, et donne à leurs produits toute leur valeur. Elle compose donc nécessairement la classe supérieure de la production.

Sans les travaux des classes inférieures et moyennes, point de productions, cela est évident; mais aussi sans les travaux de la classe supérieure, point de revenu, c'est-à-dire, point de production excédant la consommation des producteurs. Cette seconde proposition n'est pas aussi évidente que la première, mais il est facile de se convaincre qu'elle est aussi certaine.

Si, en effet, l'on retranche des travaux qui concourent à la production, ceux du gouvernement, du culte religieux, des sciences et des arts, à quoi la réduit-on? à ce qu'elle est dans les pays où ils n'existent pas, et par conséquent à ce qu'elle est dans les pays sauvages et barbares. Or, parmi les peuples sauvages, le travail donne à peine aux travailleurs de quoi subsister, et la production ne suffit pas toujours aux besoins des producteurs. Leur travail n'est cependant ni le moins pénible, ni le moins industrieux, ni le moins périlleux de tous les travaux. Qu'est-ce donc qui s'oppose à ses succès? ce sont moins les fatigues et les dangers qui l'accompagnent, que l'isolement des travailleurs, l'obligation individuelle de tout concevoir, de tout diriger, de tout exécuter; l'oppression du faible, et le risque imminent d'être dépouillé des fruits de son travail. Dans cet état précaire, la production ne peut faire de progrès, ni s'étendre au delà des besoins actuels ou prochains de chaque travailleur. On ne peut sortir de cette situation déplorable, ni par plus de travail, ni par un travail plus éclairé, ou combiné sur un plan plus vaste et plus judicieux. Quoi qu'on ait dit de la perfectibilité de la nature humaine, il n'y a point d'exemple dans l'histoire du monde que, par son impulsion naturelle, avec ses seules facultés, et sans aucun secours étranger, les hordes sauvages soient par-

venues à perfectionner leur travail, à obtenir des produits supérieurs aux besoins des producteurs, à consacrer l'excédant de leurs produits à la création du gouvernement, à l'établissement du culte religieux et à l'institution de tous les services que l'homme peut attendre du perfectionnement de la société civile; barbarie et misère sont inséparables, et ne peuvent s'entr'aider pour arriver à la civilisation et à la richesse.

Le terme de la barbarie, le commencement de la civilisation datent, chez tous les peuples, de l'institution d'un gouvernement protecteur et tutélaire, et les progrès de la production sont dus à ses travaux et à ses soins. A son apparition, tous les obstacles qui arrêtaient la production cessent, tous les secours dont elle avait besoin, lui sont prodigués, et elle ne voit plus de terme à sa progression. Les craintes que l'homme inspirait à l'homme se dissipent, la sécurité des travailleurs fait naître l'espérance, inspire le désir d'accroître la masse des produits du travail; et la certitude d'en jouir et d'en disposer à son gré crée et multiplie les combinaisons qui peuvent en varier les espèces, les perfectionner et leur donner la plus grande valeur.

Sous les auspices d'un gouvernement régulier, le génie, le talent et les arts créent ou perfectionnent les méthodes du travail, inventent les ma-

chines, les instrumens et les outils qui le facilitent et l'abrègent; dirigent, surveillent ou régularisent les efforts des travailleurs; arrêtent ou détournent les causes physiques, morales, civiles qui menacent leur repos, leurs droits et leurs jouissances; préviennent ou abrègent leurs distractions, ou ne tolèrent que les moins fâcheuses et les moins nuisibles à la production, et, par ce concours d'attention, de soins et d'efforts, portent le travail au plus haut degré d'intensité, et lui donnent la plus grande fécondité. En un mot, de l'établissement du gouvernement dérivent médiatement ou immédiatement les progrès du travail et de la production, et comme la barbarie arrêtait la production, et lui opposait un obstacle insurmontable, la civilisation favorise ses progrès et son développement; et, ce qui n'est pas moins remarquable, la civilisation suit les progrès de la production, et en marchant sur la même ligne, elles réagissent l'une sur l'autre avec une égale intensité.

Et qu'on ne s'étonne pas de ce que, dans ce système, le revenu dérive du gouvernement, qui ne vit et ne subsiste que par le revenu. La contradiction n'est qu'apparente, et disparaît au flambeau de l'histoire de la civilisation.

Les peuples sauvages et barbares ne sont pas parvenus à la civilisation en instituant un gouvernement, et lui assignant un revenu proportionné

à ses besoins. S'il n'y avait eu que ce mode de civilisation, on serait éternellement resté dans la barbarie. Quel a donc été le commencement de la civilisation, et où chercher son premier mobile? L'histoire est unanime sur ce point, et si elle nous laisse dans l'ignorance sur le premier peuple civilisé, elle nous apprend que tous les peuples connus ont été redevables de leur civilisation à la conquête, à la colonisation, ou au commerce.

Lorsque le conquérant assujettit les peuples barbares et sauvages, ou, ce qui revient au même, lorsque les peuples barbares et sauvages subjuguent les peuples civilisés, ce n'est pas le revenu des peuples barbares, mais celui des peuples civilisés qui fournit aux besoins du gouvernement. Les peuples barbares sont encore plus pauvres qu'indisciplinés, et leur imposer des privations, ne serait pas le moyen de les soumettre aux lois et de les civiliser.

Les colonies qui s'établissent parmi les peuples barbares se donnent bien de garde de leur demander une partie de leurs produits, pour les associer aux bienfaits de l'état social, ce serait leur en inspirer la haine, et les en dégoûter à jamais. On ne compte que sur la force de l'exemple, sur la séduction des services, sur le pouvoir du temps, et surtout sur les échanges qui augmentent les moyens de subsistance, et donnent un excédant auparavant inconnu; et, sous tous ces rapports, la civi-

lisation fait encore tous les frais de l'extinction de la barbarie.

Enfin, le commerce, en ouvrant des communications avec les peuples barbares, ne se borne point à faire circuler parmi eux des notions d'ordre et de subordination, à les éclairer sur les avantages des relations sociales, à leur faire sentir que les échanges dont ils recueillent les avantages, ont besoin d'être garantis par l'autorité d'un gouvernement; il accroît par l'échange leurs moyens de subsistance, sans leur imposer de plus grands travaux, souvent même il les diminue, en leur distribuant des instrumens nouveaux ou perfectionnés, et cet accroissement de ressources forme, avec le temps, le revenu qui sert de base à l'institution du gouvernement, et de mobile à la civilisation.

Les classes qui vivent du revenu, contribuent necessairement à sa production.

Ainsi le gouvernement, qui n'existe que par le revenu, ou par l'excédant du produit au delà des consommations des producteurs, a cependant précédé l'existence du revenu. Comme aussi, c'est sur le revenu dont la progression est due au gouvernement, que s'élèvent successivement les institutions religieuses, scientifiques, littéraires; les professions libérales et les arts d'agrément; mais loin de lui être à charge, comme le craint Adam Smith, elles sont la cause efficiente de son extension indéfinie. Enfin, du concours des travaux des classes supérieures de la production, dérivent l'abon-

dance du revenu, la population et la richesse, la puissance et la gloire des nations modernes, et tous ces prodiges de la civilisation, qui, comparés aux misères de la barbarie, feraient douter si les peuples civilisés ont la même origine que ceux qui végètent si péniblement dans la barbarie, si tous peuvent prétendre aux mêmes destinées, et atteindre à la même destination.

Et comment, après des résultats aussi certains, aussi glorieux pour les classes supérieures du travail, a-t-on pu vanter la prééminence des travaux des classes inférieures, leur attribuer la faculté exclusive de la production, former de leurs consommations du produit annuel les seuls capitaux, faire dépendre l'extension de ceux-ci, de l'accroissement de celles-là, et présenter ces classes à la sollicitude des peuples et des gouvernemens, comme les véritables instrumens de la richesse et de la puissance? Comment a-t-on pu se méprendre sur le rang qu'elles doivent occuper dans l'ordre de la production, ou plutôt à quoi bon, dans la théorie comme dans la pratique, isoler chaque classe de travailleurs, chaque genre de travail, chaque espèce de consommation? Pourquoi les apprécier à part et individuellement, et les classer d'après des aperçus vagues, apparens et nécessairement fautifs? Il est dans les véritables principes de l'économie politique et dans l'intérêt de la richesse générale,

d'envisager tous les travaux comme des divisions du travail général, tous les travailleurs comme les agens de la même manufacture, et la production comme le résultat d'une seule et même opération. C'est à la division du travail, cette belle découverte de la science économique, qu'il faut rattacher les notions, les principes et la doctrine; c'est par elle que l'on peut triompher des obstacles qu'on lui oppose, qu'on peut accélérer ses progrès et garantir ses succès; mais on n'en aurait qu'une idée imparfaite si on la limitait, si on l'arrêtait dans ses innombrables ramifications, et si on lui assignait d'autre terme que le travail de tous les peuples, l'échange des productions du globe et le partage des revenus du monde entier.

Exemple de la proportion qui existe entre les classes productives du revenu, et celles qui sont réputées n'avoir aucune part à sa production.

Si ces considérations, fondées sur la nature des choses, sur les principes les moins controversés de l'économie politique, et sur les témoignages de l'histoire, ne suffisaient pas pour dissiper entièrement les craintes qu'Adam Smith a conçues de l'épuisement du revenu, par la trop grande extension des consommations des classes qu'il répute stériles, consultons les faits, ces véritables régulateurs de toutes les sciences pratiques, et nous verrons les résultats de la raison pleinement confirmés par les leçons de l'expérience.

En 1789, la population de la France se composait :

1°. Des classes inférieures du travail, dont la population peut être évaluée à environ. 22,000,000
2°. Des classes moyennes, environ. 2,442,482
3°. Des classes supérieures, environ. 2,000,000

Total. 26,442,482

Ainsi, les classes qu'Adam Smith répute stériles ne formaient qu'environ 2/13es. de la population de la France, et dans ces 2/13es. résidaient la force, les lumières, les talens, la richesse, la puissance et la gloire de l'État. Sans lui, les autres 11/13es. auraient végété dans la misère, dans l'ignorance, dans la barbarie, dans l'oppression et dans l'avilissement. Si, en France, où le système politique était peu favorable aux classes réputées productives, elles formaient cependant les 11/13es. de la population, comment a-t-on pu supposer, en thèse générale, que les classes réputées productives ont quelque chose à redouter de l'accroissement des classes réputées stériles, et qu'on doit prendre garde que les consommations de ces dernières classes n'épuisent le revenu? Il me semble, au contraire, que si la France avait pu réduire sa population productive, sans que la production en eût souffert, ce qui n'eût été ni impossible, ni difficile, le sort des classes productives se serait amélioré, le revenu se serait accru, la population des classes réputées stériles eût été plus nombreuse, et l'État

aurait eu plus de force effective, plus de richesse réelle et plus de véritable puissance. D'où l'on peut conclure, sans paradoxe, que la science économique doit tendre à la réduction des classes productives inutiles à la production, parce qu'elles grossissent le produit brut et diminuent le revenu net; tandis que les classes réputées stériles ne peuvent s'accroître qu'avec le revenu net, et ne peuvent ni l'épuiser, ni même arrêter sa progression, tant que leur part dans ce revenu est réglée par le libre consentement des classes productives du revenu.

Autre exemple de la part proportionnelle de ces deux classes dans la distribution du revenu.

Et qu'on ne croie pas que si la division de la population de la France, en classes productives et stériles, n'offre point les résultats fâcheux qu'Adam Smith avait aperçus dans la spéculation, il n'en est pas de même sous le rapport du partage du produit annuel, et de la part qu'y prenaient les classes réputées stériles. A la vérité, la part des individus qui composaient ces classes était plus forte que celles des individus qui formaient les autres classes; mais cette différence ne peut être d'aucun avantage pour le système d'Adam Smith. Qu'est-ce, en effet, que la part des classes productives dans le produit annuel de la terre et du travail? pas autre chose que les frais de la production, dont la défalcation se fait sur le produit brut. Plus cette part est considérable, moins il en reste pour le revenu, et par conséquent le véritable intérêt de la richesse est de réduire, autant que possible, la

part des classes productives du revenu, parce que cette réduction accroît le revenu net qui, de l'aveu même d'Adam Smith, constitue seul la richesse des peuples (1). Voici dans quels rapports le produit annuel de la France se répartissait entre les classes productives et les classes réputées stériles.

Ce produit pouvait être évalué à la somme d'environ. . . . . 6,095,006,418 l.

Savoir :

Agriculture. . .	3,828,419,254 l.
Industrie. . (2). .	844,776,274
Commerce intérieur, en gros et en détail.	1,044,190,250
Avec l'étranger.	377,620,640
Somme pareille.	6,095,006,418

La part afférente aux classes productives dans cette somme, était

Pour l'agriculture. . . . . (3).	2,389,775,075
Les manufactures.	599,230,100
	2,989,005,175

(1) Le revenu net, et non le revenu total, forme la véritable richesse. (*Richesse des Nations*, liv. 2, ch. 2.)

(2) Non compris les matières premières montant à environ 650 millions.

(3) Indépendamment des semences, qui se montaient à 233,233,233 liv.

Ci-contre.	2,989,005,175l.
Le commerce en gros, en détail et avec l'étranger	870,001,243
	3,859,006,418

En déduisant du produit annuel	6,095,006,418
la part des classes productives. .	3,859,006,418
Il restait pour le produit net ou le revenu.	2,236,000,000

C'était par conséquent environ le tiers du produit total.

Mais il faut remarquer que dans ce tiers étaient compris les intérêts des capitaux et la rente de la terre, dont une partie servait à l'entretien des capitalistes et des propriétaires du sol, qu'Adam Smith a placés, avec raison, parmi les classes productives; de sorte qu'en défalquant un sixième pour cet objet, on voit qu'en dernière analyse, les classes qu'Adam Smith répute stériles ne prenaient qu'un sixième du produit brut; résultat qui non-seulement prouve jusqu'à l'évidence l'illusion des craintes d'Adam Smith sur l'épuisement du revenu par la trop grande consommation des classes stériles, mais même démontre clairement que tous les peuples doivent diriger tous leurs efforts vers la réduction des classes pro-

ductives du revenu, et que cette réduction ne doit s'arrêter qu'au moment où elle serait nuisible à la production.

Ces deux exemples prouvent que loin de se nuire, ces classes tirent des avantages infinis de leur association dans le travail commun.

Ce n'est pas du grand nombre des classes productives, ni de l'abondance de la production, mais de la grandeur du revenu ou du produit net, que dérivent la richesse et la puissance des peuples qui ont basé leur existence sur le système commercial. La production n'est pas la mesure du revenu, quoiqu'elle en soit la source, et augmenter la production, ce n'est pas augmenter le revenu dans la même proportion. Les véritables causes de l'accroissement du revenu sont un bon gouvernement, l'utilité de ses combinaisons, le succès de ses opérations, l'étendue de ses encouragemens et de ses récompenses, la sagesse des préceptes religieux, les progrès et le dévelopement des lumières, des talens et des arts. A mesure que l'action de toutes ces causes grossit le revenu, il réagit sur la production, la tient au niveau de tous les besoins, et la fait concourir au bien-être et à la prospérité de toutes les classes de la population.

En un mot, le revenu est à la production ce que la sève des branches et des feuilles est à l'arbre; tant qu'il ne tire sa sève que de ses racines, il végète, languit et reste petit et rabougri; il ne prend de la force qu'à mesure que ses branches poussent, qu'elles se ramifient et se couvrent de

feuilles; enfin, il ne parvient à toute sa grandeur que lorsque le luxe des branches, de leurs ramifications et de leur feuillage fait circuler des torrens de sève de l'extrémité des feuilles à l'extrémité des racines. Cette image me semble retracer tous les traits caractéristiques de la production dans la société civile. Quiconque ignore le mystère de la végétation des plantes, pourrait croire que la sève qui vient des racines est destinée à la formation du corps de l'arbre et s'épuise dans l'excroissance des branches, de leurs rameaux et de leurs feuillages; mais l'agronome sait que de cette excroissance apparente découle plus de sève que celle qui monte des racines, et que l'arbre n'est pas moins redevable de sa vigueur aux unes qu'aux autres. Loin de craindre que les branches, les rameaux et les feuilles n'épuisent le corps de l'arbre, et ne nuisent à sa progression, il voudrait pouvoir les multiplier, et si sa puissance allait jusque-là, il n'y a pas de doute qu'il n'exerçât la plus grande inflence sur la végétation. On peut affirmer, avec la même raison, que l'extension des classes réputées stériles, loin de menacer les classes productives et la fécondité du revenu, concourent, au contraire, à leur bien-être et à leur accroissement, pourvu toutefois que cette extension soit naturelle et le résultat de l'impulsion libre et volontaire des classes productives; condition indispensable, et sans la-

quelle tout ordre économique est renversé, toute science inutile, toute observation stérile, et toute spéculation illusoire.

Conclusion du chapitre.

Concluons donc, en opposition à la doctrine d'Adam Smith, sur la nature et la composition des capitaux.

Que les capitaux des peuples modernes ne consistent pas uniquement dans la partie du produit annuel de la terre et du travail, destinée à l'entretien des classes productives du revenu, mais se composent, 1°. de la totalité du produit annuel employé à la production du revenu général, d'où il résulte qu'il n'y a point de consommation improductive, ni de population stérile; 2°. des objets durables d'utilité, de commodité et d'agrément qui, provenus de l'emploi d'une partie du produit annuel, forment un fonds d'accumulation approprié à des besoins spéciaux ou à des jouissances devenues pour ainsi dire nécessaires à certaines époques de la civilisation.

Par une conséquence nécessaire, la progression ou la décadence du revenu et de la fortune des peuples modernes ne dépend pas de la proportion du produit annuel, affecté à l'entretien des classes productives du revenu, avec le produit annuel réservé à la subsistance des autres classes de la population. Ce revenu est entièrement subordonné à l'influence des pouvoirs publics, des lumières et de la civilisation.

Si l'on veut embrasser dans toute leur étendue les difficultés qui se sont élevées sur cette partie de la science entre un grand nombre d'écrivains plus ou moins recommandables, qui ont écrit postérieurement à Adam Smith, tant en Angleterre qu'en France, il faut consulter la seconde édition de mon ouvrage sur les systèmes d'économie politique, liv. 2, chap. 2. Cette édition a été publiée au mois de mars 1821.

CHAPITRE II.

Du capital employé à la production du revenu et de la fécondité relative de ses divers emplois.

Du capital employé à la production du revenu, et de la fécondité relative de ses divers emplois.

Le sujet de ce chapitre est, sans contredit, le plus vaste, le plus important et le plus difficile de ceux dont s'occupe la science de l'économie politique. Il s'agit de déterminer s'il y a un emploi du capital plus productif que les autres emplois; quel est celui qui jouit de cet avantage; et à qui de l'agriculture, des manufactures ou du commerce en gros, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, appartient cet avantage. Si ce problème était résolu, les autres qui embarrassent encore l'économie politique disparaîtraient, ou seraient tellement simplifiés qu'il ne serait pas difficile de les résoudre. On saurait du moins ce qu'il importe le

plus de savoir, la science pratique serait assurée dans sa marche, et la richesse ferait, chez tous les peuples, des progrès sûrs et rapides. Malheureusement on est encore bien loin de cette perspective consolante; on ne sait sur ce sujet que ce que nous en ont appris l'expérience et la spéculation; mais l'une et l'autre n'offrent que de faibles garanties et ne méritent pas une entière confiance. L'expérience ne nous fait connaître que ses succès, et nous laisse ignorer les moyens qui les lui ont fait obtenir, et la spéculation n'appuie ses résultats que sur des conjectures, des hypothèses et des raisonnemens. Ce qui ajoute encore à la difficulté de la détermination, c'est que l'expérience détruit les résultats de la spéculation, et que la spéculation élève des doutes nombreux sur les témoignages de l'expérience. D'ailleurs, nul moyen de les concilier, elles sont dans une opposition directe et absolue; il faut donc opter entre l'une ou l'autre; mais comment opter, lorsqu'il n'y a que des raisons de douter, et point de motifs pour se déterminer.

Dans cette position difficile je n'ai vu qu'un seul moyen, c'est d'examiner attentivement si la spéculation peut résister à l'épreuve des faits et de l'expérience, et si l'expérience peut soutenir l'épreuve des lumières de la raison. Cette double épreuve doit, ce me semble, nous conduire à la solution du problème, ou du moins préparer les élémens de sa solution.

Adam Smith distingue quatre sortes d'emplois du capital pour la production du revenu, chacun avec une destination propre et particulière.

Quatre sortes d'emploi du capital dans la production du revenu.

L'un procure à la société le produit brut dont elle a besoin pour sa consommation annuelle;

L'autre prépare et manufacture le produit brut pour le rendre propre à la consommation;

L'autre transporte le produit brut et manufacturé des contrées où il abonde dans les pays qui en manquent;

Enfin, l'autre divise le produit brut et manufacturé en petites parties, telles qu'il les faut pour satisfaire aux demandes accidentelles de chaque individu.

« Tous ceux, dit Adam Smith, qui emploient » leurs capitaux d'une de ces quatre manières, sont » des ouvriers productifs; cependant des capitaux » d'une égale valeur, employés d'une de ces quatre » manières, mettent en activité des quantités bien » différentes de travail productif pour la société à » laquelle ils appartiennent, et élèvent à des pro- » portions très-inégales la valeur du produit an- » nuel de la terre et du travail (1) ».

Adam Smith les répute tous productifs, mais à des degrés inégaux.

Avant d'aller plus loin, il faut se former des notions exactes de ce qu'Adam Smith entend par *mettre en activité une quantité de travail plus*

Mesure qu'il prend pour déterminer

(1) Liv. 2, chap. 5.

les degrés de leur fécondité.

ou moins grande, et ajouter plus ou moins de valeur au produit annuel de la terre et du travail. La plus légère méprise sur ces deux points rendrait l'examen de cette partie de sa doctrine tout-à-fait inintelligible.

Nécessité de s'en former des notions exactes.

Il me semble qu'on ne peut mettre en activité une quantité de travail plus grande dans un emploi du capital que dans l'autre, que de deux manières, ou par un plus grand nombre d'ouvriers, ou par le jeu de machines plus perfectionnées. Est-ce à l'un ou à l'autre de ces avantages qu'Adam Smith attribue l'inégalité des produits des divers emplois du capital?

D'un autre côté, il me semble qu'un emploi du capital ne peut ajouter au produit annuel de la terre et du travail, une valeur plus grande qu'un autre emploi du capital, qu'autant qu'il donne une plus grande masse de produits, ou parce qu'il donne à ces produits un plus grand prix. Est-ce de l'une ou de l'autre de ces deux conditions qu'Adam Smith fait dépendre la fécondité des divers emplois? Non.

Voici comment cet écrivain explique et développe sa pensée :

Explication qu'en donne Adam Smith.

« Le marchand en détail, dit Adam Smith, est » le seul ouvrier productif que son capital em- » ploie, et le bénéfice qu'il en retire forme toute » la valeur qu'il ajoute, par son commerce, au » produit annuel de la terre et du travail.

» Par son capital, le négociant emploie les ma-
» telots, les voituriers qui transportent ses mar-
» chandises d'un lieu à l'autre, et il augmente ainsi
» le prix de ses marchandises de la valeur de leur
» salaire et de celle de ses bénéfices. C'est tout le
» travail productif que le négociant met immédia-
» tement en activité, c'est aussi toute la valeur
» qu'il ajoute immédiatement au produit annuel;
» cependant l'emploi de son capital est bien plus
» étendu que celui du marchand en détail.

» Une partie du capital de l'entrepreneur de
» manufactures est employée comme un capital fixe
» dans les instrumens de son entreprise, et rem-
» place le capital et le bénéfice de l'artisan qui les
» lui a vendus; une autre partie du capital est em-
» ployée à l'achat des matières, et remplace aussi
» les capitaux et les bénéfices des fermiers et des
» mineurs qui les lui ont fournies, et l'autre par-
» tie, qui est la plus grande, circule toujours
» parmi les ouvriers qu'il emploie; celle-ci ajoute
» à la valeur de la matière première, et par le sa-
» laire que gagnent les ouvriers, et par les béné-
» fices que fait l'entrepreneur sur tous les fonds
» des salaires, sur toutes les matières, sur toutes
» les machines et instrumens que nécessitent les
» manufactures; elle met donc en activité une plus
» grande quantité de travail, et ajoute plus de va-
» leur au produit annuel de la terre et du travail

» de la société, que le capital employé par un
» négociant.

» Toutefois, à égalité de capitaux, il n'en est
» point qui mette en activité plus de travail pro-
» ductif que le capital du fermier. Il faut ranger
» d'abord dans la classe des ouvriers productifs,
» non seulement les domestiques laboureurs, mais
» encore les animaux de labour; ces deux espèces
» d'ouvriers ne reproduisent pas seulement en
» agriculture, de même que l'ouvrier dans les ma-
» nufactures, une valeur égale à leur consomma-
» tion, ils reproduisent régulièrement la rente du
» propriétaire; celle-ci peut être regardée comme
» le produit du pouvoir de la nature, ce pouvoir
» est rarement au-dessous du quart, et souvent il
» excède le tiers du produit total.

» Un capital employé à l'agriculture met donc
» en activité, d'une part, une quantité de travail
» productif plus grande que celle dont le capital
» commanderait l'action dans une manufacture,
» et de l'autre, en proportion du travail productif
» qu'il emploie, il ajoute une bien plus grande
» valeur au produit annuel de la terre et du tra-
» vail. De toutes les manières d'employer un ca-
» pital, celle-ci est sans doute la plus avantageuse
» à la société (1) ».

(1) Liv. 2, chap. 5.

Dans cette exposition littérale des causes qui, suivant Adam Smith, déterminent l'inégalité des produits des divers emplois du capital, on remarque qu'il fait dépendre la quantité de leurs produits du nombre des ouvriers qu'ils salarient, et de la valeur qu'ajoute au produit annuel de la terre et du travail, le montant des salaires des ouvriers et des bénéfices des capitalistes. Par le nombre des ouvriers, il présume la quantité de travail mise en activité; par la masse des salaires et des bénéfices, la valeur ajoutée au produit annuel de la terre et du travail, et par cette valeur, la fécondité relative des emplois du capital. C'est donc par des conjectures que cet écrivain supplée aux faits, et sur des raisonnemens qu'il fonde sa théorie; mais sa théorie, quelqu'ingénieuse qu'elle soit, ne peut soutenir l'épreuve de la raison et de l'expérience.

Vices du mode d'évaluation par le nombre des ouvriers.

Deux capitaux d'une égale valeur, placés dans deux emplois différens, ne peuvent entretenir un plus grand nombre d'ouvriers dans un emploi que dans l'autre, qu'autant que l'un donne à ses ouvriers de moindres salaires que l'autre, avantage qui ne contribuerait pas sans doute à le rendre plus productif. Un grand nombre d'ouvriers avec de modiques salaires ne mettent pas en activité une plus grande quantité de travail productif qu'un moindre nombre d'ouvriers avec des salaires pro-

portionnés à leurs besoins. L'ouvrier mal payé travaille moins et plus mal que l'ouvrier bien payé, et les produits de leur travail ne sont comparables ni en quantité, ni en qualité. Il est certain, d'un autre côté, que le nombre des ouvriers n'est d'aucun profit pour le capitaliste. Son bénéfice ne se règle pas en effet dans la proportion numérique des ouvriers qu'il salarie, mais en raison de la valeur des produits de leur travail comparée avec les frais de la production. Enfin, il n'est d'aucun avantage pour un pays que ses ouvriers soient nombreux et mal payés, parce que, comme Adam Smith l'a fort bien démontré (1), la modicité du salaire, loin d'être un moyen de richesse et de prospérité, est un signe certain de décadence et de misère; une population pauvre et misérable est plus à charge que profitable à une nation.

Mais, fût-il vrai que le nombre des ouvriers bien ou mal payés dût influer sur la fécondité des emplois du capital, et qu'on pût le regarder comme un signe caractéristique de leur fécondité, il ne donnerait pas les résultats qu'Adam Smith en a tirés; il en donnerait même de tout-à-fait contraires, si l'on peut ajouter foi à l'emploi du capital de la France en 1789. Je ne cite pas cet exemple comme une autorité décisive, mais il me paraît suffisant pour réfuter la simple assertion d'Adam Smith.

(1) Liv. 1er., chap. 9.

En parcourant le tableau du capital de la France, de ses emplois, du nombre des ouvriers entretenus dans chaque emploi, du taux de leur salaire, on trouve :

	Capital fixe et circulant.	Population.	Salaires.
Agriculture.	42,202,013,335 l.	18,000,000.	112 l. par tête.
Manufactures.	2,621,089,220	3,692,090.	167
Commerce en gros à l'intérieur	319,083,618	715,908.	178
En détail.	181,276,678	1,843,836.	376
Avec l'étranger.	251,739,776	405,186.	199
	45,575,212,626.	24,657,020.	

De ces résultats, il suit que, si les manufactures et le commerce eussent employés des capitaux de la même valeur que ceux qui étaient employés dans l'agriculture, et que, si le salaire des ouvriers des manufactures et du commerce n'eût pas été plus élevé que celui du cultivateur, la population entretenue dans chaque emploi eût été dans les proportions suivantes :

Manufactures, environ. 75,000,000
Commerce en gros, environ. . . 80,000,000
en détail, environ. . . 200,000,000
Avec l'étranger. 90,000,000

Combien ce résultat des faits diffère des aperçus de la spéculation ! Il n'offre à la vérité qu'une faible

lueur, mais combien elle doit paraître préférable à la profonde obscurité de la spéculation!

Le nombre des ouvriers, ou, ce qui est la même chose, la quantité de travail mise en activité par le capital dans chaque emploi, n'offre donc aucun moyen d'apprécier la fécondité relative de ses divers emplois.

L'impuissance de ce premier mode d'appréciation établie et démontrée, voyons si, comme le prétend Adam Smith, on doit accorder plus de confiance à son second mode, la valeur que chaque emploi du capital ajoute au produit annuel de la terre et du travail.

Vices du mode d'évaluation par les salaires et les bénéfices.

Adam Smith compose cette valeur, 1°. des salaires des ouvriers; 2°. des bénéfices des capitalistes; de sorte que les emplois du capital les plus productifs sont ceux qui donnent de plus grands salaires aux ouvriers et de plus grands bénéfices aux capitalistes. Mais comment concilier cette doctrine avec celle du même écrivain sur les salaires du travail et les bénéfices du capitaliste.

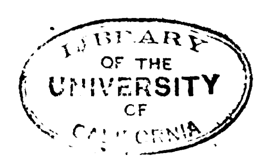
« Les différens emplois du travail et des fonds, » dit Adam Smith, dans leur généralité et dans » le même arrondissement, sont soumis à une égalité parfaite d'avantages et de désavantages, ou » tendent sans cesse à cette égalité. Supposons » deux emplois qui soient évidemment, l'un plus, » l'autre moins avantageux que tous les autres.

» connus dans le même district, alors tant de gens » se précipiteront vers le premier, et le second » sera tellement abandonné de la foule, que bientôt la concurrence et la désertion mettront tout » au même niveau. Telle serait du moins leur » marche dans une société où les choses seraient » livrées à leur cours naturel, et la liberté publique pleine et entière; où chaque membre pourrait se choisir l'occupation qu'il jugerait la plus » convenable à ses moyens, et serait le maître d'en » changer à sa volonté (1) ».

1°. Dans l'hypothèse de leur égalité dans tous les emplois du capital.

La première réflexion qui se présente à l'esprit en rapprochant la doctrine de l'égalité des avantages dans tous les emplois du capital, de celle de l'inégalité de valeur que chacun d'eux ajoute au produit annuel de la terre et du travail, est qu'elles sont contradictoires, se repoussent et s'excluent mutuellement, et par conséquent dispensent de toute discussion ultérieure. Mais des contradictions, quelqu'évidentes qu'elles soient, ne suffisent pas pour décréditer la doctrine d'un écrivain aussi recommandable qu'Adam Smith; il faut aller plus loin, il faut découvrir d'où procèdent ses contradictions, éclairer ses méprises, rendre ses erreurs si palpables, que la prévention la plus aveugle ne puisse pas les méconnaître. Cette tâche est difficile

(1) Liv. 1er., chap. 10.



sans doute, mais il ne me paraît pas impossible de la remplir.

En fondant sur l'hypothèse de la concurrence des ouvriers et des capitalistes, dans tous les emplois du capital, l'égalité des avantages de ses emplois, Adam Smith ne s'est-il pas mépris sur la nature et les effets de la concurrence? Si la concurrence produit nécessairement le juste prix des services de l'homme, et la véritable valeur des choses qui sont soumises à sa loi, c'est lorsqu'il y a une égalité parfaite entre les hommes et les choses en concurrence.

L'égalité des choses se rencontre facilement, ou la différence est si légère qu'elle est à peine sensible, et n'arrête point la concurrence. On remarque aussi très-peu de différence parmi les individus employés à certains travaux, et de là vient que la concurrence règle le taux de leur salaire; mais là finit l'empire de la concurrence entre les hommes. L'étendre au delà, lui soumettre toutes les classes de travailleurs, tous les capitalistes, c'est-à-dire, tous ceux qui dirigent l'emploi du capital, ce serait méconnaître les inégalités naturelles et sociales, placer les hommes sous le niveau de l'inégalité absolue, opposer un obstacle insurmontable aux progrès des arts et des sciences, et circonscrire la société civile dans la limite des premiers âges de la civilisation.

La diversité des occupations, dans chaque emploi du capital, exige des facultés différentes dans les ouvriers qui en sont occupés. Il faut plus d'habileté, d'adresse, d'intelligence à l'ouvrier employé dans le commerce qu'à l'ouvrier employé dans les manufactures, à celui-ci qu'à l'artisan, et à ce dernier qu'à l'agriculteur. La différence des facultés indispensables dans chacun de ces emplois est si grande, qu'il est douteux qu'on pût tirer de l'agriculture un seul ouvrier propre aux métiers, ou des métiers un ouvrier pour les manufactures, et des manufactures, un ouvrier pour le commerce. Toute concurrence entre ces diverses classes d'ouvriers est donc absolument impossible, parce qu'il n'y a pas entre eux égalité de facultés, de moyens et de puissance.

Je n'examinerai pas si l'éducation ne pourrait pas rendre tous les ouvriers également propres aux travaux de tous les emplois du capital, ce serait m'engager dans l'examen d'une question de philosophie tout-à-fait déplacée dans la discussion d'un problème d'économie politique.

Ce qu'il y a de certain, c'est que, dans tous les pays et dans tous les temps, les salaires de l'agriculture ont été inférieurs à ceux des métiers, ceux des métiers à ceux des manufactures, et ceux des manufactures à ceux du commerce. Cette graduation n'a jamais été dérangée par la concurrence

des ouvriers, et cet effet invariable démontre suffisamment la non existence de la concurrence des ouvriers dans les emplois, et une cause contraire et opposée à la concurrence; cause résultante évidemment de l'inégalité des facultés physiques, économiques et intellectuelles des ouvriers, qui s'oppose à toute concurrence entre eux, et les force de se classer dans l'ordre de leurs moyens naturels et acquis. Cette loi agit sur toutes les classes laborieuses des peuples modernes, avec autant de force et de puissance que la loi des castes parmi les peuples de l'ancienne Égypte, et de quelques contrées de l'Orient.

Adam Smith attribue l'inégalité des salaires à une autre cause qu'à l'inégalité des facultés des ouvriers. Il la fait résulter de l'inégalité des avantages ou des désavantages des emplois du capital, tels que l'agrément ou le désagrément du travail, la facilité ou la difficulté de l'apprentissage, sa cherté ou son bon marché, la continuité ou l'interruption de l'ouvrage, l'étendue ou les bornes de la confiance qu'il faut donner aux ouvriers, l'espérance plus ou moins probable du succès, enfin, la police règlementaire de l'Europe qui, dans certaines professions, réduit le nombre des concurrens, les augmente dans les autres, et obstrue la libre circulation dans tous (1). De sorte que, dans ce sys-

(1) Liv. 1er., chap. 10.

tème, la médiocrité des salaires se compense par l'agrément et les autres avantages du travail, et son désagrément, ainsi que ses autres désavantages, sont balancés par la grandeur des salaires.

Cette vue du sujet est sans doute très-ingénieuse; mais combien elle nous éloigne de la vérité! Je ne prétends pas, cependant, que les causes énumérées par Adam Smith n'influent pas sur l'inégalité des salaires des ouvriers dans les divers emplois du capital, je prétends seulement que ces causes sont secondaires et subordonnées à celle qui résulte de la différence des facultés nécessaires à chaque emploi du capital. Un exemple va rendre mon opinion sensible, et, si je ne me trompe, la porter au plus haut degré d'évidence.

Les salaires de l'agriculture sont, sans contredit, inférieurs à ceux de tous les autres emplois du capital; on ne peut cependant pas dire que ses travaux sont les plus agréables ou les plus honorables, que leur apprentissage est le plus facile ou à meilleur marché, qu'ils n'éprouvent point d'interruption, n'exigent pas une confiance aussi étendue que dans les autres emplois, et ont une certitude de succès à laquelle les autres emplois ne peuvent pas prétendre; il n'y a personne qui ne sache qu'aucun emploi du capital n'est moins considéré que celui de l'agriculture; qu'aucun n'a des occupations plus pénibles et moins agréables, un apprentissage,

si non plus difficile, du moins plus prolongé, et un travail plus interrompu; qu'aucun ne commande une confiance plus étendue, et n'est exposé à des chances plus nombreuses et plus indéterminées. Les causes auxquelles Adam Smith attribue l'inégalité des salaires n'ont donc aucune influence sur l'agriculture, ou du moins leur influence est-elle si légère, qu'elle mérite à peine d'être comptée pour quelque chose. La véritable cause de l'infériorité des salaires de l'agriculture est dans l'infériorité des facultés qu'elle exige de la plus grande partie des ouvriers. L'individu le plus borné est capable de la presque totalité des travaux agricoles; il peut garder les troupeaux, les nourrir et les soigner, labourer et fumer les terres, faire toutes les récoltes, les engranger, les battre, les vanner, les voiturer au marché, en un mot, remplir toute la tâche du travail agricole, autre que celle de la direction, qui appartient au fermier ou à celui qui dirige l'emploi du capital.

Il n'en est pas de même des travaux des métiers; le maçon, le plus grossier de tous les artisans, a cependant besoin d'intelligence, d'habileté, et ne peut se passer de certaines combinaisons dont tous les hommes ne sont pas capables, ou du moins dont ils ne savent pas faire usage. Ce qui est vrai du maçon, l'est à plus forte raison du charpentier, du menuisier et du serrurier, de toutes les classes

d'artisans, de la presque totalité des ouvriers des manufactures, et surtout des agens du commerce. Je n'entrerai point dans des détails fastidieux pour prouver mon assertion ; c'est une vérité de fait qu'il suffit de rappeler, parce qu'elle n'est ignorée de personne. L'inégalité des salaires du travail ne peut donc pas s'expliquer par l'inégalité de ses avantages et de ses désavantages ; elle dérive évidemment de l'inégalité des facultés des ouvriers, qui oppose un obstacle à leur concurrence dans toutes les branches du travail, et par conséquent rend absolument impossible l'égalité de leur salaire.

La doctrine d'Adam Smith, sur l'égalité des bénéfices dans tous les emplois du capital, est exactement la même que celle sur l'égalité des salaires ; elle repose sur les mêmes principes et offre les mêmes limitations. Comme Adam Smith fait dériver l'égalité des salaires de la concurrence des ouvriers, il veut également que la concurrence du capital produise l'égalité des bénéfices des capitalistes, et que cette égalité, comme celle des salaires, ne soit limitée que par la police réglementaire de l'Europe et par quelques avantages réels ou apparens résultans de l'opinion bien ou mal fondée de certains placemens du capital. L'identité de sa doctrine sur les salaires et les bénéfices est donc certaine, et il ne nous reste qu'à examiner si elle est mieux fondée par rapport aux bénéfices

des capitalistes que par rapport aux salaires des ouvriers.

Les bénéfices des capitalistes se composent de deux parties différentes, de l'intérêt du capital, et du prix du travail des capitalistes qui en dirigent l'emploi. Ces deux choses semblent n'en faire qu'une, parce que le plus souvent les propriétaires du capital en dirigent l'emploi, et qu'alors ils confondent dans leurs comptes et dans leurs caisses l'intérêt du capital et le prix de leur travail; mais l'un et l'autre n'en sont pas moins distincts, et leur différence est frappante, lorsqu'on fait attention à leur nature, aux lois qui les régissent, et aux causes dont ils dérivent.

L'intérêt du capital, comme le salaire des ouvriers, se prélève sur les produits du travail, et ce n'est qu'après ce prélèvement qu'il peut y avoir des bénéfices pour les capitalistes. De telle sorte que, si le salaire des ouvriers et l'intérêt du capital absorbent la totalité des produits du travail, le capitaliste n'a pas de bénéfice, et a donné en pure perte son temps et ses soins à la direction du capital.

D'un autre côté, l'intérêt du capital dépend de la proportion qui existe entre la somme qui cherche de l'emploi, et celle dont les capitalistes ont besoin pour faire valoir leur industrie. La concurrence est donc le véritable régulateur de l'intérêt du capital dans tous ses emplois, et ses variations,

dans le cas de l'égalité de la demande et de l'offre, ne résultent que du plus ou moins de confiance que méritent les capitalistes. Peu importe que les propriétaires du capital en dirigent eux-mêmes l'emploi, leur capital doit toujours leur rapporter le même intérêt que rapporte le capital aux capitalistes qui n'en dirigent pas l'emploi.

L'intérêt du capital forme donc un objet différent et séparé des bénéfices des capitalistes; et comme il offre une égalité parfaite dans toutes ses parties, Adam Smith l'a assujetti avec raison aux lois de la concurrence.

Mais à l'égard des bénéfices des capitalistes, il en est tout autrement. Comme ils se proportionnent nécessairement aux lumières, aux talens et à l'activité des capitalistes, dont l'inégalité est le caractère distinctif, toute concurrence est impossible, et par conséquent l'égalité des bénéfices dans les divers emplois fondés sur l'hypothèse de cette concurrence, est illusoire et chimérique.

On ne peut pas même expliquer l'inégalité des bénéfices du capital, dans ses divers emplois, par l'hypothèse des désavantages de ces emplois, ou par celle de la police règlementaire de l'Europe (1). Quand ces deux causes influeraient, en effet, sur

(1) Ce n'est pas ici le lieu d'examiner jusqu'à quel point la police règlementaire de l'Europe influe sur l'inégalité des salaires, et des bénéfices du capital dans ses

les bénéfices du capital, leur influence ne serait que secondaire, et nécessairement subordonnée à celle qui dérive de l'inégalité des lumières, des talens et de l'activité des capitalistes. Il est dans la nature des choses, que le plus éclairé, le plus habile et le plus actif s'empare de l'emploi du capital le plus avantageux, en exclue tous ceux qui lui sont inférieurs en lumières, en talens et en activité, et s'assure, par leur exclusion, des bénéfices supérieurs à ceux qu'on peut se procurer dans les autres emplois. Il y a donc, indépendamment des causes locales et temporaires, une cause nécessaire et permanente de l'inégalité des bénéfices des capitalistes; et, si je ne me trompe, c'est de cette cause que dérivent les progrès des arts, des sciences et de l'industrie générale de tous les peuples modernes.

L'inégalité des bénéfices des capitalistes est le véritable mobile des facultés de l'esprit humain. Dans la lutte de tous les intérêts sociaux, l'avan-

---

divers emplois. Adam Smith a étendu son influence beaucoup plus loin, et c'est surtout par rapport aux diverses opérations du commerce, qu'il pense que cette influence est la plus active et la plus funeste. Il faut donc attendre que nous en soyons à cette partie de sa doctrine, pour discuter la question qu'elle présente. La traiter partiellement, ce serait méconnaître son importance, affaiblir l'attention qu'elle doit exciter, et en quelque sorte compromettre sa solution.

tage reste toujours, toutes choses égales d'ailleurs, au plus éclairé, au plus habile, au plus actif. Vainement la société civile a-t-elle souvent tenté d'arrêter par des priviléges cette tendance des efforts sociaux; ses succès se sont bornés à en retarder les salutaires effets; mais, malgré ses combinaisons, l'obstacle a été vaincu, et aucune société politique n'a encore offert le spectacle permanent de la domination de l'ignorance sur les lumières, de la sottise sur les talens, et de la paresse sur l'industrie. Dans l'histoire du monde on trouve des siècles de barbarie, d'ignorance et d'indolence, et il faut convenir qu'ils l'emportent en nombre sur les siècles de lumière, d'industrie et de civilisation; mais dans aucun pays, dans aucun temps, et chez aucun peuple, on n'a dégradé les lumières, les talens et l'industrie, ni transféré les avantages qui leur appartiennent, à la sottise et à l'impéritie. C'est, au contraire, dans les siècles barbares que les talens obtiennent l'hommage le plus flatteur, qu'on leur paye de plus grands et de plus honorables tributs, et qu'ils exercent une influence dont la médiocrité, par ses bassesses et ses intrigues, les prive souvent dans les siècles de lumière. Il est donc de l'intérêt particulier et général de favoriser le développement des lumières, le progrès des sciences, le perfectionnement des arts, et les innombrables combinaisons de l'industrie. C'est

là, pour les particuliers comme pour les peuples, le véritable moyen de tirer le plus grand bénéfice de leur capital, de faire de plus grands pas vers la richesse et d'asseoir la puissance sociale sur sa véritable base.

Les bénéfices des capitalistes ne sont donc pas plus que les salaires des ouvriers, soumis aux lois de la concurrence, et par conséquent, c'est sans aucun fondement qu'Adam Smith en a induit l'égalité des avantages et des désavantages dans tous les emplois du capital.

Mais comment cet écrivain ne s'est-il pas aperçu que, si la doctrine de l'égalité des avantages et des désavantages du capital dans tous ses emplois est fondée, celle sur l'inégalité de leurs produits est nécessairement fausse et erronée? Les emplois du capital ne peuvent pas être égaux en avantages et en désavantages et être inégaux en produits; car les avantages et les produits du capital sont évidemment une seule et même chose, et l'on ne peut pas par conséquent sans contradiction admettre l'égalité des avantages des emplois du capital et l'inégalité de leurs produits.

Admet-on l'égalité des produits dans tous les emplois du capital, on ne peut pas juger de leur fécondité relative par l'inégalité de leurs produits; ou, ce qui est la même chose, par l'inégalité des salaires et des bénéfices qu'ils donnent aux ouvriers

et aux capitalistes. Les salaires des ouvriers, l'intérêt du capital (1) et les bénéfices des capitalistes composent l'universalité des produits, se confondent avec les produits, et ne font qu'une seule et même chose avec eux. Ils ne peuvent donc pas plus que les produits servir à l'appréciation de la fécondité des emplois du capital.

Par conséquent, dans le système de l'égalité des avantages et des désavantages dans tous les emplois du capital, nul moyen d'apprécier leur fécondité relative, nul moyen de connaître par le nombre des ouvriers, la quantité de travail productif mise en activité, et par l'addition des salaires des ouvriers et des bénéfices des capitalistes, la valeur ajoutée au produit annuel de la terre et du travail.

2°. Dans l'hypothèse de l'inégalité des salaires et des bénéfices dans tous les emplois du capital.

Supposons cependant que, par quelque moyen que je n'ai pu découvrir malgré toutes mes recherches, on puisse concilier la doctrine de l'égalité des avantages et des désavantages du capital dans tous ses emplois avec celle de l'inégalité de leurs produits, ou celle de l'inégalité des salaires et des bénéfices avec celle de l'égalité des produits, et voyons si l'appréciation de la fécondité relative des emplois du capital par l'inégalité des salaires et des bénéfices serait possible et offrirait quelque garantie et quelque sécurité. Comment Adam Smith con-

(1) La rente de la terre est comprise dans l'intérêt du capital.

naît-il cette inégalité dont il fait la mesure de son appréciation? Est-ce par le secours des faits et de l'expérience? Non : cet écrivain ne les a point consultés; il s'est au contraire imposé la tâche de les suppléer par la puissance de la raison, et voici comment il a raisonné :

La somme des salaires est dans chaque emploi du capital en proportion avec le nombre des ouvriers qu'il entretient, comme aussi les bénéfices des capitalistes suivent la proportion des salaires dont ils font l'avance. De sorte que plus est grand le nombre des ouvriers qu'un emploi du capital entretient, plus il paye de salaires, et plus grand est le bénéfice du capitaliste qui en fait l'avance.

Que tel ait été le raisonnement d'Adam Smith, c'est ce qu'il ne me paraît pas possible de révoquer en doute; car pourquoi cet écrivain répute-t-il le capital employé dans le commerce en détail, le moins productif de tous les emplois du capital? C'est parce que le marchand en détail est le seul ouvrier productif que son capital emploie, et parce que le bénéfice sur le salaire de cet ouvrier, ajouté au salaire, est la seule valeur qu'il ajoute au produit annuel de la terre et du travail.

N'est-ce pas encore parce que le négociant entretient des voituriers et des matelots, leur paye des salaires et prend l'intérêt sur l'avance qu'il a faite des salaires, que cet écrivain juge que l'em-

ploi du capital dans le commerce en gros est plus productif que l'emploi du capital dans le commerce en détail? Même mode d'appréciation de la fécondité de l'emploi du capital, dans les manufactures; il est plus productif que celui du commerce en gros, parce qu'il entretient non-seulement les ouvriers qu'il emploie à la fabrication, mais aussi ceux qui travaillent aux machines, et ceux qui travaillent à la production ou à l'exploitation des matières premières, parce que les salaires de ce grand nombre d'ouvriers sont très-considérables, parce que les bénéfices des capitalistes qui en font l'avance, sont proportionnés à l'étendue de leurs avances.

Enfin, Adam Smith place l'agriculture au premier rang de la fécondité, parce qu'outre les ouvriers agricoles elle emploie les animaux de labour.

Il est donc évident par cet exposé des motifs qui servent d'appui au système d'Adam Smith, que cet écrivain apprécie la fécondité des emplois du capital par le nombre des ouvriers qu'ils entretiennent, et qu'il n'a aucun égard à la somme de leurs produits.

Je n'examinerai pas comment et par quels moyens cet écrivain est parvenu à connaître le nombre des ouvriers entretenus dans chaque emploi du capital, quoique j'aie tout lieu de croire qu'il a été séduit par l'apparence et qu'il s'est égaré, parce qu'il n'a eu aucun doute; je me bornerai à

une seule observation qui paraît devoir détruire tout ce système d'hypothèses et de fictions.

Un emploi du capital ne peut entretenir un plus grand nombre d'ouvriers qu'un autre emploi du capital, qu'autant qu'il paye à ses ouvriers de moindres salaires; ce qui, comme nous l'avons vu, ne le rendrait pas plus productif, et ne donnerait même aucune notion de ses produits; ou qu'autant qu'il dispose d'un capital plus considérable, ce qui sort de l'hypothèse d'Adam Smith, qui ne porte que sur l'emploi de deux capitaux de la même valeur. Il est donc évident que, dans aucun cas, le nombre des ouvriers entretenus dans les divers emplois du capital ne peut donner la mesure de leur fécondité relative, ni même fournir aucun indice qui puisse conduire à leur appréciation. Le nombre des ouvriers est nécessairement limité par le capital qui l'entretient, mais il ne limite pas l'étendue des produits du capital; ceux-ci ne dépendent que de la nature de l'emploi, de l'habileté des ouvriers, des lumières et de la sagesse des capitalistes qui en dirigent l'emploi.

En un mot, de quelque manière qu'on envisage la doctrine d'Adam Smith sur la fecondité relative des emplois, on la trouve contradictoire à celle sur l'égalité des avantages ou des désavantages de tous les emplois du capital, ou basée sur des hypothèses hasardées et improbantes.

C'est ainsi qu'en analysant toutes les combinaisons de la spéculation, on en aperçoit le vide et l'illusion, et que l'on se convainc de la nécessité de s'attacher aux faits et à l'expérience que le génie le plus sublime ne peut pas suppléer. Ce n'est pas qu'ils ne puissent aussi nous égarer par leur inexactitude; mais du moins l'erreur ne peut pas être de longue durée, ni difficile à rectifier, puisqu'on peut donner aux faits la certitude des calculs.

Évaluation des produits du capital dans ses divers emplois, basée sur les faits.

Si l'on consulte les faits sur la fécondité relative des emplois du capital, on peut commettre de grandes erreurs, et au lieu d'arriver à une appréciation rigoureuse, on peut n'obtenir qu'une appréciation approximative; mais de leur imperfection même jailliront des clartés qui, seules, peuvent diriger la science au travers des obscurités dont la spéculation l'a environnée.

Je puiserai ces faits dans le tableau de l'emploi du capital de la France en 1789, et pour en rendre les résultats plus simples et plus faciles à saisir, je diviserai ce tableau en deux parties.

Dans la première, je comprendrai les résultats de l'emploi du capital;

Et dans la seconde, l'état comparatif des résultats de cet emploi.

En suivant attentivement ces deux tableaux, sous le rapport de la quotité du capital affectée à chaque emploi, du nombre des ouvriers qu'elle

entretenait, du taux du salaire qu'il leur payait, de l'intérêt du capital et des bénéfices des capitalistes qui en dirigeaient l'emploi, on connaîtra jusqu'à un certain point sa fécondité, et en la comparant à celle des autres emplois du capital, on pourra les classer dans l'ordre qui leur convient.

TABLEAU de l'emploi du Capital de la France en 1789.

PREMIÈRE PARTIE.

	Capital fixe	et circulant.	Population.	Produit brut.	Salaires et frais.	Produit net.
Agriculture.	39,000,000,000 l.	4,000,000,000 l.	18,000,000	3,828,419,254 l.	2,623,108,333 l.	1,205,310,921 l.
Manufactur.	1,369,251,611	1,251,737,609	3,692,090	846,307,580	599,230,160	247,923,110
Commerce en gros.	106,361,202	212,722,416	715,908	319,083,618	131,837,568	187,246,050
En détail	90,638,339	90,638,379	1,843,836	725,106,632	638,063,669	87,042,963
Avec l'étranger.	83,913,258	167,826,518	405,186	377,620,640	197,658,732	179,962,908

SECONDE PARTIE.

	Capital fixe et circulant.	Produit brut.	Salaires et frais.	Par tête.	Intérêt du capital.	Bénéfices des capitalistes.
Agriculture.	43,000,000,000 l.	8 pour 100.	76 pour 100.	112 l.	10 pour 100.	3 1/4 pour 100.
Manufactures.	2,621,089,220	107	40	167	10	10
Commerce en gros.	319,083,618	100	43	178	10	47
En détail.	181,716,658	400	91	376	10	14
Avec l'étranger.	251,739,776	125	47	199	20	58

Ce tableau nous offre, dans ses deux parties, une foule de résultats entièrement différens, et la plupart contraires à ceux qui dérivent de la doctrine spéculative d'Adam Smith.

Différence des évaluations données par la spéculation, et de celles établies par les faits.

Suivant cet écrivain, les emplois du capital, considérés sous le rapport de leur fécondité, doivent être rangés dans l'ordre suivant :

L'agriculture, les manufactures, le commerce en gros, le commerce en détail, et le commerce avec l'étranger.

Le tableau renverse pour ainsi dire cette échelle, et place graduellement,

Le commerce en détail, le commerce avec l'étranger, en gros à l'intérieur, les manufactures, et l'agriculture.

S'il n'existait aucun moyen de reconnaître lequel de ces deux résultats mérite la préférence, il me semble que celui qui dérive des faits devrait l'emporter sur celui qui n'a que la spéculation pour base. Mais nous n'en sommes pas réduits à une simple option entre deux présomptions plus ou moins déterminantes, et il est facile de se convaincre, par les faits, des erreurs de la spéculation, et de démontrer, par la raison, la vérité des faits.

Les faits démontrent les erreurs de la spéculation, et la raison établit la vérité des faits.

Suivant Adam Smith, le capital employé dans l'agriculture est le plus productif de tous les emplois du capital, non-seulement parce qu'il entretient le plus grand nombre d'ouvriers, mais encore et surtout parce qu'il ne se borne pas, comme eux, à produire une valeur égale à la consommation des ouvriers et aux bénéfices des capitalistes, et parce qu'il produit, en outre, régulièrement la

rente du propriétaire, rente résultante du pouvoir de la nature et dont la valeur est rarement au-dessous du quart, et souvent excède le tiers du produit total (1).

1°. Par rapport aux produits de l'agriculture.

Ainsi, Adam Smith fonde la prééminence de l'agriculture sur deux bases, le nombre des ouvriers et la rente du propriétaire.

Je crois n'avoir pas besoin de m'étendre sur l'inefficacité du nombre des ouvriers, pour apprécier la fécondité relative des emplois du capital; il me semble qu'il ne doit plus rester de doute sur ce point.

Quant à la rente du propriétaire qu'Adam Smith fait dériver du pouvoir de la nature, je crois pouvoir démontrer jusqu'à l'évidence que cette cause est illusoire et imaginaire, et que la rente de la terre, comme tout autre produit, de quelque nature qu'il soit, est due toute entière à l'emploi du capital.

Il est de fait que l'agriculture emploie deux sortes de capitaux entièrement différens l'un de l'autre, et qu'il est impossible d'assimiler et de confondre.

Le premier sert à mettre un terrain inculte en état d'être cultivé; il paye le défrichement, la plantation, la clôture et les bâtimens d'exploita-

(1) Liv. 1er., chap. 11.

tions; il s'incorpore, en quelque sorte, avec la terre, la féconde et la rend susceptible de culture.

Le second est destiné à pourvoir aux besoins de la culture, et, pour ainsi dire, à mettre en valeur le premier capital; il consiste dans les semences, les bestiaux et les fourrages pour leur nourriture, les instrumens aratoires, les vivres et les subsistances des domestiques-laboureurs, leurs salaires et ceux des ouvriers extraordinaires dont les services sont indispensables dans certaines saisons de l'année.

Ces deux capitaux, si différens par leur nature et par leur destination, reproduisent chacun un bénéfice, dont l'un est connu sous le nom de bénéfice du fermier, et l'autre sous la désignation de rente de la terre. Cette différence dans la dénomination de ces deux bénéfices, n'en produit aucune dans leur réalité et dans leur appropriation; tous deux se rapportent à un capital particulier et spécial, et n'appartiennent pas plus l'un que l'autre au pouvoir de la nature.

« Cette manière de voir, observe Adam Smith, » est juste quelquefois, mais elle ne l'est que par» tiellement, ou du moins il est à peine un seul » cas où elle soit vraie dans toute son étendue. Le » propriétaire demande une rente, même pour » une terre qui n'a reçu aucune amélioration, et » cependant l'intérêt qu'il prétend lui être dû pour

» des dépenses supposées, élève en général cette » rente au-dessus de son taux primitif. D'ailleurs, » c'est des fonds du fermier, et non de ceux du » propriétaire, que sont faites quelquefois ces » améliorations. Cependant, à chaque renouvel- » lement des baux, celui-ci en demande ordinai- » rement l'augmentation, ce qu'il serait, en effet, » en droit d'exiger, s'il avait amélioré la terre à » ses frais (1) ».

Que conclure de cette observation? Prouve-t-elle que le capital, dont la rente de la terre est le bénéfice, n'a pas été employé à mettre la terre en état de culture, ou que ce capital est le même que celui qui est employé à la cultiver? Non. Adam Smith ne révoque point en doute la nécessité et la réalité de l'emploi de ce capital; il prétend seulement que ce n'est pas toujours le propriétaire qui le fournit, et que c'est le plus souvent le fermier qui en fait l'avance; et de là il tire la conséquence que la rente de la terre n'étant pas le bénéfice d'un capital qui lui appartient, est le produit du pouvoir de la nature.

On aperçoit, à la simple exposition de cet argument, combien il est défectueux : ce n'est pas, en effet, parce que la rente de la terre n'est pas le produit d'un capital qui appartient au proprié-

(1) Liv. 1er., chap. 11.

taire, qu'on peut dire qu'elle est le produit du pouvoir de la nature : pour que l'argument fût régulier et le raisonnement juste, il faudrait que la rente de la terre ne fût le produit d'aucun capital. Est-ce là ce qu'Adam Smith prétend? Non. Il est certain, au contraire, que cette rente est produite par un capital : on ne peut donc pas l'attribuer au pouvoir de la nature. Peu importe que le capital qui l'a produite appartienne au propriétaire ou au fermier! En est-il moins avancé, moins déposé dans la terre, moins nécessaire à sa fructification? Pourquoi recourir à une cause occulte, au pouvoir de la nature, pour expliquer la production de la rente de la terre, lorsque, sans le capital du propriétaire, ou du moins sans le capital qu'on a versé pour lui, sa terre ne donnerait aucun bénéfice? Pourquoi introduire dans la production de la terre le pouvoir de la nature, lorsque ce pouvoir est inerte jusqu'à ce qu'un capital le mette en mouvement? Le pouvoir de la nature se confond si intimement avec le capital qui le met en jeu, qu'il est impossible de l'en séparer, et de lui attribuer une existence propre et indépendante du capital avec lequel il est uni.

Ai-je besoin de dire pourquoi le propriétaire de la terre prend, sous le nom de rente, le bénéfice d'un capital dont il n'a pas toujours fait l'avance? Ne sait-on pas que c'est en vertu de son droit de

propriété, qui lui donne la faculté de défricher sa terre avec ses capitaux, ou de céder à un tiers la faculté qui lui appartient? C'est à cette cession temporaire que le propriétaire de la terre doit la part qu'il prend dans les bénéfices du capital avancé par le fermier; mais, dans ce cas même, le capital n'en a pas été moins employé, et c'est à son emploi qu'est due la rente du propriétaire.

Il est d'ailleurs utile de remarquer que, dans le cas où le fermier fait l'avance du capital destiné à mettre une terre en état de culture, la rente du propriétaire n'est pas le tiers ou le quart du produit total, taux auquel elle s'élève quand il en a fourni le capital. La rente n'est alors qu'une portion plus ou moins forte de ce qui reste au fermier après le prélèvement des frais de culture et de l'intérêt de son capital. Nouvelle preuve que c'est au droit de propriété, et non au pouvoir de la nature, que le propriétaire doit la rente de la terre.

Quand ce droit serait, comme le prétend Adam Smith, un monopole, on ne pourrait en rien conclure en faveur du pouvoir de la nature, et de sa coopération à la production de la terre. Cette qualification de monopole ne peut pas même jeter la moindre défaveur sur le droit de propriété, parce que ce monopole remplace le droit du plus fort ou du premier occupant, et lui est en tout sens préférable; il n'a aucun de ses inconvéniens, et il offre

une foule d'avantages qu'on ne peut pas en attendre.

Le capital employé dans l'agriculture n'a donc aucun privilége particulier, et ses produits ne diffèrent point de ceux des autres emplois du capital. Comme eux, il ne rapporte que le salaire des ouvriers, l'intérêt des capitaux, et les bénéfices des capitalistes; et même, en comparant leur divers produits d'après le tableau de l'emploi du capital de la France en 1789, on voit que le capital employé dans l'agriculture est le moins productif de tous les emplois du capital.

Cette erreur de la doctrine spéculative sur la prééminence de l'agriculture, ainsi démontrée par les faits, voyons si, comme je l'ai annoncé, on peut démontrer, par les lumières de la raison, l'exactitude des faits d'après lesquels j'ai déterminé la fécondité relative des divers emplois du capital.

Qu'est-ce qui rend productifs les divers emplois du capital? Ce n'est pas seulement le capital, il y faut encore le concours du travail; c'est donc du concours du capital et du travail que dérive la fécondité des emplois du capital. Si tous les placemens du capital étaient également avantageux, et si le même travail suffisait à tous, leurs produits seraient nécessairement les mêmes : l'inégalité de leur fécondité résulte donc évidemment de l'inégalité de leurs avantages, résultante de l'inégalité

de lumières, de talens, d'adresse et d'activité que chaque travail exige dans sa direction et dans son exécution.

2°. Par rapport aux autres emplois du capital.

Quoique ces vérités élémentaires ne me paraissent pas susceptibles de controverse, qu'il me soit permis de leur donner quelques développemens qui en rendront l'application plus facile et plus sensible.

Les plus productifs exigent plus de talens, de lumières, d'habileté et d'activité.

Suivant la nature des choses, les travaux les plus difficiles doivent être les mieux payés, et comme le prix du travail ne peut être acquitté que par ses produits, il s'ensuit nécessairement que les emplois du capital sont plus ou moins productifs, selon qu'ils ont plus ou moins besoin de lumières, de talens, d'adresse et d'activité. Fût-il même vrai que les travaux sont également faciles ou difficiles dans tous les emplois du capital, les plus féconds seraient encore ceux qui seraient exercés par les plus éclairés, les plus instruits et les plus habiles. Les lumières et les talens sont à la fois le plus puissant moteur du travail, les machines les plus propres à accroître ses forces, à abréger et à faciliter ses opérations, et le directeur le plus habile de tous les moyens propres à accroître ses productions. Dans tous les emplois où ils dominent, ils sont prépondérans, et ont le privilége de les rendre les plus productifs.

Je crois cependant devoir faire remarquer que leur influence sur la production générale et sur la

fécondité particulière de chaque emploi, ne doit être regardée ni comme une conséquence, ni comme une preuve de la prééminence de la théorie d'un emploi, sur la théorie des autres emplois. Il peut très-bien se faire que la théorie d'un emploi du capital, envisagée sous le point de vue scientifique, soit plus étendue, plus compliquée, plus difficile, et par conséquent exige de ceux qui y sont versés, plus de lumières, de talens et de connaissances que la théorie d'un autre emploi du capital, et que cependant, dans la pratique, elle ait moins besoin de lumières, de talens et d'habileté dans ceux qui l'exercent. Cela peut résulter de la simplicité et de l'uniformité des méthodes, des progrès de la pratique, et d'une foule de causes dont le détail serait fastidieux et inutile : ce n'est donc pas par l'étendue des lumières et des connaissances qu'exige l'étude des théories du commerce, des manufactures et de l'agriculture, qu'on doit juger de l'influence des lumières et des connaissances sur la fécondité relative de ces emplois, mais par la nécessité des lumières et des connaissances dans la pratique de ces arts; de sorte que si dans la pratique il faut plus de lumières, de connaissances et de talens pour être un bon négociant, que pour être un bon manufacturier ou un bon cultivateur, le commerce doit être plus productif que les manufactures et l'agriculture.

C'est pour n'avoir pas fait cette distinction importante, qu'Adam Smith a donné à l'agriculture une si grande supériorité sur les autres emplois du capital.

« Après les beaux-arts et les professions libé-
» rales, dit cet écrivain (1), l'agriculture est peut-
» être de tous les emplois, celui qui demande les
» connaissances les plus variées et l'expérience la
» plus raisonnée. Cette foule d'écrits publiés sur
» l'économie rurale, par les nations les plus sages
» et les plus éclairées, prouve que les meilleurs
» esprits n'ont jamais jugé que cette matière fût
» très-facile à concevoir....... Quelques pages
» d'impression, enrichies de quelques gravures,
» peuvent suffire à développer les différens procé-
» dés de tous les arts mécaniques, et dans l'*His-*
» *toire des Arts* que publie aujourd'hui l'Aca-
» démie des Sciences de Paris, il en est plusieurs
» dont l'explication complète n'embrasse pas une
» plus grande étendue ».

Je n'examinerai pas si les théories du commerce, des manufactures et de l'agriculture sont plus étendues, plus compliquées et plus difficiles les unes que les autres, ni si un savant agronome est plus recommandable qu'un savant mécanicien, ou qu'un savant versé dans les connaissances nom-

(1) Liv. 1er., chap. 10.

breuses et variées du commerce; ce serait agiter une question de pure spéculation, peut-être insoluble, et dont la solution serait sans intérêt pour la science économique.

Ce qui importe à la solution de la question qui m'occupe en ce moment, c'est de savoir s'il ne faut pas plus de lumières, de talens et de connaissances pour être un bon négociant que pour être un bon manufacturier; pour être un bon manufacturier, que pour être un bon marchand en détail; et pour être un bon marchand en détail, que pour être un bon agriculteur. Or, il me semble qu'à cet égard il ne peut s'élever de doute raisonnable.

Le négociant ne peut pratiquer le commerce, avec quelque distinction, sans des connaissances d'arithmétique, de géographie commerciale, de change, des lois contentieuses du commerce, des usages des nations commerçantes, de leur système politique, de leurs intérêts, et de leurs relations; je sais bien que, parmi le plus grand nombre des négocians, ces connaissances ne sont pas approfondies, et sont même extrêmement bornées; mais enfin elles supposent des facultés, des études, et une certaine application qu'on ne trouve pas, et qui ne sont pas nécessaires dans les autres emplois du capital.

Il faut au manufacturier moins de connaissances que d'intelligence, de soins et d'activité; sa tâche se

réduit au choix des matières, au soin de la fabrication, à des combinaisons plus ou moins industrieuses, pour égaler ou surpasser ses rivaux dans l'art de la fabrication, dans l'économie des frais, dans la fixation des prix. Combien ces qualités du manufacturier sont loin de celles qui sont indispensables au négociant!

Si je ne craignais de paraître trop paradoxal, je dirais que le cultivateur peut se passer de lumières, et même d'intelligence; l'usage est son unique maître, et ne lui demande qu'une attention ordinaire et commune à tout être raisonnable. Ses leçons sont si faciles, si profitables à tous ceux qui les reçoivent, que, dans le même canton, le cultivateur le plus habile a peu d'avantages sur le cultivateur le plus borné. Les méthodes sont rendues si faciles par la pratique de chaque jour, l'habitude les rend si familières, que personne n'y peut exceller, et que tous sont à peu près au même niveau. Les découvertes qui changent ou perfectionnent ces méthodes ont une si grande publicité, leur succès frappe tellement tous les regards, le penchant à l'imitation si naturel à l'homme, les met si rapidement à la portée de tout le monde, qu'elles ne portent aucune atteinte à l'uniformité de la culture dans le même canton.

L'on voit donc, par le seul rapprochement des qualités nécessaires à la direction des divers em-

plois du capital, qu'il faut plus de lumières, de talens et de connaissances dans le commerce que dans les manufactures, et dans les manufactures que dans l'agriculture.

« Adam Smith prétend cependant que l'art du » fermier, ou la conduite générale des travaux » champêtres, demande, plus que les arts méca- » niques, une intelligence naturelle et une expé- » rience acquise, et qu'il est même plusieurs » branches de cette profession qui les exigent à » un degré supérieur. L'ouvrier en cuivre travaille » des matières et se sert d'instrumens dont l'état, » ou ne change pas, ou change peu; mais le la- » boureur qui conduit un attelage de bœufs ou de » chevaux, met en œuvre des instrumens dont les » forces et l'action varient selon les vicissitudes » de la santé de ces animaux. Les matières qu'il » travaille sont d'une nature non moins variable; » en un mot, pour manier les uns et les autres, » il faut un talent doué de beaucoup d'intelligence » et de sagesse (1) ».

Il y a encore dans cette observation une méprise évidente. Adam Smith compare les travaux de l'ouvrier en cuivre avec ceux du fermier, et il saisit, entre ces deux genres de travaux, des différences très-fines et très-ingénieuses; mais ce n'est

(1) Liv. 1er., chap. 10.

pas la différence des travaux de l'ouvrier en cuivre et du fermier qu'il faut comparer pour savoir lesquels demandent le plus de lumières, de talens et de connaissances; ce sont ceux du manufacturier en cuivre et du fermier, ou plutôt c'est la direction du capital, dans ces deux emplois, qu'il faut comparer.

Or, il me paraît qu'en particularisant la question, Adam Smith n'a rien changé à la solution de la question générale, et que l'une nous offre exactement les résultats de l'autre.

Le manufacturier en cuivre peut se passer difficilement du dessin, il est obligé de faire une foule de combinaisons dans lesquelles il n'est dirigé que par son intelligence, et il a besoin d'un certain goût pour assurer le débit de ses produits; si ses matières et ces instrumens ne changent pas, il est toujours en lutte avec les choses qui lui opposent une résistance difficile à vaincre, et avec la fantaisie des consommateurs qui varie sans cesse et peut tromper ses calculs: il lui faut donc une intelligence supérieure à celle du fermier, dont les travaux sont uniformes, la direction invariable, et l'exécution extrêmement facilitée par l'usage et l'habitude.

Je ne poursuivrai pas plus loin cette dissertation, dont toute la difficulté, comme tout le mérite, sont fondés sur la seule autorité d'Adam Smith. Je me flatte qu'en pesant attentivement les

faits qui la combattent, et la raison qui vient à l'appui des faits, on reconnaîtra qu'il faut plus de lumières, de talens et de connaissances pour bien diriger l'emploi du capital dans le commerce, que dans les manufactures, et dans les manufactures que dans l'agriculture; d'où il résulte que ces emplois, en ne consultant que l'influence des lumières, des talens et des connaissances sur la production, doivent se graduer précisément dans l'ordre déterminé par le tableau de l'emploi du capital de la France en 1789.

Cette conformité de la raison avec les faits devient encore plus frappante, lorsqu'on considère l'inégalité des avantages que le capital trouve dans ses divers emplois.

Les emplois les plus productifs ont des avantages propres et particuliers sur ceux qui sont moins productifs.

Dans l'agriculture, le capital ne donne ses produits qu'après le long intervalle d'une année; souvent même ils ne sont disponibles et en état d'être livrés aux consommateurs qu'après quinze ou dix-huit mois; de sorte que ce n'est qu'après ce long espace de temps que la partie de ce capital, connue sous le nom de capital circulant, rentre dans les mains du fermier.

Il n'en est pas de même du capital circulant employé dans le commerce en gros; ce capital, au moyen des lettres-de-change et de l'escompte, est, pour ainsi dire, toujours à la disposition du capitaliste, et rentre dans ses coffres à sa volonté.

Dans les manufactures, le capital circulant a aussi l'avantage de ne pas rester long-temps occupé dans la même opération, et il est bien rare que ce capital ne soit pas disponible et employé au moins deux fois par an.

Enfin le capital circulant, dans le commerce en détail, rentre à des époques plus ou moins rapprochées et beaucoup moins éloignées que dans les autres emplois, et, sous ce rapport, il est le plus favorisé de tous les emplois.

Or, les emplois du capital sont plus ou moins productifs, selon la durée des opérations du capital circulant, la rapidité de la circulation et la fréquence de ses retours. Comme chaque opération, chaque circulation, chaque retour du capital circulant, donne un produit ou bénéfice, l'emploi qui fait deux ou trois opérations, et donne deux ou trois produits, quand les autres n'en donnent qu'un ou deux, fût-il en effet moins productif de sa nature, doit donner de plus grands produits; de sorte qu'en supposant qu'une somme de 100,000 francs placée dans l'agriculture rapportât 25,000 francs, tandis qu'une somme égale de 100,000 francs placée dans le commerce ne rapporterait que 15,000 francs, cependant, comme l'une ferait deux opérations, tandis que l'autre n'en ferait qu'une, il est évident que le capital employé dans le commerce, quoique moins productif que celui employé dans l'agri-

culture, donnerait en effet de plus grands produits.

Sans doute cette manière de s'exprimer n'a pas toute la précision logique, et il serait plus exact de dire que le capital du commerce qui, dans l'espace d'un an, donne un produit de 30 pour 100, est plus productif qne celui de l'agriculture qui, dans le même espace de temps, ne rapporte que 25 pour 100; mais cette démonstration pourrait ne pas satisfaire ceux qui, sans aucune attention à la durée des opérations du commerce et de l'agriculture, ne comparent que les produits qu'ils donnent, et ne tiennent aucun compte de ce que le commerce fait souvent deux ou trois opérations, tandis que l'agriculture n'en fait qu'une. Je me flatte donc qu'on me pardonnera de m'être servi d'une expression impropre pour réfuter une assertion inexacte.

Un autre avantage que le capital trouve dans quelques emplois, et dont il est privé dans d'autres, résulte de ce qu'un capital de la même valeur ne fait pas dans tous les emplois des opérations de la même étendue.

Avec une lettre-de-change à deux, à trois et à six mois, le négociant et le marchand en détail opèrent comme s'ils avaient sa valeur en caisse. Ils n'ont besoin de la réaliser qu'à son échéance; souvent même la réalisation n'en est pas nécessaire,

la compensation la rend inutile. D'où il résulte que, dans ces deux sortes de commerce, on fait avec la même valeur six, quatre ou trois opérations par an; ce qui la multiplie tellement qu'il est reçu dans le commerce qu'avec un capital de 100,000 francs on fait pour un million d'affaires.

Le capital employé dans l'agriculture ne jouit pas de la même faveur que le capital employé dans le commerce. Dans l'agriculture, on ne peut avec 100,000 francs faire des opérations que jusqu'à concurrence de 100,000 francs. Le propriétaire qui veut faire défricher un terrain inculte doit avoir à sa disposition les animaux de labour et de charrois, et les fourrages nécessaires pour leur subsistances; les voitures, les outils, les machines et les instrumens du travail; la nourriture et le salaire des ouvriers. De son côté, le fermier qui entreprend la culture d'une terre doit avoir en sa possession les semences, les bestiaux de labour et d'engrais, et les fourrages pour leur nourriture; les instrumens aratoires, la subsistance et le salaire des agriculteurs, et souvent la totalité des contributions publiques pendant la première année de sa culture; l'un et l'autre ne peuvent suppléer par le crédit à aucune partie de leurs dépenses, ni multiplier leurs fonds par son secours.

Le manufacturier n'est pas dans une condition aussi fâcheuse que celle du cultivateur, ni aussi

favorable que celle du négociant et du marchand en détail. S'il ne peut suppléer par le crédit à la partie du capital circulant qui sert à payer ses ouvriers, il peut obtenir un certain crédit pour le paiement des matières premières, et à l'échéance il peut se libérer avec le produit de ses fabrications. De sorte que, s'il ne jouit pas de tout le crédit du commerce, il n'en est pas entièrement privé comme le cultivateur.

Cette inégalité d'avantages pour le capital, dans ses divers emplois, donne encore les mêmes résultats que ceux que nous a donnés l'inégalité des lumières, des talens, de l'adresse et de l'activité nécessaires à la direction et à l'exécution du travail particulier à chaque emploi du capital. L'une et l'autre graduent la fécondité relative des emplois du capital dans le même ordre, et placent successivement le commerce, les manufactures et l'agriculture; nulle différence par conséquent entre cette échelle et celle qu'on trouve dans le tableau de l'emploi du capital de la France en 1789. Cet accord de la raison et des faits, de l'expérience et de la spéculation est sans contredit le caractère le plus frappant de la vérité, et le dernier terme de la certitude des connaissances humaines.

Je n'ai jusqu'ici considéré la fécondité relative des divers emplois du capital, que sous le rapport de leur production totale, parce qu'Adam Smith

Ce n'est pas par la somme des salaires et des bénéfices, ou, ce

qui est la même chose, par la production totale qu'on doit apprécier la fécondité relative des emplois du capital, c'est par leur produit net.

ne l'a envisagée que sous ce point de vue; il est cependant certain que ce mode d'appréciation n'est d'aucune utilité, ne mène à aucun résultat certain, et ne donne point à connaître dans quelle proportion chaque emploi du capital contribue à la richesse particulière et générale, à la prospérité publique et à la puissance des nations.

Un propriétaire de terres n'est pas riche, parce que lui ou son fermier met en activité une grande quantité de travail productif, et ajoute une grande valeur au produit annuel de la terre et du travail; sa richesse ne consiste que dans la somme que lui paye son fermier, ou dans celle qui lui reste après la défalcation des frais d'agriculture.

Il en est de même du manufacturier et du négociant; ils ne sont pas riches, l'un parce que ses manufactures sont dans une grande activité, et l'autre, parce que les opérations de son commerce sont nombreuses et étendues; l'un et l'autre ne sont riches que des profits des manufactures et des bénéfices du commerce; profits qui n'existent qu'après la déduction des frais.

A son tour, un peuple n'est pas riche, parce qu'il a un territoire vaste et bien cultivé, des manufactures nombreuses en bon état, un commerce intérieur et étranger bien dirigé et dans la plus grande activité; ce ne sont là que les laboratoires de la richesse, et non la richesse. Elle ne se com-

pose pas même de la totalité des produits qui sortent de ces laboratoires. Il faut en distraire une partie pour les frais de culture, de fabrication et de circulation; l'excédant forme seul la richesse des nations; et comme c'est sur ce fonds que subsistent les propriétaires du sol, les capitalistes, les ministres de la religion, les classes littéraires et savantes, les professions libérales, et le gouvernement, sa grandeur ou sa médiocrité détermine la prospérité des peuples, et mesure pour ainsi dire leur splendeur et leur gloire.

Enfin, la puissance du gouvernement n'est assise ni sur toute la population, ni sur la production totale; il ne peut ni disposer des classes productives du revenu, ni imposer la portion du revenu affectée à leur subsistance; son pouvoir se proportionne en dernière analyse à la population étrangère à la production du revenu, aux tributs que peut supporter la portion du produit net qui la fait vivre et subsister, et aux accumulations qui ne sont point fixées dans la production du revenu. Dans ce cercle sont renfermés tous les moyens, toutes les ressources, toute la puissance des gouvernemens modernes.

La richesse des particuliers et des peuples consiste donc exclusivement dans le produit net du capital employé dans l'agriculture, les manufactures et le commerce. *C'est le revenu net*, dit Adam

Smith, *et non le revenu total qui forme la véritable richesse* (1). Pourquoi donc cet écrivain a-t-il apprécié la fécondité relative des emplois du capital, par le revenu total et non par le revenu net? Pensait-il que, par le revenu total, on peut connaître le produit net, ou que, sans la connaissance du produit net, on peut avoir des connaissances positives de la part contributive des divers emplois du capital, dans la formation de la richesse générale? Il n'est pas possible de soupçonner un écrivain aussi éclairé d'être tombé dans cette méprise. On peut croire qu'il n'a été conduit à prendre pour mesure de son appréciation, la production totale plutôt que le produit net, que parce qu'il lui paraissait possible de trouver dans la spéculation des moyens de supputer la production totale, tandis qu'elle ne lui offrait aucune ressource pour apprécier le produit net, ni même pour en présenter un aperçu. Si cette conjecture n'est pas sans vraisemblance, on va voir dans quels écarts la spéculation peut entraîner les meilleurs esprits, et combien il importe de lui préférer l'observation des faits, et la direction de l'expérience.

Pourquoi Adam Smith a-t-il préféré le premier mode au second ?

Quand il serait vrai, comme Adam Smith le prétend, que l'agriculture met en activité la plus grande quantité de travail productif pour la société,

(1) Liv. 2, chap. 10.

et ajoute la plus grande valeur au produit annuel de la terre et du travail, il ne s'ensuivrait pas qu'elle est l'emploi le plus productif de tous les emplois du capital. Si, en effet, les frais de la culture absorbent la plus grande partie de ses produits, s'ils ne laissent après leur défalcation qu'un produit net inférieur à celui que donnent le commerce et les manufactures, il est évident qu'elle est moins productive que ces deux emplois, et ne doit prendre rang qu'après eux. Or, c'est précisément ce qui résulte de l'emploi du capital de la France en 1789. Dans le tableau que nous en avons présenté, on voit que le capital employé dans l'agriculture ne donnait que 3 1/4 pour 100 de produit net, tandis que celui du commerce en gros était de 47 pour 100, celui du commerce en détail de 14 pour 100, celui des manufactures de 10 pour 100. Quelle preuve plus évidente peut-on désirer des vices de la doctrine, qui apprécie la fécondité des emplois du capital par leur production totale? Je ne pense pas qu'il soit nécessaire ou possible de rien ajouter à cette démonstration; et je crois que cette partie de la science est désormais à l'abri de toute controverse.

Mais que doit-on penser de l'autre partie de la science, sur la fécondité relative des emplois du capital, dans les différentes branches du commerce en gros? Quoiqu'Adam Smith l'ait encore soumise

à son principe fondamental, à la quantité de travail mise en activité, et à la valeur ajoutée au produit annuel de la terre et du travail; comme cet écrivain a puisé ses preuves et ses raisonnemens dans un nouvel ordre de vues et de combinaisons, il me paraît indispensable de le suivre dans cette nouvelle carrière, dussions-nous n'arriver qu'aux mêmes résultats, et n'atteindre qu'au même but.

« Le capital employé dans le commerce en
» gros, dit Adam Smith, offre une différence très-
» grande par rapport à la quantité de travail pro-
» ductif qu'il met en activité, et à la valeur qu'il
» ajoute au produit annuel de la terre et du tra-
» vail, suivant les différentes branches du com-
» merce en gros, qui attirent à elles une partie
» du capital.

De la fécondité relative des quatre branches du commerce en gros.

» Ces branches sont au nombre de quatre:

» Le commerce intérieur;

» Le commerce étranger de consommation
» directe;

» Le commerce étranger de consommation cir-
» cuiteuse;

» Et le commerce de transport.

» Le commerce intérieur se borne à une seule
» contrée, achète dans un canton, et vend dans
» un autre les produits de l'industrie de cette con-
» trée, et par conséquent il remplace par chacune
» de ces opérations deux capitaux différens l'un de

» l'autre employés dans l'agriculture et les manu-
» factures du pays, qui peuvent dès lors conti-
» nuer d'en faire le même emploi.

» La seconde branche du commerce en gros » achète, avec les produits de l'industrie nationale, des marchandises étrangères pour la consommation intérieure, et il remplace, par chacune de ces opérations, des capitaux bien distincts, mais dont l'un seulement sert à entretenir l'industrie nationale. Ainsi, quand même les retours du commerce étranger de consommation directe seraient aussi prompts que ceux du commerce intérieur, le capital qu'on y emploie n'encouragerait qu'à moitié l'industrie ou le travail productif du pays (1) ».

De son évaluation par Adam Smith.

Cet argument a obtenu le plus grand succès, et, j'ose le dire, le moins mérité. Il ne faut, pour en dissiper l'illusion, qu'assigner aux deux commerces une somme égale, suivre l'emploi que chacun d'eux en fait, et comparer les résultats de leurs opérations; en un mot, il ne faut qu'opposer les faits à la spéculation, et le positif à l'idéal.

Réfutation des motifs qui ont déterminé Adam Smith, 1°. à regarder

Le négociant qui emploie une somme de 100,000 francs dans le commerce intérieur, achète pour 100,000 francs de produits de l'industrie nationale; et, comme le dit fort bien Adam Smith, par cette

(1) Liv. 2, chap. 5.

le commerce intérieur comme le plus favorable à l'industrie nationale.

opération il remplace les fonds que l'agriculteur et le manufacturier avaient versés dans ces deux branches d'industrie, et il leur donne les moyens de continuer leurs travaux.

De son côté, le négociant qui emploie une somme de 100,000 francs dans le commerce étranger de consommation directe, achète aussi pour 100,000 francs de produits de l'industrie nationale, et par cette opération il remplace également les fonds que le cultivateur et le manufacturier avaient versés dans ces deux branches d'industrie; ce qui leur donne également les moyens de recommencer leurs travaux.

Jusques-là les deux commerces ont également entretenu l'industrie nationale; et, sous ce rapport, ils ne se distinguent pas l'un de l'autre.

Possesseurs des produits de l'industrie nationale, chacun pour une somme de 100,000 francs, les deux négocians en font la vente, l'un dans un autre canton du pays, et l'autre dans un pays étranger, et ils en reçoivent le prix, l'un en produits de l'industrie nationale, et l'autre en produits de l'industrie étrangère.

La vente des produits de l'industrie d'un canton d'un pays contre ceux d'un autre canton, entretient directement et immédiatement l'industrie des deux cantons.

La vente des produits de l'industrie étrangère

contre les produits de l'industrie nationale n'entretient celle-ci que lorsque les produits de l'industrie étrangère sont revendus dans le pays.

Il y a donc entre les deux commerces une différence résultante de la rapidité de leurs opérations. Le commerce étranger de consommation directe doit faire trois opérations, tandis que le commerce intérieur n'en a que deux à faire; et si les ventes et reventes des deux commerces exigeaient le même espace de temps, comme il faudrait au commerce étranger un temps plus considérable qu'au commerce intérieur, pour la consommation de leurs différentes opérations, point de doute que le commerce intérieur n'entretînt l'industrie nationale plus que le commerce étranger de consommation directe. L'encouragement ne serait pas cependant, comme le prétend Adam Smith, deux fois plus grand, mais seulement d'un tiers plus grand dans un commerce que dans l'autre.

Mais qui peut dire si les ventes des marchandises nationales contre des marchandises nationales sont plus ou moins rapides que les ventes des marchandises étrangères contre des marchandises nationales? Ce point de fait est couvert d'une profonde obscurité, et tant qu'il n'est pas éclairci, sur quoi repose l'argument d'Adam Smith, sur une simple hypothèse, qui n'est même appuyée sur aucune conjecture, sur aucune probabilité.

Voudrait-on tirer avantage de la distance que les deux commerces ont à parcourir, et en conclure que les ventes des produits nationaux se font plus rapidement dans l'intérieur qu'à l'étranger, parce que les distances sont moins grandes? Cette probabilité ne serait pas d'un grand poids. Ce n'est pas la distance des lieux qui influe sur la rapidité des opérations du commerce, c'est la célérité de la consommation, et si la consommation des produits nationaux est plus rapide à l'étranger qu'à l'intérieur, les opérations du commerce étranger peuvent, malgré la distance des lieux, être plus rapides que celles du commerce intérieur; et, dans cette hypothèse, c'est le commerce étranger de consommation directe qui est plus favorable à l'industrie nationale que le commerce intérieur.

Fût-il vrai, d'ailleurs, que la lenteur des opérations du commerce étranger donnât quelque avantage au commerce intérieur, cet avantage ne serait-il pas balancé par le haut prix de la vente des produits de l'industrie nationale à l'étranger, par le bon marché des marchandises étrangères livrées à la consommation nationale, par l'activité que le besoin, la fantaisie ou la vanité de consommer des produits étrangers donnent nécessairement à l'industrie nationale?

On s'abuserait beaucoup si l'on pensait que la consommation des produits de l'industrie étrangère

remplace ou limite la consommation des produits de l'industrie nationale; elle n'a d'autre effet que de substituer aux produits nationeux des produits étrangers, et des consommateurs étrangers aux consommateurs nationaux.

Quand elle travaille pour les consommateurs nationaux, son activité est restreinte et circonscrite par leur nombre; cette limite est invariable, on ne peut la reculer ni la franchir, et par conséquent tout effort est inutile et tout perfectionement impossible. Lorsqu'au contraire l'industrie nationale travaille pour les consommateurs étrangers, elle trouve, dans leur nombre indéfini et illimité, une impulsion indéfinie et illimitée; sans cesse stimulée par la concurrence, elle redouble d'efforts pour surpasser ou écarter ses rivaux, et elle trouve dans ses succès de nouveaux encouragemens.

D'un autre côté, la consommation des produits de l'industrie nationale par l'étranger, a plus d'étendue et d'activité que quand elle ne s'effectue que par les nationaux. Dans tous les pays, les produits de l'étranger sont à meilleur marché que les produits nationaux; sans cela, tout commerce étranger de consommation directe serait impossible; on n'exporte les productions d'un pays dans l'autre, que parce que le meilleur marché en assure le débit. La consommation des produits de l'industrie étrangère est donc la preuve irréfragable de leur

bon marché, et comme le bon marché est le mobile le plus puissant de la consommation, il s'ensuit que l'industrie nationale reçoit plus d'encouragement par la consommation de l'étranger que par celle des nationaux.

En un mot, le commerce étranger de consommation directe agrandit le marché, multiplie indéfiniment les consommateurs, produit le bon marché des consommations, les augmente, et par conséquent est infiniment plus favorable à l'industrie nationale que le commerce intérieur.

Ce n'est pas seulement parce que le commerce intérieur peut faire deux opérations, tandis que le commerce étranger de consommation directe n'en fait qu'une, qu'Adam Smith enseigne qu'il entretient l'industrie nationale deux fois plus que l'autre, c'est aussi parce que les rentrées de son capital sont plus rapides que celles du capital employé dans le commerce étranger de consommation directe.

« Les rentrées de ces deux commerces, dit » cet écrivain, sont rarement aussi promptes; le » capital du commerce intérieur revient ordinairement avant la fin de l'année, et souvent aussi » trois ou quatre fois dans l'année. Celui du » commerce étranger de consommation directe » revient bien rarement avant la fin de l'année, » ce n'est même quelquefois qu'avant deux ou » trois années; aussi le premier fait-il quelquefois

» jusqu'à douze opérations, c'est-à-dire, qu'il va » et revient douze fois avant que le second en ait » fait une seule. Supposez donc une parfaite éga- » lité entre deux capitaux, et vous les verrez en- » courager et soutenir l'industrie d'un pays, l'un » vingt-quatre fois plus que l'autre (1). »

Cette nouvelle considération du sujet n'offre encore que des hypothèses, des possibilités et des vraisemblances, et l'on sent combien des preuves de cette nature sont faibles, impuissantes et incapables d'établir une doctrine. Il est d'ailleurs facile de faire voir qu'elles sont bien éloignées de la vérité, et ne méritent pas la confiance qu'on leur a accordée.

Qu'est-ce qui détermine la lenteur ou la rapidité de la rentrée des fonds d'un commerce? Ce n'est ni la proximité, ni la distance du lieu de ses opérations, c'est la lenteur ou la rapidité de la vente. La raison en est évidente, c'est que le paiement n'est dû qu'après la vente; or, rien n'empêche que la marchandise destinée à l'étranger ne soit vendue aussitôt, ou même plus tôt que celle réservée à la consommation nationale; il est très-possible, et même très-ordinaire, que le vin de Bordeaux, ou de tout autre crû de France, soit vendu par le négociant qui en fait le commerce avec

(1) Liv. 2, chap. 5.

l'Amérique, aussitôt ou même plus tôt que par le négociant qui en fait le commerce avec les cantons de l'ouest et du nord de la France, et que la rentrée du prix du vin, en denrées coloniales, soit plus prompte que celle en blé, sel ou bois qui doivent le remplacer. Je sais, et je ne dissimulerai pas que je n'oppose qu'une hypothèse à une hypothèse, une possibilité à une possibilité, et une vraisemblance à une vraisemblance; mais cela suffit pour renverser une doctrine qui n'a pas d'autre fondement, ni d'autre garantie.

D'ailleurs, ce n'est pas par des échanges en nature que se font les opérations du commerce; on n'attend pas, pour l'approvisionnement des peuples ou des cantons d'un pays, que chaque peuple ou chaque canton ait vendu les produits de son industrie pour lui fournir ceux de l'industrie de l'étranger ou d'un autre canton. Le commerce en effectue simultanément l'approvisionnement et la vente avec des lettres-de-change, ou, ce qui est la même chose, avec son crédit, et les divers cantons, comme les divers pays, se libèrent les uns envers les autres par la compensation des lettres-de-change. Grâces à cette manière d'opérer, les travaux de l'industrie nationale et étrangère ne sont jamais en souffrance, et n'éprouvent aucun ralentissement par le retard de la rentrée du capital. Y a-t-il, après la compensation effectuée entre les divers

cantons et les divers pays, quelques restes non acquittés ou quelque retard dans la libération? cela ne donne lieu qu'à une indemnité réglée par le taux de l'intérêt; de sorte que la lenteur de la rentrée du capital n'influe jamais sur le travail et l'industrie d'aucun pays.

Que si l'on objecte que le crédit est plus long dans le commerce étranger que dans le commerce intérieur, peu importe encore : l'activité de l'industrie n'en souffre pas plus dans l'un que dans l'autre commerce. Si le négociant, porteur de lettres-de-change à long cours sur l'étranger, ne peut pas en attendre l'échéance, il les fait escompter, ou, en d'autres termes, il cède à un autre le bénéfice qu'il aurait fait s'il avait pu en attendre l'échéance; et cet escompte, cette cession lui procurent, à volonté, le retour de ses capitaux.

L'erreur d'Adam Smith, sur ce point, vient de ce qu'il n'a tenu aucun compte du crédit, cet agent infatigable du commerce, ce trésor inépuisable toujours ouvert à ses besoins, toujours proportionné à l'activité de l'industrie locale, nationale et étrangère. S'il eût fait attention à sa coopération dans toutes les combinaisons du commerce, il aurait facilement reconnu que ce n'est ni de la célérité de la rentrée du capital, ni de la distance des lieux dans lesquels le commerce fait ses opérations, mais de l'accélération ou de la lenteur de la consom-

mation que dépend la rapidité des retours du capital, et que ce point de fait étant inconnu et soumis à une foule de circonstances imprévues et peut-être impossibles à prévoir, il n'y a aucune raison de supposer qu'elle est plus rapide à l'intérieur qu'à l'étranger.

Le commerce intérieur n'a donc aucun avantage sur le commerce étranger de consommation directe, ou du moins il ne résulte pas de la possibilité d'une plus grande rapidité dans ses opérations et dans ses rentrées. Tout ce qu'a dit Adam Smith à ce sujet n'est ni certain, ni déterminé, et n'offre que doute et qu'incertitude, résultat nécessaire de toute doctrine spéculative.

2°. Le commerce étranger de consommation directe comme plus favorable à l'industrie nationale que le commerce étranger de consommation circuiteuse.

Les motifs qui ont déterminé Adam Smith à regarder le commerce intérieur comme plus favorable à l'industrie nationale que le commerce étranger de consommation directe sont encore ceux sur lesquels il a fondé la prééminence de ce dernier commerce sur le commerce étranger de consommation circuiteuse. Il est donc indispensable d'examiner si ces motifs sont plus puissans et plus efficaces dans ce cas que dans l'autre.

« Si, dit Adam Smith, l'on achète le lin et le
» chanvre de Riga avec le tabac de Virginie, acheté
» lui-même avec des marchandises manufacturées
» en Angleterre, il faut attendre le retour de deux
» commerces bien distincts avant d'employer le

» même capital à racheter une pareille quantité
» de marchandises anglaises; et si le tabac de Virginie, au lieu d'être acheté avec le produit des manufactures d'Angleterre, l'eût été avec du cuir de la Jamaïque, acheté auparavant avec les denrées manufacturées dans la Grande-Bretagne, il faudrait attendre le retour du capital de trois genres de commerce (1) ».

Je n'examinerai pas si ce mode de commerce fut jamais en usage parmi les peuples qui ont eu part au commerce avec l'étranger; mais il est certain que depuis long-temps on ne le compte plus parmi les méthodes du commerce, et qu'on suit à présent d'autres procédés dans les relations commerciales des peuples. Le négociant anglais qui fait la double opération d'acheter du tabac de Virginie avec le produit des manufactures anglaises, et du lin de Riga avec du tabac de Virginie, n'attend pas qu'il ait fait en Virginie la vente de ses marchandises, pour en employer le prix en tabac, ni qu'il ait vendu à Riga le tabac de Virginie, pour en convertir le prix en lin, qu'il rapporte en Angleterre; il ne s'engage point dans ce circuit interminable, ou plutôt il évite ce détour par sa correspondance et son crédit. Le même jour qu'il expédie ses marchandises d'Angleterre pour la Virginie, il donne

(1) Liv. 2, chap. 5.

l'ordre à son correspondant dans ce pays de lui en faire passer à Riga la valeur en tabacs, et par un second ordre à son correspondant à Riga, il se fait expédier directement des lins de Riga, et le prévient qu'il en recevra la valeur en tabacs de Virginie. Cette double opération, ordonnée le même jour à Londres, s'exécute simultanément à Bristol et à Riga; de telle sorte que les lins de Riga arrivent à Londres aussi promptement qu'y arriveraient les tabacs de Virginie, si le retour des marchandises d'Angleterre avait dû se faire dans ce genre de valeurs. Tout le prodige de ce phénomène s'explique par le crédit et les lettres-de-change qui lui servent d'agent. Les négocians de Bristol et de Riga n'attendent pas, pour exécuter les ordres du négociant anglais, qu'ils soient saisis, l'un des marchandises d'Angleterre, et l'autre des tabacs de Virginie; ces ordres leur suffisent, et ce qu'il y a d'extrêmement remarquable, c'est qu'à l'instant même qu'ils livrent leurs marchandises, ils s'en remboursent par des lettres-de-change qui leur en representent la valeur. Ainsi le négociant de Londres tire sur son correspondant à Bristol une lettre-de-change de la valeur des marchandises qu'il lui a expédiées; à son tour, le négociant de Bristol tire une lettre-de-change sur le correspondant du négociant anglais à Riga pour le montant de ses tabacs; et enfin ce dernier tire une lettre-de-change

sur le négociant de Londres pour le prix de son lin. De sorte que chacun de ces négocians a toujours, en lettre-de-change la valeur des marchandises sorties de ses magasins, et comme il peut réaliser cette valeur à volonté, il peut fournir à l'industrie de son pays les mêmes capitaux que si les produits qu'il en a fait sortir n'avaient circulé que de Londres à Bristol, ou même de Londres à un autre comté d'Angleterre. Tout le succès de cette opération circuiteuse dépend de la vente des marchandises anglaises à Bristol; et pourvu qu'elle se fasse dans le temps prévu et calculé, les lettres-de-change de Londres sont acquittées à Bristol, celles de Bristol à Riga, et celles de Riga à Londres; et malgré le circuit de cette liquidation, Londres, Bristol et Riga n'ont jamais été privées de leurs capitaux, et par conséquent leur industrie n'a pu souffrir de ce commerce circuiteux, ou plutôt ce commerce ne diffère en aucune manière du commerce étranger de consommation directe, ni même du commerce intérieur. Adam Smith a donc été évidemment abusé par les apparences quand il a cru et enseigné que le commerce étranger de consommation directe est plus favorable à l'industrie nationale que le commerce étranger de consommation circuiteuse.

3°. Le commerce de transport,

Enfin, cet écrivain passant au commerce de transport, prétend qu'il n'anime plus le travail

comme n'animant plus le travail productif du pays qui l'entreprend

productif d'un pays; examinons si sa doctrine est plus exacte sur ce point que sur ceux que nous venons de discuter.

« La partie du capital d'un peuple, dit Adam » Smith, employée dans le commerce de trans» port, n'anime plus le travail productif d'un pays; » elle va soutenir au contraire celui des pays » étrangers. En effet, ce capital remplace par cha» cune de ses opérations deux capitaux distincts » qui n'appartiennent point à la contrée dont il » est sorti (1) ».

Cette assertion d'Adam Smith, sur le commerce de transport, est en opposition directe avec les faits et l'expérience. Adam Smith avoue lui-même que lorsque ce commerce se fait par les navires et les matelots de la contrée, la partie de ce capital qui est destinée à payer le frêt, se distribue parmi un certain nombre d'ouvriers productifs qu'elle met en activité. Cet aveu limite donc son assertion, et prouve suffisamment qu'il n'était pas fondé à dire que le commerce de transport n'anime plus le travail productif d'un pays. Mais cette limitation n'est pas la seule qui doive restreindre son assertion.

Au frêt, qui entretient les ouvriers productifs, il faut ajouter la construction des navires, dont les travaux nombreux et variés occupent un grand

(1) Liv. 2, chap. 5.

nombre d'ouvriers de différentes espèces et de talens divers. Ce n'est pas tout. Il est rare qu'une nation qui fait le commerce de transport, fasse route directement des pays où elle fait ses achats, à ceux où elle fait ses ventes. Le plus souvent elle dépose ses marchandises dans ses magasins, jusqu'au moment de la vente, et ce dépôt entraîne des frais de chargement et de déchargement, l'occupation de vastes magasins, l'emploi d'un grand nombre de commis, une grande circulation de valeurs, et tous les établissemens qui en sont la suite indispensable. Ces travaux sont certainement productifs pour le pays qui fait le commerce de transport, et par conséquent l'illusion de la doctrine d'Adam Smith, sur cette branche de commerce en gros, est tout aussi évidente que celle que nous avons fait remarquer sur les autres branches de ce commerce.

La seule question qu'on peut agiter sur cette branche du commerce en gros, se réduit à savoir si les travaux productifs qu'elle alimente égalent ou surpassent ceux qu'un capital d'une égale valeur entretient dans tout autre emploi; question insoluble dans l'état actuel de la science, et dont il est d'ailleurs inutile de s'occuper. Ce n'est, en effet, ni par le nombre des ouvriers productifs, ni par la valeur qu'ils ajoutent au produit annuel de la terre et du travail, qu'on doit juger si l'emploi de ce capital dans le commerce de transport est plus ou

moins favorable à l'industrie d'un pays, que les autres emplois du capital dans le commerce en gros. On ne peut le connaître avec certitude que par son produit net, comparé au produit net des autres emplois du capital dans le commerce en gros.

A la vérité il est difficile, peut-être même impossible, d'apprécier séparément le produit net de ce commerce, parce que ses opérations sont tellement mêlées et confondues avec celles des autres branches du commerce avec l'étranger, qu'on ne peut en séparer et en calculer les résultats; mais à l'empressement de tous les peuples anciens et modernes pour ce genre de commerce, à leurs efforts pour s'en emparer partout où il était disponible, à leurs mesures pour s'en assurer la possesion exclusive, et surtout à l'opulence des peuples navigateurs, opulence dont on ne trouve pas de traces parmi les peuples uniquement adonnés à l'agriculture et au commerce intérieur, il est permis de croire que les bénéfices de ce commerce ne sont pas inférieurs aux bénéfices des autres branches du commerce en gros, et surtout aux bénéfices des autres emplois du capital.

On peut d'autant moins refuser son assentiment à cette induction des faits et de l'expérience constante des peuples anciens et modernes, qu'elle est pleinement confirmée par l'emploi du capital de la France en 1789.

Le tableau que nous en avons dressé gradue le produit net des divers emplois du capital dans l'ordre suivant :

L'agriculture.	3 1/4 p. 100.
Les manufactures.	10
Le commerce en détail.	14
Le commerce intérieur.	47
Et les trois branches du commerce avec l'étranger.	58

La disproportion d'un à 19, qu'on remarque dans ce tableau, entre le produit net du commerce avec l'étranger et le produit net de l'agriculture, semble devoir dissiper tous les doutes sur les avantages propres au commerce avec l'étranger. Il ne faut pas chercher ailleurs la raison de la prédilection générale qu'on lui a toujours accordée, et l'on ne peut désormais défendre la prééminence qu'Adam Smith a donnée à l'agriculture et au commerce intérieur, qu'autant qu'on prouvera que la disproportion établie par les faits, entre le produit net de ces divers emplois, n'existe pas, que les faits sont inexacts ou hasardés; mais alors même la question reposera sur les faits, tout ce qu'elle a d'idéal et de conjectural disparaîtra, la science fera de véritables progrès, et ne sera plus exposée à faire des pas incertains ou rétrogrades.

Maintenant que nous avons vu que le procédé d'Adam Smith, pour évaluer la fécondité relative Conclusion du chapitre.

des emplois du capital, pour les classer dans l'ordre de leur fécondité, pour mettre l'agriculture au-dessus des manufactures, celles-ci au-dessus du commerce en gros, et ce dernier au-dessus du commerce en détail; et pour donner la préférence au commerce en gros à l'intérieur sur le commerce de consommation directe avec l'étranger, à celui-ci sur le commerce de consommation circuiteuse avec l'étranger, et enfin à ce dernier sur le commerce de transport, il me semble qu'il n'est plus permis de douter que ce procédé ne soit radicalement vicieux et incapable de tout résultat positif ou même vraisemblable. En quoi consiste, en effet, ce procédé? à déterminer la fécondité relative des emplois du capital par la quantité de travail que chacun d'eux met en activité, et par la valeur qu'il ajoute au produit annuel de la terre et du travail; mais sur quel fondement reposent ces deux échelles de tous les calculs d'Adam Smith? Sur le nombre des ouvriers occupés dans chaque emploi, et sur les bénéfices qu'ils donnent aux capitalistes; bénéfices proportionnés au nombre des ouvriers salariés par les avances des capitalistes; de sorte qu'en dernière analyse, c'est par le nombre des ouvriers entretenus dans chaque emploi qu'Adam Smith évalue leur fécondité relative. Si l'on se demande comment et par quels moyens il est parvenu à découvrir et à connaître le nombre des ou-

vriers entretenus dans chaque emploi, on ne peut faire qu'une seule réponse, c'est qu'il assure que le marchand en détail occupe un moindre nombre d'ouvriers que le marchand en gros, que celui-ci est dans le même cas par rapport à l'entrepreneur des manufactures, et qu'il en est de même de ce dernier à l'égard du cultivateur. Malheureusement cette assertion est contraire à la nature des choses. Un emploi du capital ne peut, en effet, entretenir un plus grand nombre d'ouvriers qu'un autre emploi du capital, qu'en leur donnant de moindres salaires; ce qui, loin de prouver sa plus grande fécondité, est la preuve la plus éclatante de sa moindre fécondité. Cette assertion est encore repoussée par la raison. Qui ne sait, en effet, que bien loin que le nombre des ouvriers soit la preuve de la plus grande fécondité des emplois du capital, il est possible et même ordinaire qu'un moindre nombre d'ouvriers, par leur habileté ou par le secours des machines, donnent plus de produits qu'un plus grand nombre d'ouvriers moins habiles ou privés du secours des machines. Cette assertion est encore combattue par les faits qui établissent qu'à égalité de capitaux et de salaires, les emplois qu'Adam Smith répute les moins productifs entretiennent un nombre d'ouvriers plus considérable que les emplois qu'il estime les plus productifs.

Enfin, ce qui achève de décréditer le mode

d'évaluation adopté par Adam Smith, c'est que ce mode fait dépendre la fécondité relative des emplois du capital de leur produit brut, tandis qu'elle consiste exclusivement dans leur produit net.

Si Adam Smith a soumis à d'autres lois qu'à celles du nombre des ouvriers l'évaluation qu'il a faite de la fécondité relative du capital dans le commerce en gros, s'il a pris pour règle de leur fécondité relative l'encouragement que chacune d'elles donne à l'industrie nationale, il est encore évident que l'application qu'il en a faite aux diverses branches du commerce en gros est entièrement défectueuse, parce qu'elle suppose que l'industrie nationale est plus encouragée par la consommation de ses produits dans l'intérieur de chaque pays, que par leur consommation dans l'étranger; supposition contraire à la nature des choses, à la raison, aux faits et à l'expérience constante de tous les peuples anciens et modernes.

En un mot, de quelque manière qu'on envisage les grandes et importantes questions que présente la fixation de la fécondité relative des emplois du capital, il me semble démontré, et j'oserai même dire évident, qu'il n'y a d'autre moyen d'y parvenir que par l'observation des faits et par les lumières de l'expérience. La spéculation la plus ingénieuse ne peut les suppléer, et surtout ne peut mériter aucune confiance, lorsque les hypothèses, les con-

jectures et les possibilités; ses seules ressources, sont, comme dans l'espèce, en opposition directe avec les faits et l'expérience.

CHAPITRE III.

Des emplois du capital qui doivent être réservés au capital national.

Des emplois du capital qui doivent être réservés au capital national.

Ce chapitre est la continuation du précédent, et se borne à l'application des principes qui y sont établis; mais cette application se fait à des cas si intéressans pour la richesse particulière et générale, et si importans pour les progrès de la science, qu'il semble qu'elle en acquiert plus d'éclat et d'utilité, et par conséquent qu'elle a de nouveaux droits à notre affection et à notre reconnaissance.

Que doit faire un peuple qui n'a pas tous les capitaux nécessaires à l'entretien de toutes les branches du travail, et qui emploie le capital de l'étranger dans une ou plusieurs de ses branches? Doit-il réserver au capital national les emplois les plus productifs, et reléguer celui de l'étranger dans les emplois les moins productifs? Dans le choix du placement pour le capital national, doit-on préférer les emplois qui mettent en activité la plus grande quantité de travail productif pour la société, et qui ajoutent la plus grande valeur au produit annuel de la terre et du travail, ou ceux qui donnent le

plus grand produit net? Au simple exposé de cette question, on aperçoit son étendue, son importance et sa difficulté.

Adam Smith ne l'a point envisagée sous un point de vue aussi simple et aussi direct; aussi la solution qu'il en a donnée ne me paraît ni aussi claire, ni aussi explicite qu'on avait lieu de l'espérer dans une matière aussi difficile, et qui embrasse les intérêts réciproques des peuples dans leurs relations commerciales.

Opinion d'Adam Smith sur ce sujet.

« Les capitaux qu'une société place dans le com- » merce en détail et dans la culture des terres, » dit cet écrivain, doivent toujours résider au mi- » lieu de la société, et en général appartenir aux » membres résidans de la société, parce que de » même que leur emploi est fixé a un lieu précis; » à la ferme et à la boutique, ainsi ils doivent en » général, car il est quelques exceptions particu- » lières, appartenir aux membres résidans de la » société.

» A l'égard du capital du manufacturier, Adam » Smith pense que ce capital doit résider dans le » lieu où la manufacture est établie, parce que ce » capital met en activité la plus grande quantité » de travail productif, et donne une plus grande » valeur au produit annuel de la terre et du travail.

» Enfin, quant au capital du négociant, Adam » Smith prétend qu'il n'a aucune résidence fixe,

» qu'il peut errer d'un lieu à l'autre, selon qu'il » peut acheter à meilleur marché, ou vendre à » plus haut prix, et que, pourvu qu'il enlève la » surabondance des produits d'un état, il importe » peu que ce capital soit régnicole ou étran- » ger (1) ».

Dans cette exposition de la doctrine d'Adam Smith, il n'est pas facile d'apercevoir l'objet que cet écrivain s'est proposé, ni l'application qu'on peut en faire à l'intérêt des peuples.

Réfutation de cette opinion.

Tout capital est nécessairement résidant dans le lieu où l'on en fait l'emploi. Il n'y a à cet égard aucune différence entre son emploi à la ferme et à la boutique, et son emploi dans les métiers des manufacturiers, et les magasins du commerce en gros. Ce n'est donc que très-improprement qu'Adam Smith impose la condition de la résidence, au capital employé dans la culture des terres, et le commerce en détail, sous prétexte que son emploi est fixé à un lieu précis, à la ferme et à la boutique. Faut-il appliquer à la résidence des propriétaires ce qu'Adam Smith dit de la résidence du capital? Alors il n'est pas facile de discerner pourquoi les propriétaires du capital employé dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail, doivent résider dans le lieu, dans le pays où ils font l'em-

(1) Liv. 2, chap. 5.

ploi de leur capital, et pourquoi il est indifférent que les propriétaires du capital employé dans le commerce en gros y résident, ou n'y résident pas.

La nécessité de la résidence du capital à la ferme et à la boutique n'entraîne pas la nécessité de la résidence des propriétaires du capital à la ferme et à la boutique, ni même dans le pays où se font ces deux emplois du capital. Que ces propriétaires soient absens ou présens, peu importe en soi, les résultats du capital employé n'en sont ni améliorés, ni détériorés. Ce capital entretient le même travail en leur absence comme en leur présence, et par conséquent donne les mêmes produits dans un cas comme dans l'autre.

D'un autre côté, la considération que ces emplois mettent en activité la plus grande quantité de travail productif pour la société, et ajoutent la plus grande valeur au produit annuel de la terre et du travail, n'est pas plus imposante, puisque ces effets sont également produits en l'absence, comme en la présence des propriétaires du capital.

Il y a donc, dans cette partie de la doctrine d'Adam Smith, une intention qu'il me paraît impossible de pénétrer, ou une lacune qu'il importe de remplir. Cette tâche n'est pas sans difficulté; mais ce qui m'engage à l'entreprendre, c'est qu'en ne la remplissant même qu'imparfaitement, il est possible de répandre d'utiles lumières sur un des

points les plus obscurs et les plus négligés de l'économie politique.

En quoi consistent les avantages résultans de la résidence du capitaliste dans les pays où il fait l'emploi de ses capitaux.

Quand le capital employé dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail n'appartient pas au pays qui en fait l'emploi, ou quand l'étranger qui en est propriétaire n'y réside pas, en quoi et comment la condition du pays en est-elle meilleure ou pire?

Ce n'est pas dans la quantité de travail mise en activité, ni dans la valeur ajoutée au produit annuel de la terre et du travail; le même capital entretient le même travail, et le même travail donne les mêmes produits.

Il n'y a pas de changement non plus dans la répartition du produit annuel entre les différentes classes de travailleurs. Le salaire des ouvriers, l'intérêt du capital et les bénéfices des capitalistes l'absorbent tout entier.

L'identité des salaires parmi les classes laborieuses, leur conservent les mêmes moyens de subsistance et d'aisance, et par conséquent leur population ne souffre aucune altération.

Après le prélèvement des salaires, une partie du produit est délivrée à l'étranger pour l'intérêt de son capital, et cette partie du produit lui reste sans partage avec qui que ce soit.

Enfin, le surplus du produit annuel devrait appartenir aux classes de la population qui dirigent

l'emploi du capital, parce qu'il est le résultat de leurs lumières, de leurs talens et de leur industrie; et si elles le conservaient en totalité, le pays ne serait privé que de l'intérêt du capital, qui, consommé en pays étranger, ne serait pour lui d'aucun profit. Malgré cette perte, il ne serait pas impossible qu'un peuple qui emploierait le capital de l'étranger dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail, ne parvînt à la richesse et à l'opulence, comme les autres peuples qui n'y emploient que leur capital; ses progrès seraient plus lents sans doute que ceux des autres peuples, mais ils n'en seraient ni moins certains, ni moins durables.

Ainsi, dans cette première hypothèse, il ne paraît pas aussi nécessaire que le prétend Adam Smith, que le capital employé dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail, soit national, ou que l'étranger qui en est propriétaire réside dans le pays où il en fait l'emploi.

Mais si, outre l'intérêt de son capital, l'étranger non résidant prend une part plus ou moins considérable des bénéfices revenant aux classes qui dirigent l'emploi du capital, alors les choses changent de face; on en voit résulter des causes inévitables de détresse pour le pays, et l'on reconnaît la sagesse de la doctrine d'Adam Smith, sur la nécessité de la propriété nationale du capital employé dans l'agriculture, les manufactures et le com-

merce en détail, ou de la résidence de l'étranger qui en est propriétaire dans le pays où il fait l'un de ces emplois de son capital.

Quand l'étranger prend, outre l'interêt de son capital, une part des bénéfices des capitalistes, le pays ne conserve qu'une très-faible partie du produit net, et n'a par conséquent aucun moyen de prospérité, de richesse et de puissance. Privée d'une partie de la récompense due à ses lumières, à ses talens, à ses soins et à son travail, la classe qui dirige l'emploi du capital fait faire peu de progrès aux arts productifs du revenu; l'industrie languit, l'indolence paralyse l'activité des classes laborieuses, et le pays le plus fécond et le plus industrieux reste pauvre et misérable par la seule privation de la portion qui lui appartient dans le produit net du capital.

D'un autre côté, la trop forte réduction du produit net ne laisse que peu de ressources pour les besoins du Gouvernement, pour l'entretien et l'encouragement des lettres, des sciences, des arts et des professions libérales, en qui résident la force, la puissance, la grandeur et la gloire des nations modernes; un obstacle insurmontable s'oppose aux progrès des lumières, au développement de l'esprit humain, aux nobles élans des vertus sociales. Telle fut la condition de la plupart des peuples de l'Europe, pendant que les Juifs et les Lom-

bards disposaient des capitaux, et en exigeaient un intérêt proportionné aux risques que leur faisaient courir la haine des peuples, les préjugés religieux et l'aveugle cupidité des gouvernemens; tel est encore l'état de quelques peuples de l'Europe, dont les gouvernemens, très-éclairés d'ailleurs, n'ont pas, en économie politique, toutes les connaissances qu'on a droit d'attendre de leurs progrès dans les autres parties de l'administration générale.

Enfin, ce qui rend plus déplorable encore le malheur des peuples qui emploient à un trop haut intérêt le capital de l'étranger non résidant, c'est que l'exportation d'une partie trop considérable de leur produit net qui les appauvrit, accroît la prospérité des pays qui en profitent, les fait participer à la fécondité d'un sol plus riche que le leur, d'une industrie plus avancée et plus lucrative que celle de ses habitans, et les rend, en quelque sorte, co-propriétaires des meilleurs sols, et co-associés des meilleures entreprises de manufactures et de commerce en détail. D'où il suit que pendant que les peuples qui font valoir le capital de l'étranger restent dans un état stationnaire ou faiblement progressif, l'étranger marche à grands pas vers la richesse; et comme la puissance moderne se proportionne à la richesse, on pourrait, sans exagération comme sans paradoxe, entrevoir l'époque

où l'étranger doit asservir, ou du moins dominer les peuples qui l'enrichissent.

Sous ce rapport, Adam Smith a eu raison de dire que le capital qui entretient l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail, doit être national, ou du moins que l'étranger qui en est propriétaire doit résider dans le pays où il en fait l'emploi.

Pourquoi Adam Smith dispense-t-il le capitaliste de la résidence dans le pays où il fait l'emploi de ses capitaux, lorsque cet emploi n'a lieu que dans le commerce en gros?

Mais pourquoi cet écrivain n'a-t-il imposé la condition de la propriété nationale du capital, ou de la résidence de l'étranger qui en est propriétaire, qu'à la portion du capital employée dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail? et pourquoi en a-t-il dispensé l'autre partie du capital employée dans le commerce en gros?

Cette question doit paraître bien étrange à quiconque est tant soit peu versé dans l'histoire des relations commerciales. Jusqu'ici aucun peuple ne s'est montré très-empressé à placer ses capitaux dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail des autres peuples. Les Grecs, les Juifs et les Arméniens tiennent à la vérité des fermes, et font le commerce en détail dans quelques pays de l'Europe; mais leur exemple ne peut être ici d'aucune importance, parce qu'ils n'existent pas en corps de nation, parce qu'ils dirigent eux-mêmes leurs capitaux, et résident dans les pays où ils en font l'emploi. Leur incorporation avec les peuples

dont ils partagent les travaux, efface la diversité de leur origine, et les confond avec les nationaux. Il est donc rigoureusement vrai que jamais, ni dans les temps anciens, ni dans les siècles modernes, aucun peuple n'a placé son capital dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail des autres peuples; tandis qu'il n'y a pas eu de peuple célèbre par ses richesses, qui n'ait employé une partie de ses capitaux dans le commerce en gros de l'étranger, et qui même n'ait mis tout en usage pour éloigner ses concurrens, et s'en assurer la possession exclusive. Ces peuples auraient-ils méconnu leurs véritables intérêts, ou trouvé dans les lois et les mesures des gouvernemens, des obstacles au placement de leurs capitaux dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail? Rien n'autorise l'une ou l'autre de ces hypothèses; il est par conséquent raisonnable de croire qu'ils n'ont été dirigés dans leur prédilection que par leur intérêt, et que l'expérience leur a révélé des vérités que la spéculation a méconnues.

Vainement Adam Smith prétend-il qu'il importe peu que le négociant dont le capital enlève la surabondance des produits d'un État, soit régnicole ou étranger; que s'il est étranger, le nombre des ouvriers nationaux sera formé d'un ouvrier de moins; et que la valeur totale du produit annuel diminuera pour le pays du bénéfice de l'étranger.

« Ce dernier, ajoute-t-il, peut employer indiffé-
» remment, à ses transports par terre et par mer,
» des hommes de son pays ou du leur, ou de tout
» autre, de même que s'il était régnicole. Comme
» le capital d'un régnicole, celui d'un étranger
» donne une valeur au superflu du produit natio-
» nal, parce qu'il l'échange de même contre quel-
» que chose dont le pays a besoin, et par le rem-
» placement du capital de la personne qui produit
» le superflu, il la met en état de continuer ses
» entreprises; service important, par lequel tout
» négociant ou marchand en gros contribue sur-
» tout à entretenir le travail productif, et à don-
» ner plus de valeur au produit annuel de la so-
» ciété à laquelle appartient ce produit (a) ».

L'avantage qu'un pays reçoit du capital qui lui enlève le superflu de ses produits, est sans doute d'une grande importance pour lui, et il faut convenir que cet avantage est le même, soit que le capital soit national ou étranger; mais cet avantage n'est pas le seul bienfait qui résulte du placement du capital dans le commerce en gros. Il en est un second qui n'est pas moins profitable, ni moins utile à la richesse et à la prospérité des peuples; c'est le bénéfice que le propriétaire de ce

(a) Liv. 2, chap. 5.

capital retire de ce placement, et que l'État conserve si ce capital est national, ou perd si le capital est étranger. Considérée sous ce nouveau point de vue, la question du placement du capital dans le commerce en gros change d'objet, présente un nouvel intérêt, et conduit à de nouveaux résultats. Il est évident, en effet, que si ce placement donne de plus grands bénéfices que les autres emplois du capital, il n'est pas indifférent que le propriétaire de ce capital soit règnicole ou étranger; il faut, au contraire, réserver cet emploi au capital national, et en exclure le capital de l'étranger. De cette disposition résulteront plusieurs avantages pour le pays. Son capital lui rapportera le plus grand bénéfice qu'il puisse lui rapporter; son industrie ne tournera pas au profit des autres peuples, toujours rivaux, et souvent ennemis, et par conséquent il conservera, dans le monde politique, le rang que lui assure le produit net de son capital et de son travail.

Prétendra-t-on qu'un peuple qui n'a pas tout le capital nécessaire à l'entretien de toutes les branches du travail, et qui ne peut y pourvoir en partie qu'avec le capital de l'étranger, n'est pas le maître de réserver à son capital les emplois les plus productifs, et d'en exclure le capital de l'étranger, qu'on doit craindre que cette disposition n'éloigne le capital de l'étranger, et que sa disparition ne

laisse en souffrance plusieurs branches de l'industrie nationale?

Je conviens que cette crainte est fondée, et que le cas prévu doit arriver. Mais quel en sera le résultat? C'est là ce qu'il faut chercher, et ce qu'il importe de connaître.

Que doit faire un peuple qui n'a pas tous les capitaux nécessaires à l'entretien de son industrie?

Est-il plus avantageux à un peuple qui n'a pas tous les capitaux nécessaires à l'entretien de son industrie, de suppléer par ceux de l'étranger à ceux qui lui manquent, sous la condition d'abandonner à l'étranger les emplois les plus productifs? ou est-il plus profitable pour lui de se priver des capitaux de l'étranger, et de se borner au placement de son capital, afin de lui conserver les emplois les plus productifs, et d'en retirer tout le bénéfice qu'il peut rapporter? Ce problème qui, à la simple exposition, ne paraît susceptible d'aucune difficulté, peut cependant être résolu de deux manières différentes, selon qu'on admet la doctrine de la production totale ou celle du produit net.

Si, comme l'enseigne Adam Smith, la richesse des peuples consiste dans la quantité de travail productif que leur capital met en activité, et dans la valeur qu'il ajoute au produit annuel de la terre et du travail, point de doute que le peuple qui manque de capitaux ne doive se procurer tous ceux qui sont nécessaires à l'entretien de toutes les branches de son industrie, dût-il même se soumet-

tre à la condition de céder au capital de l'étranger les emplois les plus productifs. Son produit annuel sera d'autant plus considérable, que la masse du capital affecté à l'entretien du travail pourvoira abondamment à tous ses besoins. Le capital, le travail et la production sont entre eux dans des proportions relatives, et quiconque fait consister la richesse dans la production totale, ne doit regretter aucun sacrifice pour se procurer le capital, qui en est le plus puissant, et, pour ainsi dire, le seul mobile.

Mais si, comme on l'a vu, la production totale ne contribue à la richesse que jusqu'à concurrence du produit net, il n'est pas facile de concevoir à quoi le capital de l'étranger, qui ne donne aucun produit net, est utile à la richesse d'un pays.

A la vérité, il peut entretenir des ouvriers dans quelques-unes des branches du commerce en gros, et grossir le produit annuel; mais les particuliers n'en sont pas plus riches, ni l'État plus puissant. Du produit annuel dont on est redevable au capital de l'étranger, il faut défalquer les salaires des ouvriers qui ne sont d'aucun profit, ni pour la richesse particulière et générale, ni pour la puissance de l'État. Après le prélèvement des salaires, l'étranger prend, sans partage, l'intérêt de son capital, et entre en partage du surplus du produit avec les classes qui en ont dirigé l'emploi; et comme il est

vraisemblable que l'étranger ne leur laisse qu'une part proportionnelle à ce qu'exige leur conservation, il est vrai de dire que le capital de l'étranger ne donne aucun produit net au pays dans lequel il en fait l'emploi. Il n'y a donc nulle raison, nul motif pour lui abandonner les emplois les plus productifs et les plus profitables ? le pays a même un intérêt contraire, puisqu'il ne trouve aucun équivalent de son sacrifice, puisqu'il perd, sans retour, l'excédant du produit net que lui aurait procuré le placement de son capital dans le commerce en gros. Cet excédant du produit net sera plus utile à sa richesse et à sa puissance que la vaine ostentation d'un immense produit brut qui ne lui donne aucun produit net, et qui profite exclusivement à l'étranger.

Si ce résultat de la doctrine du produit net est évidemment conforme aux intérêts des peuples qui abandonnent au capital de l'étranger le commerce en gros, examinons ce qui arriverait si chaque peuple réservait cet emploi à son capital et en excluait le capital de l'étranger. La prospérité générale en serait-elle accrue ou diminuée, et les progrès de la richesse ralentis ou accélérés? Cette dernière considération du sujet me semble devoir éclaircir et dissiper tous les doutes que peuvent encore entretenir sa nouveauté et son opposition avec la doctrine d'Adam Smith.

Quand chaque pays emploie son capital dans l'agriculture, les manufactures et le commerce en détail, et abandonne le commerce en gros au capital de l'étranger, tous les sols sont cultivés, tous les pays exercent l'industrie nécessaire à leurs besoins ; d'où il résulte que, dans les sols peu fertiles et dans les pays où le génie et le caractère des habitans n'est pas propre aux manufactures, les produits du capital sont en petite quantité, d'une qualité médiocre et à un prix très-élevé, et que par conséquent les peuples qui placent leur capital dans ces emplois, végètent dans la misère ou la médiocrité, et n'ont aucun moyen d'en sortir.

Par un contraste assez étrange, les peuples qui placent leur capital dans le commerce en gros, ne se ressentent point de la misère des peuples qui tirent si peu de profit de leur capital ; ils ne prennent dans chaque canton du même pays, et dans chaque pays, que les produits du sol et de l'industrie, qui n'existent pas dans les autres cantons, et dans les autres pays, ou qui, par leur qualité ou par leur bon marché, sont préférables à ceux qui leur sont particuliers ; et par la vente qu'ils en font dans les cantons et dans les pays qui en manquent, ou qui les préfèrent, ils assurent à leur capital des bénéfices supérieurs à ceux des emplois les plus productifs de l'agriculture et de l'industrie de tous les cantons et de tous les pays. Ils n'en-

courageut, en un mot, que la culture des sols les plus favorisés par la nature, et les entreprises des manufactures dans lesquelles chaque pays réussit le mieux, et par conséquent leur capital est toujours placé de la manière la plus avantageuse pour leur richesse particulière, et même la plus profitable pour la richesse générale.

Si chaque peuple réservait exclusivement à son capital le commerce en gros, et en excluait le capital de l'étranger, qu'arriverait-il? Comme le commerce ne place son capital que dans les produits du sol et de l'industrie de chaque canton et de chaque pays, qui peuvent être vendus avantageusement dans d'autres cantons et dans d'autres pays, chaque canton et chaque pays ne placerait son capital dans l'agriculture et l'industrie, qu'autant qu'ils pourraient se flatter de la supériorité absolue de leurs produits; et, par conséquent, chaque canton et chaque pays tireraient toujours de leur capital les plus grands produits, ce qui porterait la richesse particulière et générale au plus haut degré auquel elle puisse atteindre.

D'un autre côté, comme le commerce de chaque pays porterait aux peuples étrangers les produits de son sol et de son industrie, que les autres peuples n'ont pas, ou qui, par leur qualité et leur bon marché, sont supérieurs aux produits indigènes; et en rapporterait les produits du sol et de l'in-

dustrie, qui manquent à son pays, ou qui sont supérieurs à ceux qu'il a, chaque pays conserverait ses avantages locaux, et participerait à tous les avantages généraux, dans la proportion de la fertilité de son sol, de l'industrie de ses habitans, et de l'étendue de sa richesse.

Dans cette direction du capital, la production serait partout aussi abondante qu'elle peut l'être, le marché général serait toujours bien approvisionné, son abondance refluerait dans les marchés particuliers, et cette circulation générale de la circonférence au centre, et du centre à la circonférence, donnerait la plus forte impulsion à la richesse particulière et générale.

Qu'on ne s'effraie pas des difficultés et des dangers de cette innovation, dans le système économique des peuples modernes. Un grand exemple apprend à les éviter et à les prévenir. L'Angleterre a ouvert la route, l'a parcourue avec intrépidité, et son audace a été couronnée d'un succès inouï : est-il donc si difficile de l'imiter, de profiter de son expérience, et d'entrer en partage de sa prospérité?

Conduite de l'Angleterre dans cette circonstance

Quand l'Angleterre, par le fameux acte de navigation de 1651, exclut de son commerce en gros le capital de l'étranger, elle n'écouta que la vengeance, et ne suivit que le désir de nuire à l'ennemi qui l'avait offensée; mais par une de ces bizarreries qui ne sont pas rares dans l'histoire de

la civilisation, en visant à un but, elle en atteignit un autre, et une mesure dictée par la vengeance et la haine devint la source féconde de sa richesse, de sa prospérité et de sa puissance (1).

En excluant de son commerce en gros le capital de l'étranger, l'Angleterre procura à son capital l'emploi le plus avantageux, et en retira un bénéfice infiniment supérieur à celui qu'il lui rapportait dans les autres emplois. La différence des nouveaux bénéfices et des anciens était si grande, que tout le capital de l'Angleterre se fût écoulé dans cet emploi, si les désordres de la révolution, qui se prolongèrent après et pendant la restauration, n'eussent détourné le peuple du soin de ses intérêts généraux, et ne les lui eussent fait perdre de vue. Ce ne fut que lorsque la tranquillité fut entièrement rétablie, lorsqu'il fut possible d'examiner la situation des affaires générales, qu'on s'aperçut de la préférence que le capital donnait

(1) Neuf ans après l'établissement de l'acte de navigation, on s'aperçut de sa véritable direction et des avantages immenses qu'on en retirait, et dans la session du parlement de 1660, un nouvel acte fut passé pour en assurer et en étendre le bienfait. Ces deux actes sont regardés par les écrivains anglais comme la mesure la plus importante en faveur de leur commerce, et Josias Child, dans son discours sur le commerce, pense qu'on doit les regarder comme la charte maritime de l'Angleterre.

au commerce avec l'étranger, et qu'on prit des mesures pour conserver à l'agriculture la portion des capitaux nécessaire à ses besoins.

D'abord, on imposa une taxe de 16 schellings par quarter, sur l'importation du blé froment, lorsque le prix ne s'élèverait pas à 53 schellings, et un droit de 8 schellings, quand le prix du quarter n'irait pas au delà de 4 livres sterling (1).

On ne s'en tint pas là; quelques années après on accorda une prime de 5 schellings pour chaque quarter de blé froment exporté, lorsque le prix du marché national ne serait pas au-dessus de 44 schellings le quarter (2).

Le but de ces mesures était, comme l'a fort bien observé Adam Smith, de hausser le prix du blé dans le marché national, et par conséquent de rétablir l'équilibre entre le bénéfice du capital dans l'agriculture et celui du capital placé dans le commerce avec l'étranger.

Ce but fut sans doute atteint, ou, ce qui est beaucoup plus vraisemblable, la grandeur des bénéfices du capital placé dans le commerce en gros, accrut tellement le capital national qu'après un

(1) Acte 22 de ch. 2, ch. 13.

NOTA. Le quarter équivaut à 210 kilogrammes, et les 16 schellings à 19 francs, ce qui donne environ 10 centimes par kilogramme.

(2) Acte 1er. de Guillaume et Marie.

laps de temps de quatre-vingts ans, on crut n'avoir plus besoin de prolonger les primes accordées au placement du capital dans l'agriculture. En 1773, après une longue expérience, la prime sur l'exportation et les taxes sur l'importation furent révoquées, et le placement dans l'agriculture ne différa plus des autres placemens du capital.

Pendant ce long intervalle de temps, l'Angleterre éprouva-t-elle quelque dommage de l'exclusion qu'elle avait donnée au capital de l'étranger, du placement de son capital dans le commerce en gros, et de la privation que les autres emplois et surtout l'agriculture en souffrirent? La progression de sa richesse depuis cette époque; progression que les guerres les plus dispendieuses n'ont pu arrêter, me semble devoir écarter ou prévenir tous les doutes qui pourraient encore s'élever sur ce point. L'expérience est un guide beaucoup plus sûr dans les sciences pratiques, que les conseils les plus éclairés de la spéculation. Il est d'ailleurs digne de remarque, que l'expérience de l'Angleterre sur ce point n'est pas unique et isolée; elle est conforme à celle de tous les peuples anciens et modernes. Dans tous les temps et dans tous les pays, la richesse des peuples s'est proportionnée à la portion de leur capital qu'ils plaçaient dans le commerce en gros; et les progrès que la richesse a faits en Europe pendant le dix-septième et le dix-huitième

siècle ne peuvent être attribués en grande partie qu'au placement que le plus grand nombre des peuples qui l'habitent, ont fait d'une portion de leur capital dans le commerce en gros. Loin donc d'arrêter ou de restreindre la tendance générale du capital, à se placer dans le commerce avec l'étranger, tendance garantie par l'expérience la plus incontestable; il est de l'intérêt de la richesse particulière et générale, de la seconder et de la favoriser, parce qu'elle est la ligne droite qui conduit au but.

Comparaison du système économique qui accorde la prééminence à l'agriculture sur les autres emplois du capital et du système politique qui fait consister la puissance des peuples dans un vaste territoire, une population nombreuse et un grand produit brut.

En considérant dans quelles erreurs sont tombés les écrivains d'économie politique qui ont accordé la prééminence à l'agriculture sur le commerce, on est frappé de la conformité de leurs principes avec ceux qui, en politique, ont placé les puissances continentales au-dessus des puissances maritimes. L'une de ces erreurs a-t-elle été l'effet ou la cause de l'autre? L'examen de cette question pourrait paraître plus curieux qu'utile, et je ne m'en occuperai pas; mais leur rapprochement répand un jour si lumineux sur les sciences économique et politique, que je me flatte qu'on me pardonnera les réflexions rapides qu'il m'a suggérées.

Erreur de ces deux systèmes.

Jusqu'ici, on n'a calculé en politique la richesse, la force et la puissance des peuples que par la population, le territoire et le capital; de là cette tendance de tous les peuples à accroître par la

conquête leur population, leur territoire et leur capital; de là l'origine et le mobile des grandes puissances continentales, l'envahissement et la disparition des puissances secondaires, et le peu de cas qu'on a fait des puissances maritimes, ordinairement pauvres en territoire et en population.

On n'a pas même donné la moindre attention aux témoignages de l'histoire ancienne et moderne, qui renversent cette théorie et déposent avec autant de force que d'unanimité de la gloire que se sont acquise les peuples maritimes dans toutes les luttes qu'ils ont eu à soutenir contre les peuples du continent, de leur prépondérance dans toutes les affaires générales, et de leur influence sur la civilisation du genre humain.

Je ne rappellerai point ici toutes les époques de l'histoire ancienne et moderne si honorables pour les puissances maritimes; mais peut-on oublier,

Que les villes anséatiques, presque sans population nationale et sans territoire commun, opposèrent long-temps une barrière redoutable aux pirateries des puissances du nord et aux déprédations des princes leurs voisins, qui leur étaient de beaucoup supérieurs et en population et en territoire?

Que Venise, avec un territoire extrêmement circonscrit et une population peu nombreuse, ne fut point épouvantée par la ligue de Cambrai, opposa une noble résistance aux attaques de tous

les potentats de l'Europe, fit échouer l'impolitique complot qu'ils avaient formé pour l'engloutir dans ses lagunes, et conserva son indépendance et son rang dans le monde politique?

Que la Hollande, avec une population de deux millions d'habitans et un territoire que lui disputent les flots de la mer, brisa le joug de fer qui faisait peser sur elle un souverain puissant en territoire et en population, disposant des trésors du nouveau monde, redouté de toute l'Europe, et non moins redoutable par ses intrigues que par ses forces et ses richesses; et que ce peuple parvenu au rang des nations indépendantes fit long-temps pencher à son gré la balance de l'Europe?

Qu'enfin l'Angleterre, franchissant les étroites limites que la nature avait marquées à son territoire et à sa population, s'est créé de vastes états dans les quatre parties du monde, et exerce sur tous les peuples qui l'habitent un ascendant utile à ses vues et à ses intérêts?

Comment ces phénomènes, ces prodiges n'ont-ils encore détrompé personne sur la vanité et l'illusion des puissances territoriales, et n'ont-ils pas inspiré le désir ou la curiosité de remonter aux causes qui les ont produites?

Ne dirait-on pas que les sciences économiques et politiques se sont concertées pour égarer les peuples sur leurs véritables intérêts et les diriger

sur des routes funestes à leur prospérité et à leur civilisation? On ne peut se retracer leurs méprises et leurs erreurs sans surprise et sans étonnement. Elles composent la force des peuples de la totalité de la population, comme si elles ignoraient qu'il faut en distraire les classes occupées de la production du revenu qui, dans les pays agricoles, forment au moins les neuf treizièmes de la population.

Même inattention sur la nature et l'étendue de la richesse. On la fait consister dans la production totale, et l'on oublie que dans les pays agricoles il faut en réserver les deux tiers et quelquefois les trois quarts à la consommation des classes productives ; d'où il suit qu'il n'y en a qu'un tiers ou un quart qui constitue la richesse effective des peuples.

Enfin, on calcule la puissance politique des États par l'addition de la population entière et de la production totale, tandis qu'elle ne repose effectivement que sur la population étrangère à la production du revenu, sur le produit net du capital et sur ses accumulations; en un mot, sur tout ce qui est disponible pour le service de l'État, sans porter atteinte aux classes laborieuses et à la production du revenu.

Si l'on eût mesuré sur cette échelle la force, la richesse et la puissance des peuples continentaux et des peuples maritimes, on aurait vu disparaître

leur apparente inégalité; la supériorité des bénéfices du commerce balancer les avantages de la population, du territoire et du capital; les extrêmes de la grandeur et de la faiblesse se rapprocher; et le produit net du capital fonder, maintenir ou rompre l'équilibre de la puissance relative des nations modernes.

De la doctrine, sur ces deux points, la plus favorable à la prospérité des peuples.

Si ce résultat évident n'eût pas été méconnu en politique et en économie publique, il est permis de croire que les destinées de l'espèce humaine auraient été moins déplorables et moins calamiteuses. Les passions des hommes et des peuples n'auraient sans doute rien perdu de leur énergie; elles sont inhérentes à leur nature; mais en changeant d'objet, elles auraient été aussi propices à l'humanité qu'elles lui ont été funestes. La plus violente de toutes les passions, l'ambition, aurait tourné ses vues vers le commerce, et, dans cette direction, elle aurait fait autant de bien aux hommes et aux peuples qu'elle leur a fait de mal dans la poursuite des richesses agricoles et de la puissance continentale. Le commerce est essentiellement pacifique; il ne vit, ne prospère et ne fleurit que par la paix, par le progrès de l'industrie générale, par les lumières, les sciences et les arts, par tout ce qu'il y a de bon et d'utile dans la nature humaine et dans l'ordre social. Combien on doit regretter que cette passion généreuse et bienfaisante n'ait pas prévalu sur

l'ivresse de la victoire, la gloire des conquérans et la vanité des conquêtes!

Ainsi, une erreur dans les sciences politiques et économiques a produit d'innombrables calamités, et éloigné les sociétés policées de leur véritable destination; ou, ce qui n'est peut-être pas invraisemblable, les sciences ont consacré dans leurs spéculations, les erreurs et les passions des hommes, et ont attribué la plus grande utilité aux passions réputées les plus honorables. Il n'y a désormais d'autre moyen de sortir de cette route fausse et calamiteuse qu'en éclairant la spéculation par l'observation des faits, ou en soumettant ses doctrines à l'épreuve de l'expérience. On ne doit reconnaître de vérité spéculative que celle qui est basée sur les faits, ou qu'on peut démontrer par les faits. Il est vrai qu'en suivant la route pénible des faits, l'esprit est moins porté à l'admiration; mais il est aussi moins sujet à l'erreur; ses découvertes sont moins nombreuses et moins étendues, mais ses connaissances sont plus certaines; il ne brille pas par l'éclat et la pompe des systèmes, mais guidé par le flambeau de l'expérience, il arrive à l'utile et modeste vérité.

Résumé du livre.

Et dans quelles circonstances fut-on plus pardonnable de signaler les dangers de la spéculation! Quand sa doctrine fut-elle plus fâcheuse et plus déplorable! Qui pourra se flatter d'échapper à ses

illusions, puisqu'Adam Smith n'a pas su s'en garantir! et à quel point ne l'a-t-elle pas abusé!

Dans la fixation des élémens du capital, elle lui en a caché la plus grande partie, et lui a fait attribuer à l'autre des effets subversifs de toute industrie, de toute richesse, de tout ordre social.

Dans l'emploi du capital, elle l'a aveuglé au point de lui faire placer l'agriculture au premier rang de la fécondité, et le commerce au dernier, quoique les bénéfices de celui-ci soient près de quinze fois plus grands que les bénéfices de celui-là.

Dans l'emploi du capital aux différentes branches du commerce en gros, l'erreur est d'une nature différente, mais elle n'en est ni moins grave, ni moins funeste à la richesse particulière et générale; la spéculation lui a persuadé que le commerce intérieur est préférable au commerce étranger, quoique leurs bénéfices, à peu près égaux, soient limités dans le commerce intérieur aux consommations de la population de chaque pays, tandis que, dans le commerce étranger, ils n'ont de terme que dans les consommations de tous les peuples répandus sur le globe.

Enfin, dans le choix des emplois pour le placement du capital national, elle lui a persuadé qu'on doit préférer les emplois de l'agriculture, des manufactures et du commerce en détail, au placement dans le commerce en gros, quoique les bénéfices

de ce dernier emploi soient infiniment supérieurs à ceux des autres emplois, sous le rapport de la quotité et de l'étendue.

De si nombreuses erreurs commises par un écrivain aussi éclairé, ne peuvent être attribuées qu'aux vices inséparables de la spéculation, qu'il a substituée aux faits et à l'expérience, mais qu'elle ne peut jamais remplacer. J'avoue qu'il eût été difficile à Adam Smith d'interroger les faits et l'expérience quand il écrivait, puisqu'à cette époque ils étaient entièrement ignorés. Peut-être même ne sont-ils pas encore assez précis, assez authentiques, pour qu'on doive s'abandonner aveuglément à leur direction; mais l'obscurité qui les couvre laisse échapper assez de lumières pour qu'on puisse reconnaître les erreurs de la spéculation, la fausse route qu'elle a tracée à la science, et la direction qu'elle doit suivre pour faire des progrès rapides et certains.

Dans la seconde édition de mon ouvrage sur les systèmes d'économie politique, liv. 3, les questions que je viens de discuter dans ce livre sont présentées sous de nouveaux points de vue qu'il importe d'envisager; dût-on n'en tirer d'autre avantage que celui de connaître les nombreuses controverses dans lesquelles les écrivains les plus célèbres se sont engagés depuis Adam Smith.

FIN DU SECOND LIVRE.

LIVRE III.

Du Commerce.

INTRODUCTION.

La doctrine spéculative sur l'origine du commerce, son objet, ses méthodes et son but, est en opposition avec les faits.

La doctrine spéculative sur le commerce, considéré dans ses rapports avec la richesse particulière et générale, est dans une opposition directe avec les faits et l'expérience de tous les peuples anciens et modernes. Ce n'est pas seulement dans quelques détails, plus ou moins importans, que cette opposition se fait remarquer; elle se manifeste dans toutes les parties de cette doctrine, et principalement dans celles sur l'origine du commerce, sur son objet, son but et ses méthodes.

Doctrine spéculative.

Dans la spéculation, le commerce dérive de l'agriculture et des manufactures; il est leur instrument et leur moyen de communication avec le consommateur; il doit se borner à l'échange du produit brut des campagnes contre le produit manufacturé des villes; se proposer pour but la circulation des produits nationaux dans l'intérieur de

chaque pays, et consacrer exclusivement le capital national à la circulation intérieure, jusqu'à ce qu'il excède ses besoins, seul cas où il est utile à un pays de le porter dans l'importation et l'exportation des produits nationaux et étrangers.

Doctrine empirique.

Sans doute ce système est spécieux, habilement combiné, fortement lié dans toutes ses parties, mais où sont ses preuves et sa garantie? si l'on interroge les faits et l'expérience, seuls fondemens de toutes les connaissances humaines, on voit le commerce naître de la navigation, se proposer pour objet l'importation des produits bruts, répandus sur la surface du globe, sans utilité et sans valeur pour personne; se diriger vers un seul but, la circulation des produits du sol et de l'industrie de tous les peuples, et s'attacher aux méthodes qui conservent à chaque peuple ses avantages naturels et acquis, qui le mettent à l'abri d'une concurrence prématurée, et lui donnent les moyens de la soutenir avec avantage, lorsque ses forces sont développées.

Ne semble-t-il pas, en comparant ces deux manières d'envisager le commerce, que, cette fois, la spéculation est restée bien en arrière de l'expérience, et qu'elle n'a aperçu ni l'étendue de ses bienfaits, ni la grandeur de ses destinées.

Quelle est celle qu'on doit préférer?

Qui, de la spéculation ou de l'expérience, s'en est formé la notion la plus exacte? qui des deux

doit-on prendre pour guide et pour régulateur? qui a mieux saisi son esprit et compris sa destination? C'est un des problèmes les plus intéressans de l'économie politique, et, sans contredit, celui dont la solution importe le plus à la richesse, à la prospérité et à la puissance des peuples modernes.

Difficulté de ce problème.

Je ne me flatte pas d'éclaircir toutes les difficultés de ce problème; il faudrait, pour y réussir, des faits plus nombreux et plus dignes de confiance que ceux qui sont recueillis, mais, si je ne m'abuse point, les documens partiels que nous possédons suffisent pour démontrer les erreurs de la spéculation, pour signaler la véritable théorie, et surtout pour nous convaincre que ce n'est que par le secours des faits et de l'expérience qu'on peut donner à cette partie de l'économie politique, la certitude qui doit l'élever au rang des connaissances humaines.

Division des matières traitées dans ce livre.

Pour remplir cette tâche difficile et laborieuse, j'examinerai successivement le système d'Adam Smith sur l'origine du commerce, sur son objet, son but et ses méthodes. Je m'attacherai uniquement à cet écrivain, parce que son ouvrage est bien supérieur à tout ce qu'on avait écrit avant lui sur ce sujet important, et parce que tout ce qu'on a écrit depuis n'en est que la répétition plus ou moins fidèle.

CHAPITRE PREMIER.

De l'Origine du Commerce.

De l'origine du commerce.

Suivant Adam Smith.

Adam Smith fait dériver le commerce de l'agriculture et des manufactures, et il fonde cette opinion sur ce que, « dans l'ordre naturel, la plus » grande partie du capital d'une société, dont la » prospérité commence, cherche d'abord l'agri- » culture, passe ensuite aux manufactures, et finit » par le commerce étranger (1) ».

Je n'examinerai point le mérite des preuves rationnelles qu'Adam Smith invoque à l'appui de son système. Je crois avoir suffisamment démontré (2) que si la raison pouvait être de quelque poids dans les matières de fait, elle serait plus contraire que favorable au système qu'on veut lui faire soutenir. On ne peut pas, en effet, supposer raisonnablement que l'agriculture, qui a un besoin indispensable d'un grand capital, du concours d'un grand nombre d'arts mécaniques et libéraux, des secours d'un commerce étendu, et de la protection d'un gouvernement régulier, ait cependant créé les capitaux, l'industrie, les arts et le commerce.

---

(1) *Richesse des Nations*, liv. 3, chap. 1er.

(2) Voyez ci-dessus, liv. 1er., observation préliminaire.

Il y a dans cette hypothèse une contradiction si palpable, qu'il me paraît inutile de s'en occuper davantage.

Mais à quoi bon consulter la raison sur un pareil sujet? que peut-elle nous apprendre sur l'origine du commerce? Tout au plus ce qui a pu et dû se passer, et non ce qui est effectivement arrivé. Le possible est de son domaine; mais les faits sont hors de sa puissance; et cependant c'est d'un fait qu'il s'agit ici. Pourquoi donc l'interroger sur le fait de savoir si l'agriculture a précédé l'industrie, et l'industrie le commerce? C'est à l'histoire à répondre pour elle, et il est d'autant plus étrange qu'on n'ait pas invoqué son témoignage sur ce point, qu'il y a peu de cas où elle soit plus explicite et plus digne de confiance.

Si, en effet, on cherche dans l'histoire l'origine du commerce, bien loin de le voir dériver de l'agriculture et des manufactures, on reconnaît qu'il les a précédées, n'a dû qu'à lui seul son impulsion, sa direction et ses moyens, et a créé partout les capitaux, l'industrie, l'agriculture, les arts et la civilisation.

D'après les faits.

De l'Egypte et de la Phénicie sortirent les colonies qui fondèrent Athènes, Rhodes, Corinthe et Carthage. Ces villes furent, dans l'origine, des entrepôts de commerce de leurs mères-patries, de leurs capitaux, de leurs lumières et de leur indus-

trie. De ces entrepôts sortirent les moyens, les leçons et les encouragemens qui fécondèrent l'industrie, l'agriculture et les arts parmi les peuples sauvages et barbares de la Grèce et de l'Afrique.

Dès que le commerce eut accumulé, dans les pays colonisés, des capitaux qui ne trouvaient plus un emploi assez avantageux dans les spéculations ordinaires, il les employa à fonder de nouvelles colonies dans des pays encore incultes, qui lui promettaient de riches produits et de grands bénéfices. Athènes établit de nombreuses colonies dans l'Asie mineure, dans l'Archipel, et dans cette contrée de l'Italie connue sous le nom de la Grande-Grèce.

Corinthe jeta les fondemens de Syracuse.

Et Carthage civilisa l'Afrique, l'Espagne, et la plupart des îles de la Méditerranée.

De ces nouveaux dépôts du commerce sortirent encore tous les capitaux, tous les moyens, tous les instrumens de civilisation, d'agriculture et d'industrie qui enrichirent les pays et les peuples de ces nouvelles colonies.

Enfin, les Phocéens, à l'exemple d'Athènes et de Corinthe, ou plutôt obéissant à l'impulsion du génie commercial, portèrent une colonie à Marseille, et avec elle tous les moyens de civiliser les peuplades sauvages et barbares qui parcouraient, plutôt qu'elles n'habitaient cette belle partie de la Gaule; et ce fut encore à ces capitaux du com-

merce que le pays fut redevable de sa civilisation, de son industrie et de son agriculture.

Tel fut, dans l'antiquité, le mobile de la civilisation, de l'industrie et de l'agriculture dans les diverses contrées de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. La gloire en appartient tout entière au commerce et au génie des peuples commerçans.

Malheureusement cette direction des capitaux du commerce vers la civilisation, l'industrie et l'agriculture des pays et des peuples barbares, fut arrêtée, dans son cours bienfaisant, par le torrent des armées romaines qui inonda successivement l'Italie, l'Afrique, l'Espagne, la Grèce, l'Asie et la Gaule, qui les couvrit des débris et des ruines de leurs villes les plus florissantes, et ensevelit sous leurs décombres les précieux établissemens du commerce. L'esprit de conquête étouffa l'esprit du commerce, les vains trophées de la victoire furent élevés sur les débris des utiles instrumens de l'industrie, les périls de la guerre usurpèrent les paisibles occupations du travail, et des sources impures de la spoliation, de l'asservissement et de l'oppression des vaincus, découlèrent la richesse et l'opulence des vainqueurs.

Appelés par d'imprudens alliés pour apaiser les querelles de la Grèce, les Romains apprirent qu'il existait d'autres jouissances que celles de la victoire, d'autres honneurs que ceux de la pompe

triomphale, d'autres spectacles que ceux des jeux sanglans du cirque, et d'autre gloire que celle d'élever sa patrie sur les ruines et les décombres des cités et des peuples; mais, au lieu de profiter des lumières de ce peuple célèbre, de modifier leurs mœurs par son exemple, et de réformer leur régime social sur le plan libéral de sa civilisation, les Romains ambitieux n'aspirèrent qu'à l'asservir, à lui ravir ses trésors, et à se parer de ses dépouilles. Ils se flattaient de s'associer à la gloire des arts, par la possession de ses nobles productions, de partager la célébrité d'un peuple éclairé, par la conquête des immortels ouvrages de son génie, et de s'illustrer par la vaine montre de tous ses prodiges. Insensés, qui ne savaient pas que les productions du génie et des arts, dans quelques pays qu'on les transporte, n'honorent que le sol natal, ne réfléchissent d'éclat que sur ses habitans, sont dans un pays étranger d'éternels monumens d'une gloire étrangère, et d'éloquens témoins de la prééminence des vaincus sur les vainqueurs! Rome, enrichie des dépouilles de la Grèce, n'a pu faire oublier que la Grèce était la patrie des lettres, des arts et des sciences; et si jamais les hommes devenaient assez sages pour ne dispenser les honneurs et les récompenses qu'à la véritable gloire, Rome, cette dominatrice du monde, n'aurait d'autre droit à leur admiration que par sa littérature et ses lois,

qui ont si puissamment contribué à tirer l'Europe de la barbarie dans laquelle son ambition l'avait plongée.

Accumulés dans Rome par la vanité et la cupidité du vainqueur, les richesses du monde, les trésors des arts et les productions du génie, au lieu d'exercer une influence pacifique sur l'esprit, le caractère et les mœurs du peuple-roi, enflammèrent encore ses passions, et ajoutèrent de nouveaux fermens de discorde à ceux qu'entretenait depuis plus de six cents ans la passion effrénée du pouvoir, des dignités et de la domination. Quand la guerre étrangère n'offrit plus d'appât à la cupidité des Romains, la guerre civile leur ouvrit un nouveau champ de pillage et de dévastation; et Rome devint la proie des Romains.

Les barbares, tantôt vengeant leurs défaites, tantôt se mêlant aux querelles de leurs vainqueurs, après deux siècles de perfidie, d'outrages et de violence, les dépouillèrent de leurs richesses, de leur puissance et de leur domination, et versèrent sur eux tous les maux qu'ils avaient versés sur le monde.

Les dépouilles de Rome ne furent pas moins funestes aux barbares que celles du monde ne l'avaient été aux Romains. Huit siècles suffirent à peine pour éteindre la soif du pillage, que Rome avait allumée partout.

Enfin, quand, après deux mille ans de crimes, de misères et de calamités, on vit reluire des rayons d'espérance sur la déplorable humanité, le génie du commerce en eut seul la gloire; lui seul rattacha les anneaux de la prospérité sociale, que la guerre avait brisés, et qu'elle s'était inutilement efforcée de sceller au char de la victoire.

Venise, Gênes et Pise rétablirent les relations du commerce entre l'Orient et l'Occident, et, par la circulation de leurs produits, firent naître l'industrie et l'agriculture dans les pays qui devinrent le siége de leurs opérations. Leur exemple fut suivi par les villes anséatiques. Par leurs soins le commerce s'étendit jusqu'aux bords de la Baltique, et y porta les germes de la civilisation et de l'agriculture; l'impulsion se communiqua aux villes de la Flandre; Bruges, Anvers et Gand firent fleurir l'industrie et l'agriculture; enfin, de proche en proche, le commerce, par ses capitaux, ses lumières et son influence a eu, dans le court intervalle de cinq à six siècles, la gloire de créer, de propager, et de faire fleurir l'industrie et l'agriculture dans la plus grande partie de l'ancien monde, et dans les immenses régions du nouveau.

Dans cette esquisse rapide de l'origine du commerce, de sa direction et de ses progrès, depuis l'époque la plus reculée de la société civile, jusqu'à nos jours, on le voit, pour ainsi dire, prendre sa

source dans la navigation, s'alimenter par la communication des peuples civilisés avec les peuples sauvages et barbares, féconder les pays incultes, et répandre partout les bienfaits de l'industrie et de la civilisation.

Conséquence des faits.

Dans aucun temps, dans aucun pays, on ne le voit commencer, prospérer et fleurir par les efforts isolés d'un peuple, par la progression de son agriculture et de ses manufactures, par l'excédant de ses capitaux employés dans la circulation intérieure des produits nationaux. On ne trouve nulle part des traces de cette direction de l'industrie des peuples anciens et modernes, et cette unanimité des témoignages de l'histoire ancienne et moderne, témoignages à la fois affirmatifs et négatifs, ne laissent aucun doute sur l'origine du commerce ni sur ses causes efficientes, et prouvent évidemment qu'il ne doit son existence qu'à lui-même.

Comment le commerce a-t-il pu, sans les produits des manufactures et de l'agriculture, établir des relations entre les peuples? C'est une question qui, restât-elle sans réponse, n'altérerait ni la vérité ni la certitude du fait. Ce n'est pas la première fois que le pourquoi ou la liaison des effets aux causes a résisté aux efforts de l'esprit humain, et cependant les effets n'en sont ni moins réels, ni moins constans. Je pourrais donc laisser sans réponse l'importante question de savoir d'où le com-

[illegible] première enfance, qu'il n'en serait pas moins démontré que le commerce a précédé, chez tous les peuples, l'agriculture et les manufactures; mais je me flatte que cette question ne restera pas sans réponse, que les faits nous en dévoileront le prodige et en expliqueront le phénomène.

Le commerce a précédé partout les manufactures et l'agriculture.

CHAPITRE III.

De l'Objet du Commerce.

Quel est l'objet que le commerce doit se proposer? Doit-il, comme le prétend Adam Smith, se borner à l'échange du produit brut des campagnes contre le produit manufacturé des villes? Est-il vrai que le produit surabondant de la campagne forme la subsistance de la ville, et que la ville ne peut s'accroître, à moins que ce produit surabondant ne s'accroisse de même?

De l'objet du commerce.

Suivant Adam Smith.

Borner le commerce à l'échange du produit brut des campagnes contre le produit manufacturé des villes, c'est méconnaître sa nature, son esprit, son caractère et sa puissance.

Réfutation de son opinion.

Si l'on veut s'en former des notions exactes, il ne faut pas le considérer à l'époque du perfectionnement de l'agriculture, des arts et de la civilisation; on aurait de la peine à reconnaître dans cet état son influence sur les divers agens de la production, à déterminer leurs relations mutuelles, à

saisir la liaison et l'enchaînement des effets aux causes, et à suivre le jeu de tous les ressorts qu'il met en mouvement. Il faut rétrograder vers une époque plus reculée, plus rapprochée de ses opérations primitives, et, pour ainsi dire, témoin de ses premiers efforts et de ses premières tentatives; il faut surtout remonter à l'époque de l'introduction du commerce parmi les peuples, et dans les pays sauvages et barbares; observer quels sont alors les objets de ses importations et de ses exportations, et bien déterminer ses effets sur la richesse des peuples qu'il met en relation.

Que va chercher le commerce dans ses premiers voyages chez un peuple sauvage ou barbare? Ce ne sont ni les produits de l'agriculture, ni ceux des manufactures : on sait assez qu'ils n'existent et n'abondent que parmi les peuples civilisés et riches en capitaux. Lors même qu'on voudrait honorer du nom d'agriculture le travail à la houe et l'ensemencement de quelques portions du sol; les produits de cette culture pauvre et misérable, dont on trouve des traces dans quelques pays sauvages et barbares, ne seraient pas assez abondans pour devenir des objets d'exportation, et par conséquent on ne peut pas les faire figurer sur la liste des objets d'échange des peuples barbares ou sauvages avec les peuples commerçans. Les produits, objets de ce commerce, sont ceux des mines, de la chasse,

Le commerce procure aux

manufactures les matières premières de leur travail.

de la pêche, et de l'éducation des bestiaux ; ce sont le miel, la cire, le goudron, et, à la honte de l'humanité, l'homme lui-même. Tous ces produits sont recherchés avec d'autant plus d'empressement par les peuples commerçans, qu'ils sont la matière première des manufactures, et l'instrument le plus actif de la richesse commerciale.

D'un autre côté, les peuples sauvages ou barbares cèdent avec d'autant moins de résistance ces objets recherchés par le commerce, qu'ils n'ont le plus souvent aucune valeur pour eux, et sont plutôt détruits par le temps, que consommés par les hommes.

Maitres, à peu de frais, des matières premières des manufactures, les peuples commerçans peuvent, avec la plus grande facilité, les employer à créer les manufactures, à les étendre et les faire prospérer, et soit qu'elles lui doivent leur existence ou leur extension, il est évident qu'elles en ont reçu de plus grands bienfaits qu'il n'en a reçu d'elles.

Lors même que les manufactures et le commerce, parvenus au plus haut degré de prospérité, paraissent indépendans l'un de l'autre, c'est encore par l'importation des matières premières que le commerce fait fleurir les manufactures des pays les plus industrieux. Si l'on réduisait les manufactures à ne fabriquer que les produits indigènes, elles seraient extrêmement limitées, et ne s'étendraient pas beau-

coup au delà des besoins les plus grossiers de la vie. Réduites à ce point, elle contribueraient peu aux progrès des richesses particulières, et laisseraient les divers peuples dans une situation peu éloignée de l'indigence et de la misère. C'est à la seule importation des matières premières de tous les pays, à leur mélange, à leurs combinaisons variées et multipliées, que les manufactures doivent tout leur éclat, toute leur puissance, toute leur influence sur la richesse particulière et générale. Nul doute, par conséquent, que le commerce, par ses importations, n'ait été, dans le principe, le mobile des manufactures, le créateur de ses produits, et ne soit encore leur plus solide appui, et leur puissant protecteur.

Que donne le commerce en échange des matières premières du travail des manufactures?

Mais quels sont les objets d'échange que, dans le premier âge des manufactures, le commerce porte aux peuples sauvages et barbares, et qu'ils reçoivent pour prix des matières premières dont ils disposent? Ce sont presque toujours des produits des manufactures, et souvent les plus insignifians et les moins précieux. Il ne faut pas même, pour que ces produits aient un débit assuré, que les manufactures aient fait de grands progrès; il y a si loin des fabrications des matières les plus grossières aux produits de l'industrie du sauvage, et même des peuplades barbares, que l'on n'a pas de peine à comprendre comment le commerce a pu, de très-

bonne heure, établir d'utiles communications entre des peuples si distans l'un de l'autre, quoique si peu avancés dans la civilisation.

Si ces relations sont plus favorables aux peuples industrieux qu'aux peuples sauvages et barbares, elles ne sont pas sans utilité pour ces derniers; elles les portent à un travail de prévoyance, les excitent à multiplier les objets d'échange, et les conduisent pas à pas sur la route de l'industrie et de la civilisation. Que de peuples, aujourd'hui puissans par leur population, leurs richesses et leur industrie, qui n'ont pas eu d'autre mobile, d'autre régulateur dans la carrière qu'ils ont si glorieusement parcourue!

Le produit surabondant des campagnes n'a pas même alimenté les premières réunions des classes manufacturières.

La seule difficulté qui peut encore embarrasser l'esprit dans ce résultat des faits historiques, c'est de savoir comment, sans le produit surabondant des campagnes, le commerce a fourni à la subsistance des classes industrieuses qu'il avait rassemblées dans les villes; il semble qu'on n'a pu les tirer que de l'agriculture, et c'est sans doute cette apparence qui a trompé Adam Smith, et qui l'a autorisé à dire que l'agriculture a précédé les manufactures, et les manufactures le commerce; mais en y réfléchissant attentivement, on n'a pas de peine à reconnaître l'illusion de cette hypothèse et à concilier les faits avec la raison.

Les manufactures et le commerce n'exigent

qu'une population peu nombreuse ; elle n'est, aux autres classes de la population, que comme 1 à 100, ou tout au plus comme un à 50 (1). Il ne lui faut par conséquent, dans le principe, que peu de subsistance pour son entretien ; et si l'on fait attention que les peuples navigateurs tirent de la pêche une partie de leur subsistance, suppléent à ce qui leur manque par les produits des pays qu'ils parcourent, on conçoit combien il leur est facile de se procurer des subsistances, lors même que l'agriculture n'existe point encore, et lorsque la campagne ne leur offre aucun produit surabondant.

« Quoiqu'il paraisse par l'histoire, dit un écri-
» vain, non moins célèbre comme homme d'état,
» que comme négociant, que l'on a beaucoup fait
» de manufactures dans les villes de Hollande, dans
» le temps que le commerce et la navigation de
» l'Europe se faisaient par les villes anséatiques et
» par les Orientaux, et avant que la pêche et le com-
» merce en vaisseaux de transport, fût établi dans
» nos pays, de sorte que l'on pourrait dire que la
» navigation a été produite par les manufactures ;
» il est pourtant très-sûr que la pêche et la navi-
» gation ont donné le mouvement aux manufac-
» tures ; car c'est ce qui amène tous les matériaux
» bruts pour les travailler dans le pays, et pour

---

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 7.

» débiter les étoffes quand elles sont faites, par les » mers et les rivières, dans tous les pays étran- » gers (1). »

Cette opinion, qui reporte l'origine des manufactures de la Hollande à la pêche et à la navigation, ne peut-elle pas être généralisée et appliquée à tous les pays et à tous les peuples, surtout lorsqu'on remarque que c'est aux peuples navigateurs et aux villes maritimes que remonte toute industrie et toute civilisation parmi les peuples anciens et modernes.

Ces vérités historiques n'étaient pas ignorées d'Adam Smith, et il ne les a pas méconnues; il est au contraire formellement convenu « que les » premiers progrès de l'art et de l'industrie ont » dû naître sur les rivages où la facilité du trans- » port fait, du monde entier, un marché ouvert » aux produits de tous les travaux, tandis que ces » progrès ont dû se développer plus tard dans les » parties intérieures des terres. L'étendue du mar- » ché, ajoute cet écrivain, sera donc long-temps » pour les terres intérieures en proportion avec la » population et la richesse des terres riveraines, » et les progrès de l'art et de l'industrie ne naî- » tront pour les unes que long-temps après avoir » paru chez les autres. Dans nos colonies de l'Amé-

(1) Mémoire de Jean de Witt.

» rique septentrionale, les plantations ont cons-
» tamment suivi les côtes de la mer ou les bords
» des rivières navigables, et même elles ne se sont
» pas étendues à une distance considérable de ces
» côtes et de ces bords. Les nations qui, d'après
» l'histoire authentique, semblent être arrivées les
» premières à la civilisation, furent celles à qui la
» nature avait donné pour patrie les côtes de la
» Méditerranée (1) ».

Comment concilier cet aveu de la naissance de l'industrie et du commerce sur le rivage de la mer et des fleuves, antérieurement à leurs progrès dans l'intérieur des terres, avec la doctrine qui les fait dériver de l'agriculture? Si les rivages de la mer et des fleuves ont vu naître l'industrie et le commerce, ils ne tirent donc pas leur origine de l'agriculture; comme aussi il est évident que si la culture des terres intérieures se proportionne longtemps à la population et à la richesse des terres riveraines, ce sont les campagnes qui doivent leur prospérité aux villes, et non les villes qui tirent leur grandeur du produit surabondant des campagnes.

A la vérité, Adam Smith insinue que c'est à la culture des terres riveraines que les peuples maritimes doivent leur industrie et leur commerce;

(1) *Richesse des Nations*, liv. 1er., chap. 3.

mais l'histoire tout entière repousse cette insinuation.

Dans l'antiquité, Sydon, Tyr, Athènes, Corinthe, Carthage et Marseille, et dans les siècles modernes, Venise, Gênes, Pise, Hambourg, Lubeck, Brême, Bruges, Gand et Anvers, la Hollande, en un mot, tous les peuples maritimes ne possédaient qu'un territoire de peu d'étendue, peu fertile et par conséquent incapable de grandes productions agricoles. Jamais ces peuples ne s'adonnèrent à l'agriculture, et si, à quelque époque inconnue, ils en tirèrent quelques secours pour leur subsistances, ces secours furent très-limités, et jamais assez considérables pour que leur produit surabondant servît de fonds primitif à leur industrie et à leur commerce. Sur les rivages de la mer et des fleuves, les travaux paisibles et peu productifs de l'agriculture ont peu d'attrait, et ne peuvent pas entrer en concurrence avec les chances de la pêche et les spéculations de la navigation. Les jeux de la fortune ont un charme irrésistible pour les hommes et pour les peuples, et ce penchant peu observé et encore moins déterminé dans ses effets, exerce la plus grande influence sur leur caractère, leur habitude et leur destinée. Toutes les fois que ce penchant ne trouve point d'obstacle dans la nature des choses, dans les institutions civiles ou dans des circonstances impérieuses, les hommes et les peuples

s'y livrent avec transport et sans distraction, et de là vient qu'on a vu si rarement les peuples maritimes négliger les chances périlleuses de la navigation, et leur préférer les paisibles travaux de l'agriculture.

Il me paraît donc également démontré, par les faits et par la raison, que la culture des terres riveraines des fleuves et des mers n'a eu aucune part à l'origine de l'industrie et du commerce des peuples maritimes et navigateurs; et, comme de l'aveu même d'Adam Smith, les terres intérieures ne sont pendant long-temps cultivées que dans la proportion de la population et de la richesse des peuples maritimes, il est évident que l'agriculture n'a point devancé l'industrie et le commerce, et que ce sont au contraire l'industrie et le commerce qui, s'ils n'ont pas donné l'impulsion et le mouvement à l'agriculture, ont favorisé ses progrès et assuré sa prospérité.

L'objet du commerce est l'accroissement des objets d'échange et du nombre des consommateurs.

Par une conséquence ultérieure, l'objet du commerce n'est pas, comme le pense Adam Smith, l'échange du produit brut des campagnes contre le produit manufacturé des villes; il se propose un plan plus vaste, un but plus grand, des résultats plus féconds et des destinées plus glorieuses. Une seule pensée l'occupe; l'accroissement des objets d'échange et du nombre des consommateurs. Ses moyens de succès sont l'échange des produits du

travail des peuples industrieux, éclairés et civilisés, contre les produits de la nature et du travail des peuples sauvages, barbares, et plus ou moins avancés dans la civilisation; de telle sorte que, par cet échange, les objets sans valeur, ou de peu de valeur, dans les mains des peuplades qui ne savent pas les approprier aux différens besoins de la vie, en acquièrent une très-grande dans les ateliers de l'industrie qui développe, varie et multiplie leur utilité, et, par cette transformation, augmente la masse des richesses particulières et générales.

D'un autre côté, ces produits du travail des peuples, reportés dans les pays et parmi les peuplades qui en ont fourni la matière première, éveillent l'attention, excitent le penchant à l'imitation, servent de modèle, étendent le domaine de l'industrie, préparent de nouvelles ressources à l'espèce humaine, et la disposent au travail et à la civilisation. C'est ainsi que de proche en proche le commerce, dans sa direction des peuples industrieux vers les peuples barbares ou moins industrieux, exerce sa véritable influence sur la richesse, et forme une de ses sources les plus fécondes et les plus productives.

Que ne m'est-il permis de retracer tous les autres services qu'il rend à l'humanité, par la dispersion des lumières, la communication de toutes les vérités et de tous les progrès de l'esprit humain; par

le rapprochement de tous les peuples; par la fusion des mœurs, des usages et des lois de tous les pays, de l'esprit et du caractère de tous les peuples dans des sentimens communs, des formes universelles et une couleur uniforme. Ces bienfaits inappréciables qu'il dispense lentement à la vérité, mais dont tous les peuples sont assurés de jouir, lui sont propres, et ils seraient entièrement perdus, si, comme l'enseigne Adam Smith, il devait se borner à l'échange du produit brut des campagnes contre le produit manufacturé des villes.

Concluons donc que le véritable objet du commerce, tel qu'il nous est présenté par les faits et l'expérience, est bien autrement vaste et bien plus important que celui que lui assigne la spéculation, et qu'il mérite, sous tous les rapports, la préférence qu'il a obtenue.

Si l'objet du commerce n'est pas l'échange du produit brut des campagnes contre le produit manufacturé des villes, comment concevoir qu'il doive commencer ses opérations par l'échange des produits des diverses contrées d'un pays, appliquer tous ses capitaux et tous ses efforts à leur circulation intérieure, et ne les porter vers les diverses branches du commerce étranger que lorsque le commerce intérieur ne peut plus les absorber? Entreprendre la réfutation de cette partie de l'opinion d'Adam Smith, c'est sans doute reproduire en

d'autres termes la question que nous venons d'examiner ; mais ce nouveau point de vue sous lequel Adam Smith l'a envisagée, nécessite un nouvel examen, et je m'y livrerai avec d'autant plus de soin, que cette nouvelle discussion nous fera encore mieux connaître la nature, la destination et le but du commerce.

CHAPITRE III.

Du but que se propose le Commerce.

Adam Smith prétend que le commerce doit se diriger d'abord, vers l'échange des produits du sol et de l'industrie des diverses contrées de chaque pays, et graduellement vers l'échange des produits indigènes contre les produits exotiques, et enfin vers la circulation des seuls produits exotiques. Cette direction lui paraît la plus avantageuse en soi, et la plus favorable aux progrès de la richesse des peuples. Les motifs qu'en donne cet écrivain méritent d'autant plus d'attention, qu'ils ont exercé la plus grande séduction sur les meilleurs esprits, et que cette partie de sa doctrine est, en quelque sorte, devenue classique. Du but que se propose le commerce.

« Le commerce intérieur, dit cet écrivain, est » le centre autour duquel les capitaux de chaque » pays circulent toujours, et vers lequel ils ten- » dent sans cesse, quoique des causes particulières Suivant Adam Smith.

» puissent quelquefois les en détourner et les por-
» ter vers des emplois plus éloignés (1) ».

A n'examiner le commerce intérieur que sous le rapport du nombre et de l'étendue de ses opérations, comparées à celles des autres branches du commerce général, Adam Smith paraît avoir eu raison de lui accorder la prééminence sur tout autre commerce. Effectivement, ce commerce, dont la destination est de pourvoir aux besoins de la consommation, semble devoir être dans une proportion exacte avec la grandeur numérique de chaque peuple, et par conséquent paraît beaucoup plus étendu que les autres branches du commerce général, qui n'embrassent dans leurs opérations que les consommations partielles d'une petite partie de la population nationale et étrangère; mais cette apparence a-t-elle quelque réalité, ne donne-t-elle pas des notions imparfaites de ces deux genres de commerce, et ne court-on pas risque de s'égarer en s'abandonnant à sa direction?

Réfutation de son opinion.

Et d'abord, est-il bien vrai que le commerce intérieur proportionne ses opérations à la grandeur numérique de chaque peuple? Ne faut-il pas retrancher du nombre des consommateurs qu'il approvisionne, cette partie de la population qui vit dans les campagnes, subsiste du produit de ses

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 2.

récoltes, se vêtit d'étoffes et de toiles presque entièrement fabriquées de ses mains, et ne tire que peu d'objets du commerce intérieur? Ne doit-on pas aussi ajouter à cette population en quelque sorte étrangère au commerce intérieur une partie de la population des petites villes qui tire directement de ses propriétés une grande partie de ses moyens de subsistance, et n'est que partiellement approvisionnée par le commerce intérieur? Enfin, ne doit-on pas comprendre dans la même exception toutes les classes industrieuses qui, dans les villes et les campagnes, pourvoient directement et sans l'intermédiaire du commerce, à une partie de leurs besoins? Suivant que la civilisation d'un pays est plus ou moins avancée, les classes de la population, qui prennent plus ou moins de part aux approvisionnemens du commerce sont plus ou moins nombreuses, et par conséquent le commerce intérieur ne s'étend pas aussi loin qu'on le pense ordinairement.

L'étendue du commerce intérieur dépend de l'état de la civilisation.

En France, à l'époque de 1789, le revenu du peuple français s'élevait à la somme de (1). . . . . 6,095,006,418 l.

---

(1) Agriculture.		3,828,419,254 l.
Industrie, environ.		844,776,274
Bénéfices	du commerce intérieur, y compris ceux du commerce en détail.	1,044,190,250
	du commerce étranger. .	377,620,640
Somme pareille.		6,095,006,418

D'autre part.	6,095,006,418l.
Et les opérations du commerce intérieur (1).	3,190,836,183
Différence.	2,204,170,233

Par conséquent, les opérations du commerce intérieur de la France en 1789 se réduisaient environ aux trois cinquièmes du revenu total.

En 1800, l'Angleterre était dans des termes plus favorables au commerce intérieur, et cependant ses écrivains d'économie politique les plus estimés, réduisaient la circulation qu'il effectuait aux cinq sixièmes du revenu total.

M. Beck évaluait à cette époque le revenu total de l'Angleterre, à	200,000,000l. st.
Et les opérations du commerce intérieur à.	167,000,000
Différence (2).	33,000,000

(1) Matières premières { nationales. 425,000,000l. ; étrangères. 256,312,832 }

Comestibles	nationaux.	1,099,328,029
	étrangers.	74,924,000
Industrie.	nationale.	1,122,217,380
	étrangère.	118,157,000
Somme pareille.		3,2[illegible]5,939,241

(2) *Observations sur le Produit de la Taxe du Revenu*, page 130, seconde édition.

M. Pitt l'évaluait à 235 millions sterling, lors du bill pour la taxe du revenu.

La différence qui existait entre les opérations du commerce intérieur des deux peuples dérivait de la différence de leur système économique, de leur prospérité acquise, et de leur prospérité progressive. Plus des deux tiers de la population de la France étaient occupés des travaux de l'agriculture, tandis que l'Angleterre en occupait à peine le tiers dans cet emploi, et, par une conséquence nécessaire, la population des villes, qui ne formait pas le quart de la population de la France, composait la moitié de la population de l'Angleterre.

Lorsqu'elle est peu avancée, le commerce extérieur est plus considérable que le commerce intérieur.

On doit donc peu s'étonner de ce que, dans les deux pays, le commerce intérieur n'avait pas la même importance; que serait-ce, si l'on rétrogradait vers des peuples moins avancés en civilisation dans les arts, l'industrie et la richesse? Peut-être ne faudrait-il pas faire beaucoup de pas rétrogrades pour arriver à un état social où le commerce intérieur n'égalerait pas le commerce extérieur, et on sent alors que le problème de l'influence réciproque des deux commerces sur les progrès de la richesse primitive des peuples ne serait pas aussi obscur, ni aussi compliqué qu'il le paraît dans l'état actuel de la richesse et de la civilisation.

Si l'on a exagéré l'étendue et l'importance du commerce intérieur, n'a-t-on pas aussi beaucoup trop déprécié celles du commerce étranger? C'est une question dont la solution n'est pas sans intérêt.

Du rapport de ces deux commerces.

Quoique le commerce étranger ne paraisse occupé que de l'approvisionnement partiel d'une petite partie de la population nationale et étrangère, il est de fait, cependant, que ce commerce est très-étendu, et qu'il est susceptible d'une extension pour ainsi dire indéfinie.

En France.

Sans contredit, la France ne prenait pas en 1789, une très-grande part à ce commerce, et l'on ne pouvait pas la placer sur la première ligne des peuples maritimes et navigateurs; ses opérations étaient cependant les deux cinquièmes de celles du commerce intérieur.

Celui-ci faisait circuler des produits pour une somme de. . . . . 3,190,836,183[l].

Et celui-là pour. 1,250,000,000

Et en Angleterre.

En Angleterre, les deux commerces se rapprochaient davantage.

L'écrivain dont j'ai déjà parlé, évaluait la somme du revenu de l'Angleterre mis en circulation par le commerce intérieur, à. . . . . . 167,000,000[l].

Et la totalité du commerce étranger, à la même époque, à. 95,000,000

Différence. 72,000,000

Celui-ci était donc à peu près les trois cinquièmes de l'autre, et par conséquent on voit que, sous le seul rapport de l'étendue des opérations, le commerce étranger ne méritait pas qu'on le fît

descendre si fort au-dessous du commerce intérieur, et qu'on le rabaissât au point d'insinuer qu'il n'occupe qu'une place très-subordonnée dans le travail général des peuples, et surtout dans ses produits.

Des causes de l'influence réciproque de ces deux commerces sur la richesse particulière et générale.

Mais ce n'est pas par l'étendue des opérations de ces deux commerces, qu'on doit juger de leur utilité réciproque, et de l'intérêt qu'ils doivent inspirer; c'est par les bénéfices du capital qu'ils emploient, et surtout par leur influence réciproque sur les progrès du travail et de la richesse.

Adam Smith prétend que le capital employé dans le commerce intérieur, entretient et encourage plus de travail productif pour le pays, et donne plus de valeur au produit annuel que ne le ferait un capital de la même valeur, employé dans le commerce étranger (1).

Quoique j'aie déjà réfuté cette assertion, qu'il me soit permis de donner à ma réfutation de nouveaux développemens, qui me semblent devoir répandre un nouveau jour sur cette matière.

La circulation effectuée par le commerce étranger de la France, en 1789, s'élevait à la somme de 1,250,000,000 livres.

M. Beeck évaluait les bénéfices du commerce étranger de l'Angleterre à 15 pour 100; en les

(1) Liv. 4, chap. 1er.

calculant au même taux pour la France, ses bénéfices devaient se monter à 187,500,000 livres.

Quant au commerce intérieur, il faisait circuler une somme d'environ 3,190,836,183 livres.

M. Beeck calcule les bénéfices du commerce intérieur à 10 pour 100, pour chaque opération, et il suppose que chaque opération dure huit mois ce qui, par conséquent, porte les bénéfices de ce capital à 15 pour 100.

En adoptant ce calcul pour la France, quoiqu'il paraisse difficile de croire que les bénéfices du commerce intérieur fussent égaux à ceux du commerce étranger, les bénéfices du commerce intérieur de la France se seraient élevés à la somme d'environ . . . . 500,000,000[1].

A cette somme, le même écrivain ajoute, pour les bénéfices du commerce en détail, un huitième des bénéfices du commerce en gros. . . . . 55,000,000.

Par conséquent, les bénéfices du commerce intérieur de la France, tant en gros qu'en détail, seraient montés à la somme de. . 555,000,000

En comparant les bénéfices du commerce intérieur avec ceux du commerce étranger, on voit que ces bénéfices étaient parfaitement égaux entr'eux, et par conséquent Adam Smith n'était pas

fondé à prétendre que l'un était plus productif que l'autre.

Le calcul des bénéfices des deux commerces en Angleterre, offre exactement les mêmes résultats.

Le même auteur évalue la circulation effectuée par le commerce intérieur de l'Angleterre, à la somme de. . . . . 167,000,000l.

Et les bénéfices, à raison de 15 pour 100, à (1). 28,000,000

Il calcule aussi les opérations du commerce étranger, à. . . . . 95,000,000l.

Et ses bénéfices, y compris le frêt, à. 12,000,000

Ce qui établit encore les bénéfices de ces deux commerces, à raison de 15 pour 100, et les met par conséquent de niveau, sous le rapport de la production.

Mais il est un autre point de vue qui découvre, dans le commerce étranger, des avantages que n'a point le commerce intérieur, avantages qui me semblent justifier la prédilection que dans tous les temps on a eu pour lui, et les prodigieux succès qui l'ont si bien justifiée.

---

(1) Savoir, le commerce { en gros. . . . 18,000,000l. / en détail. . . . 10,000,000.

Somme égale. 28,000,000

Limitation du commerce intérieur par les produits et les besoins locaux.

Le commerce intérieur qui achète les produits du sol et de l'industrie d'une contrée, pour les échanger contre les produits du sol et de l'industrie d'une autre contrée du même pays, approvisionne les deux contrées l'une par l'autre; et comme leur approvisionnement est nécessairement limité par leurs besoins et leurs ressources locales, la progression de la richesse des deux contrées doit être extrêmement lente, et atteindre rapidement au terme de leurs efforts mutuels.

Supposons, en effet, qu'une des deux contrées produise du blé et l'autre du vin, quand elles seront approvisionnées de blé et de vin, quelle raison auront-elles pour donner plus d'étendue à leurs produits, et tant que ces produits n'augmenteront pas, tout accroissement de la population des deux contrées est impossible et inutile.

Dira-t-on que la contrée agricole qui tire son vin du pays vignoble, demandera toujours une plus grande quantité de vin, parce que le besoin de ce genre de consommation n'a point de limites fixes? Mais quelles conséquence tirer de cette hypothèse? persuadera-t-on au pays vignoble de produire tout le vin que lui demandera le pays à blé, quand on ne pourra lui offrir, en échange, qu'une quantité de blé plus considérable que celle dont il a besoin et dont il peut faire emploi? Cette hypothèse est inadmissible, et quelques efforts qu'on fasse, quel-

que moyen qu'on prenne, la production du vin sera toujours en proportion du blé.

Ce qui est vrai de ces deux sortes de produits, l'est également de tous ceux qui sont propres à chaque pays. Tous les produits pourront s'élever au niveau des besoins du pays; mais parvenus à ce terme, ils ne sauraient le dépasser, et on ne peut apercevoir, dans le commerce intérieur, aucun moyen de franchir cette barrière. D'où l'on voit évidemment que ce commerce arrive promptement au terme de ses facultés, et qu'il est plus propre à entretenir et à conserver la masse des richesses d'un pays, qu'à les accroître et à les élever dans une progression indéfinie.

Le commerce extérieur, exclusivement occupé des jouissances des peuples, est illimitée.

Ce phénomène n'appartient qu'au commerce étranger; comme il s'occupe peu des besoins des peuples, et tourne toute son attention vers leurs jouissances, il parcourt le cercle des produits de tous les sols et de l'industrie de tous les pays. Toujours en activité au milieu de tous les peuples, il les stimule à un travail indéfini par la certitude de jouissances indéfinies. Chaque nouvel objet qu'il offre à la consommation d'une contrée ou d'un pays, y nécessite l'accroissement de ses productions pour en payer le prix; et, par une conséquence évidente, l'extension de tous les produits locaux et nationaux n'a de terme que

dans l'épuisement de la faculté productive du monde et de tous les peuples et peuplades qui l'habitent.

Veut-on des exemples de la puissance de ce commerce, des preuves irrécusables de sa supériorité sur le commerce intérieur ? L'histoire tout entière en offre de nombreux et de décisifs, et je les ai invoqués tant de fois, qu'il me paraît inutile de les reproduire. Mais l'Angleterre nous en offre de si puissans et de si démonstratifs, qu'il importe de les soumettre aux méditations de tous les peuples, de tous les gouvernemens, de tous les hommes d'Etat et de tous les bons esprits.

Sa puissance prouvée par un exemple tiré de la population de l'Angleterre.

Suivant des rapports authentiques faits en 1810, à la chambre des communes, sur la population de la Grande-Bretagne, il paraît que sa population s'élevait à 12,554,267

Savoir :

En agriculteurs. . . .	4,367,208
Métiers et commerce.	5,645,240
Autres classes.	2,531,819
Total.	12,544,267

De cet état de population, il résulte qu'en Angleterre le commerce et les manufactures occupent près de la moitié de la population.

Si ce pays n'avait que son commerce intérieur,

à quel nombre se réduirait sa population manufacturière et commerciale ? Ce problème paraît d'abord insoluble ; il est cependant possible d'en présenter une solution satisfaisante, et qui, peut-être, ne s'éloigne pas beaucoup de la vérité.

Suivant la doctrine d'Adam Smith, la classe des artisans forme rarement plus du 50ᵉ., ou tout au plus du 100ᵉ. de la population d'un pays (1). Prenons le terme le plus fort ; supposons que le nombre des artisans soit le 50ᵉ. de la population, ou de 2 pour 100, et voyons à quels résultats cette hypothèse nous conduira.

Si de la population totale de l'Angleterre on déduit les deux classes manufacturières et commerçantes, on voit qu'elle se réduit à. . .	6,899,127
Supposons que la population qui s'occupe du commerce intérieur, soit un dixième de cette première.	689,912
La totalité de la population étrangère aux manufactures sera par conséquent de.	7,589,039
Si la classe manufacturière est, comme l'enseigne Adam Smith, de 2 pour 100 de la population de chaque pays, il s'ensuit que la classe manufac-	
	7,589,039

(1) Liv. 4, chap. 9.

D'autre part. . . 7,589,039

turière, suffisante pour l'entretien de la population de l'Angleterre, se réduit à environ 140,000.

Supposons, enfin, que ces 140,000 sont mariés, et que, l'un dans l'autre, leur famille est composée de cinq individus, il en résultera que cette classe, composée de 140,000 familles, est en tout de. 760,000

Total de la population de l'Angleterre, dans l'hypothèse où elle serait réduite à son commerce intérieur. . . 8,349,039

Si maintenant l'on rapproche de la population actuelle de l'Angleterre. 12,544,267

Celle à laquelle elle serait réduite dans l'hypothèse où elle n'aurait que son commerce intérieur. 8,349,039

Il en résulte que le commerce étranger a accru la population effective de l'Angleterre, de. 4,195,248

Quel prodigieux résultat! et qui oserait encore méconnaître la puissance du commerce étranger! Mais ce qui étonne peut-être davantage, c'est le nombre des individus répandus dans les divers pays du globe, qui entretiennent, en Angleterre, cette population manufacturière et commerçante.

En suivant les mêmes calculs que nous venons

de faire pour découvrir l'état des classes manufacturières et commerçantes de l'Angleterre, dans l'hypothèse où elle serait réduite à son commerce intérieur, il est facile de trouver le nombre des individus qui entretiennent son commerce étranger.

Il faut réduire les 4,195,348 individus qui composent ces deux classes à un cinquième, et par conséquent à environ 800,000 familles.

En supposant que dans chaque famille il n'y ait que deux individus sur cinq qui soient en état de travailler, le nombre des ouvriers de toute espèce et de tout rang, qui s'occupent du commerce étranger, est d'environ 1,600,000.

Déduisons de ce nombre un tiers ou 5,000,000 individus occupés du commerce, il reste pour les manufactures 1,100,000 individus qui, à raison de 2 ouvriers pour 100 individus, entretiennent 55,000,000 d'individus étrangers à l'Angleterre, et qui, par la consommation de ses produits, augmentent sa population de plus de 4 millions d'individus. Le commerce intérieur de l'Angleterre aurait-il jamais pu prétendre à une aussi brillante prospérité, et ses partisans les plus enthousiastes oseraient-ils lui en faire honneur, surtout lorsqu'on sait que depuis long-temps son agriculture ne suffit plus à la subsistance de sa population, et qu'elle est obligée d'en tirer une partie considérable de

l'étranger? Quelle que soit cependant l'étendue du commerce étranger de l'Angleterre, elle est bien loin d'en entrevoir le terme, et il serait même absurde de chercher à l'entrevoir.

Je sais que tous ces calculs n'offrent que des vraisemblances, des approximations, et je me flatte qu'on ne me fera pas l'injure de croire que je n'en aperçois pas toute l'incertitude; mais après avoir fait la part de l'erreur, je crois qu'il paraîtra évident à tous les bons esprits, que le commerce étranger procure des avantages incalculables et infiniment supérieurs à ceux qu'on peut attendre du commerce intérieur.

Il me semble du moins que, même en n'accordant aux calculs que je viens de présenter que l'importance qu'ils méritent, il n'est personne qui ne reconnaisse que les hypothèses de la spéculation, si favorables au commerce intérieur, et si contraires au commerce étranger, nous ont jeté bien loin de la vérité, et que si l'on veut parvenir jusqu'à elle, il faut suivre une route toute différente de celle qu'on a suivie jusqu'à présent. Les combinaisons de la spéculation peuvent plaire à l'esprit, mais elles ne sauraient avoir d'empire sur la raison, tant qu'elles ne sont pas le produit de l'observation des faits, ou qu'elles ne sont pas garanties par l'expérience. C'est donc à l'observation et à l'expérience qu'il faut ramener la science économique,

si l'on veut lui faire faire des progrès certains et lui assurer des succès durables.

Réfutation de l'argument d'Adam Smith, que les avantages du commerce extérieur sont précaires.

Enfin Adam Smith, dans son énumération des désavantages du commerce extérieur, fait remarquer que le capital que le commerce et les manufactures donnent à un pays, n'est qu'une possession précaire et incertaine, jusqu'au moment où l'industrie en a assuré et réalisé une partie dans la culture et l'amélioration du territoire (1).

L'emploi du capital d'un pays, dans le commerce étranger, se divise en deux parties distinctes, l'une fixe et l'autre circulaire. Sans contredit, la possession du capital fixe n'est ni précaire, ni incertaine, puisqu'elle est fixée et réalisée en bâtimens, machines, vaisseaux et autres instrumens de transport qu'on ne peut pas exporter, et qui sont en quelque sorte aussi inhérens au sol que le sol lui-même.

Quant au capital circulant, il suit la personne du propriétaire, et en est inséparable; sa possession est donc assurée pour le pays, tant que le propriétaire ne le quitte pas. A la vérité, il est possible que les négocians d'un pays portent leurs capitaux dans un pays étranger, et renoncent à tout retour dans leur patrie; mais qu'il y a loin de ce qui est possible à ce qui est, et qu'il est peu sûr

(1) Liv. 3, chap. 4.

d'asseoir des théories sur des possibilités! On doit d'autant plus s'étonner de voir Adam Smith donner une si grande importance à la possibilité de l'expatriation des négocians et des manufacturiers, que, dans une autre partie de son ouvrage (1), il dit littéralement qu'il est démontré par l'expérience que, de toutes les sortes de bagage, l'homme est le plus difficile à transporter. Comment cette expérience, acquise par rapport à l'ouvrier qui n'a que son corps à transporter, n'a-t-elle pas rassuré Adam Smith par rapport au négociant, qui ne peut pas réaliser ses capitaux sans de grands sacrifices, ni se déplacer sans des pertes et des désagrémens dont il trouve difficilement l'indemnité ou la récompense?

Ce n'est pas que les commerçans de tous les pays ne soient toujours disposés à porter leurs capitaux dans les pays où ils peuvent en tirer le plus grand bénéfice; mais loin que cette disposition rende la possession de ce capital précaire ou incertaine pour le pays, elle lui en assure au contraire, la possession la plus utile et la plus profitable; et tous les pays doivent la favoriser, parce qu'elle profite à tous les peuples, est le véritable mobile de leur prospérité réciproque, et le plus actif promoteur de la civilisation générale.

(1) Liv. 1er., chap. 8.

Ainsi, il me semble démontré que les diverses considérations qui servent d'appui au système d'Adam Smith sur le but du commerce, sur sa concentration dans la circulation des produits indigènes, et sa direction accessoire et subordonnée vers la circulation des produits exotiques, ne reposent que sur des probabilités, des hypothèses et des combinaisons idéales dont la plus légère observation des faits démontre et dissipe l'illusion. Malgré tous les efforts de cet ingénieux et profond écrivain, une vérité prédomine : c'est que le caractère propre du commerce intérieur est de conserver à chaque peuple sa richesse naturelle, et que celui du commerce étranger est de l'accroître, d'accélérer ses progrès, et de la porter au plus haut degré auquel elle puisse parvenir. Le véritable but du commerce est donc évidemment le commerce étranger.

Le véritable but du commerce est le commerce étranger.

CHAPITRE IV.

Des méthodes du commerce.

Je ne retracerai point toutes les méthodes de commerce qui ont si long-temps arrêté sa marche, égaré sa direction, comprimé ses moyens et restreint ses bienfaits. Cette énumération serait plus curieuse qu'utile, et ne ferait que confirmer une vérité qu'on trouve à chaque page de l'histoire

Des méthodes du commerce.

[illegible]

[illegible] plus illimitée, et ne doit [illegible]

Adam Smith les fait dériver toutes de la liberté illimitée du commerce.

[illegible] qu'elle doit [illegible]

[illegible] aux progrès de la science économique [illegible]

Si cette doctrine est vraie, il faut convenir que les hommes [illegible] le commerce intérieur, comme dans le commerce étranger.

Son opinion est fondée par rapport au commerce intérieur.

Nous ne sommes pas encore bien éloignés du temps où les gouvernemens les plus éclairés traitaient plusieurs provinces du même empire, comme si elles étaient étrangères les unes aux autres; les fermaient par des barrières, repoussaient ou gênaient la circulation de leurs produits, et les condamnaient à un isolement funeste! A côté des obstacles à la circulation intérieure, on voyait des privilèges particuliers à chaque classification des agens qui la desservaient dans le [illegible] et le monopole particulier, s'élevant [illegible]

monopole principal, desséchait plusieurs de ses branches pour en féconder de stériles ou de moins fertiles. Toutes ces causes de misère générale ont disparu dans la plupart des états de l'Europe, et l'on n'ignore plus à présent que, dans le commerce intérieur, la circulation doit jouir de la liberté la plus illimitée, et ne doit plus être arrêtée ou gênée par des barrières ou des priviléges de quelque nature qu'ils soient. Mais on doit remarquer que si cette théorie a prévalu, ce n'est ni aux lumières, ni aux progrès de la science économique qu'on doit en faire honneur; les démonstrations de la raison auraient été sans efficacité. La violence des révolutions a pu seule les faire triompher de l'insouciance ou de l'aveuglement des hommes. Aujourd'hui même que l'expérience a confirmé les sages conseils de la théorie, on ne profite pas encore partout de ses bienfaits, et l'on compte plus d'un gouvernement en Europe qui restent attachés aux vieilles pratiques, qui séparent dans leur pensée l'intérêt des peuples unis dans les mêmes combinaisons sociales; qui craignent que la prospérité de l'un ne nuise à la prospérité de l'autre, et qui aiment mieux se priver des ressources d'une circulation libre dans l'intérieur des limites de l'empire, que de les devoir à l'égalité des efforts et des moyens du travail général; comme si, dans le même empire, la richesse d'une province ne s'accroissait pas de la ri-

chesse progressive de l'autre, et comme si la richesse générale n'était pas la plus forte et la plus sûre garantie de la richesse particulière.

Mais à quoi bon insister sur ce point? L'opinion des écrivains, l'autorité de l'expérience, les principes de la raison sont uniformes, et démontrent également la nécessité et les avantages de la liberté illimitée du commerce intérieur, et toute démonstration ultérieure à cet égard serait inutile et sans objet. Ce n'est plus l'ignorance qui repousse cette doctrine, ce sont d'antiques préventions, de fausses vues de politique, et contre de tels adversaires, la raison est impuissante, sans crédit et sans considération; le temps seul peut la faire triompher de leurs efforts, détromper les peuples et les ramener à leurs véritables intérêts (1).

(1) Aucune cause, dit M. Galatin, ministre des finances des États-Unis de l'Amérique, n'a autant favorisé la prospérité générale des États-Unis, que l'inexistence de tout système de restriction intérieure et de monopole qui défigure encore l'état de la société dans d'autres pays. Il n'existe point ici de loi qui, directement ou indirectement, fixe un homme à une occupation particulière, ou le circonscrive dans un lieu, et l'exclue de la branche de travail pour laquelle il se sent de l'inclination; l'industrie est partout parfaitement libre; toute espèce de trafics, de commerce, d'arts, de professions et de manufactures est également ouverte à tout le monde, sans condition

Mais la liberté illimitée de la circulation des produits d'un pays dans son intérieur, cette liberté si favorable à tous les genres de travail, à toutes les espèces d'industrie, à l'universalité de toutes les productions nationales, offre-t-elle les mêmes avantages quand on l'étend à la circulation des produits de l'étranger au-dedans, et à la circulation des produits nationaux à l'étranger? Il semble qu'ici la question se complique, que l'intérêt de l'étranger entre en concurrence avec l'intérêt national, et que la balance dans laquelle on doit peser ces deux intérêts, n'est ni ne peut être la même que celle qui pèse les intérêts locaux de deux provinces, de deux villes, ou des villes et des campagnes d'un seul et même pays. Il y a dans ces deux sortes de circulation, des élémens différens qui semblent devoir les soumettre à un régime différent, à une législation contraire.

Adam Smith les assimile cependant dans leur

---

d'apprentissage, de licence ou de corporation. De là vient que les progrès de l'Amérique ne se sont pas bornés à l'amélioration de l'agriculture et à la formation rapide de nouveaux établissemens et états dans des pays incultes; les citoyens ont porté leur commerce dans toutes les parties du globe, et ont obtenu le plus grand succès, même dans ces branches qui semblaient ne pouvoir se passer du secours du monopole. (*Rapport sur les manufactures de l'Amérique.*)

Elle ne l'est pas par rapport au commerce avec l'étranger.

nature, dans leurs rapports, dans leurs moyens et dans leurs effets; et, en conséquence, il blâme et réprouve et toutes les méthodes que les peuples ont imaginées pour se conserver exclusivement tous les avantages de la circulation intérieure, et pour en obtenir de particuliers dans leurs relations commerciales avec les autres peuples; méthodes qui consistent:

A gêner l'importation,

Et à favoriser l'exportation.

Examinons attentivement la critique que cet écrivain a faite de ces méthodes, ou plutôt de l'esprit dans lequel elles ont été conçues, et voyons si elles n'ont aucun des avantages qu'il leur refuse, et si elles ont tous les inconvéniens qu'il leur attribue.

C'est ici, ce me semble, qu'Adam Smith a obtenu le plus de succès parmi les savans, et qu'il a trouvé le plus de défaveur parmi les hommes éclairés par l'expérience, et parmi les gouvernemens les plus attentifs à leurs intérêts. En un mot, c'est ici que sa théorie est dans une opposition directe avec la pratique; c'est donc ici qu'on est le plus intéressé à découvrir de quel côté est l'erreur ou la vérité, et qui doit l'emporter, de la spéculation ou de l'expérience.

Cette discussion est difficile et laborieuse, mais elle offre du moins cette assurance que, lors même qu'elle ne répondrait point à l'attente qu'elle fait

naître, elle répandra d'utiles lumières sur cette branche importante de l'économie politique.

CHAPITRE V.

Des méthodes employées pour gêner l'importation des produits de l'étranger.

En gênant l'importation des produits de l'étranger, chaque pays se propose spécialement de mettre à l'abri de toute concurrence étrangère les facultés productives de son sol, le travail de ses classes laborieuses, et le placement de son capital jusqu'à ce qu'ils puissent la soutenir avec avantage ou du moins sans perte. Des méthodes employées pour gêner l'importation des produits de l'étranger.

Cette intention si légitime en elle-même et si louable en apparence manque-t-elle son effet, comme le pense Adam Smith? C'est ce qu'il importe d'examiner attentivement.

Cet écrivain, dit, « qu'exclure du marché national les produits de l'étranger, c'est accorder aux produits de l'industrie domestique le monopole du marché national; conduite presque toujours inutile ou nuisible. Motifs d'Adam Smith pour proscrire ces méthodes.

» Inutile, parce que si les produits de l'industrie domestique ne sont pas plus chers que ceux de l'industrie étrangère, la prohibition de ces derniers est inutile.

» Nuisible, parce que si ces derniers sont à

» meilleur marché, il vaut mieux les acheter que
» les faire, tout prudent chef de famille, ajoute-t-il,
» a pour maxime de ne jamais faire chez lui ce qui
» lui coûte plus cher à faire qu'à acheter, et ce qui
» est un acte de prudence dans la conduite d'une
» famille particulière ne saurait être un acte de
» folie dans la conduite d'un grand royaume (1) ».

Discussion de ses motifs.

En assimilant l'intérêt d'un peuple à celui d'une famille, dans l'important objet de ses approvisionnemens et de ses consommations, il me semble qu'Adam Smith n'a considéré qu'un seul côté de la question, et n'a pas fait attention que cet intérêt social, semblable à tous les intérêts sociaux, est nécessairement lié et subordonné à d'autres intérêts; qu'on ne peut par conséquent l'isoler, le déterminer et le régler, indépendamment de ses relations, et qu'en l'envisageant au milieu de tous les intérêts avec lesquels il est en contact, il diffère essentiellement de ce qu'il paraissait être dans son isolement, et pour ainsi dire dans son individualité.

Un père de famille ne doit chercher dans ses approvisionnemens que le bon marché; ce point obtenu, tous ses intérêts sont satisfaits, et son but est atteint.

Mais un gouvernement doit partager son atten-

(1) Liv. 4, chap. 2.

tion entre l'intérêt des consommateurs, l'intérêt des producteurs, et l'intérêt de l'État. Quand un pays se suffit à lui-même, il peut sans danger abandonner à la concurrence des producteurs l'intérêt des consommateurs, et réciproquement l'intérêt des producteurs à la concurrence des consommateurs. Cette lutte est sans inconvénient tant qu'elle n'a lieu qu'entre les producteurs et les consommateurs nationaux, et l'État n'en peut souffrir ni dommage, ni perte. Il n'y a d'exception à cette règle que dans les cas de disette réelle ou factice des denrées nécessaires à la subsistance du peuple. Alors, l'intervention du gouvernement est indispensable, et peut seule garantir les consommateurs d'une ruine certaine, prévenir le trouble et les désordres qui en sont inséparables, et qui peuvent être si dangereux pour l'ordre public.

Ce cas se complique encore davantage lorsque l'étranger prend part aux approvisionnemens d'un peuple, parce qu'il peut tour à tour, par le bon marché, ruiner les producteurs, et par la cherté menacer l'existence des consommateurs. Des intérêts aussi importans ne peuvent pas être abandonnés aux combinaisons de la cupidité, ou subordonnés aveuglément à la loi du bon marché.

Je sais qu'Adam Smith et presque tous les bons écrivains d'économie politique sont persuadés que l'intérêt des producteurs et des consommateurs de

chaque pays est suffisamment garanti, et même ne peut être bien garanti que par la liberté illimitée de la circulation des produits indigènes et étrangers; mais jusqu'ici cette persuasion n'a été partagée par aucun gouvernement, l'expérience ne l'a point justifiée, et il serait conséquemment imprudent de la tenter. Je n'entrerai pas cependant dans une discussion approfondie de ce sujet, parce qu'il me semble que ce sujet embrasse un si grand nombre de circonstances, d'accidens et d'événemens au-dessus de toute prévoyance humaine, que par conséquent il est étranger aux principes généraux de l'économie politique, et ne peut jamais être soumis à des lois positives. La règle ne convient et ne peut être appliquée qu'à des cas susceptibles de stabilité, de permanence et d'uniformité, et non à des cas mobiles, variables, et par conséquent hors de toute législation.

Mais quand il serait vrai que la liberté illimitée de la circulation des produits nationaux et étrangers est la meilleure garantie de l'intérêt des producteurs et des consommateurs de chaque pays, cette garantie suffirait-elle à l'intérêt de chaque peuple? lui est-il indifférent que les producteurs qui l'approvisionnent, soient nationaux ou étrangers; que ses classes laborieuses ne puissent cultiver que telle ou telle espèce de produits, et se livrer qu'à quelques genres d'industrie? Tous les produits

du sol, toutes les industries donneront les mêmes bénéfices, et le bon marché des approvisionnemens est le seul objet qu'elles doivent se proposer, la seule pensée qui doive les occuper.

Si les manufactures et le commerce d'un peuple ne peuvent lui livrer leurs produits à aussi bon marché que les manufactures et le commerce de l'étranger, ce qui arrive infailliblement lorsque d'autres peuples le devancent dans la carrière de l'industrie, de la richesse et de la civilisation, quel parti doit-il prendre?

Remplacera-t-il les produits de l'industrie nationale par les produits de l'industrie étrangère? Alors plus de manufactures nationales, on tarit une des sources du travail, on paralyse une des classes laborieuses, on diminue la population, on réduit les emplois du capital, on se prive d'un des plus lucratifs, on arrête la progression de la richesse, et bientôt paraît la décadence de la prospérité publique.

Par une conséquence nécessaire, le pays qui renonce à ses manufactures, livre ses matières premières à l'étranger, salarie ses ouvriers pour les fabriquer, et paye à ses capitalistes l'intérêt et les bénéfices du capital employé à leur fabrication; il transporte donc, en quelque sorte, ses manufactures à l'étranger, et, par ce déplacement, il accroît la population de l'étranger, augmente l'emploi de son capital, grossit les bénéfices de ses

capitalistes, favorise les progrès de sa richesse et de sa puissance.

En un mot, il fait rétrograder sa prospérité et accélère celle de l'étranger.

De tels résultats ne donnent pas une idée bien favorable de la loi du bon marché, et ne semblent pas propres à accréditer la maxime du père de famille, ou du moins ne permettent pas de croire qu'elle doive être la règle de la conduite d'un grand peuple.

A la vérité, Adam Smith prétend « que comme » l'industrie d'un pays est toujours proportionnée » au capital qui la met en activité, cette industrie » n'éprouvera aucune diminution par les appro- » visionnemens en produits de l'industrie étran- » gère, et que seulement elle sera libre de cher- » cher et de découvrir la manière de s'employer » avec le plus d'avantages (1) ».

Mais dans quel emploi un peuple inférieur aux autres peuples, dans les manufactures, et par conséquent dans le commerce, leur guide et leur régulateur, pourrait-t-il placer les capitaux qu'il serait forcé de retirer de ses manufactures et de son commerce?

Les porterait-il dans l'agriculture?

Cet emploi pourrait bien ne lui donner aucun

(1) Liv. 4, chap. 2.

profit. L'agriculture doit attendre, et ne peut pas prévenir la demande de ses produits, et cette demande ne devient plus forte qu'autant que les classes industrieuses se multiplient; multiplication tout-à-fait indépendante de l'abondance des produits de l'agriculture, et exclusivement due aux progrès de l'industrie, à son perfectionnement, à la variété et au bon marché de ses produits. Plus l'industrie se crée de consommateurs, ou, ce qui est la même chose, multiplie les objets de consommation, plus elle fait naître de produits agricoles pour les payer; et par conséquent de sa prospérité dépend la prospérité de l'agriculture. Il faut même remarquer que, quoique l'industrie de l'étranger s'accroisse par l'exportation de ses produits dans un pays d'où ils étaient exclus, il n'est pas impossible qu'elle n'ait pas besoin d'augmenter le nombre de ses ouvriers pour pourvoir à ce nouvel approvisionnement. Plus de travail et de machines peuvent faire ce surcroît de travail, et n'influer que très-peu sur la progression de la population; de sorte que le capital qui ne trouve plus d'emploi dans les manufactures nationales, à cause du bon marché des produits de l'industrie étrangère, pourrait bien aussi n'en trouver aucun dans l'agriculture.

Mais cet emploi, fût-il aussi certain qu'il me paraît précaire, ne serait pas, à beaucoup près,

aussi profitable que celui des manufactures et du commerce. Quand le capital employé dans l'agriculture donne à peine un produit brut de 8 pour 100, celui des manufactures est au moins de 100 pour 100, et celui du commerce au moins de 118 pour 100. Un peuple qui transfère à l'agriculture le capital qu'il employait au commerce et aux manufactures, éprouve donc une perte des 11/12es. de ses bénéfices; sa marche progressive vers la richesse est, par rapport à celle des peuples manufacturiers et commerçans, dans la proportion de 1 à 12; par conséquent sa condition change du tout au tout, il est forcé de descendre de son rang politique, et de se classer dans un rang inférieur et subordonné : il me semble donc démontré que, dans cette hypothèse, la maxime du père de famille ne peut pas être raisonnablement appliquée à un grand peuple.

Dira-t-on que la supériorité de l'étranger, dans les manufactures et le commerce, ne sera que partielle et relative à quelques branches de ces deux genres d'industrie, et que le capital national, forcé de les abandonner, se portera vers d'autres branches non moins productives?

Quand un peuple ne peut pas soutenir la concurrence de l'étranger dans le marché national sur les branches d'industrie dont il est en possession, comment peut-on croire raisonnablement qu'il

sera assez ingénieux pour en découvrir de nouvelles aussi productives que celles qu'il a été forcé d'abandonner, et qu'il saura les défendre de toute invasion? N'est-il pas, au contraire, plus vraisemblable que ce pays sera forcé de se contenter des emplois négligés par l'étranger, parce qu'ils sont moins avantageux, et par conséquent qu'il perdra, par ce déplacement de son capital, tout ce qu'il a pu gagner par le bon marché des approvisionnemens partiels de l'étranger; mais dans ce cas, même le plus favorable au système d'Adam Smith, il est évident que l'appât du bon marché ne doit séduire aucun peuple, et qu'il ne peut s'y laisser prendre sans porter une atteinte fatale à son industrie, à sa prospérité, à sa richesse.

Le véritable intérêt de tous les peuples leur impose donc le devoir de gêner l'importation des produits de l'industrie étrangère, quand ils sont à meilleur marché que ceux de sa propre industrie; ils n'ont pas d'autres moyens pour se conserver au rang des peuples industrieux, pour ne pas retomber dans l'état inférieur des peuples agricoles, état dont ils ne pourraient sortir tant qu'ils pratiqueraient la séduisante maxime, de ne pas faire chez soi ce qu'on peut acheter à meilleur marché de l'étranger.

Adam Smith parait croire, cependant, que, sans l'exclusion des produits de l'industrie étran-

gère, un peuple peut se placer au rang des peuples industrieux; et il fonde son assertion sur plusieurs hypothèses.

« Toutes les fois, dit cet écrivain, qu'on assure d'un pays qu'il est dépourvu de manufactures, ces expressions doivent s'entendre des ouvrages finis et parfaits que leur beauté seule fait passer dans les ventes les plus éloignées. La majeure partie d'un peuple répandu sur la surface d'un pays considérable, ne doit qu'à sa propre industrie ses habits et ses meubles; c'est ce qu'on voit plutôt dans les contrées pauvres, où, dit-on, manquent les manufactures, que dans les contrées riches où elles sont multipliées. Ici, plutôt que là, vous trouverez généralement les productions étrangères admises dans les habits et les meubles des dernières classes de la société (1) ».

Cet exemple, loin de laisser entrevoir la possibilité de l'établissement des manufactures par la seule impulsion des facultés naturelles de l'homme, me semble, au contraire, en démontrer l'impossibilité absolue.

Que voit-on en effet dans la conduite des peuples dont parle Adam Smith? Les classes aisées s'approvisionnent des produits des fabriques étran-

(1) Liv. 3, chap. 3.

gères, et les autres se vêtissent, se logent et se meublent comme ils peuvent. Tant que ces peuples restent dans le même état de pénurie et de détresse, point de possibilité pour eux d'établir des manufactures. Quand même les individus des classes pauvres parviendraient à porter leurs fabrications individuelles au plus haut degré de perfection, ce qu'on n'a encore vu nulle part, on ne pourrait les honorer du nom de manufactures, et elles ne pourraient soutenir la concurrence des manufactures les plus grossières. On ne peut pas même supposer que si l'état de ces classes pauvres s'améliorait, si elles passaient dans les classes aisées, elles perfectionneraient les fabrications individuelles et en feraient de véritables manufactures; il est bien plus vraisemblable qu'elles suivraient l'usage établi, et que tous ceux qui pourraient payer les produits de l'étranger les achèteraient; de sorte que si ce peuple arrivait à un tel état d'aisance, que tous eussent les moyens de payer les produits de l'étranger, il n'y en aurait pas un seul qui continuât à fabriquer lui-même les objets dont il aurait besoin. La raison en est bien simple, c'est qu'on s'apercevrait facilement qu'il en coûte moins cher de les acheter que de les faire, et par conséquent la maxime du père de famille serait encore, dans cette hypothèse, un obstacle insurmontable à l'établissement des manufactures.

Adam Smith, poursuivant ses hypothèses, prétend cependant que « les manufactures grossières » qui fournissent aux vêtemens et aux meubles » des pays pauvres et barbares se perfectionnent » par la fabrication des productions territoriales »; et il ajoute que « cela arrive souvent dans l'intérieur des terres, à une certaine distance des » côtes de la mer, et quelquefois même de toute » rivière navigable (1) ».

Je ne chercherai point dans quelles hordes, peuplades ou tribus, ou même dans quelles contrées on trouve des manufactures de vêtemens et de meubles, dérivées du perfectionnement des fabrications individuelles des classes pauvres; je me contenterai de faire remarquer que, de l'aveu même d'Adam Smith, elles n'existent que dans l'intérieur des terres, à une certaine distance des côtes de la mer, et même de toute rivière navigable; d'où il résulte qu'elles n'ont dû leur existence qu'à la protection qu'elles ont reçue de la nature contre toute concurrence étrangère; et qu'elles ne se sont élevées que sous la sauve-garde des prohibitions, et hors du bon marché des produits des fabriques étrangères. Nouvelle preuve que, sans le régime des prohibitions naturelles ou légales, tout établissement de manufacture est impossible, et

(1) Liv. 4, chap. 2.

que si l'on pouvait parvenir à en former, ce serait bientôt au détriment du bon marché des produits de l'étranger.

Enfin, Adam Smith fait figurer dans l'histoire la formation des manufactures, dont l'ouvrage passe dans les marchés éloignés, condition sans laquelle, dit cet écrivain, il n'a jamais existé et ne peut jamais exister de grandes nations, il la fait dériver,

« Quelquefois de l'opération violente des fonds » de quelques négocians et entrepreneurs particu- » liers, qui cherchent à reproduire, dans leur » pays, quelques branches de l'industrie étrangère, » et alors ces établissemens sont les enfans du com- » merce étranger ;

» D'autres fois, de la perfection graduelle où » parviennent les manufactures grossières qui four- » nissent aux vêtemens et aux meubles des pays » pauvres et barbares (1) ».

Je ne reviendrai pas sur la formation de ces dernières manufactures, je crois avoir suffisamment démontré qu'elles n'ont dû leur existence qu'à l'éloignement de toute manufacture étrangère, à l'impossibilité de l'importation de ses produits, et, comme je l'ai dit, aux prohibitions de la nature.

A l'égard des manufactures qu'Adam Smith ap-

(1) Liv. 4, chap. 2.

pelle les enfans du commerce étranger, une seule réflexion suffit pour démontrer qu'elles n'ont pu s'établir et se maintenir sans le secours des prohibitions, et l'éloignement de toute concurrence étrangère.

Ces sortes d'entreprises ne réussissent et ne peuvent réussir qu'autant qu'on fait venir de l'étranger des ouvriers en état de les diriger; expatriation qui n'est pas sans danger pour les ouvriers transfuges, et qui ne peut être obtenue que par de grands sacrifices, et à des conditions très-onéreuses. D'un autre côté, les transfuges, directeurs de ces entreprises sont obligés de se faire seconder par des ouvriers du pays, de faire leur éducation, et il faut beaucoup de temps avant que leur habileté puisse égaler celle des ouvriers élevés dans les manufactures étrangères; de sorte que pendant long-temps les produits de ces établissemens nouveaux sont inférieurs en qualité, et beaucoup plus chers que ceux de l'étranger. On ne peut donc les vendre en concurrence, et si on ne leur assurait un marché privilégié, il serait impossible d'en continuer la fabrication, et d'arriver au moment où, sans secours étrangers, ils peuvent rivaliser avec ceux de l'étranger.

Il me paraît donc évident que de toutes les hypothèses imaginées par Adam Smith, il n'en est pas une seule où l'on aperçoive la possibilité d'éta-

blir les manufactures nationales, sans gêner l'importation des produits de l'industrie étrangère, sans renoncer, pendant un temps plus ou moins long, au bon marché de ses produits, et sans mettre les fabriques nationales à l'abri de toute concurrence étrangère.

Convaincu sans doute de la faiblesse des preuves sur lesquelles il avait appuyé la possibilité d'établir des manufactures dans un pays, sans le secours des prohibitions, Adam Smith a essayé de les corroborer par des considérations d'un ordre différent, mais dont le résultat est le même.

Il prétend que l'établissement des manufactures, fondé sur les réglemens prohibitifs, n'augmente ni l'industrie, ni le revenu du pays dans lequel on l'effectue.

La raison qu'il en donne est :

« Que l'industrie de la société ne peut s'accroître
» qu'en proportion de l'accroissement que prend
» le capital ;

» Que le capital ne peut s'augmenter qu'en pro-
» portion des épargnes graduelles qu'on peut faire
» sur le revenu ;

» Que l'effet immédiat des prohibitions ou des
» réglemens qui gênent l'importation, est de di-
» minuer le revenu, et que ce qui diminue le re-
» venu n'est guère propre à augmenter le capital

» au delà de l'accroissement qu'il aurait pris de » lui-même, si le capital et l'industrie eussent » été abandonnés librement à leur cours natu- » rel (1) ».

Examinons attentivement chacune de ces propositions, et voyons si elles ont autant de solidité qu'elles reçoivent d'éclat de leur forme sentencieuse.

Et d'abord est-il vrai que l'industrie d'un peuple ne puisse s'accroître qu'en proportion de l'accroissement que prend son capital? Ne peut-on pas, par une meilleure disposition du capital existant, non-seulement accroître, mais même créer l'industrie des manufactures et du commerce dans tous les pays assez riches pour consommer les produits de l'industrie étrangère? Si un peuple sans manufactures et sans commerce trouve dans les bénéfices de son capital, quelque soit son emploi, de quoi payer les produits de l'industrie étrangère, pourquoi ne pourrait-il pas employer à l'établissement des manufactures nationales la partie de son revenu qu'il destinait à payer les objets de l'industrie étrangère? et serait-il impossible que ses manufactures, même dans leur état d'imperfection, l'approvisionnassent de tous les objets que lui pro-

(1) Liv. 4, chap. 2.

curait l'industrie étrangère? Sans doute les nouveaux produits seraient moins beaux et plus chers que les anciens; les consommateurs seraient moins bien approvisionnés en quantité et en qualité, et par conséquent ils jouiraient d'une moindre aisance; mais ces privations, quelques grandes qu'on les suppose, loin de prouver l'impossibilité d'accroître l'industrie d'un pays, sans l'accroissement proportionnel de son capital, démontrent au contraire, jusqu'à l'évidence, que le capital de chaque peuple, dans son état actuel, lui suffit pour faire fabriquer dans ses manufactures les objets qu'il achète de l'étranger.

A la vérité, Adam Smith fait observer que cette fabrication ne peut s'effectuer qu'en diminuant le revenu national, diminution qui appauvrit le peuple, ou du moins retarde sa prospérité.

Mais d'où pourrait provenir la diminution du revenu, quand on se borne à en appliquer aux manufactures nationales la partie qu'on en versait dans les manufactures étrangères, quand on ne fait qu'en changer l'emploi, quand on n'altère que le mode de sa consommation? Quand ce mode serait moins avantageux, quand il serait même vicieux, quand les produits des manufactures nationales ne vaudraient pas ceux des manufactures étrangères, quand il y aurait privation pour les consommateurs

du revenu, il n'y aurait point de diminution du revenu, ni par conséquent de perte pour l'État (1).

Lors même qu'en analisant rigoureusement les vices de ce mode de consommation du revenu, on parviendrait à découvrir quelque préjudice qui, du consommateur, retombe sur l'État, n'en serait-on pas suffisamment indemnisé par l'accroissement de la population, résultat nécessaire de la formation des classes industrieuses et commerçantes; par la multiplication des emplois du capital; par l'augmentation des salaires du travail, et surtout par la perspective des bienfaits qu'un pays doit attendre de l'établissement des manufactures et du commerce. Sans doute il n'est personne qui,

(1) M. Say prétend que toute consommation qui détruit la valeur consommée sans remplacement, est destructive et improductive. (*Traité d'Économie politique*, liv. 3, chap. 4, seconde édition.)

Mais ce principe, un de ceux auxquels cet écrivain est le plus attaché, me semble un pur paralogisme. Toute consommation est précédée ou suivie d'un équivalent. On ne donne jamais quelque chose pour rien, et par conséquent tout produit consommé a été payé d'avance, ou le sera dans la suite. Si le paiement postérieur ne s'effectuait pas, la consommation serait en effet improductive; mais alors elle aurait le sort de toutes les consommations que l'auteur appelle reproductives, et dont la reproduction est détruite par l'intempérie des saisons.

pesant les avantages et les inconvéniens de la consommation d'une partie du revenu d'un pays en produits de l'industrie nationale ou étrangère, ne trouve qu'il est plus avantageux pour lui de consommer les produits de ses fabriques que ceux des fabriques étrangères, lors même que ceux-ci seraient, pendant quelque temps, plus chers et moins beaux.

Mais les avantages qu'un pays trouve dans l'établissement des manufactures nationales ne seront-ils pas plus facilement et plus promptement obtenus par l'accumulation des épargnes graduelles sur le revenu, qu'en forçant le capital d'entrer dans un canal vers lequel il ne se serait pas porté de lui-même.

Ce problème, élevé par Adam Smith, n'offre quelque difficulté que dans la pensée où il était qu'on ne peut accroître l'industrie d'un pays qu'en proportion de l'accroissement de son capital. Mais à présent qu'il me semble démontré que chaque pays, par le seul déplacement de la partie de son revenu, qu'il affectait au paiement des produits de l'industrie étrangère, peut faire fabriquer les mêmes produits dans ses manufactures, on voit qu'il n'est ni ne peut être question de forcer le capital d'entrer dans un canal vers lequel il ne se serait pas porté de lui-même. Il ne s'agit, au contraire, que de fermer un canal qui fécondait l'industrie étrangère au préjudice de l'industrie nationale, opéra-

tion légitime et indispensable dans tout pays qui connaît ses véritables intérêts.

Ai-je besoin d'ajouter que si, comme l'enseigne Adam Smith, l'industrie ne devait s'établir dans chaque pays que par l'accroissement du capital, et par sa direction libre et spontanée vers chaque emploi, elle serait exclue à jamais de tous les pays où elle n'existe pas. Qui ne voit, en effet, que si le capital ne s'accroît que par les épargnes graduelles sur le revenu, on ne fait des épargnes que lorsqu'on y est stimulé par l'espoir d'un bon placement, et par la certitude de l'accroissement de son revenu. Or, les manufactures et le commerce n'offrent, ni cet espoir, ni cette certitude dans les pays où ils ne sont pas établis. Les premiers établissemens de ces deux sortes d'industrie imposent plutôt des sacrifices, qu'ils ne dispensent de grands bénéfices, et le temps seul peut réaliser les espérances qu'ils promettent.

D'ailleurs, les premières épargnes ne seraient pas suffisantes pour élever tout à coup des établissemens de manufactures et de commerce, il faudrait les continuer pendant plus ou moins de temps, les garder en dépôt; et pendant ce temps, non-seulement elles ne donneraient aucun bénéfice, mais même elles seraient exposées à toutes sortes de risques, et atteindraient difficilement à leur destination.

Enfin, quand on serait parvenu à vaincre toutes ces difficultés, quand on aurait, avec des épargnes graduelles sur le revenu, formé des établissemens de manufactures et de commerce, comment pourraient-ils s'affermir et se consolider sans le secours des prohibitions ou des règlemens qui gênent l'importation des produits de l'industrie étrangère? Peut-on se flatter que ces établissemens nouveaux rivaliseront, dès les premiers momens, avec les anciens, donneront des produits aussi bons, aussi beaux et à aussi bon marché qu'eux, et soutiendront la concurrence dans le marché national et étranger? et cependant, sans ces conditions toutes de rigueur, l'établissement spontané des manufactures et du commerce, par les épargnes graduelles sur le revenu, est évidemment impossible; on ne peut s'en promettre aucun succès.

Aussi remarque-t-on, dans l'histoire de l'industrie moderne, que tous les peuples, sans exception, ont placé les prohibitions à côté de chaque branche naissante d'industrie et de commerce, et qu'ils les ont, en quelque sorte, élevées sous leur abri et leur sauve-garde. Adam Smith en est convenu; mais il en attribue la cause au système féodal, à la prolongation de son esprit, aux déceptions de l'avidité mercantile.

Quand on accorderait à ces causes particulières l'influence générale qu'on veut qu'elles aient exer-

cée sur la pratique de l'industrie et du commerce, il resterait toujours à expliquer pourquoi les prohibitions et les réglemens qu'on leur impute ont résisté à l'action des lumières générales qui ont détruit tant de priviléges, réformé tant d'abus, prévenu tant d'excès du pouvoir, étouffé tant de préjugés et de superstitions; comment, au milieu de tant de vicissitudes favorables à la liberté, à l'industrie, au commerce, les méthodes prohibitives sont restées immuables, et ont, pour ainsi dire, survécu à la rénovation de l'ordre public et de l'état social. Il me semble qu'on ne peut expliquer ce phénomène que par le penchant irrésistible de tous les hommes et de tous les peuples à ne point se départir des vérités de fait, penchant qu'aucune doctrine ne peut ni détruire, ni affaiblir, et que le philosophe respecte et consacre comme le fondement et le point de départ de toutes les connaissances humaines.

Et s'il était besoin de motiver cette consolidation des réglemens prohibitifs au milieu des débris de toutes les institutions féodales, ne suffirait-il pas de faire remarquer qu'ils n'ont ni arrêté la marche de l'industrie particulière et générale, ni empêché qu'elle ne soit parvenue à un degré de prospérité inconnue parmi les peuples de l'antiquité, les plus célèbres dans les manufactures et le commerce. Quelle en est la raison? Il me semble

que l'examen de cette question ne sera ni sans intérêt, ni sans utilité pour la science.

Chaque peuple, dans les réglemens restrictifs de l'importation des produits de l'industrie étrangère, n'a eu en vue que l'éloignement des produits de la nature de ceux qu'il trouve sur son sol, ou dans son industrie, ou qu'ils peuvent lui procurer. Ces réglemens n'ont par conséquent arrêté qu'une concurrence dangereuse, et ont laissé un libre cours à la circulation de tous les autres produits du sol et de l'industrie de l'étranger. De là des avantages certains et indéfinis.

D'un côté, chaque pays, grâces aux réglemens prohibitifs ou restrictifs, a conservé toute son industrie, et n'a éprouvé aucun obstacle dans le développement et la progression de ses facultés productives.

D'un autre côté, l'introduction des produits étrangers dans chaque pays, loin d'arrêter ou de limiter les productions locales, en a favorisé l'accroissement et prolongé l'extension dans les mêmes proportions que la consommation des produits étrangers. Comme l'on ne peut consommer habituellement les produits de l'étranger, qu'autant qu'on peut en payer la valeur en produits indigènes, il s'ensuit évidemment que la consommation des produits exotiques nécessite la production d'une quantité de produits indigènes de la même valeur;

et, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que, sans la consommation des produits exotiques, l'équivalent en produits indigènes n'aurait pas existé. L'effet nécessaire de la circulation des produits étrangers dans un pays, quand ils sont d'une nature différente de celle des produits nationaux, est donc d'accroître ces produits, de favoriser l'industrie particulière de chaque peuple, et de fonder la richesse générale sur le travail général de tous les peuples.

Enfin les peuples, en se refusant à la circulation de leurs produits identiques, me semblent avoir rempli parfaitement les intentions de la nature, et s'être conformés strictement à ses lois bienfaisantes.

La circulation des produits identiques ne peut s'établir et se maintenir que par la concurrence, qui excite, parmi les concurrens, l'envie, la haine, et toutes les passions anti-sociales. C'est à elle surtout qu'il faut imputer les querelles de famille, de voisinage et de contiguité; c'est elle qui les envenime, et qui les rend, pour ainsi dire, indestructibles. Les hommes et les peuples que leurs besoins ne mettent point en contact, qui ont des moyens différens de les satisfaire, et qui, dans leurs rapports intéressés n'ont point de concurrence à redouter, sont portés à la paix, et vivent en bonne intelligence. Le véritable, et peut-être

le seul moyen de faire cesser toutes les dissensions parmi les hommes, et de les faire jouir des bienfaits d'une paix solide et durable, serait de faire cesser toutes les causes de concurrence, d'éloigner toutes les occasions qui peuvent la faire naître, et de laisser à chacun l'entier et le libre usage de ses facultés et de ses ressources. Ce but désirable est parfaitement atteint par les règlemens prohibitifs ou restrictifs de la circulation des produits exotiques de la même nature que les produits indigènes.

Quand cette concurrence est écartée ou prévenue, les relations des peuples forment autant de liens qui les attachent les uns aux autres, autant d'anneaux de la civilisation générale, autant de causes de perfectionnement de l'espèce humaine. Dans la diversité des productions de tous les climats, dans l'infinie variété de toutes les industries, les hommes et les peuples trouvent de nouveaux moyens de pourvoir à leurs besoins, d'augmenter leur aisance, d'étendre leurs jouissances. Dans l'échange des produits que la nature ou l'industrie a donnés à certains pays, et refusés aux autres, il n'y a qu'utilité et profit pour tous les échangistes, et par conséquent que des motifs de bienveillance, de fraternité et de civilisation.

On chercherait inutilement, par la pensée, un seul cas où un individu quelconque pût être offensé ou affligé de voir, dans le marché de sa

localité, des produits différens de ceux de son sol et de son industrie. Il ne doit, au contraire, les regarder que comme de nouveaux moyens d'échange qui augmentent la valeur des produits indigènes, qui leur donnent un plus grand prix, et qui par conséquent assurent de plus grands salaires au travail national.

Que si, dans le marché général des produits du sol et de l'industrie de tous les pays, les uns sont préférés aux autres, cette préférence n'est jamais exclusive, et comme elle n'établit que des degrés de valeur, loin de fomenter une concurrence de la même nature que la concurrence locale, elle n'excite qu'une louable rivalité, encourage toutes les industries, et développe toutes les facultés du génie.

Faut-il donc s'étonner si tant de considérations morales, politiques et économiques ont garanti les règlemens prohibitifs ou restrictifs des atteintes de la commotion générale qui a renversé ou ébranlé toutes les institutions féodales; si elles les ont fait triompher de tous les efforts des écrivains économiques; et si le génie même d'Adam Smith n'a pu altérer la pratique qu'elles consacrent?

Mais en approuvant ces règlemens, dont la nécessité me paraît démontrée, quand ils ne sortent pas du cercle que je viens de tracer, il convient de faire remarquer qu'ils imposent, aux consomma-

teurs nationaux, l'obligation de payer les objets de l'industrie nationale à un prix plus élevé que ceux de l'industrie étrangère; que ce surplus de prix est un véritable tribut, et que comme tous les tributs, il n'est légitime qu'autant qu'il tourne au profit de l'État, et qu'il ne se prolonge pas au delà du temps prescrit par la nécessité.

C'est une erreur de dire, comme on l'a fait, que ce tribut est établi en faveur des producteurs contre les consommateurs : loin d'accroître les bénéfices des producteurs, il ne fait que combler la différence qui existerait entre les dépenses de la production et le prix des produits, et par conséquent il est, en quelque sorte, le levier de la production plutôt que la récompense du producteur, et ne tourne véritablement qu'au profit de l'État.

Mais cette contribution publique, par sa destination, cesserait de l'être si elle était permanente, ou plutôt si elle se prolongeait au delà du terme prescrit par la nécessité qui l'a fait établir. Autant il est utile à un pays de s'imposer des privations pour s'élever au rang des peuples industrieux et commerçans, autant ces privations seraient absurdes, si elles ne devaient jamais produire l'effet qu'on s'en est promis. C'est donc un devoir indispensable pour tout gouvernement, de limiter le terme des règlemens qui gênent l'importation, et de peser attentivement toutes les causes qui peu-

vent en prolonger ou en abréger la durée; c'est dans cette législation temporaire et mobile qu'on reconnaît et que se manifeste la sagesse de l'administration, et qu'elle rend de plus grands services aux peuples confiés à ses soins. Le génie ferait d'inutiles efforts pour suppléer, par des principes absolus, à sa surveillance, à sa direction et à ses lumières.

En considérant sous ce point de vue, que je crois nouveau, la circulation limitée des produits du travail, on reconnaît qu'elle est conforme à l'intérêt de tous les peuples, qu'elle est toujours utile et ne peut jamais devenir nuisible. Par elle, chaque peuple conserve ses moyens naturels et y puise de nouvelles forces pour en étendre la mesure. A la vérité, les peuples les plus favorisés par la nature ou par leurs institutions peuvent en souffrir, parce que'lle gêne le développement de leurs facultés productives, l'emploi le plus utile de leurs capitaux, et l'extension de leur travail. Sans cesse arrêtés par les limites qui les environnent, ils sont forcés d'aller chercher au loin de l'emploi à leur activité, à leur industrie, à leur génie, et cet emploi est beaucoup moins avantageux pour eux que celui qu'ils auraient trouvé plus près d'eux; mais ces limites, si contraires à leurs intérêts, protègent les facultés des peuples moins favorisés; l'industrie est plus divisée; mais elle n'est pas moins

étendue; elle ne dispense pas de moindres faveurs, mais elle les dispense avec plus d'égalité. Certains peuples ne sont pas aussi riches qu'ils pourraient l'être, mais aucun peuple n'est appauvri, et l'aisance générale équivaut à la richesse particulière, si elle ne la surpasse pas. La puissance, compagne inséparable de la richesse, est moins imposante dans quelques divisions, mais elle n'est inquiétante pour personne, et se balance utilement pour tous.

De combien ce système, suivi dans la pratique, me paraît préférable à celui, si préconisé par tous les écrivains, de la liberté illimitée de la circulation des produits du travail général de tous les peuples qui, par l'appât du bon marché, tend à soumettre toutes les industries particulières à l'industrie du peuple le plus industrieux, toutes les aisances nationales à la richesse du peuple le plus riche, et toutes les puissances politiques à la puissance du peuple le plus puissant. De l'équilibre des facultés économiques de chaque peuple dépendent désormais les progrès de la prospérité générale, l'affermissement de l'indépendance des sociétés policées, et le repos du monde.

Mais ne doit-il pas paraître étrange que le même écrivain, qui a établi la prééminence du commerce intérieur sur le commerce étranger, parce que l'un est plus productif que l'autre et plus favorable à l'industrie nationale, enseigne cependant qu'on

doit acheter les produits de l'étranger quand ils sont à meilleur marché que les produits indigènes, parce que la maxime du père de famille est de ne point faire lui-même ce qui lui coûte plus à faire qu'à acheter ?

Comment cet écrivain ne s'est-il pas aperçu que le commerce intérieur, qui vend plus cher que le commerce étranger, est moins productif que lui, et que, s'il est avantageux pour un pays d'acheter de celui des deux commerces qui vend à meilleur marché, celui-là est nécessairement le plus favorable à son industrie qui vend à meilleur marché ? Si, pour parler le langage d'Adam Smith, les deux commerces ne font que remplacer le capital et les bénéfices des capitaux employés à la fabrication des produits nationaux et étrangers, le capital le plus productif est, sans contredit, celui qui donne les objets à meilleur marché ; car, abondance de la production et bon marché des produits sont, tour à tour, effet et cause ; il est donc de l'intérêt d'un peuple de remplacer le capital de l'étranger qui donne ses produits à meilleur marché, plutôt que de remplacer le capital de l'industrie nationale qui ne peut pas donner ses produits à aussi bon marché. La loi du bon marché de l'industrie étrangère ne peut donc se concilier avec la prééminence du commerce intérieur sur le commerce étranger. Ces deux théories sont contradictoires et subver-

sives l'une de l'autre, et leur opposition complète les preuves multipliées qui démontrent la fausseté de leur doctrine.

Ainsi, de quelque côté qu'on envisage la critique d'Adam Smith, contre les méthodes qui gênent l'importation des produits de l'industrie étrangère, il me semble qu'elle ne leur porte aucune atteinte, n'atténue point leur sage utilité, et ne décrédite point leur salutaire prévoyance.

Résultat de cette discussion.

La loi du bon marché, seul fondement de cette critique, ne peut être appliquée, sans les plus graves inconvéniens, à l'approvisionnement de la subsistance des peuples.

Elle serait d'ailleurs destructive de toute industrie parmi les peuples moins industrieux, et opposerait un obstacle absolu à l'établissement de l'industrie parmi les peuples qui en sont privés.

Enfin, elle n'aurait d'autre effet que d'assurer aux peuples les plus industrieux la possession exclusive des avantages de l'industrie. Jamais on ne pourrait entrer avec eux en partage de ses bienfaits, ni en rendre le domaine commun à tous les peuples. L'accroissement du capital par les économies graduelles sur le revenu, la direction libre et spontanée de ce capital additionnel vers les manufactures et le commerce, ne pourraient leur en ouvrir la route; la liberté illimitée de la circulation des produits de l'industrie étrangère la leur ferme-

fait, ou la leur rendrait impraticable, paralyserait tous leurs efforts, et les condamnerait à une éternelle privation de ces biens propres et indispensables à tout peuple civilisé, seul mobile et seul garant de toute civilisation.

Aussi l'industrie moderne ne s'est elle introduite parmi les peuples de l'Europe, et ne s'y soutient elle que par le secours des réglemens prohibitifs, et ce n'est que par eux qu'elle peut s'y maintenir.

Sa prospérité exige quelque chose de plus.

Il faut que les réglemens prohibitifs ne soient que temporaires, et disparaissent au moment où l'industrie qu'ils protégeaient n'a plus besoin de protection, et ne doit plus redouter la concurrence de l'industrie étrangère.

Il faut aussi que ces réglemens ne prohibent que la circulation des produits de la même nature que ceux que le pays produit, peut et veut produire, et qu'ils laissent un libre cours à la circulation de tous les autres produits, sans réserve ni restriction.

Sans ces deux conditions, tout réglement prohibitif paralyse l'industrie et la prospérité des peuples qu'il doit protéger, oppose une barrière insurmontable à la communication des peuples, et les retient dans un isolement non moins préjudiciable à leur prospérité, que la liberté illimitée de la circulation des produits du travail général des peuples.

En un mot, l'utilité de la circulation des produits de l'industrie humaine, ne dérive ni de la liberté illimitée, ni de la prohibition absolue, mais de la liberté limitée; et, sous ce point de vue, elle participe à la condition de toutes les actions des hommes et des peuples qui sont plus ou moins dignes de blâme ou de louange, selon qu'ils se rapprochent ou s'éloignent de la liberté ou de l'indépendance, et il faut dire de l'une ce qu'on dit des autres, c'est que la seule circulation légitime, utile et favorable à tous, est celle qui ne nuit à personne.

CHAPITRE VI.

Des Méthodes tendantes à favoriser l'exportation des produits du travail.

On ne peut se former des notions exactes des procédés employés par les peuples commerçans pour favoriser l'exportation des produits de leur industrie, et l'on ne peut en apprécier avec certitude les avantages et les inconvéniens, qu'autant qu'on sait en quoi consiste l'utilité des exportations et des importations, et quelle est leur influence sur la richesse des peuples. C'est par le but qu'on atteint, qu'on doit juger de la bonté des moyens employés pour y parvenir. Des méthodes tendantes à favoriser l'exportation des produits du travail.

Pendant long-temps on a été dans l'opinion que

Réflexions préliminaires sur les avantages des importations et des exportations.

les exportations étaient, pour les peuples pourvus de mine d'or et d'argent, le seul moyen de leur procurer ces métaux précieux, et comme on croyait qu'ils composaient la véritable richesse, on sent quelle importance on devait mettre à des exportations, qui devaient rapporter les seules et les véritables richesses. De là, les combinaisons, les méthodes inventées pour faire prédominer les exportations sur les importations, pour s'assurer une balance favorable, et s'en faire payer le solde en or et en argent.

Adam Smith a dissipé cette illusion, et il n'est à présent personne tant soit peu initié dans la science de l'économie politique, qui ne sache que les métaux précieux ne sont que des produits du travail, et de la même nature que ceux des autres produits ; que leur possession n'est désirable qu'à cause du besoin qu'on en a, que quand on a d'autres produits à donner en échange, ou, en d'autres termes, que quand on a les moyens de les payer, on s'en procure la quantité qu'on désire, et que leur accumulation au delà du besoin n'est dans la volonté, ni dans l'intérêt d'aucun peuple. Ces vérités, portées par Adam Smith au plus haut degré d'évidence, sont maintenant élémentaires, et désormais inébranlables ; leur publicité n'est pas un des moindres services que cet écrivain ait rendus à la science.

Mais en nous détrompant d'une erreur nuisible aux progrès et à la direction de la science économique, Adam Smith a-t-il découvert la vérité qui doit la remplacer? a-t-il bien vu l'effet des exportations et des importations, et leur influence sur la richesse particulière et générale? Voici sous quel rapport il les envisage :

De quelle manière Adam Smith envisage ces avantages.

« Quelles que soient les places où le commerce » étranger s'établit, dit Adam Smith, toutes lui » doivent deux avantages bien distincts; d'abord, » il fait sortir de ces divers pays la partie surabon- » dante du produit de leur terre et de leur tra- » vail pour laquelle il n'y a point de consomma- » teurs dans le pays, et y fait rentrer en retour » des objets de consommation; ensuite, en chan- » geant leurs superfluités pour quelque autre chose » qui peut satisfaire une partie de leurs besoins » et ajouter à leurs jouissances, il donne une va- » leur à ces superfluités... Il ouvre donc un » marché plus étendu à la partie du produit de » leur travail qui excède la consommation inté- » rieure, et les encourage par-là à perfectionner » les puissances protectrices de ce travail, ainsi » qu'à porter jusqu'au plus haut degré le produit » annuel, c'est-à-dire, qu'il augmente la richesse » réelle et le revenu de l'État ».

D'après cette opinion, l'avantage des exportations et des importations consiste dans la circula-

tion des produits superflus, inutiles à chaque peuple, et rendus utiles à tous par leur exportation et leur importation.

Réfutation de son opinion.

Mais sur quoi repose cette opinion?

Ce n'est pas sur les faits.

Depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, aucun peuple ne s'est avisé de composer ses exportations du superflu des produits destinés à sa consommation. Quoique tous les peuples aient besoin de subsistances, de vêtemens et de meubles, aucun ne se nourrit, ne se vêtit et ne se meuble de la même manière que les autres. Les besoins, les goûts et les usages varient d'un pays à l'autre, de peuple à peuple, de province à province, et souvent même de ville à ville; d'où il suit que les produits qui conviennent à un peuple sont rarement bons pour un autre, et que, si on ne leur apportait à tous que le superflu des produits de chacun, ils seraient plus disposés à les tourner en dérision qu'à les mettre à profit. Aussi tous les peuples commerçans s'appliquent-ils avec un soin particulier à composer leur cargaison des objets les mieux assortis au goût et aux besoins des peuples qu'ils approvisionnent. On fabrique spécialement les produits qui leur sont destinés, et il est rare que leur fabrication sorte des manufactures qui fabriquent les produits destinés à la consommation de l'intérieur. Le superflu des produits des fabriques natio-

nales ne peut donc être porté dans le marché de l'étranger, ou du moins il ne forme qu'une très-petite partie de la somme des exportations. Les faits sont donc évidemment contraires à l'opinion d'Adam Smith, sur la nature et les effets des exportations et importations.

La nature des choses ne semble pas lui être plus favorable.

Dans tous les pays il existe des rapports fixes, et pour ainsi dire invariables, entre la production et la consommation, il est rare que le superflu d'une année suffise pour couvrir le déficit d'une autre année. Il est donc impossible que ce superflu soit un objet d'exportation, et encore moins qu'il compose toutes les exportations. Ne serait-il pas en effet étrange de prétendre que les 45 à 50 millions sterling (1) qui composent la valeur des exportations de l'Angleterre, et qui forment environ le tiers des produits destinés à la consommation nationale, sont le superflu de ses produits? Y a-t-il une branche quelconque d'industrie qui pût se charger d'un superflu du tiers des produits au delà de la consommation habituelle, et qui ne fût pas continuellement exposée par cette surcharge à languir, dépérir et se ruiner? La production des objets destinés à l'exportation est donc indépendante

(1) Environ 1,100,000,000 francs.

de celle des produits destinés à la consommation intérieure ; l'une et l'autre obéissent à des impulsions différentes, marchent à côté l'une de l'autre sans se rencontrer, peuvent quelquefois se prêter des secours mutuels ; mais visent rarement au même but, et presque toujours atteignent à un but différent.

Ce n'est donc pas parce que les exportations débarrassent les peuples du superflu de leurs produits inutiles et sans valeur pour eux, et les remplacent par des produits utiles et d'une valeur réelle, que tous les peuples leur ont donné dans tous les temps une si grande importance ; et qu'elles ont été pour tous une source féconde et inépuisable de richesse ; il faut chercher ailleurs la cause de leur considération et de leur utilité, et il me semble que, dans l'état actuel de leur grandeur, il ne sera pas difficile de les découvrir, d'en déterminer les effets, et d'en mesurer les bienfaits.

Des effets des importations et des exportations.

Un peuple qui exporte les produits de son travail est producteur par rapport au peuple qui les consomme, et il est consommateur par rapport à l'étranger dont il importe et dont il consomme les produits. De cette double relation d'importateur et d'exportateur, ou de producteur et de consommateur, il résulte évidemment que tous les peuples qui prennent part aux importations et aux exportations entretiennent pour leur compte réciproque,

dans leur pays respectif, des classes laborieuses, se font l'avance des capitaux que leur travail exige, et par conséquent augmentent leur population respective, multiplient les emplois du capital, grossissent les bénéfices des capitalistes, et cultivent de nouvelles branches d'industrie qui accélèrent les progrès de leur richesse.

Considérées sous ce point de vue, les exportations et les importations n'offrent aucune trace de deux superflus, sans utilité pour chaque producteur, et utiles à chaque consommateur. On y aperçoit au contraire deux travaux distincts, deux sortes d'emploi du capital, double production, double consommation, double bénéfice et double population. Tels sont les avantages des exportations, avantages qui ne peuvent exister que par elles, et qu'on ne pourrait pas obtenir du commerce intérieur.

J'ai déjà fait remarquer, et il ne sera pas inutile de le répéter, que, quelque influence qu'on accorde au commerce intérieur, on ne peut s'empêcher de reconnaître que dès qu'il a distribué aux habitans de chaque contrée les produits de toutes les contrées d'un pays, il a atteint son terme, et que toute la puissance humaine ne pourrait pas le lui faire dépasser.

Mais le commerce étranger a cet avantage propre de ne connaître aucun terme; la production des-

tinée à l'exportation peut s'étendre indéfiniment, et ses produits importés, en retour de la production exportée, peuvent et doivent accroître la population et les richesses du pays exportateur dans la proportion de l'accroissement des exportations.

Le commerce étranger est donc seul et sans concurrence, le véritable mobile du travail, de l'industrie, de la population et de la richesse de tous les peuples.

De l'égalité ou de l'inégalité des avantages résultans des importations et des exportations.

Ici s'élève une question fortement controversée parmi les écrivains d'économie politique; c'est de savoir si le commerce étranger est également avantageux à tous les peuples qui y prennent part, et dans la proportion de la part qu'ils y prennent, et dans le cas où les avantages seraient inégaux, d'où provient cette inégalité et jusqu'où elle s'étend.

Ce qui porte à croire que tous les peuples qui échangent les produits de leur industrie, trouvent dans ces échanges des avantages égaux, c'est que tous reçoivent autant qu'ils donnent, et même préfèrent ce qu'ils reçoivent à ce qu'ils donnent; d'où semble résulter l'égalité absolue des bénéfices entre les deux échangistes; mais n'envisager la question que sous ce rapport, c'est en quelque sorte s'arrêter aux apparences de la difficulté; si l'on veut la connaître tout entière, il faut pénétrer plus avant.

Tout peuple qui prend part au commerce avec les autres peuples est, comme nous l'avons vu,

tout à la fois exportateur et consommateur, et en considérant sous ce double rapport deux peuples en relation l'un avec l'autre, on remarque qu'ils entretiennent chacun dans le pays de l'autre, pour leur compte réciproque, des classes laborieuses, se font l'avance des capitaux que leur travail exige, et par conséquent augmentent leur population respective, multiplient les emplois de leur capital, grossissent les bénéfices de leurs capitalistes, et contribuent réciproquement à l'accroissement de leur richesse respective. On peut donc tenir pour certain que les relations des deux peuples sont toujours profitables à l'un et à l'autre.

Mais il importe aussi de remarquer que cet avantage ne résulte pas de ce que chacun d'eux préfère ce qu'il importe à ce qu'il exporte, ou, en d'autres termes, de ce que chacun d'eux préfère ce qu'il donne à ce qu'il reçoit, il faut encore que les importations remplacent le salaire des ouvriers, l'intérêt du capital et les bénéfices des capitalistes qui ont concouru à la production des objets exportés. Si ce remplacement n'était pas intégral, le peuple exportateur ne pourrait pas continuer ses exportations, et il serait forcé de cesser ses relations avec l'étranger.

Quand le remplacement est intégral pour les deux peuples, il semble que ni l'un ni l'autre ne perdent ni ne gagnent; il est cependant certain que

tous deux trouvent un avantage dans leurs relations, parce que tous deux y trouvent les moyens d'entretenir une population plus nombreuse, d'employer un plus grand capital, de varier leurs jouissances, et par conséquent de devenir plus heureux, plus riches et plus puissans.

Il peut cependant arriver que, dans le cas même du remplacement intégral de la valeur intrinsèque de leurs exportations par la valeur vénale des importations, l'un des deux tire de ses relations un plus grand avantage que l'autre.

Si, par exemple, les produits exportés par les deux peuples et changés les uns contre les autres, ont coûté à l'un le travail de 100 ouvriers et l'emploi d'un capital de 100,000 fr., tandis qu'ils n'ont coûté à l'autre que le travail de 50 ouvriers, et l'emploi d'un capital de 50,000 fr., il est évident que quand même les deux peuples retrouveraient par la valeur vénale des importations, l'un le travail de 100 ouvriers et l'emploi du capital de 100,000 fr., et l'autre le travail de 50 ouvriers et l'emploi du capital de 50,000 fr., celui à qui il en coûte la moitié moins de travail et de capitaux pour les produits qu'il exporte, a un avantage évident et certain sur celui qui ne peut produire les objets de ses exportations qu'avec une moitié en sus de travail et de capitaux. Les relations de ces deux peuples augmentent leur richesse et leur force dans des

proportions bien différentes, et si elles se prolongeaient, la prospérité, la richesse et la puissance de l'un seraient progressives, tandis que celles de l'autre seraient stationnaires.

C'est précisément ce qui arrive dans les relations des peuples manufacturiers et commerçans avec les peuples agricoles.

Ces derniers emploient un travail bien plus étendu et un capital beaucoup plus considérable que les premiers; et quand même, ce qui n'est pas, leurs produits seraient égaux, il existerait toujours dans leurs relations une inégalité positive, inégalité résultante de ce que le peuple agricole a besoin pour obtenir des produits égaux en valeur à ceux de l'industrie et du commerce, d'une plus grande masse de travail et de l'emploi d'un capital plus considérable.

Si l'on pouvait évaluer d'après cette mesure les relations de tous les peuples, je ne doute pas qu'on ne reconnût que les produits les plus dispendieux pour les peuples producteurs sont nécessairement ceux dans lesquels l'industrie a fait le moins de progrès, ou qui offrent le moins de prix à ses efforts; de sorte que les peuples manufacturiers et commerçans ont dans leurs relations plus ou moins d'avantages les uns sur les autres, selon qu'ils ont fait plus ou moins de progrès dans les arts industriels, et de là vient que tous les peuples ont le

plus grand intérêt à s'appliquer à l'industrie, et à faire tous leurs efforts pour obtenir la prééminence sur leurs concurrens.

Un écrivain qui, dans ses nombreux ouvrages polémiques, a répandu tant de lumières sur la nature et les causes de la progression et de la décadence de la richesse, a jeté un coup d'œil rapide sur la question qui m'occupe, et l'a envisagée sous des rapports qu'il importe d'apprécier.

« La Grande-Bretagne, dit sir Francis d'Ivernois, exporte et importe annuellement pour » environ 108 millions sterling de marchandises » ou denrées dont elle envoie pour 58 millions et » reçoit pour 50, ce qui lui laisse une créance de » 7 à 8 millions à réclamer. Je n'hésite pas à dire » que ce peuple marchera plus vite vers le travail » et par conséquent vers la richesse, s'il réussit à » étendre son commerce au point d'expédier pour » 75 millions de ses produits, tout en recevant » pour une somme égale de produits étrangers. Ce » nouvel état de choses le laisserait, à la vérité, sans » balance quelconque en argent; mais il lui vaudrait une balance la moitié plus considérable en » travaux. Or, il faut toujours en revenir à ce principe: le prix vénal que reçoivent les peuples commerçans par leurs exportations, ou qu'ils payent » par leurs importations, n'en est que la valeur » nominale; leur valeur réelle dépend de la quan-

» tité comparative de travail qu'ont coûté les pre-
» mières et qu'auraient coûté les secondes. L'éco-
» nomie des travaux due à cet échange, enrichit
» tout autrement l'Angleterre que les métaux pré-
» cieux, d'après l'acquisition desquelles certaines
» personnes calculent son gain (1). »

Sir Francis d'Yvernois fait donc aussi consister l'avantage des relations commerciales des peuples, dans l'exportation d'un travail moins cher contre un travail plus cher, et jusque-là nous sommes parfaitement d'accord; mais il ne compare les deux travaux que parce qu'ils auraient coûté aux deux peuples exportateurs, s'ils les avaient fait eux-mêmes, tandis qu'il me semble qu'on ne doit les comparer que parce qu'ils ont coûté effectivement aux deux peuples exportateurs. Un exemple va faire sentir la différence de ces deux opinions.

Si cent mesures de blé, exportées par un peuple cultivateur, lui ont coûté à produire le travail de dix ouvriers et le capital de 10,000 fr., quelle est la valeur qu'importe le peuple qui achète ce blé? Est-ce seulement le travail de dix ouvriers et d'un capital de 10,000 fr., ou est-ce, au contraire, le travail de quinze ouvriers et d'un capital de 15,000 fr. que ces cent mesures auraient

(1) Lettre de sir Francis d'Yvernois à M. ***. *A Riga, du [illegible] juillet* 1809.

coûté au pays importateur s'il les avait produites par son travail et son capital? Dans ce dernier cas, peut-on dire que le peuple importateur gagne effectivement le travail de cinq ouvriers et d'un capital de 5,000 fr.? Je ne le pense pas; car, si les produits que l'importateur a donnés en échange des cent mesures de blé, lui ont coûté le travail de quinze ouvriers et de 15,000 fr., il ne gagne rien, et est exactement au pair, ce qu'il a donné étant égal à ce qu'il a reçu. Ce n'est donc pas par la comparaison du travail importé avec ce qu'aurait coûté le même travail, s'il eût été fait par le peuple importateur, qu'on doit juger de l'avantage des exportations et des importations, mais par la comparaison de ce qu'a coûté le travail importé avec ce qu'a coûté le travail exporté. Plus il y a de travail exporté qui coûte meilleur marché que celui qu'on importe, plus chaque peuple a d'avantages dans ses relations commerciales, plus il s'enrichit, plus il devient puissant; car il parvient, avec le travail d'une population inférieure et l'emploi de moindres capitaux, à obtenir des produits égaux à ceux des peuples plus riches et plus puissans en population et en capitaux, avec lesquels il fait le commerce, et quoique plus faible en moyens, il parvient, par son adresse, à les égaler en force et en puissance.

Mais ne vaut-il pas mieux, pour les peuples

exportateurs, importer, en retour de leurs exportations, du travail que des métaux précieux? J'avoue que quelque disposé que je sois à hésiter, quand mon opinion diffère de celle de cet écrivain, je ne puis être de son avis sur ce point. Il me semble qu'il est indifférent aux peuples importateurs d'importer en retour de l'or et de l'argent ou tout autre produit du travail. Importer de l'or et de l'argent, c'est encore importer le travail des ouvriers et du capital que leur production a coûté, et un peuple ne peut être lésé par cette importation qu'autant que les produits qu'il donne en échange auraient coûté le travail d'un plus grand nombre d'ouvriers, et d'un plus grand capital que n'en aurait coûté la production de l'or et de l'argent. Ce qu'on ne peut pas supposer, d'après la valeur vénale de ces métaux, et le peu de profit que ce genre de produits donne aux entrepreneurs de l'exploitation des mines.

Mais il y a encore une autre observation à faire sur ce sujet. Le peuple qui importe de l'or et de l'argent, en échange de ses exportations, ne peut pas importer autre chose, soit parce que les peuples avec lesquels il est en relation commerciale n'ont pas d'autres produits à lui donner en échange, soit parce qu'il n'a pas besoin des produits qu'ils pourraient lui offrir. Il serait donc forcé de renoncer à ce commerce, s'il ne voulait pas prendre

de l'or et de l'argent en échange de ses produits; refus qui réduirait la masse de son travail, diminuerait l'emploi de ses capitaux, ses bénéfices, sa population et sa richesse.

A la vérité, l'or et l'argent n'étant pas susceptibles d'une consommation immédiate, semblent ne pas accroître les matières premières, les subsistances et autres objets qui composent les fonds du travail, et par conséquent ne contribuent pas à son entretien.

Mais ne s'est-on pas beaucoup trop exagéré l'impuissance de l'or et de l'argent? Je crois avoir prouvé ailleurs (1) que quand ils abondent dans un pays, leur abondance donne la plus grande impulsion au travail, parce que leur possession est ambitionnée, parce que les dernières classes peuvent en resserrer une portion plus ou moins considérable, et parce que ce resserrement équivaut et peut être comparé à l'accumulation des autres richesses mobiliaires sur lesquelles ils ont une prééminence absolue, par la double faculté d'être impérissables et de conserver toujours leur valeur.

Il me semble donc raisonnable de croire, que l'importation de l'or et de l'argent est aussi avantageuse que l'importation de tout autre produit du

---

(1) Dans mon ouvrage sur *les Systèmes d'Économie politique*.

travail, et qu'on ne doit faire dépendre l'avantage des importations sur les exportations que du travail qu'elles ont coûté à produire aux peuples exportateurs, et non de celui qu'elles auraient coûté aux peuples importateurs, s'ils avaient voulu les produire par leur travail.

Conclusion du chapitre.

En un mot, le véritable et le seul avantage des importations et des exportations est dans l'importation d'un travail qui a coûté plus cher que celui qu'on exporte.

Que les peuples aient dû chercher cet avantage et ne négliger aucun des moyens qui pouvaient le leur procurer, il ne s'élève aucun doute à cet égard, et il ne peut pas s'en élever; mais que doit-on penser des mesures qu'ils ont prises? sont-elles propres à les conduire à leur but?

Ces mesures sont au nombre de trois; elles consistent dans des gratifications accordées aux exportateurs, des traités de commerce et des établissemens coloniaux. Examinons ces diverses mesures, et voyons si elles n'ont aucun avantage, et renferment tous les inconvéniens qu'Adam Smith leur reproche.

CHAPITRE VII.

Des Gratifications.

Des gratifications.

Le système des gratifications, considéré dans toutes ses branches, embrasse non-seulement les

gratifications qu'on accorde aux exportations, mais encore celles qui sont destinées, soit à favoriser l'accroissement des productions ordinaires et la culture de tous les produits qu'un pays peut donner; soit à encourager les arts, l'industrie et le commerce; soit à récompenser l'importation temporaire ou permanente de certains produits de l'étranger.

Toutes ces gratifications diffèrent l'une de l'autre par leur nature, leur objet et leur but, ou ne se rapprochent que par des points pour ainsi dire imperceptibles. Il importe donc de ne pas les confondre l'une avec l'autre, et il convient de les examiner séparément.

Les gratifications accordées à l'importation de certains produits de l'étranger, n'ont ordinairement lieu que dans des besoins pressans, dans des circonstances extraordinaires, ou pour un but spécial. On ne peut donc juger, par aucune règle, ni d'après aucun principe fixe, de leurs avantages ou de leurs inconvéniens. La nécessité qui les ordonne, les justifie, et l'administration, seul juge de la nécessité, peut seule, par ses soins, ses lumières et sa surveillance, en rendre le poids moins pénible et le réduire aux termes les moins onéreux.

Les gratifications pour l'encouragement des arts

Quant aux gratifications affectées à l'encouragement des arts, de l'industrie et du commerce, on n'a jamais douté de leur utilité et de leur influence

salutaire. Adam Smith lui-même, le censeur le plus sévère des gratifications, convient « qu'elles font » naître une heureuse émulation entre tous les » ouvriers de la même profession. D'ailleurs, » ajoute cet écrivain, elles ne sont jamais assez » considérables pour détourner vers aucune des » branches de l'industrie une partie du capital su- » périeure à celle qu'y porterait le cours naturel » des choses. Leur effet n'est donc pas de détruire » l'équilibre entre les divers emplois de la société, » mais de les porter tous, dans leurs ouvrages » respectifs, à la plus grande perfection possible ».

sont utiles et avantageuses.

La sagesse et la justesse de ce jugement sont si frappantes, qu'elles me dispensent de toute discussion ultérieure sur cette seconde classe des gratifications.

Des gratifications pour l'encouragement de la production.

Il y a plus de difficultés par rapport aux gratifications réservées à l'encouragement de la production. Quoi qu'il semble qu'on ne doive en attendre que des résultats avantageux; quoique, de l'aveu d'Adam Smith, l'abondance de la production, qu'elles tendent à effectuer, doive baisser le prix des produits, et que cette baisse restitue au consommateur tout ce qu'il a payé pour la gratification, on prétend qu'elles sont atteintes des mêmes vices qu'on se croit fondé à reprocher aux gratifications accordées aux exportations. Il convient donc de ranger ces deux sortes de gratifications

dans la même classe, et de juger de leur mérite ou de leur démérite, par les mêmes règles et les mêmes principes.

Des gratifications accordées aux exportations.

Les gratifications accordées aux exportations ont pour objet de favoriser l'exportation des produits de l'industrie d'un pays, et de le faire jouir de tous les avantages qu'elle promet aux peuples exportateurs, avantages qui, comme nous l'avons vu, consiste principalement à créer, dans les pays exportateurs, une population additionnelle à celle que le pays peut entretenir avec ses produits indigènes; à multiplier les emplois du capital; à procurer aux capitalistes de plus grands bénéfices que ceux que leur offrent les emplois du capital dans l'intérieur, et à varier les jouissances nationales par les produits exotiques, importés en retour des exportations indigènes.

La certitude de ces avantages ne peut pas être contestée; mais ces avantages ne sont-ils pas balancés et même surpassés par des inconvéniens graves et fâcheux? Si je ne m'abuse point, l'examen de ces prétendus inconvéniens peut répandre d'utiles lumières sur cette partie de la science.

Opinion d'Adam Smith sur ces gratifications.

« On ne doit, dit Adam Smith, accorder des gratifications qu'au négociant qui est obligé de vendre à un prix qui ne lui rend pas son capital, accru des bénéfices ordinaires, ou lorsqu'on veut le déterminer à entrer dans un négoce

» dont la dépense est supposée plus grande que » les retours; dans un négoce dont chaque opéra» tion absorbe une partie du capital qu'on y em» ploie; dans un négoce enfin, qui est tel que, si » tous les autres commerces lui ressemblaient, le » pays n'aurait bientôt plus de capital (1) ».

Pourquoi Adam Smith limite-t-il la dispensation des gratifications au seul cas d'un commerce qui ne peut se soutenir par ses seules forces, et qui, perdant chaque année une partie de son capital, marche à une ruine certaine? Est-ce que cette limite ne doit pas être franchie, ou ne peut pas l'être sans de grands dommages?

Réfutation de cette opinion.

Quel sort éprouverait un peuple en accordant des gratifications à un négociant qui se propose d'introduire les produits de l'industrie nationale dans un pays où l'on n'a pas encore pénétré, et qui ne peut pas, par conséquent, juger si le commerce sera avantageux ou nuisible? Lors même qu'on continuerait à ce négociant la gratification, quoiqu'il soit certain que les retours de l'entreprise n'ont pas couvert ses dépenses, on ne manquerait pas de sagesse, si l'on a l'espérance bien fondée qu'elle donnera, dans la suite, des bénéfices supérieurs à ceux des autres emplois du capital. En un mot, lorsque les gratifications ne sont qu'un

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 5.

sacrifice temporaire, et doivent produire des avantages permanens, quel inconvénient, quel dommage y aurait-il à en accorder?

Ne doit-on pas dire la même chose des gratifications accordées pour soutenir un commerce dans des circonstances difficiles, pour le faire triompher des obstacles que lui opposent les habitudes, les liaisons établies, les préventions, et une foule d'autres causes temporaires qui perdent chaque jour de leur influence, et finissent par céder à la persévérance, aux soins et aux efforts d'un commerce actif et éclairé.

Je pourrais ajouter à ces hypothèses une foule d'autres hypothèses de la même nature; mais celles que je viens de présenter suffisent pour démontrer qu'on peut accorder des gratifications dans une foule de cas différens de celui auquel Adam Smith croit qu'on doit limiter toutes les gratifications accordées, soit aux exportations, soit à la production. Ce qu'il faut surtout ne pas perdre de vue, c'est que toutes les hypothèses, faites ou possibles, diffèrent les unes des autres, n'ont même entre elles aucune analogie, et forment, pour ainsi dire, chacune une espèce particulière. Il est donc impossible de les généraliser, de les enchaîner les unes aux autres, et de rattacher les divers chaînons à un seul et même anneau. Que si, malgré leur diversité et la variété des circonstances qui

déterminent leur concession, il fallait les soumettre à une règle positive et générale, il me semble qu'on n'en pourrait admettre qu'une : c'est que toute gratification est temporaire, et doit cesser dès qu'il est certain qu'elle ne peut atteindre le but qu'elle s'était proposé.

Seule règle qu'on doit suivre dans la discussion des gratifications.

Encore cette règle est-elle sujette à des exceptions. On peut, en effet, accorder utilement des gratifications, même permanentes, à des exportations dont les retours surpassent les dépenses, et donnent des bénéfices égaux à ceux des autres emplois du capital. Ce cas est rare, mais il n'est pas sans exemple dans l'histoire du commerce.

Il y a deux sortes de commerces, l'un régulier, et l'autre irrégulier.

Le premier est appelé régulier parce que sa marche est uniforme, ses dépenses connues, et ses résultats certains ; ce genre de commerce n'a besoin ni d'encouragemens, ni de secours : il se suffit à lui-même.

Le second est irrégulier, parce qu'il est sujet à des chances, parce qu'on ne peut en connaître ni en limiter l'étendue, ni former une année moyenne dans aucun nombre d'années. Ce commerce, malgré ses chances, peut n'être pas désavantageux ; ses bénéfices peuvent égaler ceux de tout autre commerce, et cependant peu de personnes peuvent être disposées à l'entreprendre, peut-être même

courrait-il le risque d'être abandonné, si on ne l'encourageait par des gratifications, qui sont moins destinées à couvrir un déficit qu'à former une prime d'assurance, à neutraliser le risque, et à rapprocher le commerce irrégulier du commerce régulier. L'Angleterre nous en a offert un exemple mémorable dans la gratification qu'elle accorda si long-temps à l'exportation de ses blés.

A l'époque où elle accorda cette gratification d'environ 27 cent. pour l'exportation de chaque boisseau de blé (1), dont le prix, dans le marché intérieur, ne s'élevait pas à 2 fr. 62 cent., elle ignorait si ce commerce donnerait des bénéfices égaux ou supérieurs à ceux des autres emplois du capital; mais elle savait que ce commerce est sujet à des chances nombreuses, qu'il est impossible de les régulariser, et que par conséquent on serait peu disposé à l'entreprendre. Elle écarta cette difficulté par une gratification d'environ 10 pour 100 du capital employé dans ce commerce, ce qui assurait au négociant une grande partie du bénéfice ordinaire du capital, ne l'exposait, par conséquent, qu'à un risque peu considérable, et donnait à ce commerce une sorte de régularité contraire à sa nature. En quoi cette mesure fut-elle préjudiciable

(1) Ancienne mesure de Paris, pesant 20 livres poids de marc.

à l'Angleterre ? elle ne lui en causa aucun ; si, comme cela est certain, et comme nous le verrons dans un instant, les retours de ce commerce remplacèrent la valeur intrinsèque des exportations, et même la gratification ; à la vérité, les marchands qui firent ce commerce gagnèrent plus qu'ils n'auraient dû gagner, ils furent plus riches, mais l'État n'en fut pas plus pauvre, peut-être même les avantages de ce commerce influèrent-ils sur les progrès de sa richesse, puisque ce commerce eut une si grande part à la prospérité de son agriculture.

Cet exemple prouve donc qu'on peut accorder utilement des gratifications, même permanentes, à des exportations dont les retours égalent ou surpassent les dépenses, et qu'il n'en résulte ni perte pour le peuple exportateur, ni diminution de sa richesse, ni atteinte à sa prospérité.

En un mot, plus on étudie la nature des gratifications, plus on reconnaît l'impossibilité de les assujettir à des lois générales et communes, de les comprendre dans une seule et même catégorie, et d'imposer à l'une le joug de l'autre. Adam Smith s'est donc évidemment mépris, quand il a supposé qu'il ne devait y avoir qu'une seule espèce de gratification pour le commerce d'exportation, et quand il a créé pour elle seule une doctrine générale et sans restriction. Sa méprise est d'autant

plus étrange que le cas qu'il a posé est unique, hypothétique, et peut-être tout-à-fait idéal.

Je pourrais donc me dispenser de suivre les résultats de cette doctrine singulière, dont l'application, si elle doit jamais avoir lieu, sera toujours circonscrite dans les limites les plus étroites; mais pour dissiper tous les doutes que peut encore entretenir l'opinion d'Adam Smith, lors même que le sujet n'en présente plus, examinons les effets généraux et particuliers que cet écrivain attribue à ses gratifications hypothétiques, et voyons s'ils sont particuliers à ses gratifications, ou communs à toutes sortes de gratifications.

« Les gratifications, dit Adam Smith, comme » tous les autres moyens préconisés par le système » commercial, ne peuvent jamais avoir d'autre » effet que de forcer le commerce d'un pays à entrer dans un canal beaucoup moins avantageux » que celui où il se serait porté de lui-même (1) ».

Quand la gratification est accordée à des exportations dont les dépenses surpassent les retours, il est rigoureusement vrai, comme le dit Adam Smith, que la gratification force l'industrie d'un pays d'entrer dans un canal où elle ne se serait pas portée d'elle-même; car toute industrie, dont les dépenses excèdent les bénéfices, doit nécessairement être

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 5.

abandonnée. Aussi y a-t-il tout lieu de croire qu'il n'y a jamais eu de peuples assez extravagans pour soutenir une pareille industrie par des gratifications, et pour se constituer, chaque année, dans une perte inutile et irréparable.

Mais il n'en est pas de même lorsqu'un peuple encourage, par des gratifications, certains emplois du capital, qui ne sont pas aussi lucratifs que d'autres, lorsqu'il maintient l'équilibre entre les bénéfices des divers emplois du capital, et lorsqu'il se borne à favoriser les progrès de toutes les branches d'industrie. Dans ce cas, on ne force pas l'industrie d'un pays d'entrer dans un canal beaucoup moins avantageux que celui où elle serait portée d'elle-même, on se contente de l'empêcher de sortir du canal qu'elle avait creusé, de stériliser les capitaux qui y ont été fixés, et de paralyser une des sources de la richesse nationale. A la vérité, cette mesure ralentit les progrès de la richesse, mais elle l'affermit, la consolide dans sa marche, et la garantit des secousses auxquelles l'expose une trop grande concentration. Il vaut beaucoup mieux, pour un pays, que sa richesse dérive de plusieurs sources que d'une seule, quand même celle-ci égalerait ou surpasserait leur fécondité.

Aussi l'Angleterre fit-elle preuve de grandes lumières quand elle accorda une gratification à l'exportation de ses blés, afin de conserver à son

agriculture les capitaux nécessaires à sa prospérité. L'acte de navigation avait donné au placement du capital, dans le commerce maritime, une telle supériorité de bénéfices sur tous les autres emplois, que ce placement eût attiré à lui seul la totalité du capital s'il avait pu l'absorber ; que la partie dont il n'aurait pas eu besoin, se serait répartie graduellement, suivant les bénéfices des autres emplois, et que l'agriculture, le dernier de tous les emplois du capital, dans l'ordre des bénéfices, eût été abandonnée. Par la gratification, cette direction du capital fut changée, le commerce maritime conserva ses avantages, l'agriculture ne perdit pas les siens; et l'Angleterre jouit du double avantage d'un commerce florissant et d'une agriculture prospère.

Sans doute la richesse de ce peuple eût été plus rapide si l'on eût laissé l'industrie et le capital se porter exclusivement dans le commerce maritime, et surtout si l'on n'en eût pas conservé une partie dans l'emploi moins profitable de l'agriculture; mais vaut-il mieux, pour un peuple, être plus riche, et dépendre, pour sa subsistance, de l'agriculture des autres peuples, ou être moins riche, avec la certitude de trouver dans les produits de son agriculture de quoi suffire à ses besoins de première nécessité. C'est un problème peu susceptible de controverse, et je me persuade que tout le monde conviendra avec moi que, dans ce cas, le ralen-

tissement, ou même la diminution de la richesse, est bien compensée par la sécurité qui en est le prix.

Mais ce qui me paraît digne de remarque, c'est que la gratification accordée par l'Angleterre à l'exportation de ses blés, ne fut pas même un sacrifice fait à sa sécurité. Cette gratification ne tourna point au profit de l'étranger, mais au profit des exportateurs anglais; eux seuls en profitèrent; et à cet égard, il ne peut pas s'élever le moindre doute. Comme la gratification n'accordait que 10 p. 100 du capital employé dans cette branche d'industrie, si ce commerce n'eût pas produit d'autres bénéfices, ou s'il avait occasioné la plus légère perte, la gratification eût été insuffisante pour indemniser les négocians de la perte d'une partie de leurs bénéfices ordinaires, et il eût été abandonné.

Quand même il serait vrai que le commerce n'eût donné que 5 pour 100 de bénéfices, lesquels ajoutés aux 10 pour 100 accordés par la gratification, auraient assuré à ce commerce les bénéfices ordinaires des autres commerces, le pays n'en eût souffert aucun dommage, parce que les 10 p. 100 dont ce commerce se serait trouvé en perte n'auraient été dus qu'aux négocians anglais, et qu'aucune partie n'aurait tourné au profit de l'étranger. Dans cette hypothèse, le peuple anglais se serait imposé une taxe de 10 pour 100 au profit de ses

négocians et de ses cultivateurs, pour faire fleurir et prospérer son agriculture Cette combinaison, vue isolément, et réduite à ces termes, pourrait encore trouver des apologistes. Mais elle se présente sous des rapports bien plus favorables, et même tellement avantageux, qu'on doit la regarder comme une des belles conceptions de la science politique.

Il a été prouvé, par des faits authentiques, que depuis l'établissement de la gratification, la valeur des blés exportés avait surpassé la valeur des blés importés, d'une somme excédant le montant des gratifications (1); d'où il suit que le commerce des blés ne coûta pas une obole à l'Angleterre.

Adam Smith ne conteste ni la véracité de l'écrivain qui a recueilli les faits, ni ses lumières, ni la sagacité de ses recherches; il lui rend, au contraire, l'hommage le plus flatteur, mais il refuse son assentiment à la conséquence qu'on a tirée de ces faits.

Il prétend qu'à moins que le prix des blés vendus dans les marchés étrangers n'ait remplacé à la fois et la gratification et le capital, ainsi que les profits ordinaires des fonds, l'Angleterre perd nécessairement tout ce qu'il y a de différence, c'est-à-dire que le capital de la société en est diminué d'autant,

(1) *Traité sur le Commerce des Grains.*

mais que c'est précisément parce qu'on a jugé que ce prix des grains dans les marchés étrangers était insuffisant pour satisfaire à tous les remplacemens, qu'on a jugé nécessaire d'accorder la gratification (1).

Il me semble qu'Adam Smith n'a point saisi la véritable conséquence qui résulte des faits recueillis par l'auteur du *Traité sur le Commerce des Grains*, et qu'il en a détourné l'effet par un raisonnement conjectural et arbitraire.

Si, comme les faits le prouvent, l'Angleterre a trouvé, dans la valeur des blés qu'elle a exportés, une valeur égale à celle des blés qu'elle a importés, et en sus le montant des gratifications, il s'ensuit évidemment qu'elle n'a ni perdu, ni gagné au commerce des blés, et par conséquent que ce commerce lui a remplacé à la fois la gratification, le capital et les bénéfices ordinaires des autres emplois. Si le remplacement de ces diverses valeurs n'eût pas été effectué, elle aurait été en perte; et cependant il est constant qu'elle n'a rien perdu; par conséquent on est fondé à conclure que le remplacement a été intégral.

Dire, comme Adam Smith, que si le commerce eût remplacé le capital et les bénéfices ordinaires, on ne lui aurait pas accordé de gratifications, c'est

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 5.

supposer qu'on ne doit accorder des gratifications qu'aux commerces ruineux, supposition inconcevable et inadmissible ; c'est assimiler les commerces irréguliers aux commerces réguliers ; c'est juger des résultats d'un commerce annuel par les résultats de ce commerce pendant un siècle ; en un mot, c'est combattre les faits par des conjectures, et les réalités par des hypothèses.

Il me semble, au contraire, que la seule conséquence qu'on doive tirer des faits qui établissent que l'exportation des blés, pendant plus de soixante ans, n'a rien coûté à l'Angleterre, c'est qu'on peut accorder des gratifications même à des exportations dont les retours égalent les dépenses, et que ces sortes de gratifications peuvent être utiles et avantageuses à l'industrie du pays exportateur.

Si Adam Smith s'est évidemment mépris sur les effets généraux qu'il attribue aux gratifications accordées aux exportations, a-t-il été plus exact dans le jugement qu'il a porté sur les effets qu'il dit résulter des gratifications accordées à l'exportation des blés ?

La gratification accordée à l'exportation des grains, dit cet écrivain, met sur le peuple deux taxes différentes, d'abord celle qu'il faut payer pour fournir à la gratification, ensuite celle qui résulte du prix de la denrée dans le marché intérieur, et qui doit être supportée par tout le corps du peuple,

puisque tout le corps du peuple achète du blé : cette dernière taxe est la plus pesante des deux (1).

Ces deux taxes me paraissent également imaginaires et idéales. A la vérité, les peuples qui paient une gratification aux exportateurs de leurs blés, paient une taxe proportionnelle à la gratification, mais cette taxe n'est qu'une avance dont ils trouvent le remboursement dans la baisse du prix du blé dans le marché intérieur, baisse produite par l'abondance de la production encouragée par la gratification. Comme la gratification assure l'exportation de tout le blé que le cultivateur peut produire, la production est toujours abondante, et l'abondance baisse le prix des produits. Les faits viennent encore ici à l'appui du raisonnement, et conduisent aux mêmes résultats.

Il est certain que depuis l'établissement de la gratification, le prix du blé baissa en Angleterre, et cette baisse subsista pendant toute la durée de la gratification, c'est-à-dire pendant près de quatre-vingts ans.

Adam Smith ne contredit point le fait ; mais il prétend qu'on ne doit point l'attribuer à la gratification, et qu'il est, au contraire, arrivé en dépit de la gratification. La raison qu'il en donne est que la même baisse a eu lieu en France, quoique dans

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 5.

ce pays il n'y eût point de gratification, et que l'on y eût vu l'exportation prohibée jusqu'en 1764 (1).

Cet argument ne me paraît pas aussi solide qu'il est spécieux. D'où provenait la baisse du prix des grains en France et en Angleterre? De l'abondance des grains, seul et véritable régulateur de leur prix. Mais leur abondance ne dérivait pas de la même cause dans les deux pays. En France, elle provenait de la prohibition de l'exportation, dont l'effet nécessaire est de proportionner la production à la consommation nationale; tandis qu'en Angleterre, la production, encouragée par l'exportation, se proportionnait à la consommation nationale et étrangère. Dans les deux pays, la production étant de niveau avec la consommation, le prix des produits se rapprochait nécessairement de leur valeur intrinsèque, et par conséquent était au taux le plus bas auquel il peut descendre. On aurait tort cependant de conclure de cet effet commun à deux causes différentes, et même contraires, qu'il était indifférent aux deux pays, soit de prohiber l'exportation des blés, soit de l'encourager par des gratifications, et qu'on peut contester l'effet de la gratification, d'après le résultat de la prohibition. Car il est évident que si la prohibition eût été établie en Angleterre comme en

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 5.

France, le prix des blés serait tombé si bas, que la culture en eût été abandonnée, et les capitaux qui y étaient employés, portés dans d'autres branches d'industrie, ce qui ne pouvait pas arriver en France, où il n'existait pas d'autres branches d'industrie. La baisse du prix des blés en France résultait donc de la prohibition; tandis qu'en Angleterre, elle dérivait de la gratification à l'exportion; l'une empêchait la hausse du prix du blé, en limitant la consommation, et l'autre en assurait la baisse, en portant la production jusqu'au dernier terme de la consommation. Le fait de la baisse du prix des grains en France, comme en Angleterre, ne peut donc détruire la conséquence qu'il présente pour l'Angleterre, parce qu'il procédait de deux causes différentes, et même contraires.

« Adam Smith objecte que la gratification n'a pas » dû faire baisser le prix des grains en Angleterre, » parce que l'agrandissement du marché étranger, » à quelque degré que le porte la gratification, doit » se faire aux dépens du marché intérieur; que » chaque boisseau qu'a fait exporter la gratification, » et qui sans elle n'aurait pas été exporté, serait in» contestablement resté dans le marché intérieur, et » qu'en augmentant les moyens de consommation, » il eût fait baisser la denrée de prix (1) ».

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 5.

Toujours même méthode de raisonnement, toujours une hypothèse donnée comme un fait, et toujours la démonstration appuyée sur des assertions. Sans la gratification, le boisseau exporté n'aurait pas été produit, il n'aurait donc pas pu rester dans le marché national; et pourquoi n'aurait-il pas été produit? parce qu'il n'aurait pas trouvé de consommateur, et que la consommation étant restreinte par la non-exportation, la production se serait restreinte dans la même proportion. A moins de prétendre que la gratification, n'a point influé sur la production, ce qui serait absurde, il me paraît évident que sans la gratification, il n'y aurait pas eu un boisseau de blé à exporter, ni par conséquent de resserrement des grains surabondans d'une année, pour suppléer au déficit de l'autre. La gratification n'a fait exporter que le blé qu'elle a fait produire, et dans les mauvaises années la surabondance de la production, conservée dans le pays par la prohibition de l'exportation, a prévenu la disette et la trop grande élévation du prix du blé. Inutile, par conséquent, de supposer que la gratification a fait hausser le prix du blé dans le marché de l'Angleterre, quand les faits prouvent que depuis son établissement les prix baissèrent. Inutile de recourir à la hausse du prix de l'or et de l'argent, pour expliquer la baisse du prix du blé, quand on trouve l'explication naturelle, simple

et vraie de cette baisse dans l'abondance de la production résultante de la gratification accordée à l'exportation.

Mais n'y a-t-il pas une contradiction à dire que la gratification accordée à l'exportation du blé en a fait baisser le prix, et cependant qu'elle en a encouragé la production? Comment le bas prix du blé a-t-il pu en encourager la production? Il semble que cet effet ne doive être attribué qu'au bon prix, au prix avantageux au cultivateur, au prix qui le récompense généreusement de ses peines, et lui remplace le salaire de ses ouvriers et l'intérêt de son capital; et ce n'est pas là ce qu'annonce la baisse du prix du blé. Cette contradiction n'est cependant qu'apparente, et n'existe véritablement que dans les termes de la proposition.

Quand les faits prouvent que la gratification à l'exportation du blé en fit baisser le prix dans le marché intérieur, on ne doit pas en conclure que le prix vénal fût inférieur au prix intrinsèque. Cette conséquence ne serait pas exacte. L'effet naturel et nécessaire de l'exportation est de proportionner ces deux prix l'un à l'autre; de telle sorte que le cultivateur reçoit toute la valeur de ses produits, et que le consommateur ne les paye que ce qu'il valent réellement et effectivement. Le cultivateur trouvait donc, dans le prix de ses grains, quoique baissé par l'abondance de la production, des mo-

tifs suffisans d'augmenter ses produits; et sa richesse, s'accroissait d'autant plus, qu'ils étaient plus abondans. Il était précisément dans le cas du négociant qui, plus il a de débit, plus il peut baisser ses prix, et plus il baisse ses prix, plus il gagne. Petit profit et grand débit sont plus favorables à la richesse, que grand profit et petit débit. Par conséquent, point de contradiction entre la baisse du prix du blé, opérée par la gratification accordée à l'exportation, et l'accroissement de la production résultante de l'exportation.

Conclusion du chapitre.

Ainsi les gratifications à l'exportation du blé ne sont pas d'une nature différente des gratifications accordées à l'exportation des produits de l'industrie; les unes et les autres ont le même effet; elles encouragent la production par la certitude de la vente des produits, et elles en modèrent le prix vénal par l'abondance de la production.

En un mot, toutes les gratifications, de quelque manière qu'on les envisage, soit comme récompense des services rendus ou espérés, soit comme encouragement au perfectionnement des produits existans, ou comme mobiles de productions nouvelles, ou comme impulsion des exportations, sont toutes utiles, profitables, et convenables aux intérêts de l'industrie, de la production et de la consommation. Par leur nature, elles sont du domaine de l'administration, et l'on ne peut sans les déna-

tuter, les soumettre à un principe régulateur, ni à une doctrine positive et absolue. Leurs vices et leurs vertus dépendent de la main qui les distribue.

La prime accordée par l'Angleterre à l'exportation de ses grains, a excité la plus vive controverse parmi ses écrivains les plus distingués. Je l'ai reproduite tout entière dans la seconde édition de mon ouvrage sur les *Systèmes d'Econom. Polit.*, liv. 5, chap. 7.

CHAPITRE VIII.

Des Traités de Commerce.

De quelque côté qu'on envisage les traités de commerce entre les peuples, on reconnaît facilement qu'ils sont toujours avantageux, et ne peuvent être nuisibles que dans un seul cas, que je spécifierai dans un instant. Leur effet naturel est d'ouvrir un nouveau débouché aux produits du travail des deux peuples contractans; de donner une nouvelle extension à leur marché, et de nouveaux consommateurs à leurs productions; d'où il résulte nécessairement plus de travail pour les classes laborieuses, un nouvel emploi des capitaux, plus de bénéfices pour les capitalistes, plus de moyens de s'enrichir, et d'accroître la population. Ces résultats sont certains, directs et im-

Des traités de commerce.

Ils sont toujours avantageux.

médiats, et dérivent nécessairement de tout traité de commerce.

Mais inégalement.

A la vérité, ces résultats ne sont pas toujours égaux entre les deux peuples; ils peuvent au contraire être plus favorable à l'un qu'à l'autre. Ainsi le peuple qui, par le traité, n'obtient que la faculté d'introduire dans un autre pays des matières brutes, ou des produits qui n'ont reçu qu'une partie des façons nécessaires pour les porter à toute leur valeur, ou des produits du sol et de l'indutrie nationale, y trouve moins de profits que celui qui donne en échange des produits des manufactures, soit nationales, soit étrangères. La raison en est évidente. Les relations commerciales des peuples sont, comme nous l'avons vu, plus ou moins avantageuses pour eux, selon qu'ils échangent des produits qui leur ont coûté plus ou moins de travail et d'emploi du capital, contre des produits qui ont exigé plus ou moins de travail et de capital. D'où il suit évidemment que le peuple agricole, qui, par un traité de commerce, obtient le débouché des produits de son agriculture dans un pays de manufactures, y trouve moins d'avantages que le peuple manufacturier auquel il accorde la permission d'introduire chez lui les produits de ses manufactures; parce que les produits des manufactures, soit nationales, soit étrangères, sont moins dispendieux que les produits agricoles.

Il faut cependant remarquer que, dans ce cas, le peuple cultivateur ne perd pas dans ses échanges avec le peuple manufacturier, si les retours en produits des manufactures lui restituent tout ce que ses produits lui ont coûté, avec les bénéfices ordinaires du capital et des capitalistes; ce qui arrive nécessairement, autrement les relations commerciales cesseraient. Le peuple agricole qui gagne le moins par le traité de commerce, gagne donc tout ce que l'excédant de sa production lui donne de bénéfices; ce gain est réel, et ne peut être diminué ou détruit par le gain beaucoup plus considérable que fait le peuple manufacturier et commerçant. Seulement, la richesse et la puissance des deux peuples sont inégalement progressives, mais cette inégalité ne doit pas déterminer le moins favorisé à interrompre ses relations, parce que de leur cessation résulterait pour lui une perte réelle, parce qu'une perte ne peut jamais être un gain, parce qu'il serait absurde de rester pauvre, de peur que notre aisance n'enrichisse un autre peuple avec lequel nous sommes en relation.

Ce qui est vrai des traités de commerce des peuples agricoles avec les peuples manufacturiers, l'est également des traités des peuples les plus avancés dans les manufactures et le commerce, avec ceux qui ont fait moins de progrès dans ces deux genres d'industrie. Les premiers ont des avantages certains sur les seconds, parce qu'ils leur vendent

des produits qui lui ont coûté moins cher à produire, et en reçoivent le prix en produits beaucoup plus dispendieux : mais tant que les peuples moins habiles dans l'industrie et le commerce, retrouvent dans leurs échanges avec les peuples plus habiles, la totalité des frais de production, avec les bénéfices ordinaires du capital, le traité leur est avantageux, et ils doivent y consentir s'il n'existe pas, et le maintenir s'il existe.

Exception. Il n'y a qu'un seul cas où ces traités peuvent être préjudiciables à l'un des deux peuples contractans; c'est celui où l'un permettrait à l'autre l'introduction des produits bruts ou manufacturés, de la nature de ceux que le pays produit ou est disposé à produire. Dans ce cas, l'introduction des produits étrangers peut faire cesser plus de travaux indigènes, et laisser plus de capital sans emploi, que l'introduction des produits nationaux dans l'autre pays ne produit de travail aux ouvriers nationaux et d'emploi à leur capital ; ce qui lui occasione une perte certaine et irréparable.

Il peut même arriver que l'augmentation du travail et des emplois du capital, résultante du traité de commerce, ne soit pas aussi avantageuse que l'étaient ceux que ce traité fait cesser, et dès lors le pays qui, malgré cette différence, souscrirait le traité de commerce, en éprouverait un dommage réel, et devrait par conséquent se l'interdire.

Ainsi l'on voit évidemment que si, en thèse

générale, les traités de commerce sont avantageux, leurs stipulations exigent les plus grandes lumières, et la plus grande attention de la part des gouvernemens des deux peuples, et une grande connaissance de leur situation économique, afin d'empêcher que leurs avantages apparens ne produisent des pertes réelles.

Ce n'est pas cependant sous ce rapport qu'Adam Smith critique ces sortes de traités; il les envisage sous un point de vue tout différent. Cet écrivain prétend, « que lorsqu'une nation s'engage par un » traité à laisser entrer librement chez elle des » marchandises d'un pays étranger, tandis qu'elle » refuse la même liberté aux marchandises de tous » les autres peuples, les marchands et les manu- » facturiers dont elle favorise ainsi le commerce, » entrent en possession d'une espèce de privilége » exclusif, dans la contrée qui les accueille avec » une si grande complaisance, exercent une es- » pèce de monopole, et vendent souvent beau- » coup plus cher qu'ils ne pourraient vendre, s'il » avaient des compétiteurs (1) ». Opinion d'Adam Smith sur les traités de commerce.

Quoi donc, les peuples ne pourraient-ils établir entre eux des relations commerciales, qu'autant qu'elles seraient générales, et ces relations ne seraient-elles utiles pour eux qu'autant qu'elles se- Réfutation de son opinion.

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 6.

raient universelles et illimitées? Il faut convenir que si cette doctrine est vraie, il n'est pas facile de pénétrer les raisons qui en établissent la vérité.

Un peuple qui laisse entrer librement les produits de l'étranger dans son pays, à condition qu'il pourra introduire les siens dans le pays de l'étranger, consomme des produits nouveaux qu'il ne connaissait pas, et vend des produits nationaux en plus grande quantité qu'il n'en vendait; l'un et l'autre profitent donc de leurs relations commerciales, de leurs échanges et de l'extension de leurs produits qui en est inséparable. Si la permission qu'ils s'accordent réciproquement, établit sur chacun d'eux un privilége et un monopole, ce privilége, ce monopole est réciproque, et ne profite ni à l'un ni à l'autre, ou plutôt ne nuit pas à l'un plus qu'à l'autre. Sous ce rapport, tous deux donnent autant qu'ils reçoivent, et n'éprouvent aucun préjudice, ou ne sont soumis qu'au même dommage.

Dira-t-on que le monopole que les deux peuples exercent l'un sur l'autre, leur nuit également en ce qu'il favorise leurs négocians aux dépens de leurs consommateurs? Il y aurait peut-être quelque vérité dans cette hypothèse, s'il y avait quelque réalité dans le prétendu monopole exercé par les négocians d'un pays sur les consommateurs d'un autre pays; mais comment se persuader que des négocians naturellement rivaux et jaloux les uns

des autres, placés à des distances éloignées, et sans communication entre eux, se concertent cependant pour donner à leur marchandise une valeur supérieure à celle qui lui est naturelle. Un particulier investi d'un privilége peut entrevoir et exécuter le projet d'élever le prix de ses marchandises au-dessus de leur valeur naturelle; une compagnie privilégiée peut aussi succomber à la même tentation; mais il est impossible que les négocians d'un pays tout entier en conçoivent la pensée et la réalisent. Un tel monopole me paraît purement hypothétique, idéal, et par conséquent sans danger. On ne comprend donc pas pourquoi Adam Smith fait de ce monopole un moyen de réprobation des traités de commerce.

Je dois cependant convenir que le peuple qui ne permet à un autre peuple l'introduction de ses produits, qu'à condition d'une entière réciprocité, ne tire pas, de ses relations limitées, autant d'avantages que si elles étaient générales et s'étendaient indistinctement à tous les peuples. Il est évident en effet que lorsqu'un peuple a intérêt de se procurer des produits étrangers dont l'introduction ne nuit point à ses productions nationales, il vaut mieux, pour lui, admettre tous les peuples à les lui porter en concurrence, que de ne les recevoir que d'un seul peuple qui, n'ayant point de concurrens, peut les lui vendre à un prix plus élevé que

leur prix naturel. La concurrence est le véritable moyen de fixer le juste prix de tous les produits importés et exportés, et de régler la part des bénéfice de chaque peuple dans les exportations et les importations. Mais, comme je l'ai déjà dit, de l'inégalité des bénéfices des peuples exportateurs et importateurs, il ne résulte pas que leurs relations cessent d'être profitables pour tous, et encore moins qu'elles ne donnent aucun profit, parce qu'elles ne donnent pas tout le profit qu'elles pourraient donner. Il vaut encore mieux, pour les peuples comme pour les particuliers, se contenter d'un profit modique, que de se priver volontairement de tout profit; et les relations des deux peuples sont plus favorables aux progrès de leur richesse, que la cessation de toute espèce de relation entre eux.

Adam Smith semble n'avoir pas été bien éloigné de cette opinion, puisqu'il convient « que le pays » qui en favorise un autre peut gagner encore, » quoique ses gains soient inférieurs à ceux que » lui donnerait la libre concurrence de tous les » peuples (1) ».

Donc la doctrine d'Adam Smith n'est que limitative et non exclusive des traités de commerce; elle préfère, mais ne condamne pas sans réserve

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 6.

ce mode de circulation des produits du travail des peuples.

Oserai-je même le dire? Il me semble qu'Adam Smith n'a critiqué les traités de commerce que parce que cette critique lui donnait le moyen de faire quelques réflexions patriotiques sur le fameux traité de commerce de 1703, entre le Portugal et l'Angleterre, et voici sur quoi porte sa critique :

« Le Portugal, dit Adam Smith, en s'engageant » à admettre les étoffes de laine et toutes les laines » manufacturées de la Grande-Bretagne, ne lui a » pas fait des conditions plus avantageuses qu'à » toute autre nation, telle, par exemple, que la » France ou la Hollande; tandis que la Grande- » Bretagne, en s'obligeant à recevoir les vins de » Portugal, et en ne leur faisant payer que les deux » tiers des droits imposés sur les vins de France, » qui pouvaient, selon toutes les apparences, ri- » valiser avec les vins de Portugal, lui a accordé » sur elle un privilége exclusif nuisible à ses inté- » rêts (1) ».

En présentant, sous ce rapport, le traité de commerce de l'Angleterre avec le Portugal, il me semble qu'Adam Smith n'en a pas saisi l'esprit, l'objet et le but.

Il me paraît, en effet, évident que le négocia-

(1) *Richesse des Nations*, liv. 4, chap. 6.

teur de l'Angleterre, en accordant au Portugal une espèce de privilége pour la vente de ses vins, a parfaitement compris que c'était assurer à l'Angleterre un privilége pour la vente des produits de ses fabriques en Portugal; ces deux priviléges sont inséparables, et dérivent nécessairement l'un de l'autre. En vendant ses vins à l'Angleterre, le Portugal doit nécessairement acheter d'elle les produits de ses manufactures. Son intérêt et sa convenance lui en imposent le devoir absolu. Supposer que le Portugal peut vendre ses vins en Angleterre, en toucher le prix en valeurs sur d'autres pays, et acheter les produits des manufactures partout où il les trouve à meilleur marché, c'est supposer qu'il ne sera pas retenu par la crainte que l'Angleterre ne lui achète pas ses vins; que le change ne lui sera pas défavorable; que le fret sans retour du chargement de ses vins en Angleterre, et des produits des manufactures dans ses ports, n'en augmentera pas le prix; en un mot, c'est créer une difficulté hypothéthique qui ne se réalise jamais dans le fait. C'est ce qu'a parfaitement vu le négociateur du traité, et c'est ce qui a mérité à sa négociation les éloges universels qu'on lui a prodigués; il me semble qu'on est d'autant moins fondé à les lui refuser, que l'expérience a pleinement démontré la sagesse de ses vues et de ses combinaisons. Non-seulement le Portugal s'est approvi-

sionné des étoffes de laine et des laines fabriquées en Angleterre, mais même il a pris chez elle tous les objets d'industrie qu'il consomme. Les choses ont même été portées si loin, que le Portugal a renoncé à toutes ses manufactures, et s'est réduit à la condition d'un peuple agricole et exploitateur des mines. C'est avec ses vins, avec les produits de ses colonies qu'il s'acquitte de tout ce qu'il tire de l'Angleterre, de sorte qu'il est devenu, par le fait, une colonie anglaise et la plus riche des provinces de sa domination. Cet exemple me semble désigner clairement les dangers qu'il faut éviter dans les traités de commerce, les suites funestes de l'introduction des produits étrangers de la nature de ceux que le pays produit, et surtout des calamités qui menacent tout pays qui s'interdit les manufactures et le commerce, seuls moyens de richesse et de prospérité pour tous les peuples. Tout pays qui, comme le Portugal, se flatte de trouver dans ses produits agricoles l'équivalent des produits des manufactures et du commerce que lui porte l'étranger, verra, comme lui, sa richesse diminuer, sa prospérité disparaître, toutes ses facultés languir, sa puissance s'affaiblir, sa considération politique s'évanouir, et son nom, pour ainsi dire, effacé des annales des peuples libres et indépendans.

En un mot, tout traité de commerce est avantageux aux deux peuples contractans, pourvu

Conclusion de ce chapitre.

qu'il ne permette pas l'introduction dans leur pays des produits de la nature de ceux que le pays possède, et pourvu qu'il ne forme pas obstacle à la marche des deux peuples vers l'industrie et le commerce. Ce mode de circulation des produits du travail des deux peuples ainsi limité est utile, et concourt aux progrès de leur richesse.

CHAPITRE IX.

Des Colonies.

De l'origine des colonies anciennes et modernes.

Les peuples anciens et modernes ont fondé des colonies, mais aucun d'eux n'a eu, dans leur institution, les mêmes vues, le même objet et le même but.

Les colonies de la Grèce furent instituées dans des vues de commerce.

Les colonies sorties des cités de la Grèce furent toutes conçues dans l'intention de soustraire à la misère la partie de la population qu'elles ne pouvaient pas faire subsister; de prévenir les désordres inséparables de l'indigence, surtout dans les États libres, et de transformer une multitude turbulente et factieuse en un peuple ami, allié et intéressé à la conservation de la prospérité et de la puissance de la mère-patrie. Peut-être aussi apercevait-on dans ces établissemens des moyens d'ouvrir de nouvelles relations commerciales, de donner plus d'activité au travail et à l'industrie de la mère-patrie, de multiplier ses ressources, d'agrandir et

d'affermir sa puissance. Ce qui me paraît donner de l'appui à cette opinion, c'est que l'établissement de ces colonies était très-dispendieux, exigeait des capitaux considérables, dont la privation devait être d'autant plus fâcheuse pour la mère-patrie, qu'elle était moins en état de faire subsister son peuple. Ces établissemens étaient d'ailleurs placés sur des points de communication avec de grands continens, à portée de leurs besoins, et par conséquent favorables à l'écoulement des produits de l'industrie et du commerce vers les pays sans industrie et sans commerce, et des matières premières des pays sans industrie vers les pays industrieux et commerçans. Enfin, les effets répondirent parfaitement à la disposition des moyens qu'on avait pris pour les obtenir, et l'on vit toutes les colonies de la Grèce faire fleurir l'industrie et le commerce partout où elles s'établirent, et fonder sur ces deux bases leur prospérité, leur puissance et leur gloire. Ce concours de circonstances semble ne laisser aucun doute sur la nature des colonies de la Grèce, et je suis convaincu qu'elles furent, dans l'origine, des entrepôts de commerce, des lignes de communication des peuples industrieux avec les peuples sauvages, et le fil conducteur de la civilisation dans les pays incultes et barbares.

Les colonies romaines n'eurent aucune ressemblance avec les colonies de la Grèce; elles différent

Les colonies romaines étaient des

établissemens militaires.

entièrement de caractère, d'objet et de destination. On ne peut voir en elles que des anneaux de la chaîne préparée pour assujettir les peuples conquis au peuple conquérant; des points d'appui pour de nouvelles conquêtes, des établissemens militaires également propres à la défense et à l'attaque. Portées au milieu des peuples conquis, les colonies romaines les surveillaient, les contenaient, les familiarisaient avec les lois, les mœurs, les usages des Romains, et les façonnaient, en quelque sorte, à l'obéissance et à l'asservissement. Rome s'en servait aussi, et avec non moins de succès, pour connaître les dispositions des peuples voisins, fomenter les dissensions parmi ceux qu'on voulait subjuguer, les séduire par l'espoir des secours du peuple romain, ou les abuser par les prestiges de son alliance. Sous tous les rapports, les colonies romaines méritent d'être regardées comme une des plus heureuses inventions de l'esprit de conquête, comme la mesure la plus propre à affermir et à consolider la domination, comme la voie la plus sûre pour atteindre le but de la force et du pouvoir.

Les colonies modernes sont une extension de la domination de l'Europe.

Enfin, les colonies modernes, résultat de plusieurs causes différentes, de l'expatriation, des penchans pour les voyages et les découvertes, et de la tendance universelle des peuples modernes à l'extension de leur domination sur tous les points

du globe, ne sont devenues une partie de la souveraineté de l'Europe, que parce que son code politique met dans sa dépendance les Européens et les pays qu'ils habitent, quand ces pays ne sont point dans la dépendance d'une domination avouée et reconnue comme puissance souveraine; de telle sorte, que les colonies espagnoles, portugaises, hollandaises, anglaises et françaises n'appartiennent à l'Espagne, au Portugal, à l'Angleterre et à la France, que parce qu'elles ont été primitivement découvertes, habitées et cultivées par des individus de ces diverses nations; et par conséquent il me paraît évident que les colonies des peuples modernes ne sont qu'une extension de leur territoire, de leur population et de leur domination.

Quoiqu'il n'y ait évidemment aucune analogie entre ces divers genres de colonies, on leur a cependant donné le même nom, et leur identité nominale a fait croire à leur identité réelle. De cette confusion, sont résultées des méprises grossières sur les principes régulateurs des colonies modernes, des systèmes bizarres sur leur administration, des doctrines fautives et pernicieuses sur leur direction économique et leur but politique; on ne peut se faire une idée de ce désordre de pensées, de vues, de combinaisons, non moins étranges que disparates et funestes aux intérêts des colonies et des mères-patries. Adam Smith lui-

Ces colonies, si différentes entre elles, ont été confondues dans une seule dénomination.

même n'a pas su s'en garantir, ou du moins cet écrivain a encore épaissi les nuages qui cachent les véritables rapports des colonies modernes avec l'Europe.

Adam Smith est dans l'incertitude sur les avantages ou les inconvéniens des colonies modernes.

Tantôt cet écrivain prétend que, « quoique » l'utilité qui en est résultée pour l'Europe, soit » très-considérable, cependant la nature et les » bornes de cette utilité ne sont pas bien connues, » et qu'on doit les faire consister dans la multipli- » cation des jouissances de l'Europe, et dans l'ac- » croissement de son industrie ».

Tantôt il avoue « qu'il n'est pas au pouvoir de » la sagesse humaine de prévoir tous les biens et » tous les maux qui peuvent résulter, pour les » hommes, de la découverte de l'Amérique ».

Ailleurs il convient « que les effets principaux » de ces découvertes ont été d'élever le système » commercial à un degré de splendeur et de gloire » qu'il n'aurait jamais pu atteindre ».

Ailleurs, il pense « qu'après tous les moyens » injustes que chaque contrée a tenté pour s'assu- » rer le bénéfice entier du commerce avec ses » colonies, il n'en existe pas une seule qui soit » parvenue à s'assurer autre chose que l'obligation » de dépenser pour soutenir, en temps de paix, » et pour défendre, en temps de guerre, l'autorité » oppressive que les mères-patries s'attribuent » sur les colonies ».

Et cependant il reconnaît ailleurs « que les » bons effets naturels du commerce et des colonies, » font plus que contre-balancer les mauvais effets » du monopole, et même que ce commerce, de » la manière dont il se fait à présent, et si on le » considère dans son ensemble, est infiniment » avantageux; mais il prétend que c'est bien moins » en vertu qu'en dépit du monopole (1) ».

Raison de son indécision.

De ces divers passages de la doctrine d'Adam Smith, sur les colonies modernes, on serait peut-être fondé à conclure que cet écrivain n'avait pas d'opinion fixe et déterminée sur cette partie de la science économique; mais lorsqu'on fait attention aux circonstances dans lesquelles il écrivit et publia son ouvrage, que la guerre de l'Angleterre contre ses colonies prenait un caractère alarmant pour la mère-patrie, et pouvait lui faire présager de grands malheurs, on conçoit sans peine que l'écrivain devait, même dans un pays libre, user de circonspection, ne point paraître décisif et dogmatique, balancer les avantages et les inconvéniens des possessions coloniales, plutôt que de se prononcer affirmativement sur une question d'un aussi grand intérêt pour son pays. Le doute était un devoir plutôt qu'une précaution timide; et si la sagesse d'Adam Smith eût été imitée, si la ques-

(1) Liv. 4, chap. 7, première partie.

tion de l'affranchissement ou de l'accroissement des colonies continentales de l'Amérique eût été pesée par tous les partis, avec la même impartialité, une des plus grandes époques de la civilisation moderne n'aurait pas coûté tant de sang et de trésors à l'Europe.

Mais on aurait tort de conclure de l'indécision vraie ou feinte d'Adam Smith sur ce point, qu'il était contraire ou favorable au système colonial; il faut peser ses raisons plutôt que se soumettre à son autorité, et se déterminer par conviction, plutôt que de céder à l'influence de son opinion.

Avantages que les colonies modernes ont tiré de l'Europe.

Cet écrivain envisage d'abord l'établissement des colonies européennes sous le rapport des avantages généraux de l'Europe, considérée comme un seul pays, et des colonies comme formant un peuple distinct et séparé.

« La politique de l'Europe, dit Adam Smith, a » contribué d'une seule et unique manière à la for» mation et à la grandeur présente des colonies de » l'Amérique. L'Europe a eté pour elles, *magna* » *virum mater*, la mère féconde des hommes. » Elle a produit des hommes capables d'exécuter » d'aussi grandes entreprises, et de jeter les fon» demens d'un aussi grand empire; il n'est aucune » autre partie du monde qui puisse former » ou qui ait jamais formé réellement de tels » hommes. Les colonies doivent à la politique de

» l'Europe l'éducation et les grandes vues de ces
» génies actifs et entreprenans, qui en ont été les
» fondateurs; quelques-unes, même de celles qui
» sont les plus importantes, ne lui doivent guère
» autre chose, relativement à leur administration
» intérieure (1) ».

Il me semble que ce ne sont pas seulement les hommes courageux, éclairés et industrieux de l'Europe, qui ont fait la fortune de l'Amérique; on doit aussi faire entrer en ligne de compte les capitaux qui ont fécondé leurs entreprises, qui ont mis leur sol en état de culture, et favorisé la circulation des produits de leur travail et de leur industrie; on doit encore ajouter à ces avances le bienfait d'un gouvernement protecteur, qui leur a garanti la jouissance des fruits de leurs travaux, et les a fait jouir de tous les avantages de la civilisation européenne; en un mot, l'Europe a peuplé, fécondé et civilisé l'Amérique; elle a fait les frais de la culture du sol, de l'éducation sociale et de l'établissement politique : on ne peut donc considérer l'Amérique que comme une extension du territoire, de la population, des capitaux, de l'industrie, de la richesse et de la puissance de l'Europe.

Malgré l'évidence des droits de l'Europe sur l'Amérique, je suis loin de prétendre que ces droits

(1) Liv. 4, chap. 7, seconde partie.

sont éternels et imprescriptibles, et ne peuvent pas se perdre par l'abus qu'on en fait. La doctrine de l'immutabilité de la puissance humaine est maintenant tellement décréditée, qu'il serait ridicule d'entreprendre d'en démontrer la monstrueuse absurdité. Mais en reconnaissant que les colonies européennes peuvent secouer le joug de la mère-patrie, et s'élever au rang des peuples libres et indépendans, il faut aussi poser, comme un principe conservateur des droits de l'Europe, que les colonies, parvenues au rang des puissances souveraines, ne peuvent attenter à la propriété des Européens, et doivent, au contraire, leur en garantir la libre disposition. La conquête de la souveraineté n'entraîne point la conquête de la propriété privée, et l'expulsion du souverain n'autorise pas l'expropriation des sujets qui obéissent aux lois de celui qui lui succède. Lors donc que, comme le pensent quelques écrivains, il arriverait une époque où les colonies se sépareraient de l'Europe, cet événement ne devrait rien changer à l'état des propriétés de l'Europe dans les colonies. Elles devraient être respectées par toute espèce de souveraineté, parce qu'elle est dans l'intérêt de tous les souverains. Ces réflexions m'ont paru indispensables pour garantir l'Europe des atteintes que certaines doctrines politiques portent à ses droits sur ses colonies.

Si, comme nous venons de le voir, l'Amérique

doit à l'Europe toute son existence, quels sont les avantages que l'Europe a recueillis de cette vaste entreprise et de ses glorieux succès?

Adam Smith les fait consister dans la multiplication de ses jouissances et dans l'accroissement de son industrie; mais il observe avec raison que l'industrie de l'Europe en a profité à des degrés très-inégaux, et il reconnaît que l'un des principaux effets de l'établissement des colonies européennes a été d'élever le système commercial à un degré de splendeur et de gloire qu'il n'aurait jamais pu atteindre autrement. Avantages que l'Europe a tirés de ses colonies.

« Les villes commerçantes de l'Europe, continue cet écrivain, au lieu de se livrer au travail » des manufactures et d'en voiturer les produits » dans une très-petite partie du monde, telle que » les pays que baignent l'Océan atlantique, la » Baltique et la Méditerranée, s'occupent à manufacturer aujourd'hui pour les riches et nombreux » cultivateurs des colonies américaines; comme » elles travaillent et voiturent à certains égards » pour le plus grand nombre des nations de l'Asie » et de l'Afrique et du reste de l'Amérique. Deux » nouveaux mondes appellent aujourd'hui l'industrie de ces villes, et chacun des deux est plus » vaste et plus spacieux que l'ancien (1) ».

(1) Liv. 4, chap. 7, seconde partie.

Ces avantages démontrent les vices de la doctrine d'Adam Smith sur la prééminence du commerce intérieur.

Ce tableau des avantages que l'Europe recueille de ses établissemens coloniaux dans le nouveau monde, les présente dans toute leur vérité, dans toute leur étendue; et si quelque chose étonne, c'est qu'après les avoir si bien appréciés, Adam Smith ne se soit pas aperçu qu'il décréditait lui-même son système favori, qu'il détruisait la prééminence qu'il avait accordée au commerce intérieur sur le commerce étranger, et renversait l'une des bases fondamentales de son système d'économie politique. Il est en effet difficile de concevoir que l'établissement des colonies européennes ait élevé le système commercial de l'Europe à un degré de splendeur et de gloire auquel il n'aurait jamais pu atteindre autrement, et que cependant l'emploi du capital dans le commerce intérieur soit le plus profitable de tous les emplois du capital. Si le commerce intérieur n'avait pas pu porter le système commercial au degré de splendeur et de gloire auquel l'a porté l'établissement des colonies, le capital employé à l'établissement des colonies a donc été plus profitable à l'Europe que si elle l'avait employé à son commerce intérieur; et loin d'exalter les avantages du placement du capital de l'Europe dans ses colonies, Adam Smith aurait dû s'abandonner à des regrets amers sur cette déplorable disposition de la fortune de l'Europe. Si je ne m'abuse point, les partisans les plus enthousiastes

d'Adam Smith auront de la peine à concilier ces deux doctrines et à expliquer d'une manière satisfaisante la contradiction qu'elles présentent.

Ces avantages seraient-ils plus grands pour l'Europe, sans le monopole des produits coloniaux ?

Quelle que soit l'étendue des avantages que cet écrivain attribue au placement du capital de l'Europe dans l'établissement de ses colonies, il prétend encore qu'ils ne sont pas aussi grands qu'ils auraient pu et qu'ils pourraient l'être, et il en donne une raison qui mérite d'être pesée attentivement.

« Le commerce exclusif, dit Adam Smith, a » gêné le développement des jouissances et de l'in» dustrie des nations de l'Europe qui ne sont pas » propriétaires de colonies; ou du moins il tend à » empêcher tout l'accroissement qui serait l'effet » d'un autre régime. Ce commerce exclusif est un » poids mort sur l'action d'un des grands ressorts » qui font mouvoir une partie considérable des » affaires du monde. En rendant les produits des » colonies plus chers dans les autres pays, il en » diminue la consommation et restreint par con» séquent l'industrie des colonies en même temps » qu'il retranche aux jouissances et à l'industrie » des autres pays, qui tout à la fois jouissent moins » lorsqu'ils payent davantage pour leurs jouissan» ces, et qui produisent moins quand ils reçoivent » moins en retour de ce qu'ils produisent (1) ».

(1) Liv. 4, chap. 7, seconde partie.

Différentes sortes de monopoles.

En thèse générale, il est certain que le commerce exclusif élève le prix des produits, en diminue la consommation, et par conséquent en restreint la production. Mais il en est de cette vérité générale comme de toutes celles qu'on a élevées au rang des principes généraux; la plus légère différence entre le principe général et l'espèce particulière, en rend l'application impossible à cette espèce, et en modifie nécessairement la force et la puissance.

Quoique le commerce des produits coloniaux soit exclusif et opère une sorte de monopole, on ne doit pas cependant le confondre avec toute sorte de commerce exclusif et toute sorte de monopole.

On doit sentir que quand le commerce exclusif est dans les mains d'un seul individu, il est plus fâcheux que quand il est exercé par une compagnie; qu'il l'est encore moins quand c'est à un peuple qu'il est réservé; et qu'enfin il est assez difficile de lui reconnaître un caractère vicieux et malfaisant lorsqu'il est commun à plusieurs peuples; assimiler ces divers monopoles, les soumettre à une loi commune, et en déduire une seule et même conséquence, ce serait évidemment insulter au bon sens et à la raison.

Le monopole est-il concentré dans les mains d'un seul individu? Le monopoleur n'est arrêté par aucune considération, s'abandonne sans pudeur à sa cupidité, ne la limite que par l'impuissance du

consommateur, et réalise la fable de la poule aux œufs d'or.

On ne trouve pas moins d'avidité dans une compagnie qui exerce un commerce exclusif que dans le monopoleur isolé; mais elle délibère, met en balance les avantages actuels avec les avantages à venir, et modère ses bénéfices pour en prolonger la durée.

Dans la direction du monopole, un peuple se fait obstacle à lui-même; ses négocians entrent en concurrence l'un avec l'autre, et comme ils ne peuvent pas se concerter et qu'ils se redoutent mutuellement, l'effet du monopole doit être à peine sensible.

Le monopole des produits coloniaux n'avait aucun effet fâcheux pour l'Europe.

Enfin, quand plusieurs peuples divisés d'intérêt, toujours rivaux, souvent ennemis, exercent un monopole sur les autres peuples, qui pourrait en redouter les effets, et même y apercevoir quelque signe caractéristique du monopole?

N'est-ce pas en effet une méprise dans les termes autant que dans les choses, que de flétrir de l'imputation de monopole le commerce exclusif des denrées coloniales, quand on se rappelle qu'avant la révolution ce commerce était commun à la France, à l'Angleterre, à l'Espagne, à la Hollande, à la Suède et au Danemarck? Comment concevoir que la concurrence de ces peuples ne suffisait pas pour établir le juste prix des denrées dont ils se

réservaient le monopole; et qu'est-ce qui constituerait la concurrence si le concours de tant de peuples et de commerçans de tant de pays ne suffisait pas pour l'établir!

Aussi les faits et l'expérience sont-ils ici dans un parfait accord avec la raison, et donnent-ils à ses démonstrations le plus haut degré d'évidence. Tout le monde sait que les denrées coloniales étaient au prix le plus bas; et si quelque chose étonne, c'est que, malgré la modicité de leur prix, elles donnassent d'aussi grands bénéfices aux colons. Le monopole influait si peu sur leur prix qu'il est douteux que la liberté du commerce l'eût fait descendre plus bas (1).

---

(1) Un écrivain a reproduit et s'est efforcé d'accréditer l'assertion d'Adam Smith, que la première qualité du sucre de la Cochinchine ne reviendrait à l'Europe, si le commerce était libre, qu'à 8 ou 9 sous, et il argumente de ce fait pour soutenir que le système prohibitif du commerce colonial est préjudiciable à l'Europe. (*Traité d'Économie politique*, par M. Say, liv. 1er., chap. 19, seconde édition.)

A cela je réponds, que quand même le commerce de l'Europe serait libre, quand la Cochinchine et les autres contrées de l'Asie pourraient l'approvisionner des produits des Antilles à meilleur marché que ses colonies, elle ne pourrait pas profiter de ce grand bienfait.

En effet, la totalité des produits coloniaux de l'Eu-

A la vérité, les peuples de l'Europe qui ne possédaient pas de colonies payaient, à ceux qui en étaient possesseurs, un tribut proportionnel à l'élévation du prix des denrées coloniales, et l'on peut soutenir en spéculation, quoique cela n'ait aucune réalité dans le fait, que si ce tribut n'avait pas

---

rope, avant la révolution, était évaluée à 450 millions tournois.

En supposant que les mêmes produits, importés d'Asie, coûtassent à l'Europe moitié meilleur marché, elle aurait encore à payer 225 millions tournois.

Or, où prendrait-elle cette valeur?

Ce n'est pas dans les produits de son sol et de son industrie : on sait qu'ils n'ont que peu ou point de débit en Asie. Elle n'aurait donc de ressource que dans ses métaux précieux; mais la quantité que l'Europe en importait avant la révolution, n'était évaluée qu'à 125 millions par an. Il faudrait donc qu'aux métaux importés l'Europe ajoutât annuellement 100 millions, ce qui, dans moins d'un siècle, aurait épuisé tous ceux qu'elle possède. Je pense que cette perspective n'est pas propre à encourager le projet du commerce avec la Cochinchine. Loin de décréditer le système prohibitif des denrées coloniales, le bon marché des denrées de la Cochinchine n'en fait que mieux ressortir les avantages. Il vaut mieux, sans doute, être moins riche, en achetant un peu plus cher les denrées des Antilles, que de s'appauvrir en achetant à bon marché celles de la Cochinchine.

J'aurais bien aussi un mot à dire sur les vœux du même

existé, l'Europe aurait consommé une plus grande quantité de denrées coloniales, augmenté la somme de ses jouissances et accru sa richesse de tout ce qu'elle aurait économisé sur ce genre de dépenses.

Mais n'en peut-on pas dire autant de tout avantage naturel ou acquis à un peuple? Les pays favorisés par la nature, ou parvenus à un plus haut

---

écrivain pour que l'Europe renonce à ses colonies des Antilles, encourage la culture des denrées coloniales sur les côtes d'Afrique, culture qui l'approvisionnera plus abondamment et à plus bas prix encore que les Cochinchinois; mais je crains que ce mot ne m'entraîne trop loin de mon sujet. Je me flatte cependant qu'on me permettra, sur ce vœu européen, une simple réflexion :

L'Europe a engagé, dans la culture des Antilles, un capital de plus de 700 millions, une population de plus de 500,000 individus : qu'en fera-t-elle? les transportera-t-elle en Afrique? les Africains lui feront-ils le remboursement de son capital, et consentiront-ils à employer sa population? où trouvera-t-elle le dédommagement de ses pertes coloniales dans le bon marché des produits de l'Afrique? Dans combien de temps la culture de l'Afrique pourra-t-elle remplacer la culture des Antilles? Qu'est-ce qui garantira le succès de cette entreprise? et comment peut-on proposer sérieusement de sacrifier des richesses certaines et acquises, pour courir après des richesses éventuelles, hypothétiques et idéales? Voilà pourtant où mène l'esprit de système, et à quel point il peut égarer, même de bons esprits.

degré d'industrie, ne font-ils pas payer leurs produits aux autres peuples à un prix plus élevé que celui qu'ils en exigeraient, s'ils avaient des rivaux et des concurrens? Et cependant, qui jamais s'est avisé de les accuser de monopole, qui a jamais prétendu que la cherté de leurs produits au-dessus du taux auquel la concurrence les réduirait, si elle existait, restreint la jouissance des autres peuples, et arrête les progrès de la richesse générale! Pourquoi donc les peuples qui possèdent des colonies, seraient-ils coupables de conserver le commerce exclusif des produits de leurs colonies, tandis que les autres peuples ne le sont point, de profiter de leurs avantages naturels ou acquis?

Mais ce qui me semble surtout prouver évidemment que le monopole n'avait aucune influence fâcheuse sur les produits coloniaux, c'est que depuis près d'un siècle leur consommation s'accroissait, s'étendait de proche en proche dans tous les pays, et n'était pas même étrangère aux classes les moins fortunées.

En un mot, sous quelque rapport qu'on envisage le commerce exclusif des denrées coloniales, il me paraît impossible d'apercevoir la moindre trace des dommages ou du préjudice que l'Europe en recevait.

Ni pour les colonies

En était-il de même pour les colonies? La question paraît plus problématique.

Il est certain que le commerce exclusif des denrées qu'on y portait, et des denrées qu'on en rapportait, donnait à l'Europe un avantage considérable sur les colonies; et l'on ne peut pas douter que si les ports de ses colonies eussent été ouverts au commerce général, elles n'eussent acheté les objets de leur consommation à meilleur marché, et vendu leurs produits beaucoup plus cher. Il semble, par conséquent, qu'à n'envisager que les relations commerciales de l'Europe avec ses colonies, celles-ci auraient eu un avantage certain à n'être point soumises au régime prohibitif. Mais les relations commerciales ne sont pas les seules qui lient les peuples de l'Europe à leurs colonies; il y a aussi des relations de souveraineté et de dépendance, de propriété et de richesse, et il faut que les unes et les autres soient dirigées dans les mêmes vues, le même intérêt et le même but. Il faut que l'Europe trouve dans sa souveraineté sur les colonies, les tributs nécessaires à sa conservation et à sa splendeur, parce que les colonies trouvent dans cette souveraineté, sûreté et protection. Délier les colonies de leurs devoirs envers l'Europe, c'est sans doute servir leurs intérêts, mais c'est les servir aux dépens de l'Europe, ou du moins aux dépens des peuples qui ont fondé des colonies; c'est soustraire des sujets à leurs souverains, ou libérer des débiteurs envers leurs créanciers; c'est admettre

des étrangers à récolter sur un terrain qu'ils n'ont point ensemencé; en un mot, c'est méconnaître ou renverser toutes les lois politiques, civiles et morales.

D'ailleurs, les colons auraient recueilli peu d'avantages de la liberté du commerce, si elle les avait placés dans l'indépendance politique. Obligés de faire tous les frais de leur défense et de leur administration, que les difficultés locales, la nature du sol et le caractère des habitans auraient considérablement grossi, ils auraient plus perdu par la liberté du commerce que par le monopole. Qui ne sait, en effet, que de tous les régimes le plus dispendieux est celui de la liberté!

Enfin, tous les doutes que cette question peut encore présenter disparaissent entièrement, lorsqu'on fait attention que, malgré le monopole exercé par chaque peuple possesseur des colonies, elles étaient toutes, depuis près d'un siècle, dans un état de prospérité progressive, phénomène qui prouve que le monopole cesse d'être pernicieux quand il est exercé par un peuple tout entier. Comment concevoir, en effet, que les négocians des villes de Bordeaux, de Nantes, de Marseille, du Hâvre, de la Rochelle, nécessairement rivaux, ou tout au moins concurrens, oubliassent leur rivalité et leur concurrence, et se concertassent pour acheter en France, à

bon marché, les produits qu'ils devaient vendre dans les colonies françaises à un prix très-élevé, et qu'ils répétassent la même opération sur les produits coloniaux qu'ils importaient en Europe! Un semblable concert, un pareil complot étaient moralement impossibles, et par conséquent n'existaient pas.

Ce qu'il y a de vrai dans cette accusation de monopole, c'est que si le commerce des colonies eût été libre, la concurrence de tous les peuples aurait baissé le prix de l'approvisionnement des colonies, et élevé le prix des produits coloniaux, d'où serait résulté un bénéfice certain pour les colonies. Essayons de l'apprécier pour les colonies françaises.

L'approvisionnement des colonies françaises était évalué à. . . . . 78,000,000 tourn.
Et les produits coloniaux à 218,000,000
Total des ventes et des achats
de la France dans ses colonies. 296,000,000

Qu'on suppose que le monopole exercé par la France sur cette masse de valeur, lui donnât un bénéfice de 25 pour 100 sur ses colonies, c'est-à-dire qu'elle leur vendît les produits de l'Europe 25 pour 100 plus cher, et achetât les produits coloniaux à 25 pour 100 meilleur marché, c'était par conséquent d'environ 74 millions que le mo-

nopole grevait les colonies au profit de la France; ou, en d'autres termes, c'étaient 74 millions de tribut que les colonies françaises payaient à la métropole. Dans quel rapport étaient ces tributs avec ceux que payaient les autres provinces de la France? C'est ce qu'il est assez difficile de dire; ce qu'il y a de certain, c'est que si l'on n'avait perçu sur les Français que le tiers de leur produit net, taux des tributs imposés aux colonies par le monopole, la France eût été dans un état de prospérité et de richesse bien différent de celui dans lequel elle se trouvait à l'époque de sa révolution. Ainsi, il me paraît évident que de quelque manière qu'on envisage le monopole de l'Europe sur les colonies, il ne nuisait à leur prospérité que de la même manière que les contributions publiques nuisaient à la prospérité de l'Europe. Dans l'un et l'autre cas, c'était un poids mort sur le ressort de leur industrie qui en gênait le mouvement, mais qui, en le régularisant, en affermissait la marche et en garantissait la durée.

Digression sur les produits du monopole colonial par rapport à la France.

Qu'il me soit permis d'ajouter, quoique ce ne soit pas ici le lieu, que les 74 millions de tributs que le monopole imposait aux colonies au profit de la France, n'étaient pas le seul avantage que ses colonies lui procuraient. Elle vendait à l'étranger des produits coloniaux pour 157 millions, et sur la vente elle faisait un profit de monopole

d'environ 30 pour 100, qui lui donnait un bénéfice de. . . . . 47,000,000 tourn.

En ajoutant cette somme au bénéfice du monopole sur les colons. 74,000,000

Il en résulte que les colonies donnaient à la France un bénéfice de monopole de. . . . 121,000,000

Objectera-t-on qu'outre, le bénéfice du commerce français sur les colons et sur l'étranger, le commerce imposait aux Français un prix de monopole sur les produits coloniaux qu'il consommait? j'en conviens.

Mais à combien s'élevait ce prix de monopole?

La consommation de la France en produits coloniaux était évaluée à 61 millions tournois.

En supposant que le monopole élevât à 25 pour 100 les bénéfices sur la vente de ces produits, c'est environ 15 millions que coûtait aux consommateurs français le monopole du commerce colonial.

Convenait-il à la France de se priver d'un bénéfice de 121 millions, pour épargner aux consommateurs français un excédant de dépense de 15 millions? Je pense que personne n'osera soutenir ce paradoxe, surtout si l'on fait attention que le monopole de 15 millions ne grevait les Français que d'une somme de 60 cent. par tête; tandis que les

121 millions acquis par le monopole leur répartissait environ 4 fr. 50 cent. par tête.

Que de lumières ce rapprochement des avantages et des inconvéniens du monopole colonial ne répand-il pas sur la fameuse question du monopole! que d'épouvantails la spéculation place sur la route des sciences! qu'ils paraissent effrayans quand on les envisage au travers du prisme de l'imagination! et qu'on les trouve ridicules et misérables, quand on s'en approche avec le flambleau des faits et de la raison!

Il me semble donc démontré, 1°. que le commerce exclusif des produits coloniaux ne restreignait point les avantages que l'Europe aurait retirés de ses établissemens coloniaux, si le commerce de leurs produits eût été libre; 2°. que ce commerce exclusif n'était ni onéreux, ni nuisible aux colonies considérées comme un pays libre, distinct et indépendant de l'Europe, et que, sous ce premier rapport, les avantages résultans de l'établissement des colonies européennes sont aussi grands qu'ils peuvent l'être, puisqu'ils ont élevé son système commercial à un degré de splendeur et de gloire auquel il n'aurait jamais pu atteindre autrement.

Mais quels sont les avantages que les peuples possesseurs des colonies en ont recueillis, à l'exclusion des peuples qui n'en possèdent point? Ce second rapport de l'établissement des colonies européennes

Quels sont les avantages que les peuples à colonies en retirent,

et dont sont privés les peuples sans colonies?

a fixé l'attention d'Adam Smith, et nous devons examiner si l'opinion qu'il en a donnée est plus exacte et mieux fondée que celle qu'il a conçue de cet établissement, par rapport à l'Europe et aux colonies.

Cet écrivain réduit les avantages des colonies, par rapport aux peuples qui en sont possesseurs, à deux espèces:

Les uns de la nature de ceux qu'un peuple tire des provinces soumises à sa domination;

Les autres particuliers à des provinces de la nature des colonies européennes.

La force militaire des peuples à colonies en est-elle augmentée ou diminuée?

« Les avantages communs que chaque État retire des provinces soumises à sa domination, dit » Adam Smith, consistent 1°. dans la force militaire qu'elles lui prêtent pour sa défense, et dans » le revenu qu'elles lui fournissent pour le gouvernement civil. Les colonies européennes, en » Amérique, n'ont jamais fourni aucune force » militaire pour la défense de la mère-patrie; elles » ne se suffisent pas à elles-mêmes pour se défendre; » sous ce premier rapport, les colonies européennes, sans en excepter aucune, ont été plutôt une cause d'affaiblissement que de force pour » leurs mères-patries respectives. Rarement les » taxes qu'on a levées sur les colonies des nations » de l'Europe ont-elles égalé les dépenses qu'on a » faites pour elles en temps de paix, et jamais elles

» n'ont suffi pour couvrir les frais qu'elles ont occa-
» sionés en temps de guerre. Ces colonies ont
» donc été, pour les mères-patries, une source de
» dépense et non de revenu (1) ».

Il me semble qu'il y a dans ces assertions plus de prévention que de réalité, plus d'apparence que de vérité.

Ce qui constitue la force politique d'un pays, c'est sa population disponible, c'est son produit net. Par une conséquence nécessaire, la province qui contribue le plus à la puissance d'un pays est celle qui donne le plus grand produit net. Les colonies, si l'on en juge par celles qui appartenaient à la France, étaient sans contredit, de toutes les provinces d'un pays, celles qui donnaient le plus grand produit net.

Les colonies françaises produisaient un revenu de........................... 218,000,000

Les frais de cette immense production ne s'élevaient qu'à....... 78,000,000

Par conséquent le produit net était de........................... 140,000,000

Cette somme formait le douzième du produit net de la France, et par conséquent la France devait regarder ses colonies comme le douzième de sa richesse et de sa puissance.

---

(1) Liv. 4, chap. 7, troisième partie.

Peu importe que les colonies françaises n'eussent jamais fourni aucune force militaire pour la défense de la mère-patrie, et qu'elles n'eussent pas même assez de force pour se défendre; peu importe même que les taxes qu'on levait sur elles n'eussent jamais suffi pour couvrir les frais qu'on faisait pour elles en temps de paix, et qu'elles occasionaient en temps de guerre; les provinces frontières de tous les pays sont dans le même cas; en paix comme en guerre, ces provinces ne suffisent pas aux dépenses de leur défense et de leur conservation, et cependant on ne les regarde pas comme inutiles à la défense d'un pays, et encore moins comme une charge pour lui. Chaque province du même empire a ses avantages et ses inconvéniens, et de la balance des uns et des autres résulte sa force ou sa faiblesse, la grandeur ou la médiocrité de sa puissance. On ne peut donc méconnaître que les colonies françaises qui balançaient tous les inconvéniens de leur défense en temps de guerre, et de la dépense de leur administration en temps de paix, par l'avantage d'un immense produit net égal au douzième de celui des autres provinces de sa domination, contribuaient au maintien et à l'accroissement de sa puissance et de sa domination. Prétendre, comme Adam Smith, qu'elles étaient plutôt une cause d'affaiblissement que de force, c'est prétendre que richesse et puissance ne sont pas cause et effet, c'est

renverser tous les principes de l'économie politique consacrés par Adam Smith lui-même.

Les avantages des peuples possesseurs de colonies sur les autres peuples, ne sont-ils que relatifs?

« Mais, dit cet écrivain, les avantages que les » peuples possesseurs des colonies ont sur ceux » qui n'en possèdent point, sont relatifs plutôt » qu'absolus; ils abaissent les produits et l'industrie » des autres pays, plutôt qu'ils n'élèvent les pro- » duits et l'industrie des peuples à colonies au- » dessus et au delà du terme qu'ils atteindraient » naturellement avec la liberté du commerce ».

Cette vue du sujet impose par sa singularité, mais n'est-ce pas là tout son mérite?

Comment concevoir que la France qui, par le commerce exclusif des denrées de ses colonies, se procurait un bénéfice de 121 millions tournois, n'obtenait qu'un avantage relatif et abaissait les produits des autres peuples sans élever les siens? Est-ce que ces 121 millions qui, sans le monopole, auraient été perdus pour elle et partagés par les autres peuples commerçans, n'étaient pas pour elle un avantage réel et absolu, un bénéfice ajouté par le commerce exclusif au bénéfice de la production, un prélèvement sur les produits des autres peuples? Ceux-ci étaient sans doute abaissés de tout ce que le monopole ajoutait à la valeur des denrées coloniales; mais de l'abaissement des unes, résultait l'élévation des autres, et cette élévation était sans contredit un avantage réel et absolu.

Adam Smith prétend que ce monopole n'élevait pas les produits coloniaux et l'industrie de la France au delà du terme qu'ils auraient atteint naturellement avec la liberté du commerce. Interrogeons encore les faits sur cette question.

Le commerce exclusif des denrées coloniales portait à plus de 150 pour 100 le bénéfice du capital de la France dans cet emploi, qui, dans les autres emplois, n'eût pas dépassé 100 pour 100. Le commerce exclusif des denrées coloniales élevait donc les produits et l'industrie de la France au delà du terme qu'ils auraient atteint naturellement avec la liberté de commerce.

Ces avantages élèvent-ils les bénéfices du commerce au-dessus de leur taux naturel, et cette hausse est-elle nuisible aux progrès de la richesse?

Adam Smith fait remarquer « que les nations » qui exercent le monopole des produits colo» niaux, sacrifient une partie de l'avantage absolu » qu'elles auraient pu en retirer, parce qu'elles » se soumettent à un désavantage tout à la fois » absolu et relatif dans toutes les autres branches » de leur commerce.

» Ces nations, continue cet écrivain, excluent » le capital étranger et le remplacent par leur ca» pital. Son insuffisance donne aux commerçans » le moyen d'acheter à bon marché, et de vendre » cher; par conséquent le capital rapporte, dans » cet emploi, des bénéfices qui s'élèvent beaucoup » au-dessus du niveau des bénéfices qu'atteignent » ordinairement les autres branches du commerce;

» cette supériorité des bénéfices du commerce colonial fait sortir des autres branches du commerce une portion du capital qu'on y employait. » En faisant changer de cours à ce capital, on augmente graduellement la concurrence des capitaux dans le commerce des colonies, et l'on » diminue par degrés cette concurrence dans les » autres branches; et comme ce changement fait » baisser graduellement les bénéfices de l'un, il » fait de même par degrés hausser les bénéfices » des autres, jusqu'à ce que le bénéfice commun » soit arrivé à un niveau différent, et même plus » élevé que l'ancien (1) ».

Erreur de la doctrine d'Adam Smith sur l'égalité des bénéfices du capital dans tous ses emplois.

Cette partie de la doctrine d'Adam Smith est fondée sur un fait qui ne me paraît pas exact.

Cet écrivain prétend que l'élévation des bénéfices du commerce colonial doit produire l'élévation des bénéfices des autres emplois du capital, jusqu'à ce que tous les bénéfices soient arrivés à un taux commun, et à un niveau plus élevé que l'ancien. Il est au contraire certain que, lorsque le commerce exclusif des denrées coloniales avait absorbé la portion du capital dont il avait besoin, les autres parties du capital qui ne pouvaient point trouver de place dans cet emploi, se dirigeaient nécessairement dans les autres emplois, et tendaient

(1) Liv. 4, chap. 7, troisième partie.

par leur concurrence, non à en élever les bénéfices, mais à les baisser, et que, en descendant de proche en proche, des emplois les plus lucratifs aux moins avantageux, l'épuisement du capital devait être ressenti exclusivement par les emplois qui n'étaient pas assez productifs pour lui donner des bénéfices égaux à ceux que lui donnaient les autres emplois. Loin donc que la grandeur des bénéfices dans un emploi du capital, élève les bénéfices de tous les autres emplois à un niveau commun, il me semble qu'elle n'a d'autre effet, en dernière analyse, que de faire passer le capital des emplois les moins lucratifs dans les emplois les plus avantageux, et par conséquent de rendre son emploi plus profitable et plus favorable aux progrès de la richesse. Rendons cette vérité encore plus sensible par un exemple.

Le capital circulant, employé dans le commerce en gros de la France avant la révolution, pouvait être évalué à environ 763 millions, et celui employé dans le commerce colonial, à environ 78 millions. Celui-ci était donc à celui-là, dans la proportion d'un à dix, par conséquent l'emploi du capital dans le commerce colonial ne privait les autres branches du commerce que d'un 10ᵉ. du capital dont elles faisaient l'emploi. Si tous les emplois avaient été également productifs, tous auraient donné, pour conserver leur capital, un 10ᵉ. en sus du bénéfice qu'ils donnaient aux capitalistes.

Le bénéfice du capital eût donc augmenté d'un 10e.; mais tous les emplois du capital ne pouvant pas augmenter les bénéfices des capitalistes d'un 10e., ceux qui ne pouvaient pas donner cette augmentation, étaient nécessairement abandonnés, et, dans ce cas, le capital se reportait d'un emploi moins lucratif, dans un emploi plus avantageux, ce qui était non moins profitable à la France qu'à ses capitalistes.

Supposer, comme le fait Adam Smith, que tous les capitaux et tous les capitalistes devaient se porter vers le commerce exclusif des denrées coloniales, et que leur concurrence devait baisser les bénéfices de cet emploi, et en même temps hausser les bénéfices des autres emplois jusqu'à ce que les bénéfices de tous les emplois fussent parvenus au même niveau, c'est supposer que tous les capitaux et tous les capitalistes d'un pays peuvent quitter à volonté les emplois dans lesquels ils sont engagés; que les capitalistes ont tous la volonté et le talent de se porter dans les emplois les plus avantageux; supposition évidemment contraire aux faits, et repoussée par la raison. La loi des bénéfices n'est pas la seule règle du placement du capital dans les diverses branches du travail; une foule d'autres causes y concourent et le déterminent. Ce sont tantôt le penchant, le goût et les facultés des capitalistes, tantôt le lieu qu'ils habitent et la difficulté

de se déplacer; tantôt les habitudes, les usages et les mœurs de chaque contrée; tantôt l'éducation, l'esprit et le caractère des habitans; souvent même les préjugés de chaque lieu qui exagèrent les avantages de ses produits, et les font paraître supérieurs à ceux des autres cantons et des autres pays. En un mot, si la spéculation fait entrevoir la possibilité du nivellement des bénéfices de tous les emplois du capital, l'expérience et la connaissance des hommes et des choses en démontrent l'impossibilité. C'est ainsi que plus on pénètre dans les aperçus et les combinaisons de la spéculation, plus on se convainc de l'extrême distance qui sépare l'idéal de la vérité, et le possible de la réalité.

Si les faits et l'expérience renversent la doctrine du nivellement des bénéfices dans tous les emplois du capital, la conséquence qu'Adam Smith a tirée de ce nivellement doit nécessairement éprouver le même sort.

Fausse consequence tirée par Adam Smith de cette égalité.

« Cet écrivain prétend que ce qui, dans un » pays, élève le taux ordinaire des bénéfices plus » haut qu'il ne s'éleverait de lui-même, soumet » nécessairement ce pays à un désavantage tout à » la fois relatif et absolu dans les branches du com» merce dont il n'a point le monopole.

» Le désavantage est absolu, parce que, dans » les autres branches du commerce, les commer» çans ne peuvent gagner ce bénéfice excessif sans

» vendre plus cher les marchandises des pays étran-
» gers qu'ils importent dans leur pays, et les mar-
» chandises de leur propre pays qu'ils exportent
» chez l'étranger; d'où il suit que leur propre pays
» doit à la fois acheter et vendre plus cher, jouir
» et produire moins qu'ils n'auraient fait autre-
» ment (1) ».

Cette doctrine est évidemment la conséquence de celle du nivellement des bénéfices dans tous les emplois du capital, et comme le principe dont elle dérive n'est pas fondé, elle doit nécessairement tomber avec lui.

Ce n'est pas tout :

La doctrine du nivellement serait fondée, que la conséquence qu'Adam Smith en a tirée ne serait ni plus exacte, ni plus décisive.

Pour le commerce intérieur.

Si, en effet, la hausse des bénéfices du capital dans un de ses emplois produisait également la hausse des bénéfices du capital dans tous les autres emplois, ce serait un avantage, et non un désavantage absolu pour le pays dans lequel elle s'effectuerait, parce que la hausse des bénéfices du capital, quand elle est occasionée par la demande du capital, est toujours et nécessairement avantageuse. Elle est le signe de l'extension du travail, de l'accroissement du salaire et de la rente de la terre,

(1) Liv. 4, chap. 7, troisième partie.

et par conséquent de la prospérité et de la richesse. Telle est la condition des colonies dans tous les temps, et surtout dans les temps modernes. Le taux des profits des capitaux y est très élevé; les salaires y sont très-considérables; la rente de la terre est proportionnée à la grandeur et à la valeur de ses produits; toutes les classes sont aisées ou riches, et le pays marche à une prospérité rapide et toujours progressive. L'insuffisance des capitaux pour tous les besoins opère alors comme leur surabondance, et deux causes contraires produisent le même effet.

Il est vrai que la grandeur des bénéfices du capital renchérit les produits, empêche leur exportation et les exclut du marché général; mais qu'importe si les bénéfices produits par le capital dans le commerce intérieur, surpassent ceux du placement du capital dans le commerce extérieur. Le pays n'est-il pas alors dans l'état le plus prospère qu'il puisse désirer, et devrait-on s'affliger de ce qu'il ne pourrait prendre part à un commerce moins utile et moins profitable?

J'ajouterai que quand même la hausse des bénéfices, dans tous les emplois du capital, résulterait de la grandeur des bénéfices dans un seul emploi, par l'effet du monopole, cette hausse n'en serait pas moins avantageuse et moins prospère, pourvu que le monopole conservât au pays des produits

en plus grande quantité, ou en élevait la valeur à l'étranger. Dans les deux cas, ces bénéfices du monopole seraient pris sur les objets monopolisés, et non sur les autres produits non monopolisés, et par conséquent ils augmenteraient nécessairement la richesse du peuple monopoleur. Or, c'est précisément ce qui arrivait à tous les peuples à colonies; et sans sortir de l'exemple de la France, il est évident que les 121 millions que lui donnait le monopole de ses produits coloniaux, étaient pris, non sur ses produits indigènes, ou sur leurs consommateurs, mais sur les colons et sur l'étranger; par conséquent ces 121 millions accroissaient sa richesse et augmentaient sa prospérité de toute leur valeur. Si ces 121 millions avaient encore l'avantage d'élever les bénéfices de tous les autres emplois de son capital, comme le croit Adam Smith, cet accroissement de bénéfices ne provenant que d'un plus grand besoin de capitaux, sa richesse devait nécessairement suivre la progression des bénéfices de son capital.

Et pour le commerce extérieur.

Vainement Adam Smith objecte-t-il que la France, dans les branches du commerce dont elle n'avait pas le monopole, devait éprouver un désavantage relatif; que les autres pays devaient hausser leurs bénéfices dans ces branches de commerce, et recouvrer par cette hausse toute la perte que leur faisait éprouver le monopole de la France sur ses denrées coloniales.

Cette objection serait fondée, si l'étranger avait pu hausser effectivement les bénéfices de son capital dans les branches du commerce dont la France n'avait pas le monopole; mais il n'en était pas ainsi: l'étranger n'aurait pu effectuer cette hausse qu'autant qu'il aurait pu exercer un monopole comme la France. Mais bien loin de là, les branches de commerce qu'il exploitait, étaient soumises à la concurrence des commerçans de tous les pays, et par conséquent il était forcé de subordonner ses bénéfices au taux que le commerce lui assignait, taux nécessairement inférieur à celui que fixe le monopole ou le commerce exclusif. Il est donc évident que l'élévation des bénéfices du capital par le monopole, soit dans une, soit dans plusieurs branches du commerce d'un pays, n'élève pas nécessairement dans les mêmes proportions les bénéfices des autres branches du commerce dont ce pays n'a point le monopole, et par conséquent que le peuple monopoleur conserve sur les autres peuples un avantage absolu, au lieu d'être soumis envers eux à un désavantage relatif.

De ce qui constitue le monopole.

Ici s'élève une question non moins instructive que curieuse. D'où vient qu'un peuple peut exercer sur les autres peuples un monopole qu'ils ne peuvent pas exercer sur lui? Sur quoi est fondé le monopole, et d'où dérivent les lois qu'il impose? Ce n'est pas sans doute sur la volonté des hommes et

des peuples, car tous seraient monopoleurs pour s'assurer les bénéfices du monopole, ou pour s'indemniser des pertes qu'il leur occasionerait. Si le monopole n'est point arbitraire, s'il est indépendant de la volonté des hommes et des peuples, quelle est donc la cause qui le produit? Elle doit nécessairement résider dans les choses qu'il s'assujettit. C'est à leurs qualités précieuses que le monopole doit son existence, et la faculté d'en élever le prix. Quand les choses sont communes, et tellement abondantes, qu'elles suffisent à tous les besoins, leur monopole est impossible, ou du moins n'est que temporaire.

Les choses susceptibles de monopole ne consistent pas uniquement dans les produits précieux de certains sols, elles embrassent aussi les produits perfectionnés de l'industrie; en un mot, tout ce qui n'est pas susceptible de concurrence est propre au monopole, et jouit de ses avantages. Le monopole n'est donc, en dernière analyse, que le privilége de la nature et du talent, privilége au-dessus des atteintes de la puissance des peuples et de la combinaison des hommes.

Et qu'on ne croie pas que les peuples monopoleurs, abusant de la supériorité des produits de leur sol et de leur industrie, sont à charge aux autres peuples, leur imposent un tribut, et les appauvrissent pour s'enrichir. Le monopole, comme le com-

merce libre, ne subsiste qu'autant qu'il ne préjudicie point aux peuples monopolisés, et qu'il leur laisse dans les bénéfices du commerce une part suffisante pour les déterminer à le continuer. Seulement la part des peuples monopolisés est moindre qu'elle ne le serait, s'il n'y avait point de monopole, et par conséquent l'infériorité du bénéfice, de quelque côté qu'on l'envisage, ne peut être assimilée à une perte. Le commerce exclusif ou le monopole n'oppose pas plus d'obstacle aux progrès de la richesse des peuples monopolisés, que le commerce libre n'empêche de s'enrichir les peuples qui en tirent de moindres profits que d'autres peuples. Le propre du commerce, de quelque nature qu'il soit, est de profiter à ceux qui y prennent part.

Mais le commerce de monopole, en donnant à tous les peuples des avantages certains, ne les égale point dans ses largesses, et ne les élève pas au même niveau. Il laisse à chacun ses avantages particuliers, et se borne à les accroître par leur échange; et, comme l'a fort bien dit Adam Smith, tout commerce naturel et régulier, qui se fait sans force et sans contrainte, entre deux places, donne toujours un gain ou un avantage à l'un et à l'autre, quoiqu'à des degrés différens (1).

(1) Liv. 4, chap. 7, troisième partie.

Ainsi, de quelque côté qu'on examine les effets du monopole, par rapport aux peuples monopoleurs, il me paraît évident que, non-seulement il ne leur cause aucun désavantage absolu ou relatif, mais même qu'il leur assure un avantage absolu dans leurs relations avec les autres peuples.

Les vices dont je viens de disculper le monopole des denrées coloniales, ne sont pas les seuls qu'Adam Smith lui reproche; il lui oppose encore le désavantage de porter dans un commerce éloigné, des capitaux qui, employés dans un commerce plus rapproché, auraient été plus productifs pour le pays, par la fréquence de leur retour.

Les avantages du monopole colonial ne sont-ils pas détruits par la lenteur de la rentrée des capitaux qu'on y emploie?

J'ai déjà réfuté cette objection, et je me crois dispensé d'insister davantage sur ce point; je me persuade cependant qu'on ne verra pas sans intérêt combien les faits sont contraires à la spéculation dans cette partie de la science.

Opposition des faits et de la spéculation.

Adam Smith prétend que les capitaux versés dans le commerce exclusif des colonies ne rentrent que tous les trois ans, et quelquefois même après quatre à cinq ans (1); et M. Beeke, un des écrivains de l'Angleterre les plus versés dans la statistique de ce pays, établit que les capitaux employés dans son commerce étranger, considéré dans son ensemble, lui rentrent tous les ans; tandis que

(1) Liv. 4, chap. 7, troisième partie.

ceux employés dans le commerce intérieur lui rentrent tous les huit mois (1). Quel jour lumineux cette opposition des faits et de la spéculation ne répand-elle pas sur la doctrine économique! et comme elle fait sentir la nécessité de l'asseoir sur une base plus solide que celle des créations, des combinaisons et des calculs de l'imagination!

Les grands profits du commerce colonial ne sont-ils pas subversifs de l'économie, et promoteurs d'un luxe funeste à la richesse?

Adam Smith observe qu'indépendamment de tous les mauvais effets qui résultent nécessairement du taux élevé des bénéfices du capital employé dans le monopole colonial, et de la lenteur de ses retours, il en est peut-être un plus nuisible que tous les autres ensemble, et qui, à en juger par l'expérience, est inévitable.

« Partout ce taux élevé des bénéfices, dit Adam » Smith, semble détruire l'économie qui, dans » toutes les autres circonstances, fait le caractère » distinctif du commerçant. Lorsque les bénéfices » sont considérables, cette modeste vertu lui pa- » raît inutile, et au lieu de l'économie, il affiche » un luxe dispendieux qui semble mieux convenir » à l'opulence. Or, les propriétaires des grands » capitaux du commerce sont nécessairement les » chefs et les conducteurs de toute l'industrie, et » leur exemple, beaucoup plus puissant que celui » de toute autre classe, influe sur les mœurs de

(1) *Observations sur la Taxe du Revenu.*

» tous les individus voués aux travaux de l'indus-
» trie. Dès lors tous ceux qui, sur le revenu de
» leur terre, sont les plus disposés à épargner,
» n'épargnent rien, et les fonds destinés à entre-
» tenir le travail productif ne s'augmentent point
» par l'économie du revenu de ceux qui, naturel-
» lement, doivent l'accroître davantage ».

Cette observation paraît d'une grande importance sous les rapports de la morale, aussi-bien que de l'économie politique; mais si elle est fondée, elle a des effets beaucoup plus étendus et plus fâcheux que ceux qu'Adam Smith a signalés.

Ce ne sont pas, en effet, les bénéfices des capitaux placés dans le commerce exclusif des produits coloniaux qui tendent à détruire l'économie, à fomenter le luxe et à corrompre les mœurs; tous les bénéfices élevés du capital, dans tous ses emplois, doivent produire les mêmes effets. On sait cependant que des peuples qui tirent de très-grands bénéfices de leurs capitaux, sont très-économes, et même parcimonieux, tandis que d'autres peuples, dont les bénéfices sont bien moins considérables, étalent un luxe et une magnificence hors de proportion avec les bénéfices de leur capital. Les causes du luxe sont plus compliquées, plus complexes, et ne peuvent pas être facilement ramenées à un principe unique; elles varient suivant la nature du gouvernement, le caractère des peu-

ples, leurs habitudes, la proportion des produits des diverses branches du travail, la mesure de leur distribution et la facilité de leur circulation. Mais quelles que soient les causes du luxe et de l'économie parmi les peuples, il me semble qu'il serait au moins inconséquent de leur prescrire de renoncer aux grands bénéfices du commerce, afin de les garantir du luxe, et de les porter à l'économie. Ce précepte me paraît peu en harmonie avec les autres principes de la doctrine économique; et, si je ne me trompe, elle doit plutôt s'occuper à reconnaître et à enseigner les moyens de devenir riche, qu'à régulariser les effets de la richesse. Il ne faut pas perdre de vue une vérité d'une haute importance en économie politique : c'est qu'il y a pour les hommes et pour les peuples un régulateur inaperçu, qui, par l'opposition des penchans, des passions et des vices des individus, et des diverses classes de la population, les met aux prises les uns avec les autres, et leur donne une impulsion générale vers un but commun. Ainsi le luxe des commerçans, quand il est produit par les grands bénéfices du commerce, favorise l'aisance des classes inférieures, et cette aisance leur facilite des économies qui, dans le cas de la modicité des bénéfices du commerce, auraient été effectuées dans les classes commerciales. Supposer que l'exemple de ces classes est suivi par toutes les classes de la

population, c'est faire dériver les mœurs des peuples d'une cause bien vague, bien obscure et bien éloignée de son effet. Parmi les peuples économes, l'exemple général dispose à l'économie; comme parmi les peuples fastueux et dissipateurs, la prodigalité et le faste dérivent de la disposition générale des esprits. Mais qu'est-ce qui produit cette disposition générale à la prodigalité ou à l'économie? C'est là un problème du domaine de la morale, plutôt que de l'économie politique. Ce qu'il y a de certain, c'est que les penchans d'une seule classe ne deviennent jamais les penchans d'une nation; c'est, au contraire, le penchant national qui est suivi par toutes les classes. Quand les vices ne sont qu'individuels et particuliers dans un pays, ils n'ont aucune influence sur la masse du peuple; ils sont, au contraire, restreints et réprimés par l'opinion générale; et l'on ne peut pas plus, en morale qu'en logique, conclure du particulier au général.

Enfin, il est une dernière considération, qui a paru à Adam Smith propre à atténuer les avantages des colonies pour les peuples qui en sont possesseurs, et à faire ressortir les vices qu'il impute au monopole des denrées coloniales.

Et n'ont-ils pas occasioné des guerres funestes à l'Europe?

« Plusieurs guerres, dit cet écrivain, ont eu » pour principe le fait des colonies, et l'on n'est » que juste en mettant sur leur compte tout ce

» qu'il en a coûté pour la faire dans les différentes
» parties du monde, soit en Allemagne, soit aux
» Indes orientales. Ainsi, dans le système actuel,
» les colonies européennes, sans en excepter au-
» cune, ont été plutôt une cause d'affaiblissement
» que de force pour leurs mères-patries respec-
» tives (1) ».

Sans doute la possession des colonies modernes a été pour l'Europe un sujet de guerre et d'ambition; mais ce malheur n'est point particulier à la possession des colonies, et ne peut pas lui être raisonnablement imputé. Si les peuples de l'Europe ne s'étaient fait la guerre que depuis qu'ils possèdent des colonies, il y aurait peut-être quelque justice à accuser les colonies de ce fléau terrible; mais la guerre est contemporaine de tout établissement social, si même elle ne l'a point précédé. Elle est inhérente à la nature humaine, et n'a besoin que de l'impulsion de ses vices pour étendre leurs funestes calamités sur les peuples. A quoi bon lui chercher des causes, toutes lui sont indifférentes, et il n'en existerait point, que les peuples n'en seraient pas plus pacifiques. Quand les colonies modernes n'auraient pas existé, l'Europe n'en aurait pas moins fait la guerre; seulement le champ de bataille eût été plus près de nous; et au lieu de se battre pour le com-

(1) Liv. 4, chap. 7, troisième partie.

merce du monde sur les mers de l'Atlantique, du Sud, des Indes et du Nord, on se serait battu dans la Baltique, la Méditerranée et la Manche. Des passions humaines et sociales dérivent les guerres des peuples et des nations, et ces passions ne se seraient pas apaisées, quand elles auraient eu un prétexte de moins. J'oserai même dire, dût-on m'accuser de paradoxe, que les guerres de commerce, en tournant l'attention des peuples vers les intérêts de la prospérité et de la richesse, en ont préparé la fin; que l'on peut se flatter que, dans cette ligne où tout est positif et susceptible de calcul, les guerres de l'Europe pourront être facilement prévenues ou promptement terminées, et que, sous ce nouveau rapport, les colonies modernes seraient un nouveau bienfait pour l'Europe et pour l'humanité.

Maintenant que j'ai parcouru la doctrine d'Adam Smith sur l'influence que les colonies modernes ont exercée sur les progrès de la richesse particulière et générale de l'Europe, il me semble que toutes les difficultés, tous les doutes, toutes les défaveurs accumulées par cet écrivain sur cette partie importante de la science économique sont dissipés et ne peuvent plus laisser d'incertitude sur la nature, les effets et les résultats des colonies. Il me paraît évident que si les colonies sont redevables à l'Europe de leur population, de leurs capi- Conclusion du chapitre.

taux; de leur culture, de leurs produits, de leur prospérité et de leur richesse, l'Europe doit à ses colonies le développement de son industrie et de son commerce, l'accroissement de leurs bénéfices, et tous les trésors sortis de ces deux sources fécondes. Le monopole de leurs produits n'a été nuisible, ni à l'Europe, parce qu'un monopole exercé par un grand nombre de peuples est une chimère, ou plutôt une logomachie, ni pour les colonies, parce que le monopole n'était pour elles qu'un mode de contribution, le moins onéreux de tous ceux auxquels on eût pu les soumettre; ni pour les peuples possesseurs des colonies, parce qu'il leur assurait la vente de leurs produits à un bon prix; la consommation des denrées coloniales à bon marché, et de grands bénéfices sur la vente de l'excédant de leurs denrées coloniales à l'étranger. Le monopole colonial donnait donc aux pays possesseurs de colonies plus de jouissances et de richesses, et par conséquent plus de force et de puissance. Tant de bienfaits n'étaient ni balancés, ni détruits par le luxe que fomentaient les grands bénéfices du monopole colonial, ni par les guerres occasionées par la possession des colonies. Le luxe est le produit nécessaire de la richesse; et si les hommes ne veulent que des richesses exclusives du luxe, ils doivent se condamner à une éternelle indigence. Les guerres ne sont pas, comme

je viens de le dire, une conséquence nécessaire et inévitable des possessions coloniales, ni particulières à ce genre de possession; elles sont un fléau qui frappe l'humanité sans cause comme sans motif, dont les peuples sans colonies ne sont pas plus exempts que les peuples à colonies, les peuples pauvres que les peuples riches, et les peuples sauvages que les peuples civilisés. S'il est permis d'espérer qu'on en verra le terme, la gloire n'en sera due qu'aux progrès de la richesse et de la civilisation.

Ainsi les lumières, les faits et la raison me semblent démontrer également les avantages généraux et particuliers des colonies modernes pour l'Europe.

CHAPITRE X ET DERNIER.

Résumé du livre.

Résumé du livre III.

Lorsqu'on embrasse par la pensée, l'ensemble et les détails de la doctrine spéculative sur le commerce, on est frappé surtout de son opposition avec les faits et l'expérience, et l'on a de la peine à comprendre comment l'écrivain spéculatif qui ne pouvait se dissimuler que dans tous les temps et dans tous les pays on avait assujetti le commerce à des gênes, à des restrictions, et même à des prohibitions, a pu le poser sur la base de la liberté



illimitée, l'élever sur ce principe unique et absolu, et le lui imposer pour unique régulateur, unique mesure, unique mobile de son utilité et de ses avantages, de ses espérances et de ses succès. Sans doute la libéralité de ce principe a pu le séduire; il est si naturel de s'abandonner à cette séduction! Qui ne se sent ému aux accens de la liberté! qui ne connaît tous les biens qu'elle peut dispenser aux hommes et aux peuples! Je dois cependant avouer qu'elle me semble moins propre au commerce qu'à toutes les autres relations de la vie civile.

Qu'elle doive exercer un empire absolu sur le commerce intérieur de chaque pays, non-seulement il n'y a ni doute, ni danger, ni inconvénient, c'est au contraire le véritable moyen de féconder toutes ses contrées, de les faire participer à leurs avantages naturels et acquis, et de donner la plus forte impulsion à la prospérité de chaque peuple; mais là se bornent les bienfaits et l'influence de la liberté illimitée sur le commerce.

Lui donner une plus grande extension, l'appliquer aux relations commerciales des peuples, ce serait méconnaître la nature de ces relations, leur cause, leur direction et leurs effets.

Quels seraient en effet les résultats de la liberté illimitée du commerce entre les peuples qui se partagent le globe? Ne serait-ce pas d'établir la concurrence entre toutes les productions de la nature,

tous les produits de l'industrie, toutes les facultés du travail? Sans doute cette lutte serait sans danger, si la nature avait départi à tous les sols des avantages égaux, à tous les hommes les mêmes facultés et les mêmes ressources, à tous les peuples le même régime social. Dans ce cas, leur concurrence ne ferait qu'exciter leur émulation, que multiplier les avantages propres à chacun, que faire refluer la prospérité générale sur chaque peuple.

Mais malheureusement il n'en est pas ainsi.

La nature et la société civile ont réparti inégalement leurs dons et leurs faveurs. Certains sols sont plus féconds ou donnent des produits plus précieux que d'autres; quelques peuples surpassent les autres en intelligence, en industrie, en application; la plupart des travaux sont plus profitables que d'autres, et les progrès de la civilisation donnent aux peuples les plus civilisés des avantages incalculables sur ceux qui le sont moins. Ce serait donc une extrême imprudence de la part des peuples les moins favorisés par la nature, les moins industrieux et les moins civilisés, de se lancer dans une lutte si inégale, avec des rivaux et des concurrens qui leur sont si supérieurs. Leur défaite serait certaine; ils seraient condamnés à une éternelle infériorité, et, ce qui serait encore plus fâcheux, ils tomberaient dans une honteuse dépen-

dance et dans l'avilissement qui en est inséparable. Réduits aux travaux les moins productifs, à ceux que les autres peuples ne voudraient pas embrasser, aux échanges les moins profitables, aux relations les plus défavorables, ils n'auraient aucun moyen de sortir de leur déplorable condition, et ils gémiraient dans une misère insupportable. Si, comme cela me paraît démontré, l'agriculture est de toutes les sources de richesse la moins féconde, ils seraient forcés de rester agricoles, la liberté illimitée du commerce les repousserait du rang des peuples industrieux et commerçans; ils ne pourraient pas même par leur seule impulsion améliorer leur condition; l'accroissement de leur agriculture ne leur offrirait aucune ressource, ils n'auraient d'espérance que dans l'accroissement de la fortune des peuples industrieux et commerçans, et leur richesse serait dans la dépendance absolue de la richesse de ces peuples.

Adam Smith a fait d'inutiles efforts pour prouver que l'agriculture donne des profits supérieurs à ceux de l'industrie et du commerce; la comparaison de la richesse des villes et des campagnes, des peuples agricoles et des peuples industrieux et commerçans, dans tous les temps et dans tous les pays, repousse sa doctrine, et la vérité lui a arraché l'aveu que sur cent fortunes nouvelles on

en compte à peine une qui dérive de l'agriculture (1).

D'où il suit que si la liberté illimitée dirigeait les relations commerciales des peuples, tous se classeraient dans le rapport de leur industrie, de leur commerce et de leur civilisation, et cette classification serait aussi immuable que celle des castes de l'Orient.

Les peuples ne peuvent échapper à cette dégradation sociale que par la limitation de leurs relations commerciales, par des restrictions et même par des prohibitions; en un mot, par la sage direction du système administratif. L'emploi de ces diverses mesures conserve à chaque peuple ses avantages propres, lui permet de les accroître et de les élever au plus haut degré auquels ils puissent parvenir. Ce terme est-il atteint, il peut en chercher

---

(1) Liv. 1er., chap. 10, sect. 2; et ailleurs le même auteur s'exprime ainsi :

Nous voyons tous les jours, soit par le commerce, soit par les manufactures, s'élever, pendant le cours d'une seule vie, les fortunes les plus brillantes, et ces fortunes rapides n'ont eu souvent pour principe qu'un capital modique; quelquefois même elles n'en avaient aucun. L'agriculture, pendant le cours du siècle présent, n'offre peut-être pas, dans l'Europe entière, un seul exemple d'une pareille fortune acquise aussi rapidement et avec un semblable capital. (Liv. 2, chap. 5).

de nouveaux et de plus grands dans de nouvelles branches d'industrie et de commerce, et il ne peut être arrêté dans cette progression indéfinie par une concurrence hostile et meurtrière. Tous ses pas sont assurés, toutes ses mesures atteignent leur but, et il n'entre en concurrence que lorsqu'il se sent des forces égales à celles de ses rivaux et de ses concurrens, et alors la concurrence, loin d'être fâcheuse ou nuisible aux divers concurrens, ne fait qu'exciter une émulation utile et profitable à tous. Dans cette direction, le système prohibitif est purement défensif et conservateur, et ne peut jamais être offensif et usurpateur; son plus grand et peut-être son seul inconvénient, est de ralentir et de retarder la marche de l'industrie générale; mais ce retard et ce ralentissement tournent au profit de l'industrie particulière de chaque peuple; on n'en est pas moins riche, mais les richesses en moindres masses et plus divisées brillent d'un moindre éclat.

Tels sont les résultats contraires de la liberté illimitée et du système prohibitif par rapport au commerce. Ceux de la liberté illimitée sont plus flatteurs pour l'humanité, les autres conviennent mieux à sa faiblesse et à ses infirmités; le premier compte sur l'impulsion et la direction des forces individuelles, et l'autre sur la sagesse des combinaisons sociales. Dans les gouvernemens vicieux et ignorans, le premier système me paraît favo-

rable et doit être préféré; mais le second convient aux peuples civilisés dont le gouvernement est attentif, éclairé et profondément instruit des intérêts, des ressources et des facultés des peuples. C'est sous ce système que brille dans tout son éclat la puissance du gouvernement, qu'il dispense d'immenses bienfaits aux peuples, et qu'il s'acquiert des droits éternels à leur reconnaissance et à leurs bénédictions.

FIN DU TROISIÈME LIVRE.

LIVRE IV.

Des Valeurs de Circulation.

INTRODUCTION.

Introduction.

Sujet de ce livre.

Le sujet de ce livre n'est pas neuf : les élémens en sont répandus dans tous les traités particuliers et généraux d'économie politique ; mais on les a tellement mêlés et confondus avec des objets qui leur sont étrangers ; et on les a présentés sous tant de formes et sous un si grand nombre de points de vue différens, que, dans leur état actuel, il est peut-être impossible de s'en former des notions exactes, d'en saisir les divers rapports, d'en déterminer les effets, et d'en calculer l'influence.

Des méprises sur les valeurs de circulation.

L'opinion prédominante considère les produits du travail comme les seules, les véritables valeurs, quoique ces produits n'aient par eux-mêmes aucune valeur, quoique leur valeur dépende d'une cause étrangère, quoique leur valeur soit incertaine, indéterminée, et toujours plus ou moins variable.

On a même été plus loin, on a assimilé les produits du travail à des valeurs de circulation, parce qu'ils s'échangent les uns contre les autres, et l'on ne s'est pas aperçu que, dans leur échange immédiat, il n'y a qu'un simple déplacement, et point de circulation.

Par une autre méprise, qui n'a pas peu contribué à jeter le désordre et la confusion dans cette partie de la science, on s'est imaginé que les monnaies, équivalent des produits du travail, ne sont que des instrumens d'échange, comme si des monnaies, qui n'auraient point de valeur, pourraient être données et prises en échange de produits qui en auraient une ; comme si des monnaies, qui ont une valeur égale à celle des produits contre lesquels on les échange, étaient de simples mandats; comme si une valeur d'échange ne devait pas nécessairement équivaloir à la valeur échangée.

Enfin, par une dernière méprise, analogue à celles que je viens de remarquer, on a cru que les monnaies étant l'instrument passif des échanges, et les produits en étant la matière et l'objet, les monnaies nominales, de compte, fictives et locales, sont aussi efficaces que les monnaies réelles, équivalentes et universelles, et qu'on doit les classer toutes parmi les valeurs de circulation; comme si une monnaie, qui ne serait que l'expression de la valeur des produits, pourrait en transmettre la

possession; comme si ce qui est sans valeur peut faire circuler des valeurs; comme si, dans toute sorte d'échange, il ne devait pas y avoir, pour tous les échangistes, un équivalent égal à celui que chacun d'eux donne et reçoit.

De toutes ces méprises sur les valeurs en général, et sur les valeurs de circulation en particulier, méprises que je pourrais encore grossir, il résulte évidemment qu'on n'en a, du moins en théorie, que des notions erronées, et que ce sujet, qu'on croirait épuisé si l'on en jugeait par l'étendue qu'il occupe dans tous les traités d'économie politique, est à peine ébauché. Je ne me propose pas de le traiter dans son ensemble, il serait lui seul la matière d'un grand ouvrage; je ne l'envisagerai que sous le point de vue de la nature des valeurs, du caractère particulier des valeurs de circulation, de l'état actuel, du nombre et des espèces de ces valeurs, et de leur influence sur la richesse particulière et générale. Cette tâche, ainsi limitée, n'en présente pas un moins grand intérêt, et nous offrira une nouvelle occasion de nous convaincre de la nécessité de se tenir en garde contre les doctrines spéculatives, jusqu'à ce qu'elles aient subi l'épreuve des faits et de l'expérience.

Division des matières traitées dans ce livre.

CHAPITRE PREMIER.

De la nature des Valeurs.

On a multiplié les systèmes sur les valeurs, et leur théorie n'en est que plus obscure, plus compliquée et plus inintelligible. D'où vient cet inconcevable dissentiment sur un sujet usuel, familier, et à la portée de tout le monde? Des diverses acceptions données au mot valeur. Ce terme qui, dans la langue économique, n'exprime qu'une relation entre deux choses, a été employé comme s'il exprimait une propriété dans les choses; de sorte que la valeur, qui n'est que le résultat de la comparaison de deux choses, a été regardée comme une propriété inhérente à chaque chose. C'en est assez pour indiquer la source de l'erreur, essayons de la démontrer. De la nature des valeurs. Des dissentimens qu'elle a occasionés.

Dans la science économique, les choses ou les produits du travail n'ont de valeur que par le besoin qu'on en a. Si personne n'en avait besoin, ces produits, quelle que soit leur nature ou leur propriété, qu'ils puissent servir à la subsistance, au vêtement, au logement, ou à tout autre emploi utile et agréable, n'auraient aucune valeur, et ne pourraient en prendre le caractère, ni s'en attribuer les effets. Du véritable caractère des valeurs.



Lors même que le besoin qu'on en a leur donne une valeur, si celui ou ceux qui en éprouvent le besoin n'ont rien à donner en échange, ces produits n'ont encore aucune valeur.

Enfin, quand le besoin des produits se fait sentir, et que celui ou ceux qui l'éprouvent ont un équivalent à donner, la quotité de l'équivalent offert détermine la valeur des produits, et, pour me servir du terme propre, en règle le prix.

Ainsi les valeurs ont leur fondement, non dans les produits, mais dans le besoin qu'on a de ces produits; comme aussi leur fixation dépend de la quotité de l'équivalent, quotité déterminée par la grandeur ou la modération du besoin.

Cela posé, on voit combien Adam Smith s'est mépris, quand il a admis dans les produits du travail deux sortes de valeurs, l'une d'utilité, et l'autre d'échange.

L'utilité des choses n'en constitue pas la valeur; le produit le plus utile, le blé, n'a point de valeur si personne n'en a besoin, et si l'on n'a pas un équivalent à donner en échange. On chercherait donc vainement une valeur d'utilité dans les produits; elle n'existe pas.

Les produits ont-ils du moins une valeur d'échange? Ils sont susceptibles d'en avoir une; mais quand ils l'ont, d'où leur vient-elle?

Est-ce, comme le prétend Adam Smith, de ce

qu'ils ont coûté au producteur, ou de ce qu'ils auraient coûté au consommateur, s'il avait voulu les produire? Non; nous avons déjà vu que les produits tirent leur valeur d'échange du besoin qu'on en a, et de l'équivalent qu'on en peut donner. Il est par conséquent indifférent qu'ils aient coûté peu ou beaucoup. Adam Smith a donc fait d'inutiles efforts (1) pour prouver que les produits ont une valeur réelle, qu'on peut connaître cette valeur dans tous les temps, dans tous les lieux; que le travail en est le régulateur absolu; que, dans les temps reculés, le blé est leur régulateur relatif, et, dans les temps moins reculés, les métaux précieux.

Méprise d'Adam Smith sur ce point.

Sans doute on ne peut refuser son admiration à des théories aussi ingénieuses, et surtout aux savantes combinaisons dont elles sont le résultat; mais quand on les rapproche des faits, on voit disparaître ces belles créations, et l'on découvre un ordre de choses différent, et même contraire à celui qu'on avait admiré.

Quand le producteur fait l'entreprise d'un produit quelconque, il sait bien ce que sa production lui coûtera; mais il lui est impossible de savoir ce qu'elle vaudra. Le marché seul peut lui faire connaître sa valeur, et lui apprendre ce qu'il a gagné

Son erreur démontrée.

(1) Dans les chap. 5, 6 et 7 du liv. 1er.

ou perdu dans son opération. Il y a dans tous les genres de travaux une chance indéterminée, que toute la sagesse humaine ne saurait éviter, ni même réduire à des termes positifs. Tout ce qu'on peut faire dans de telles circonstances, c'est de circonscrire la chance dans les limites les plus étroites, et l'on y réussit dans la plupart des productions du sol et de l'industrie; mais toutes les combinaisons humaines ne sauraient soustraire le plus grand nombre au hasard des événemens et à l'intempérie des saisons. On ne peut donc attribuer aux produits du travail une valeur réelle, intrinsèque et positive.

Il est vrai cependant, comme l'a observé Adam Smith, que, lorsque la valeur vénale des produits ne couvre pas les frais de la production, la production s'arrête ou diminue jusqu'à ce que la rareté des produits en ait élevé la valeur au niveau des bénéfices ordinaires des autres productions. Encore faut-il remarquer que le producteur ne réduit ou n'abandonne sa production que lorsqu'il s'est bien convaincu qu'il ne peut pas couvrir les pertes de chaque année par les bénéfices extraordinaires d'une ou de plusieurs années.

De sorte qu'en réduisant à ses véritables termes la question si controversée des valeurs, on se convainc qu'il n'existe point de valeurs réelles et intrinsèques, qu'elles sont toutes incertaines, indé-

terminées et dépendantes du marché. Vainement a-t-on cru pouvoir les soumettre à des lois fixes, générales et absolues. Ces lois ne peuvent résulter que de faits uniformes et constans qu'il est possible de généraliser, ou plutôt les lois ne sont que des faits généraux; et quand une matière n'offre que des faits isolés, individuels et incapables de généralisation, il est impossible d'en déduire aucune loi. Le génie de l'homme a beau s'en indigner, il doit se soumettre à la force des choses, qui lui oppose une résistance insurmontable.

Lorsqu'on s'est bien pénétré de l'illusion de la doctrine d'Adam Smith sur les valeurs, il est moins difficile de s'élever à la théorie des valeurs de circulation, objet de ce livre.

CHAPITRE II.

Des Valeurs de circulation.

On ne peut embrasser, dans toute son étendue, la théorie des valeurs de circulation, sans se rendre compte des diverses révolutions qu'a éprouvées l'échange des produits du travail, ou le mode de leur translation du producteur au consommateur. **Des valeurs de circulation.**

Avant la division du travail, on ne connaissait point l'échange; toutes les familles, tous les individus pourvoyaient à leurs besoins, et avaient les **Inconnues avant la division du travail.**

mêmes moyens d'y pourvoir. Si, par des événemens imprévus, ou par des circonstances extraordinaires, les uns avaient une surabondance de produits, tandis que d'autres en manquaient, le prêt ou le don réparait les injures du temps, les torts du hasard, ou les calamités de la paresse et de l'imprévoyance. Ce moyen était, sans contredit, très-propre à fomenter et à entretenir la bienveillance parmi les hommes; mais il ne devait ni les exciter au travail et à l'industrie, ni les conduire à la prospérité, à la richesse et à la puissance. Il devait, au contraire, retenir les peuples dans un état voisin de la barbarie, et bien éloigné de la civilisation.

Les premières valeurs de circulation consistaient dans les produits du travail.

Après la division du travail, quand chacun travailla pour tous, l'échange des produits de tout le travail fut le seul moyen de pourvoir aux besoins de chacun. Le premier mode d'échange consista à échanger les produits contre les produits, et les produits contre les services. Cette opération, en apparence si naturelle et si simple, n'est pas facile à concevoir, et je ne chercherai point à l'expliquer. Il suffit de remarquer qu'elle n'est pas impossible.

Vices de ce mode.

Ce qu'il y a de certain, c'est que ce premier mode d'échange circonscrivait la circulation des produits du travail dans des limites très-étroites. Chaque producteur ne pouvait faire l'échange de

ses produits qu'avec un producteur son voisin, ou peu éloigné de lui. Porter ses produits au loin eût été s'exposer à n'en pas trouver l'échange, ou à ne l'obtenir que contre des produits dont on n'avait pas besoin.

Lors même que le commerce serait venu au secours des producteurs, et se serait chargé d'exporter leurs produits d'un canton dans l'autre, jusqu'à ce qu'il en eût trouvé l'échange contre les produits qui pouvaient convenir à leurs besoins, que de temps perdu, que de frais accumulés, quelle lenteur dans les opérations, que de chances imprévues, que d'incertitude dans les bénéfices, et, par conséquent, que d'obstacles à la circulation des produits d'un canton dans l'autre!

Circulation d'un produit préféré dans chaque lieu pour servir d'équivalent aux autres produits, ou la monnaie locale.

On fit faire un grand pas à la science de la circulation des produits, lorsqu'on eut découvert, dans chaque canton, un produit tellement préféré par tous ses habitans, que tous consentaient à le prendre en échange des produits dont ils voulaient se défaire. Dès lors les échanges furent plus faciles, plus prompts, et moins dispendieux dans chaque canton; mais la difficulté des échanges d'un canton à l'autre resta la même. Si, comme on le dit, on préféra dans une contrée le sel, dans d'autres la morue, dans d'autres les cauris, dans d'autres les clous, ces produits préférés dans un lieu, n'étaient dans les autres que des produits

ordinaires ; qui pouvaient ne pas convenir, et alórs il ne restait d'autre ressource que l'échange immédiat des produits contre les produits, échange dont nous avons fait sentir la difficulté et la limite.

Insuffisance de ce mode de circulation.

Il est donc évident que si la découverte d'un produit préféré dans chaque lieu, ou d'une monnaie locale, fit faire des progrès à l'art des échanges, elle ne fut utile qu'à la richesse locale, et ne contribua, en aucune manière, à l'accroissement de la richesse générale.

Circulation d'un produit préféré dans chaque pays, ou la monnaie nationale.

On fut plus heureux lorsque, par des circonstances fortuites, ou par la puissance du génie, on remplaça le produit préféré dans chaque lieu, par un produit préféré dans un pays ; cela arriva par la création d'une monnaie nationale. A cette époque le commerce de chaque peuple put faire circuler, dans toutes les contrées du pays, leurs produits particuliers, calculer d'avance les frais et les bénéfices de cette circulation, et donner à toutes ses opérations une fixité garante de ses bénéfices. Comme aussi les producteurs trouvèrent, dans l'échange de leurs produits, sur une plus grande étendue de pays, plus de moyens de satisfaire leurs besoins, et plus de raison d'accroître leurs productions ; et la richesse nationale fit des progrès proportionnels à l'aisance locale et à la richesse particulière.

Mais on peut dire encore de ce mode de circu-

lation nationale, ce que nous avons dit du mode de circulation locale; il n'offrait aucun moyen d'échange d'un pays à l'autre, et par conséquent les productions nationales n'avaient d'autres consommateurs que les nationaux. Dans cette limite, la production n'était que faiblement encouragée, parce que le producteur n'avait d'autre perspective que des produits peu variés, et plus propres à contenter des besoins, qu'à satisfaire des jouissances. Quelle que soit l'étendue d'un pays, il est bien difficile qu'on n'ait pas bientôt atteint le terme de ses productions, presque toujours uniformes et appropriées aux besoins, limités par leur nature. Dès lors la production s'arrête; la richesse cesse d'être progressive, devient stationnaire, et l'on doit s'estimer heureux si elle ne décline pas.

Ce mode plus avantageux, mais ses avantages encore limités.

Entreprendre de porter les produits nationaux à l'étranger, pour les échanger contre des produits exotiques, c'est s'exposer à des risques de la même nature que ceux que nous avons remarqués dans la circulation locale, avant l'existence d'un produit préféré dans un pays, ou d'une monnaie nationale; c'est faire une vaine tentative, c'est courir à un but hors de toute atteinte.

Enfin, les difficultés cessèrent lorsque, par un de ces événemens dont les hommes profitent sans en connaître la cause, le produit préféré dans chaque pays, ou la monnaie nationale, devint la

Circulation d'un produit préféré universellement dans le monde commer-

çant, ou la monnaie universelle.

monnaie ou le produit préféré de tous les pays et de tous les peuples. L'or et l'argent jouissent de cette faveur si utile au monde. Depuis ce moment, les produits de chaque canton, de chaque pays circulent partout, parce qu'il existe partout une valeur d'échange qui en est l'équivalent. Par conséquent plus d'inquiétude pour le commerce, ni sur l'échange, ni sur les retours, ni sur la durée de l'opération, ni sur ses frais, ni sur ses bénéfices. Toute la circulation se régularise, et éprouve moins d'obstacles et de difficultés, pour parvenir aux extrémités du globe, qu'elle n'en avait à vaincre, pour atteindre d'un canton à l'autre, quand il n'existait point de monnaie nationale.

Avantages de ce mode.

Dans cette esquisse rapide de la marche et des progrès de la circulation des produits, on voit clairement qu'elle a toujours été dépendante de la nature des valeurs de circulation, ou, ce qui est la même chose, de l'existence d'un produit préféré, soit local, soit national, soit universel. Ces trois genres de valeurs de circulation ont des caractères particuliers qui les distinguent des produits du travail qu'elles font circuler, et qui ne permettent pas de les confondre avec eux. On les a cependant confondus, et même identifiés les uns avec les autres, et de là sont résultées les fausses doctrines, si funestes à cette partie de la science économique.

Sans doute le produit préféré n'est lui-même

qu'un produit du travail, comme tous les autres produits contre lesquels il s'échange; sans doute il ne tire, comme eux, sa valeur que des besoins qu'on en a, et de l'équivalent qu'on veut en donner; mais il a sur eux cet avantage qu'il leur est préféré, et cette préférence lui donne une valeur qu'ils n'ont point. On peut même aller jusqu'à dire que lui seul a une valeur, puisque lui seul est toujours l'équivalent de tous les échanges, puisque le besoin en est permanent, et la possession toujours recherchée.

Le produit préféré ne doit pas être confondu avec les autres produits.

On ne peut donc assimiler, sous aucun rapport, le produit préféré aux autres produits du travail, ni le confondre avec eux. Il forme une classe à part, dont la nature, les principes et les effets diffèrent de ceux des autres produits, et on ne les a confondus, que parce que le produit préféré a disparu sous la dénomination de monnaie, terme abstrait dont le rapport à son objet sensible ne donne aucune idée de ses opérations. On s'est divisé sur la nature et l'étendue des fonctions que la monnaie remplit dans la circulation des produits. Les uns n'ont vu en elle qu'un instrument passif de circulation dont on peut se passer, ou qu'on peut facilement remplacer, tandis que les autres lui ont accordé des facultés extraordinaires, telles que celles d'être le signe et la mesure de la valeur de tous les produits.

On n'a méconnu sa nature que parce qu'on l'a compris sous la dénomination de monnaie.

Il me semble que ces deux manières d'apprécier la monnaie manquent également d'exactitude, et qu'en la présentant sous l'un et l'autre de ces rapports, on lui a accordé trop ou trop peu.

Caractères distinctifs du produit préféré.

Il est en effet certain que le produit préféré, ou la monnaie, ne remplit pas, comme on le croit, un office passif dans la circulation des produits du travail, puisque sans lui l'échange des produits serait très-limité et très-dispendieux. Le moindre de ses avantages est de faciliter les échanges, de les accélérer, et d'en économiser les frais. Sous ce rapport, les produits préférés, ou les monnaies, opèrent comme les machines dans l'industrie, les arts et le commerce.

Son plus grand avantage est de généraliser les échanges, de faire circuler les produits de chaque pays dans tous les pays, et d'étendre les bienfaits de leur circulation dans le monde entier. Sans lui, cette immense circulation serait impossible, les hommes et les peuples vivraient isolés, pauvres et misérables, ou du moins seraient réduits aux seules ressources des produits du sol et de l'industrie locale, et par conséquent il n'y aurait ni richesse particulière, ni richesse générale.

Mais comment le produit préféré, ou la monnaie, rend-il de si grands services à la prospérité individuelle, nationale et universelle?

Est-ce parce qu'il est le signe de tous les produits?

S'il en est le signe, quelle est donc leur réalité? Serait-ce le nouveau produit contre lequel il a la faculté de s'échanger? En ce cas, tous les produits sont les signes les uns des autres, et comme le produit préféré, ou la monnaie, est lui-même un produit, il est ce qu'ils sont, et ils ne sont que ce qu'il est. Loin donc d'élever le produit préféré, ou la monnaie, en le regardant comme le signe des valeurs, on le dégraderait en le faisant descendre au rang des produits ordinaires, et en le dépouillant de sa qualité et de sa propriété de produit préféré. Ce n'est donc pas comme signe des valeurs que la monnaie, ou le produit préféré, joue un si grand rôle dans la circulation des produits.

Il n'est ni le signe des autres produits;

Serait-ce parce qu'il est la mesure des valeurs? On ne voit point encore ce qui a pu lui mériter cet attribut. La valeur n'existe dans les produits, de quelque nature qu'ils soient, que par le besoin qu'on en a, comme aussi elle ne se mesure que par la proportion des produits mis en vente avec ceux qu'on veut acheter, et par les moyens qu'on a de les payer. Assurément le produit préféré, ou la monnaie, ne détermine ni l'une ni l'autre de ces proportions; il ne peut donc sous aucun rapport être considéré comme la mesure des valeurs. Le marché en est la seule mesure parce qu'il détermine seul la quotité du produit préféré qu'on doit donner en échange des autres produits, parce qu'il

Ni la mesure de leur valeur.

n'y a pas d'autre moyen d'apprécier la valeur des produits ordinaires, et celle du produit préféré.

Ce n'est donc ni comme mesure, ni comme signe des valeurs, que le produit préféré coopère à la circulation des produits et la rend si utile à la production et aux producteurs, à la prospérité des peuples et à la richesse du monde commerçant.

Erreur d'un écrivain qui croit que la circulation, dans son état actuel, s'effectue par les produits.

Un écrivain récent, aussi étranger que ceux qui l'ont précédé à la véritable théorie de l'échange, s'est imaginé et a dit que la production ouvre les débouchés aux produits (1).

Cette doctrine est la juste conséquence de celle qui envisage les produits comme valeurs de circulation, les monnaies comme le signe et la mesure des valeurs, ou comme de simples mandats sur les produits; mais comment la bizarrerie de la conséquence n'a-t-elle pas mis sur la trace des erreurs de cette doctrine?

Réfutation de son opinion.

L'abondance des produits n'a aucune relation avec leur échange, et n'exerce aucune influence sur leur débouché. Quoique les producteurs soient en même temps consommateurs, comme ils ne consomment pas tout ce qu'ils produisent; comme les consommateurs d'objets qu'ils n'ont pas produits forment une classe différente des producteurs;

---

(1) *Traité d'Économie politique*, par M. Say, liv. 1er., chap. 15.

comme les producteurs et les consommateurs, considérés sous ces deux rapports, sont souvent à de très-grandes distances les uns des autres, et ne peuvent se rapprocher par l'abondance de leurs produits, quelque grande qu'elle soit; comme cette abondance n'établit aucune relation entre les producteurs et les consommateurs, et ne leur donne aucun moyen de solder leurs consommations par leurs produits, il est évident que la production n'ouvre aucun débouché aux produits.

Cette fonction est réservée tout entière à l'échange des produits, par un produit préféré, ou par les valeurs de circulation. Selon la nature de ces valeurs, selon qu'elles sont locales, nationales, universelles; le débouché est plus ou moins rapide, l'échange plus ou moins facile, et la consommation plus ou moins proportionnée à la production. Ce qui donne au produit préféré cette puissance pour ainsi dire magique, c'est sa qualité de produit préféré, c'est la passion que sa possession inspire à toutes les classes laborieuses, dans tous les lieux et dans tous les pays fréquentés par le commerce. Comme le désir en est insatiable et qu'on ne peut le satisfaire que par la production, elle s'accroît dans une proportion indéfinie, ou du moins égale à la passion du produit préféré. On ne doit pas même craindre que l'avarice le ravisse aux besoins de la circulation, parce qu'à côté du désir de le

garder la nature a placé le besoin, ou la passion non moins impérieuse des jouissances; de sorte que ces deux passions se combattent sans se détruire, aiguillonnent le producteur et le consommateur, et les poussent en sens contraire au même but, à la production par le désir du produit préféré, et à la consommation par le besoin ou le désir des jouissances. Dans cette lutte du producteur qui enlève le produit préféré au consommateur et du consommateur qui s'efforce de le regagner, comme producteur, la circulation acquiert un degré d'activité dont la proportion et le terme sont indéfinis. C'est donc dans la qualité de produit préféré, de valeur permanente, désirée et acceptée comme équivalent de toute valeur, que réside le véritable mobile des débouchés des produits, de leur circulation, de leur échange et de leur consommation.

Depuis la publication de la première édition de cet ouvrage, le principe qui fait dépendre l'échange des produits de leur abondance, principe que j'avais combattu sous un de ses rapports, a été attaqué sous d'autres rapports non moins importans, par M. Malthus (1) et M. Sismondi (2).

---

(1) *Principes d'Économie politique dans leur application pratique.*

(2) *Nouveaux Principes d'Économie politique.*

M. Say l'a défendu dans une brochure de 170 pages. Comme cet écrivain a gardé le silence sur la doctrine que j'avais établie sur l'échange, en contradiction avec le principe qu'il défend ; comme il n'a pas prétendu que l'échange des produits contre les produits peut s'effectuer sans l'intermédiaire de la monnaie ou du produit préféré, la controverse qui s'est élevée entre lui et MM. Malthus et Sismondi, sur les véritables principes de l'échange, est tout-à-fait étrangère à ma théorie sur cette partie de la science, et j'aurais pu par conséquent me dispenser d'y prendre part. Je l'aurais pu avec d'autant plus de raison que je ne crois pas qu'il soit d'un grand intérêt pour la science de savoir, si selon M. Say, l'échange a son mobile, son régulateur et son terme dans la production, ou si, comme l'ont enseigné jusqu'ici tous les bons écrivains, il dérive de la proportion des besoins et des moyens de consommer avec la production. Les relations de la consommation avec la production dans l'opération de l'échange, sont si nécessaires et si inséparables, que je ne comprends pas comment on a pu concevoir la pensée et la possibilité de les faire disparaître de la science, et de les remplacer par la production seule. Je me serais donc borné, dans cette édition comme dans la première, à faire remarquer la bizarrerie de cette innovation ; mais, puisqu'elle a paru assez impor-

tante pour fixer l'attention des écrivains les plus distingués, puisqu'elle a pu faire naître entre eux un dissentiment remarquable, voyons de quel côté est la raison, et quelle est l'opinion en faveur de laquelle la balance doit pencher.

« Des écrivains très-éclairés, dit M. Malthus (1), » ont pensé que, quoiqu'il puisse y avoir facile- » ment engorgement de certaines marchandises, » il ne peut pas y en avoir pour toutes les mar- » chandises en général. La raison qu'ils en don- » nent est que les marchandises sont toujours » échangées contre des marchandises; qu'une moi- » tié fournit le marché pour l'autre moitié; que » la production est par conséquent la seule source » de la demande, que la surabondance d'un article » prouve seulement un déficit dans la production » d'un autre, et qu'une surabondance générale » est impossssible. M. Say, dans son ouvrage dis- » tingué sur l'économie politique, est même allé » jusqu'au point de prétendre que la consomma- » tion d'une marchandise qui la fait disparaître » du marché, diminue la demande, comme aussi » que l'unique production d'une marchandise » l'augmente proportionnellement.

» Cette doctrine, portée jusqu'à cette étendue, » me paraît entièrement mal fondée, et contredit

(1) Dans l'Ouvrage précité, chap. 7, sect. 3.

» absolument les grands principes qui règlent
» l'offre et la demande.

» Il n'est pas vrai en point de fait, ajoute M. Mal-
» thus, que les marchandises s'échangent toujours
» contre des marchandises. La grande masse des
» marchandises s'échange directement contre le
» travail, soit productif, soit improductif; et il est
» évident que cette masse de marchandises, com-
» parée avec le travail contre lequel elles doivent
» être échangées, peut tomber de valeur, par la
» même raison qu'une marchandise baisse de prix
» par sa surabondance comparée avec le travail
» ou l'argent ».

Voici comment M. Say a répondu à M. Mal-
thus (1):

« Je n'ai pas dit que les marchandises s'échan-
» geassent toujours contre des marchandises,
» mais bien que les produits ne s'achètent qu'avec
» des produits. Lorsqu'on donne des marchan-
» dises pour payer du travail, on échange en
» réalité ces marchandises contre d'autres mar-
» chandises; c'est-à-dire, contre celles qui résul-
» tent du travail qu'on a acheté.... Je dis que
» toutes les marchandises doivent être achetées
» avec du travail, en étendant cette expression
» du travail au service que rendent les capitaux

(1) Dans sa brochure intitulée : *Lettres à M. Malthus*.

» et les terres.... Si le travail est un produit que » les uns vendent, que les autres achètent, et » que ces derniers consomment, il m'en coûtera » peu de l'appeler une marchandise, et il n'en » coûtera pas beaucoup plus d'assimiler les autres » marchandises à celles-là, car elles sont des pro- » duits aussi. Les confondant alors les unes avec » les autres, sous le nom générique de produits, » on doit convenir qu'on n'achète des produits » qu'avec des produits (1) ».

Il me semble que la critique que M. Malthus a faite du principe qu'on veut introduire dans la science, ne se réduit pas, comme M. Say paraît le croire, à une simple dispute de mots. Quand les produits offerts à l'échange comprendraient tous les travaux, tous les services auxquels l'échange donne une valeur, locution tout-à-fait vicieuse dans la langue de l'économie politique, il resterait encore à savoir, si tous ces produits s'échangent toujours et nécessairement les uns contre les autres, s'il n'y en pas une partie qui reste sans échange, et si ceux qui sont dans ce cas ne doivent en accuser que le manque d'une plus grande quantité de produits, question qui n'est pas résolue par l'extension que M. Say a donnée à la signification ordinaire du mot produits.

---

(1) Lettre première.

M. Say ne s'est pas dissimulé que le redressement du langage dont il s'était servi, ne résolvait pas la question, et voici comment il l'a reproduite : « On peut soutenir que, quoique l'on n'achète » des produits qu'avec d'autres produits, les hom» mes peuvent de tous les produits ensemble créer » une quantité supérieure à leurs besoins, et qu'une » partie, en conséquence de ces produits, peut » ne pas trouver d'emploi ; qu'il peut y avoir sura» bondance et engorgement de tous les genres » à la fois.... Il faut donc que je prouve en pre» mier lieu, que, quelle que soit la quantité pro» duite, et la dépression du prix qui en résulte, » une quantité produite en un genre suffit tou» jours pour mettre en état d'acquérir la quantité » produite en un autre genre, et après avoir prouvé » que la possibilité d'acquérir existe, je devrai » chercher comment des produits qui surabondent, » font naître les besoins de les consommer (1) ».

La preuve que M. Say donne que la quantité produite en un genre est toujours recherchée par la quantité produite en un autre genre, est assez singulière. Il suppose « que si les producteurs du » blé créent une double quantité de blé, et les » producteurs d'étoffes une double quantité d'é» toffes, les producteurs du blé auront pour leurs

(1) Lettre deuxième.

» services, qui seront les mêmes, deux sacs qui
» ensemble vaudront ce qu'un seul valait, et les
» producteurs d'étoffes auront deux pièces qui en-
» semble vaudront ce qu'une seule valait. Dans
» l'échange appelé production, les mêmes ser-
» vices auront obtenu, chacun de leur côté, dou-
» ble quantité de produits; mais ces deux quantités
» doubles pourront s'acquérir l'une par l'autre,
» comme auparavant, et aussi facilement qu'aupa-
» ravant; de manière que, sans dépenser davantage
» en services productifs, une nation où cette bran-
» che productive viendrait à se déployer, aurait
» une fois plus d'objets à consommer, soit en
» blé, soit en étoffes, soit en tout (1) ».

Soit : cette nation aurait le double à consommer ; mais il lui faudrait aussi doubler le nombre de ses consommateurs, et sans doute M. Say me permettra bien de lui demander comment s'effectuera ce doublement de population, si cette multiplication ne se fait pas d'un coup de baguette. Les produits surabondans s'échangeraient inutilement les uns contre les autres ; leur changement de possesseurs n'empêcherait pas leur surabondance, et par conséquent leur inutilité. Or, si les produits surabondans sont inutiles, ils ne peuvent pas être un objet d'échange, car l'échange ne porte et ne

(1) Lettre deuxième.

peut porter que sur des choses utiles et profitables à ceux qui en offrent un équivalent. Si donc le producteur d'étoffes en avait cent aunes à échanger, quant on n'en a besoin que de cinquante, les cinquante autres surabondantes seraient inutiles et par conséquent sans échange. Il en serait de même du producteur de blé qui en aurait cent setiers, quand il n'en faut que cinquante. Les cinquante setiers surabondans seraient inutiles et sans valeur, parce qu'ils seraient sans emploi. La production n'est donc pas, comme l'a soutenu M. Say, la seule mesure de l'échange, puisque les produits surabondans ne peuvent jamais devenir matière de l'échange.

M. Say insiste et dit :

« L'expérience, comme le raisonnement, dé-
» montre qu'un produit ou une chose nécessaire
» ou agréable à l'homme, n'est dédaigné que
» lorsqu'on manque des moyens de l'acheter Ces
» moyens d'acheter sont précisément ce qui éta-
» blit la demande du produit, ce qui lui donne
» un prix. N'avoir pas besoin d'une chose utile,
» c'est ne pouvoir pas la payer; et comment est-on
» dans l'impuissance de la payer ? C'est lorsqu'on
» est dépourvu de ce qui fait la richesse; dépourvu
» d'industrie, ou de terre, ou de capitaux (1) ».

(1) Lettre deuxième.

M. Say dénature évidemment la question dont il prétend donner la solution. Qu'avait-il à prouver? Que lorsque la possibilité d'acquérir existe, les produits qui surabondent font naître le besoin de les consommer; et que prouve-t-il? Qu'un produit, ou une chose nécessaire ou agréable à l'homme, n'est dédaigné que lorsqu'on manque des moyens de l'acquérir. Mais une chose surabondante n'est ni nécessaire ni utile; et quand on aurait les moyens de l'acheter, on ne l'achetera pas. Je serais bien curieux de savoir comment M. Say s'y prendrait pour persuader à celui qui n'a besoin que de cinquante setiers de blé, qu'il doit en acheter cent, parce qu'il a les moyens de les payer, et que le besoin de les consommer doit lui venir parce qu'il a les moyens de les payer.

M. Say suppose qu'il n'y a de produits surabondans que parce que les divers pays ne sont point arrivés au degré de population et de production auquel ils parviendraient, s'ils n'étaient arrêtés par des causes politiques, par des circonstances particulières, ou par des aberrations de la route de la production et de la richesse.

Ces considérations peuvent ne pas manquer de vérité; mais elles sont sans application à la question, et tout-à-fait impuissantes pour la résoudre.

Sans doute si les gouvernemens actuels, par l'excès de leurs dépenses; si certains pays de l'Europe,

par les vices de leur état politique; si les Amériques, par les obstacles qu'elles éprouvent dans leur développement, n'arrêtaient pas la marche et les progrès de la population, de la production et de la richesse, la surabondance actuelle des produits n'existerait pas; mais elle pourrait exister, et la question serait toujours la même. Alors comme à présent, ce ne serait pas la production qui ferait la règle des échanges, ce seraient les besoins et les moyens de consommer; et toute production qui excéderait ces besoins et ces moyens, serait surabondante, inutile, et par conséquent hors de l'échange. Sans le besoin de consommer, les moyens d'acheter les produits offerts à l'échange, ne suffisent pas pour déterminer l'échange; comme aussi, sans les moyens d'acheter les produits soumis à l'échange, le besoin de les consommer est insuffisant pour en effectuer l'échange et la consommation. Voilà les véritables principes, la règle absolue de tout échange.

Non-seulement les principes régulateurs de l'échange repoussent la nouvelle doctrine qu'on veut leur substituer, mais même les faits les plus notoires ne permettent aucune illusion à cet égard. Ces faits, recueillis par M. Sismondi, mettent dans une telle évidence la surabondance actuelle des produits, et l'impossibilité de leur échange, qu'il semble qu'on ne peut plus soutenir que les pro-

duits s'échangent contre des produits, et par conséquent ne peuvent jamais surabonder.

« L'Europe, dit M. Sismondi, est arrivée au » point d'avoir, dans toutes ses parties, une in- » dustrie et une fabrication supérieures à ses be- » soins.... L'encombrement qui en résulte, com- » mence à gagner le reste du monde.... Que l'on » parcoure les rapports du commerce, les jour- » naux, les récits des voyageurs, partout on verra » des preuves de cette surabondance de produc- » tion, qui passe la consommation; de cette fabri- » cation qui se proportionne, non à la demande, » mais aux capitaux qu'on veut employer; de cette » activité des marchands, qui les porte à se jeter » en foule dans chaque nouveau débouché, et qui » les expose tour à tour à des pertes ruineuses, » dans chaque commerce dont ils attendaient des » profits. Nous avons vu les marchandises de tout » genre, mais surtout celles de l'Angleterre, la » grande puissance manufacturière, abonder sur » tous les marchés de l'Italie, dans une propor- » tion tellement supérieure aux demandes, que » les marchands, pour rentrer dans une partie de » leurs fonds, ont été obligés de les céder avec un » tiers ou un quart de perte, au lieu de bénéfice. » Le torrent du commerce, repoussé de l'Italie, » s'est jeté sur l'Allemagne, sur la Russie, sur le Bré- » sil, et y a bientôt rencontré les mêmes obstacles.

» Les derniers journaux nous annoncent des » pertes semblables dans de nouveaux pays. Au » mois d'août 1818, on se plaignait au Cap de » Bonne-Espérance que tous les magasins étaient » remplis de marchandises européennes qu'on » offrait à plus bas prix qu'en Europe, sans pou- » voir les vendre. Au mois de juin, à Calcuta, les » plaintes du commerce étaient de même nature; » on avait vu d'abord un phénomène étrange; » l'Angleterre envoyant dans l'Inde des tissus de » coton, et réussissant par conséquent à travailler » à meilleur marché que les habitans demi-nus de » l'Indostan, en réduisant ses ouvriers à une exis- » tence plus misérable encore; mais cette direction » bizarre donnée au commerce n'a pas duré » long-temps. Aujourd'hui, les produits anglais » sont à meilleur marché aux Indes qu'en Angle- » terre même. Au mois de mai, on était obligé » de réexporter de la Nouvelle-Hollande les mar- » chandises européennes qu'on y avait portées en » trop grande abondance. Buenos-Ayres, la Nou- » velle-Grenade, le Chili regorgent de même déjà » de marchandises. Le voyage de M. Féaron dans » les Etats-Unis, terminé seulement au prin- » temps de 1818, présente d'une manière plus » frappante encore ce spectacle. D'une extrémité » à l'autre de ce vaste continent si prospérant, il » n'y a pas une ville, pas une petite bourgade, où

» la quantité de marchandises offertes en vente ne
» soit infiniment supérieure aux moyens des ache-
» teurs, quoique les marchands s'efforcent de les
» séduire par de très-longs crédits et des facilités de
» tout genre pour les paiemens, qu'ils reçoivent à
» terme et en denrées de toute espèce. Aucun fait
» ne se représente à nous en plus de lieux, sous
» plus de faces, que la disproportion des moyens
» de consommation, avec ceux de production,
» que l'impossibilité des producteurs de renoncer
» à une industrie parce qu'elle décline, et que la
» certitude que leurs rangs ne sont jamais éclaircis
» que par des faillites. Comment se fait-il que des
» philosophes ne veuillent pas voir ce qui, de
» toutes parts, saute aux yeux du vulgaire.

» L'erreur dans laquelle ils sont tombés tient
» tout entière à ce faux principe : c'est que la
» production est la même chose que le revenu.
» M. Ricardo, d'après M. Say, le répète et l'af-
» firme. M. Say a prouvé, de la manière la plus
» satisfaisante, dit-il, qu'il n'y a point de capital,
» quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse
» être employé parce que la demande des produits
» n'est bornée que par la production. Personne
» ne produit que dans l'intention de consommer
» ou de vendre la chose produite, et l'on ne vend
» jamais que pour racheter quelque autre produit
» qui puisse être d'une utilité immédiate, ou qui

» puisse contribuer à la production à venir; le pro-
» ducteur devient donc consommateur de ses pro-
» pres produits, ou acheteur et consommateur des
» produits de quelque autre personne (1) ».

Avec ce principe, continue M. Sismondi, il devient absolument impossible de comprendre ou d'expliquer le fait le plus démontré de tous dans l'histoire du commerce, c'est l'engorgement des marchés (2).

Comment l'universalité de ces faits n'a-t-elle pas dissipé tous les prestiges qui avaient ébloui les partisans du principe de l'échange des produits par les produits, et comment a-t-on pu se flatter d'éluder la conséquence de ces faits? M. Say l'a cependant essayé.

« Je ferai d'abord observer, dit cet écrivain,
» aux personnes à qui les faits, dont M. Sismondi
» s'afflige avec raison, paraissent concluans, qu'ils
» sont concluans en effet, mais qu'ils le sont
» contre lui-même. Il n'y a trop de marchandises
» offertes en Italie et ailleurs, que parce qu'il n'y
» a pas assez de marchandises italiennes ou autres
» qui puissent convenir à l'Angleterre. Un pays
» n'achète que parce qu'il peut payer; car s'il ne

---

(1) *Ricardo*, chap. 21.

(2) *Nouveaux Principes d'Économie politique*, liv. 4, chap. 4.

» payait pas, on se lasserait bientôt de lui ven-
» dre (1) ».

Ainsi M. Say persiste à croire que si l'on n'achète pas les marchandises surabondantes, c'est parce qu'on n'a pas les moyens de les payer. Il ne fait pas entrer dans la détermination d'acheter, le besoin, la fantaisie ou le caprice de consommer ce qu'on peut acheter et payer. Il ne suppose pas que celui qui a les moyens d'acheter, peut les garder pour un emploi différent de celui qu'on lui offre ; il ne suppose pas que celui dont les bâtimens, les clôtures, les plantations, n'ont pas été réparés depuis longtemps à cause de l'excès des charges publiques, des dévastations occasionées par les invasions de l'étranger et par les guerres civiles, préfère leur réparation au plaisir de se procurer la jouissance de meilleurs ou de plus riches vêtemens ; il ne suppose pas que celui dont toutes les réserves sont épuisées, dont les accumulations sont considérablement réduites, et dont le revenu est nécessairement diminué veut les rétablir avant d'augmenter ses richesses mobilières. Si, comme je le crois, le fonds accumulé des peuples riches est leur grande ressource dans les grandes calamités ; ces peuples ne doivent-ils pas s'empresser à l'envi de lui rendre toute sa puissance, et faut-il s'étonner qu'après

(1) Lettre première.

vingt-cinq années de désastres que ce fonds a subis, on s'applique partout à la restauration de ce fonds précieux? Ne pas apercevoir ces considérations puissantes, vouloir qu'on achète tout ce qu'on produit par la seule raison qu'on a besoin d'acheter tout ce qu'on peut payer, c'est méconnaître les principes fondamentaux de l'économie politique, c'est leur substituer de ridicules paradoxes, c'est dégrader la science.

Ce qui n'est pas moins étrange, c'est que M. Say, après avoir fait dériver la surabondance des produits dans le marché de leur insuffisance, élève des doutes sur cette surabondance, qui est une calamité pour tous les peuples.

« Je remarquerai, dit cet écrivain, que quoique » le mal soit grand, il peut paraître encore plus » grand qu'il n'est. Les marchandises qui sura- » bondent dans les marchés de l'univers peuvent » frapper les yeux par leur masse, effrayer le com- » merce par l'avilissement de leur prix, et n'est » pourtant qu'une petite partie des marchandises » faites en chaque genre. Il n'y a pas de magasin » qui ne se vidât en peu de temps, si toute es- » pèce de production de la marchandise qu'il con- » tient, venait à cesser simultanément dans tous » les lieux du monde (1) ».

(1) Lettre troisième.

En vérité, voilà une singulière manière de prouver que la surabondance des marchandises n'existe pas, que de supposer que si l'on n'en fabriquait plus il n'y aurait pas de surabondance, ou qu'elle cesserait bientôt. Autant aurait valu dire que si elles n'avaient pas été fabriquées, il n'y aurait pas eu de surabondance. Est-ce là le véritable langage de la science, et peut-on la reconnaître à de telles arguties ?

« Mais, dit enfin M. Say, on a remarqué que » le plus léger excès des envois par-dessus les be- » soins, suffit pour altérer considérablement les » prix. C'est une observation du spectateur d'Ad- » disson, que lorsque la récolte des blés surpasse » d'un dixième ce qu'on en consomme ordinaire- » ment, le blé tombe à moitié prix. Dalrymple » fait une observation analogue. Il ne faut donc » pas s'étonner qu'un léger excédant soit repré- » senté souvent comme une surabondance exces- » sive (1) ».

Ainsi M. Say reconnaît la possibilité de la surabondance des produits, son influence sur les prix et sa tendance à en opérer l'engorgement ; en ce cas, comment conciliera-t-il cet aveu avec sa doctrine, que les produits s'échangent contre les produits, que les produits qui surabondent font naître

(1) Lettre troisième.

les besoins de les consommer, qu'on achète tout ce qu'on a le moyen de payer, et que les produits servent de débouché aux produits. Il y a entre cet aveu de M. Say et sa doctrine sur l'échange, une contradiction palpable, et si étrange, qu'il n'est pas permis de s'arrêter plus long-temps sur le sujet qui y a donné lieu.

Je me reprocherais même de l'avoir traité avec tant d'étendue si l'on ne devait le considérer qu'en lui-même; mais si on le considère d'après le caractère des écrivains qui s'en sont occupé, je ne pouvais pas lui donner moins d'importance qu'ils ne lui en ont donnée, et je me flatte qu'on me pardonnera d'avoir, comme eux, repoussé l'atteinte portée aveuglément aux principes régulateurs de l'échange. Je crois qu'il est démontré que ce n'est pas la production seule qui détermine et mesure l'échange, mais sa proportion avec les moyens et les besoins de consommer. Tout ce qui dépasse cette proportion n'est ni échangé ni échangeable, parce qu'on n'en a pas besoin, parce que ce dont on n'a pas besoin est inutile et sans valeur.

D'un autre côté, si la production seule n'est ni la règle ni la mesure de l'échange, elle n'en est pas non plus l'agent; ce qui effectue l'échange, c'est la monnaie ou le produit préféré. Voilà, si je ne m'abuse, la véritable théorie de cette partie de l'économie politique.

L'abondance de l'or et de l'argent, ce produit universellement préféré, tend-elle à déprécier leur valeur ?

Ici s'élève une question d'un grand intérêt pour la science, et d'une extrême importance pour ses progrès.

On est divisé sur les effets de l'abondance du produit préféré ou des valeurs de circulation, et l'on ne sait point encore si elle est nuisible ou profitable à la richesse particulière et générale.

« Adam Smith pense que l'abondance augmentée » des mines produit une augmentation dans la » quantité des métaux précieux, et que par con» séquent elle amène nécessairement pour ceux-ci » quelque diminution dans leur valeur (1) ».

Ailleurs cet écrivain ajoute :

Opinion d'Adam Smith sur ce sujet.

« Le bon marché de l'or et de l'argent rend ces » métaux précieux moins propres qu'auparavant » à servir de monnaie. Pour faire les achats, il » faut se charger d'une plus grosse somme, c'est» à-dire, porter sur soi une pièce de 1 fr. 20 cent., » au lieu d'une de 30 cent. (2), qui autrefois au» rait suffi. Il est difficile d'assurer quel est le plus » futile, ou du nouvel embarras ou de l'ancienne » facilité (3) ».

Cette doctrine est très-spécieuse, et a dû séduire, puisqu'Adam Smith n'a pas été à l'abri de son illu-

(1) Liv. 1er., chap. 2, Digression, 1re. période.

(2) Ou 24 s. au lieu de 6 s. tournois.

(3) Liv. 4, chap. 1er.

sion : il est cependant facile d'en reconnaître l'erreur.

Depuis la découverte des mines de l'Amérique, on a importé en Europe (1) au moins 120 millions d'or et d'argent annuellement, ce qui, dans l'espace de trois siècles, en a augmenté la masse d'environ 35 milliards.

Il est impossible de dire dans quelle proportion est la masse importée avec celle qui existait avant l'importation ; mais à la rareté des monnaies d'or et d'argent, à l'époque de la découverte des mines de l'Amérique, au peu de commerce qui se faisait dans les divers Etats de l'Europe, à la difficulté des communications des divers peuples, il est permis de croire que l'or et l'argent étaient peu abondans, et ne s'élevaient peut-être pas à 1 milliard. Dans cette hypothèse, les mines de l'Amérique auraient augmenté la masse de l'or et de l'argent, en Europe, d'environ 35 fois.

---

(1) Depuis 1492 jusqu'en 1724. . .	25,000,000,000 l.
Et depuis 1724 jusqu'en 1789, en suivant les bases des tarifs.	6,994,000,000
Total.	31,994,000,000
Dans le même espace de temps, les mines du Brésil ont, suivant le même écrivain, produit environ.	3,000,000,000
Total.	34,994,000,000

Il est vrai qu'une partie s'en est écoulée dans le commerce de l'Europe avec l'Inde, qu'une autre partie a été convertie en vaisselle, en bijoux et en dorure; et qu'il faut les défalquer pour se former une idée exacte de l'or et de l'argent qui sont restés dans la circulation de l'Europe.

On pense que le commerce avec l'Inde en a écoulé environ un quart, ce qui a réduit les 36 milliards à environ. . . . . 27,000,000,000[1].

Et que la partie employée en vaisselle est d'environ un quart. 6,750,000,000

Ce qui l'a réduit à environ. . 20,000,000,000

Ce serait donc environ 20 milliards qui sont aujourd'hui en circulation.

Je sais que quelques écrivains ne l'évaluent qu'à 10 milliards 500 millions; mais j'avoue que je n'ai point trouvé d'assez fortes raisons pour préférer leurs calculs aux miens.

Si la doctrine d'Adam Smith, qui fait dépendre la valeur de l'or et de l'argent en circulation de leur abondance, était fondée, il faudrait que, comme l'or et l'argent ont augmenté vingt fois leur quantité, et sont par conséquent vingt fois plus abondans qu'avant la découverte des mines de l'Amérique, leur valeur fût vingt fois moindre qu'elle n'était alors, ou, en d'autres termes, qu'il en fallût

à présent vingt fois davantage qu'il n'en fallait alors pour payer les mêmes objets. De telle sorte que ce qui coûtait alors 1 fr., devrait à présent en coûter 20.

Il est de fait, cependant, que si quelques produits, tels que ceux de l'agriculture, ont augmenté trois à quatre fois de valeur, la presque totalité des autres, et surtout ceux de l'industrie, ont plutôt baissé que haussé de valeur. D'où il suit que la valeur de l'or et de l'argent, considérés comme produit préféré, ne se règle point par la loi de leur abondance et de leur rareté.

Un second fait vient à l'appui du premier, et en confirme les résultats.

Suivant M. Meggens (1), cité par Adam Smith, la quantité de l'or importée de l'Amérique en Europe, est à celle qui y a été importée en argent, comme 1 à 22; mais cette évaluation n'était exacte que jusqu'en 1753, époque à laquelle remontent les calculs de M. Meggens. La fécondité des mines d'argent a depuis élevé sa proportion de 22 à 29 1/6e, et même suivant M. de Humdold, à 45 (2), d'où il suit que, soit que la proportion de ces deux métaux, considérés dans leur

(1) *Négociant universel*, pag. 15 et 16.

(2) *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, tom. 4, pag. 222, in-8°.

extraction des mines, soit de 1 à 22, ou à 29, ou à 45, elle n'est entrée pour rien dans leur valeur de circulation, puisque cette valeur est comme 1 à 15 et demi; nouvelle preuve que la valeur de l'or et de l'argent, considérés comme produits préférés, ne dépend point de leur abondance ou de leur rareté, et obéit à une loi différente.

Enfin, il est un dernier fait qui me paraît ne laisser aucun doute sur la méprise dans laquelle on est tombé à cet égard.

Depuis plus d'un siècle, les mines de l'Amérique versent chaque année, en Europe, une quantité d'or et d'argent évaluée de 120 à 140 millions, et non-seulement cet accroissement annuel n'en diminue pas la valeur d'une obole, mais ce qu'il y a de bien plus extraordinaire, c'est que tous les peuples de l'Europe, à très-peu d'exceptions près, ont imaginé une foule de moyens plus ou moins ingénieux pour diminuer l'emploi de l'or et de l'argent, ce qui équivaut à une véritable augmentation de ces métaux, et opère le même effet que si les mines en avaient donné une plus grande quantité. De combien cette économie de l'emploi de l'or et de l'argent, par des valeurs supplétives, en a-t-elle accru la masse? C'est ce qu'il est impossible de déterminer; ce qu'il y a de certain, c'est que, malgré cet accroissement réel et fictif de l'or et de l'argent, depuis un siècle ils n'ont, de l'aveu même d'Adam

Smith, éprouvé aucune baisse dans leur valeur, et peut-être même leur valeur a-t-elle augmenté. Il est donc évident que l'abondance n'a aucune influence sur leur valeur.

J'ajoute qu'on peut d'autant moins se refuser à la nécessité de cette conséquence, que, malgré l'abondance toujours croissante de ces métaux, on n'aperçoit aucune trace de leur dépréciation, ni dans leur circulation générale en Europe, ni dans leur circulation particulière dans chaque pays, ni dans leur circulation d'un pays à l'autre, phénomène inconcevable dans le système de la fixation de leur valeur par leur abondance.

Quoique chaque État de l'Europe ait, depuis un siècle, plus ou moins multiplié les valeurs de circulation pour économiser l'emploi de l'or et de l'argent, et que par conséquent chacun d'eux en possède une quantité plus ou moins considérable, la valeur de ces métaux est la même dans ces divers États, ou du moins ne varie que de très-peu de chose, et l'on ne remarque pas que dans aucun il faille en donner une plus grande quantité pour le même produit.

L'Angleterre a porté l'émission des valeurs de circulation à un tel degré d'abondance, que l'imagination en est effrayée. On évalue à 36 milliards les paiemens qui s'effectuent chaque année dans la seule ville de Londres; et cependant l'or et l'ar-

gent qui circulent en Angleterre ne sont évalués qu'à 1,200 millions. On est donc parvenu, soit par les valeurs de circulation, soit par la rapidité de la circulation, à les multiplier plus de trente fois; d'où il suit que si l'abondance devait les déprécier, et par conséquent augmenter la valeur des autres produits dans la proportion de leur dépréciation, tous les produits du sol et de l'industrie de l'Angleterre devraient avoir augmenté de valeur et dépassé de beaucoup celles des produits de tous les autres pays de l'Europe; il est cependant certain que, si l'on en excepte ses produits agricoles, qui sont à un prix plus élevé que dans le reste de l'Europe, ses autres produits, et surtout ceux de l'industrie et du commerce, ne diffèrent pas de valeur d'avec ceux des autres pays, la plupart même sont à beaucoup meilleur marché, et à cet égard il ne peut pas s'élever de doute; il suffit de l'état de leurs relations avec les autres peuples. Non seulement les marchés de l'Angleterre ne sont point envahis par les produits de l'industrie étrangère, mais même l'industrie étrangère ne peut pas soutenir sa concurrence dans le marché général; d'où l'on peut conclure avec certitude, que l'abondance de ses valeurs de circulation ne les a point dépréciées, et n'a point augmenté la valeur des produits de son industrie.

Que si l'on se demande pourquoi ses produits

agricoles ont augmenté de valeur dans une proportion plus forte que dans aucune autre partie de l'Europe, quoique les produits de son industrie n'aient point participé à cette hausse, je crois qu'il est facile d'en donner une raison plausible et surtout de démontrer qu'on n'en doit point attribuer la cause à l'abondance de leurs valeurs de circulation.

Il est d'abord extrêmement remarquable que ce qui arrive à l'Angleterre par rapport à la hausse de la valeur de ses produits agricoles, depuis l'abondance de ses valeurs de circulation, est également arrivé à l'Europe lors de l'abondance de l'or et de l'argent produite par la découverte et l'exploitation des mines de l'Amérique. Dans les deux cas, il n'y a eu que les produits agricoles qui aient éprouvé une hausse dans leur valeur; les produits de l'industrie n'y eurent aucune part, peut-être même éprouvèrent-ils une baisse; preuve évidente que ces deux effets contraires ne peuvent pas résulter de la même cause, car il serait inconcevable que l'abondance de l'or et de l'argent eût diminué leur valeur par rapport aux produits agricoles, et se fût conservée tout entière par rapport aux produits de l'industrie et du commerce. Il faut donc chercher ailleurs que dans l'abondance de l'or et de l'argent la cause de l'élévation des produits agricoles et de la stabilité, ou même de la baisse des

produits de l'industrie; et, si je ne m'abuse point, on la découvre dans la nature de ces deux genres d'industrie.

Quand l'exploitation des mines de l'Amérique fit abonder l'or et l'argent en Europe, toutes les classes industrieuses et laborieuses s'efforcèrent d'augmenter leurs produits pour en obtenir une plus grande part dans leur répartition. Leur application fut suivie du perfectionnement de leurs travaux et de leur industrie, et ce perfectionnement augmenta la quantité des produits et en baissa la valeur. Le temps, loin d'arrêter ou de limiter les progrès de l'industrie, ne fit que les multiplier; de sorte que ces classes, quoique toujours mieux récompensées, furent toujours en état de donner leurs produits à meilleur marché; on voit donc que la baisse des produits de l'industrie dérive tout entière du perfectionnement des travaux de la production, et quoique ce perfectionnement soit déjà parvenu à un haut degré, il est encore permis d'espérer qu'il n'a pas atteint le terme auquel il peut arriver.

Quant aux produits agricoles, ils ne pouvaient ni suivre la même direction, ni se flatter du même succès; leur nature y résistait. On ne pouvait pas en augmenter la quantité par le perfectionnement de l'agriculture. Outre que ce perfectionnement est plus difficile qu'on ne le pense, on ne pouvait l'at-

tendre que du perfectionnement de l'industrie, des arts et du commerce, et par conséquent on ne dut pas chercher dans l'amélioration de l'agriculture l'accroissement de ses produits. Il dut paraître plus simple et plus naturel de suppléer à l'impuissance de l'agriculture par l'extension de l'agriculture, et les défrichemens furent la seule ressource à laquelle on eut recours, et à laquelle on pouvait en effet recourir. Mais les nouvelles terres mises en culture n'étaient ni aussi fécondes, ni aussi faciles à cultiver, ni aussi productives que celles qui avaient été anciennement cultivées. Dans tous les pays et dans tous les temps, on cultive d'abord les meilleures terres, les bonnes viennent ensuite, et l'on ne descend aux médiocres et aux mauvaises que lorsque les premières ne suffisent plus aux besoins; mais on doit sentir qu'à mesure qu'on passe des meilleures terres aux bonnes, de celles-ci aux médiocres et aux mauvaises, les frais de productions augmentent, les produits sont moins abondans, et leur valeur doit nécessairement hausser. C'est ce qui arriva à l'Europe lorsque sa prospérité accrut sa population et nécessita l'accroissement de ses produits agricoles. Pendant le premier siècle de sa prospérité, la valeur de ses produits agricoles quintupla; dans le siècle suivant, elle baissa et fut réduite de trois à quatre fois ce qu'elle était auparavant, et depuis un siècle elle a plutôt baissé que

haussé. Quelle fut la cause de cette élévation, de cette baisse et de cette stabilité de la valeur des produits agricoles? N'est-ce pas que la demande d'une plus grande quantité de produits agricoles fut d'abord faite à la vieille Europe qui ne put y satisfaire qu'en défrichant des terres moins productives et d'une culture plus dispendieuse que celles qu'elle avait cultivées jusqu'alors, qu'ensuite de nouveaux pays jusqu'alors incultes ont été successivement cultivés avec plus d'avantages, et qu'enfin les produits de l'agriculture se sont proportionnés aux besoins de la population croissante. Si les bords de la Baltique, si la Prusse, la Russie et l'Amérique ne fussent pas venus au secours de la culture de l'antique sol de l'Europe, il est impossible de prévoir à quelle valeur se seraient élevés les produits agricoles; elle ne se serait infailliblement arrêtée que par la limitation de l'accroissement de la population. Mais, quelqu'eût été l'événement, il est évident que la hausse de la valeur des produits agricoles n'aurait pas plus été l'effet de l'abondance de l'or et de l'argent comme produit préféré, que cette abondance n'avait influé sur la stabilité, ou même la baisse des produits de l'industrie.

La cause de la hausse des produits agricoles dans toute l'Europe est exactement la même que celle qui a porté la valeur des produits agricoles de l'Angleterre au double de celle qu'ils ont dans

le reste de l'Europe. Cette hausse vient surtout de ce que l'Angleterre veut tirer de son sol tous les produits nécessaires aux besoins de sa consommation; elle y réussit encore à peu de chose près, mais c'est à grands frais et avec des dépenses de beaucoup supérieures à celles des autres cultures de l'Europe. Les informations les plus authentiques lui ont appris que ses cultivateurs ne peuvent pas lui livrer le blé à moins de 4 francs le boisseau pesant 20 livres poids de marc, tandis qu'il ne coûte pas la moitié aux cultivateurs des autres pays (1). Ce n'est donc pas à l'abondance des valeurs de circulation que l'Angleterre doit attribuer la valeur de ses produits agricoles, mais à son aveuglement et à sa persistance à vouloir les arracher à un sol qui ne peut les lui donner qu'à ce prix; tandis qu'il lui serait si facile de se les procurer à moitié meilleur marché, ce qui lui serait infiniment avantageux et non moins favorable aux progrès de la richesse générale.

Ainsi, quand on a bien étudié les causes qui ont influé sur l'élévation, la baisse ou la stabilité de la valeur des produits du travail en Europe depuis sa prospérité, on voit que ces causes n'ont

(1) *Voyez* Enquête devant une commission de la Chambre des Communes, insérée dans le *Morning-Chronicle* du 25 août.

L'abondance de l'or et de l'argent n'a aucune influence sur leur valeur.

aucune relation avec l'abondance de l'or et de l'argent comme produit préféré, ni avec l'abondance des valeurs de circulation qui en ont économisé l'emploi et augmenté l'abondance.

Que si ce résultat des faits ne paraît pas encore satisfaisant, et si l'on veut savoir pourquoi l'abondance et la valeur qui, dans tout autre espèce de produits, réagissent l'une sur l'autre, sont sans influence sur l'or et l'argent, considérés comme produit préféré, ainsi que sur les valeurs de circulation, il semble facile d'en apercevoir la raison dans la différence de la nature du produit préféré et de celle des produits ordinaires.

Pourquoi ?

Si la valeur des produits ordinaires se déprécie par leur abondance, c'est qu'elle cesse d'exister aussitôt qu'ils ont atteint le terme du besoin. Quel est le consommateur qui achetera un setier de blé, une pièce de vin, un habit, quand il n'en a pas un besoin actuel ou prochain ? A la vérité, le spéculateur supplée à l'indifférence du consommateur, mais alors même la valeur diminue, parce que le spéculateur cherche à rendre sa condition aussi avantageuse qu'il lui est possible ; voilà pourquoi la valeur des produits ordinaires se règle toujours par leur abondance.

Il n'en est pas de même du produit préféré : qui a jamais assez d'or et d'argent ? qui en a trop ? qui refuse d'en avoir encore ? qui n'est pas disposé

à en augmenter la masse par son travail, son industrie, et l'emploi de ses talens et de ses facultés? qui craint d'en voir diminuer la valeur par leur abondance? Quand la fécondité des mines de l'Amérique versa en Europe une quantité prodigieuse d'or et d'argent, on dut la trouver bien faible en comparaison des peuples, des classes, des familles et des individus qui aspiraient à s'en approprier la plus grande portion qu'ils pouvaient en obtenir. La surface que ces métaux précieux parcouraient, s'agrandissait à chaque pas qu'ils faisaient, et il y avait plus de mains ouvertes pour les recevoir, qu'il n'y en avait de pleines pour les distribuer. Tel individu qui n'avait connu que la monnaie de cuivre, reçut une monnaie d'argent, et put prétendre à une pièce d'or. Plus le commerce, l'industrie et le travail les répandirent dans les classes industrieuses et laborieuses, plus on en connut les avantages, plus on en sentit le besoin, plus on fit d'efforts pour s'en procurer, et plus l'abondance se trouva hors de proportion avec l'étendue de la demande. Au lieu de saturer le besoin par l'abondance de leurs produits, les mines de l'Amérique ne firent que l'accroître, et l'avarice appauvrit leur richesse.

D'ailleurs, l'abondance de l'or et de l'argent ne servit point à satisfaire l'avarice particulière et générale, elle atteignit un but plus utile et plus pro-

fitable à l'espèce humaine; elle fit naître des produits en quantité suffisante pour payer leur valeur. Comme il ne suffisait pas de désirer l'or et l'argent pour les obtenir, et que ceux qui les avaient importés de l'Amérique, ne s'en dessaisissaient que moyennant un équivalent, toutes les classes industrieuses et laborieuses furent obligées d'augmenter leurs produits, pour satisfaire leur avidité; et dès lors on vit les produits du travail s'accroître dans la proportion de l'abondance du produit préféré, c'est-à-dire dans la proportion de l'abondance de l'or et de l'argent. Cet effet de l'abondance du produit préféré, relativement aux produits ordinaires, ne fut ni local, ni temporaire; il est et sera toujours le même, parce qu'il a sa cause dans le cœur de l'homme avide de jouissances, et toujours disposé à se procurer les moyens de les satisfaire. Ainsi l'homme travaille pour acquérir le produit préféré, avec lequel il peut obtenir les objets de ses désirs, et le produit préféré devient la source féconde de tous les produits du travail.

Et ce n'est pas ici une vaine théorie, fondée sur la spéculation et sur de pures considérations morales; elle est le résultat évident de l'histoire de la richesse moderne de l'Europe.

Preuve tirée de l'histoire de la richesse moderne en Europe.

Avant la découverte des mines de l'Amérique, l'industrie de l'Europe était faible, languissante; concentrée dans un petit nombre de villes, en

Italie, en Espagne, et dans le nord de l'Europe; elle ne pouvait, par ses seules forces, dépasser ses étroites limites. D'où reçut-elle l'impulsion qui les lui fit franchir? De la seule fécondité des mines de l'Amérique.

L'exploitation de ces mines occupait une population nombreuse, qui fut alimentée et entretenue par les produits du sol et de l'industrie de l'Europe, et qui par conséquent en favorisa l'extension et l'accroissement.

D'un autre côté, l'importation en Europe des produits des mines de l'Amérique y ouvrit de nouvelles sources de travail, d'industrie et de commerce, soit dans les nouvelles relations de ces deux parties du monde, soit dans le commerce de l'Europe avec les Grandes-Indes, que favorisait la découverte récente d'un passage par le Cap de Bonne-Espérance. Ce commerce, jusqu'alors si funeste à l'Europe, cessa d'être malfaisant pour elle, et fut peut-être utile à son industrie et à sa richesse, parce qu'il multiplia les objets d'échange, offrit de nouvelles jouissances aux peuples de l'Europe, et de nouveaux équivalens aux produits de son travail. L'or et l'argent extraits des mines de l'Amérique, importés en Europe, et de l'Europe dans l'Inde, établirent des relations entre toutes les parties du monde, couvrirent les mers de vaisseaux, rapprochèrent les peuples les plus éloignés, renouèrent

les liens de la grande famille du genre humain, dispersée sur le globe, l'associèrent au partage de tous les bienfaits de la nature, l'excitèrent au travail, et ouvrirent à son industrie une carrière indéfinie et illimitée.

Mais ce fut surtout en Europe, que les trésors de l'Amérique exercèrent la plus vaste et la plus utile influence. Ils formèrent de nouveaux rapports entre tous les peuples, ou agrandirent ceux qui existaient, et fomentèrent partout une activité jusqu'alors inconnue, et dont on ne trouve point de traces à aucune époque de l'histoire du monde. Portés dans les marchés de l'Europe, pour y payer les produits dont les peuples propriétaires des mines de l'Amérique avaient le besoin, le désir ou la fantaisie, l'or et l'argent excitèrent la concurrence de toutes les industries, de tous les travaux, de toutes les espérances, de toutes les ambitions. Ces métaux, jusqu'alors rares, et circulant exclusivement parmi les classes riches, se répandirent successivement dans toutes les classes industrieuses et laborieuses, et y firent naître une émulation générale, le sentiment de l'aisance et du bien-être, et jusqu'à l'espoir des jouissances. Jusqu'alors on n'avait eu que peu de motifs, pour travailler au delà du besoin; mais quand le travail fut stimulé par l'espoir des accumulations, il n'eut plus de bornes. On vit les produits de l'industrie s'accroître dans la propor-

tion de l'accroissement de l'or et de l'argent, et, par un prodige incroyable et peu observé, les produits de l'industrie prirent un tel accroissement, que l'or et l'argent qui les avaient fait naître ne suffirent plus à leur circulation. L'impulsion fut si forte, le mouvement si universel, et le succès si rapide, que l'Europe et le monde commerçant, qui, avant la découverte et l'exploitation des mines de l'Amérique, étaient dans un état de pénurie voisin de l'indigence et de la misère, regorgent maintenant de richesses; l'or et l'argent ne suffisent plus pour les faire circuler; il a fallu recourir à des valeurs de circulation, dont l'or et l'argent ne sont que le type, l'étalon, l'appui et le garant. Comment donc un tel ordre de choses, attesté par le témoignage de l'histoire, n'a-t-il pas détrompé ceux qui ont cru que l'or et l'argent s'étaient dépréciés par leur abondance? comment ne se sont-ils pas aperçus que l'abondance de l'or et de l'argent, quelque grande qu'elle soit, ne sera jamais égale aux besoins de l'avarice qui les convoite?

Il n'est pas échappé à Adam Smith, que la prospérité de l'Europe date de la découverte des mines de l'Amérique, et il en est convenu; mais il prétend « que ces deux événemens contemporains ont » eu des causes différentes, et qu'à peine ont-ils » même eu quelque liaison l'un avec l'autre. » Celui-là, ajoute-t-il, est l'effet du hasard, et

Objection d'Adam Smith contre l'induction tirée des faits.

» celui-ci est né de la ruine du système féodal,
» et de l'érection d'un gouvernement qui a donné
» à l'industrie le seul encouragement qu'elle de-
» mande, l'assurance qu'elle jouira des fruits de
» son travail (1). »

Réfutation de ses objections.

Est-il bien vrai que la ruine du système féodal ait été la cause de la prospérité de l'Europe, et que l'importation de l'or et de l'argent n'y ait eu aucune part? Interrogeons encore les faits; et, si je ne m'abuse point, leur témoignage ne confirmera point les conjectures d'Adam Smith.

C'est au commencement du seizième siècle, sous le règne de Charles-Quint, qu'on aperçoit en Europe les apparences d'une prospérité nouvelle; et dans quelles parties se firent-elles remarquer d'abord? En Portugal et en Espagne, dans les deux pays qui avaient les premiers recueilli les bienfaits de la découverte des mines de l'Amérique et d'un passage aux Grandes-Indes par le Cap de Bonne-Espérance. Le Portugal et l'Espagne étaient-ils alors délivrés du joug destructif et ruineux de la féodalité? Non, sans doute. On voit bien que dans les premières années du règne de Charles-Quint, plusieurs villes d'Espagne, que les trésors de l'Amérique avaient enrichies, tentèrent de rendre la liberté à leur patrie; mais leurs efforts ne furent

(1) Liv. II, Conclusion.

pas heureux, et n'aboutirent qu'à l'asservir au despotisme. La ruine du système féodal n'eut donc aucune part à la prospérité passagère de l'Espagne et du Portugal.

Lorsque les guerres de Charles-Quint et de Philippe II, et les entreprises commerciales des Hollandais firent circuler dans l'Europe les trésors jusqu'alors réservés au Portugal et à l'Espagne, le système féodal y subsistait encore. S'il n'était pas dans sa puissance, il était au moins dans toute sa force, et prédominait dans toutes les institutions politiques, civiles et économiques; et si on le détruisit peu à peu par la conversion des droits féodaux en prestations pécuniaires, des services personnels en contributions publiques, et du gouvernement féodal en gouvernement militaire, ce fut à prix d'argent, avec l'or et l'argent importés de l'Amérique avec les richesses accumulées par l'industrie et le commerce. Loin donc que la ruine du système féodal ait seule déterminé la prospérité de l'Europe, c'est au contraire la prospérité de l'Europe qui a détruit et renversé le système féodal.

Si, comme l'observe Adam Smith, la Pologne, où le système oppresseur de la féodalité est encore debout, languit dans la pauvreté, comme avant la découverte de l'Amérique, c'est que la Pologne n'a jamais pris une assez grande part aux trésors de l'Amérique, et n'a jamais été assez riche pour

offrir à ses seigneurs le prix de sa liberté, et pour se racheter des services ruineux de la féodalité. Les métaux précieux y ont, à la vérité, pénétré, ainsi que dans le reste de l'Europe ; mais ils se sont arrêtés aux classes riches et opulentes, et ne sont pas parvenus aux autres classes, parce que ces classes sont la propriété des classes riches, parce que ces classes n'ont aucune part à l'industrie et au commerce, les seuls canaux par lesquels la richesse peut arriver jusqu'à elles. Les Juifs s'approprient tous les bienfaits de l'industrie et du commerce, et par conséquent il ne reste aux malheureux Polonais, aucun moyen de sortir de l'état déplorable dans lequel la féodalité les a plongés : tout ce qu'on peut conclure de cet exemple, c'est que la féodalité peut arrêter la prospérité que l'abondance de l'or et de l'argent assure à tous les peuples industrieux et commerçans.

Il est d'autant plus étrange qu'Adam Smith n'ait pas tiré cette conséquence, qu'il en a fait l'application à l'Espagne et au Portugal. Il convient que si ces deux pays sont les plus pauvres de l'Europe, quoiqu'ils abondent en métaux précieux, c'est que ces peuples, en détruisant le gouvernement féodal, ne l'ont pas remplacé par un meilleur. Ce qui est vrai de l'Espagne et du Portugal, l'est également de la Pologne. C'est aux vices du gouvernement de ces peuples qui paralysent toutes les

facultés du travail, de l'industrie et du commerce, qu'il faut s'en prendre, si les Polonais, les Espagnols et les Portugais n'ont pas profité des avantages que les autres peuples ont recueillis de l'abondance de l'or et de l'argent; mais on aurait tort d'en conclure que le renversement du gouvernement féodal dans les autres États de l'Europe a été la seule et la véritable cause de leur prospérité. Les mauvais gouvernemens sont un obstacle à la prospérité des peuples; mais leur renversement ne suffit pas pour la créer, l'accroître et la consolider. Les bons gouvernemens secondent, encouragent et protégent le travail et l'industrie, ces sources fécondes de la prospérité et de la richesse. Mais quels sont les mobiles de l'industrie et du travail? Ce sont le sentiment du bien-être, le désir des jouissances, l'attrait de l'ambition; et de toutes les causes qui peuvent les produire, il n'en est pas de plus puissantes et de plus infaillibles que l'or et l'argent, ce produit préféré et désiré dans le monde entier : *auri sacra fames*.

Je pourrais, et peut-être je devrais borner là le développement des effets de l'abondance de l'or et de l'argent, et de son influence sur la richesse de l'Europe; mais cette matière est si importante et a été tellement dénaturée dans tous les traités d'économie politique, que je me flatte qu'on me pardonnera tous les efforts qui peuvent détruire les

fausses notions qu'on en a données, et faire sentir toute l'importance du rôle que l'or et l'argent jouent dans la formation autant que dans la distribution de la richesse.

Nous avons vu comment l'abondance de l'or et de l'argent a contribué aux progrès de l'industrie et du commerce; faisons maintenant un pas de plus, et voyons si la stérilité des mines, si une moindre fécondité, et même si la diminution de l'or et de l'argent en circulation opéreraient en sens inverse de leur abondance; arrêteraient les progrès de l'industrie et du commerce, et entraîneraient la décadence de la richesse; ou si, au contraire, ces mobiles conserveraient toute leur puissance malgré l'affaiblissement de leurs forces.

Si l'or et l'argent, en circulation dans un pays, diminuaient tout à coup de moitié, quel serait l'effet de leur diminution?

Si l'abondance des mines d'or et d'argent diminuait, si l'or et l'argent qui circulent dans le monde entier étaient tout à coup réduits de moitié, quel en serait l'effet sur l'industrie et le commerce? Toutes les classes industrieuses et laborieuses consentiraient-elles à réduire leur salaire à la moitié des pièces d'or et d'argent qu'elles avaient coutume de recevoir? Les capitalistes et les propriétaires de terre consentiraient-ils à la même réduction sur leurs bénéfices et leurs rentes? Cela serait peut-être vrai si tous les travaux, toutes les industries, tous les commerces étaient également nécessaires, utiles et agréables. Comme on aurait le même besoin,

ou le même désir de leurs produits, et qu'il n'y auroit qu'une certaine quantité d'or et d'argent pour les payer, il faudrait bien que leur valeur descendît dans la proportion de la diminution de leur équivalent. Mais tous les produits du travail de l'industrie et du commerce ne sont pas également nécessaires ou recherchés. Il y en a qu'on préférerait et qui par conséquent conserveraient toute leur valeur, et ne se ressentiraient point de la réduction de la quantité de l'or et de l'argent. D'autres au contraire ne trouveraient point de consommateurs, n'auraient point de valeurs, et la production en serait abandonnée. Que deviendraient les classes employées dans ces branches d'industrie? Se reporteraient-elles vers les branches du travail qui auraient conservé toute leur activité? Mais ces branches auraient leurs travailleurs, et l'on ne pourrait en augmenter le nombre sans réduire leur salaire, sans les appauvrir, et sans entraîner leur décadence et leur ruine. Le résultat nécessaire de la diminution de l'or et de l'argent serait donc le dessèchement et la perte des branches d'industrie dont on ne pourrait plus payer les produits; et comme elles n'avaient dû leur existence qu'à l'abondance de l'or et de l'argent, elles la perdraient nécessairement par sa diminution.

Le travail et l'industrie de ce pays diminueraient.

Parviendrait-on à remédier au mal par l'émission des valeurs de circulation? Il n'est pas sûr que

ce remède fût efficace, et surtout on ne peut pas savoir quelle serait l'étendue de son efficacité. Nous verrons dans le chapitre suivant que les valeurs de circulation ne peuvent remplir leur destination, qu'autant qu'elles sont dans une certaine proportion avec l'or et l'argent, proportion encore inconnue, et qu'autant qu'on peut les réaliser à volonté en or et en argent. Il pourrait donc très-bien arriver qu'au lieu de pouvoir augmenter les valeurs de circulation dans la proportion de la diminution de la quantité de l'or et de l'argent, on fût obligé de les réduire dans la proportion de cette diminution; de sorte que, dans cette hypothèse, le mal résultant de la diminution de la quantité de l'or et de l'argent serait doublement funeste à l'industrie et au commerce.

Ce résultat démontré par les faits.

Ce résultat n'est point hypothétique, idéal et imaginaire; il repose sur les faits et sur l'expérience. Quiconque a bien observé la marche des affaires d'un pays, quand, par quelque cause que ce soit, une partie de son or et de son argent est sortie de la circulation, lorsqu'une voix générale répète que l'argent est rare et que le commerce ne va point, a dû remarquer que les boutiques sont encombrées de marchandises, que certains produits ne trouvent point de consommateurs, que la consommation des autres est lente, que les consommateurs se réduisent au nécessaire, ne se dessaisissent qu'avec

peine de leur or et de leur argent, et en resserrent tout ce qu'ils peuvent en épargner, dans l'espoir de se préserver des accidens qu'ils redoutent. Dans le plus haut période de ces crises terribles, le pays peut cependant n'avoir souffert aucune perte dans sa population, dans son travail, son industrie et son commerce; il peut n'être frappé que de la crainte d'événemens dont il croit que l'or et l'argent peuvent seuls le préserver; mais cette crainte suffit et opère le même effet que la réalité, parce qu'elle fait sortir de la circulation l'or et l'argent, mobiles et instrumens du travail, de l'industrie et du commerce; parce que la disparition d'une partie de l'or et de l'argent jette le désordre dans la circulation, dans la consommation, dans la production et dans le travail; parce que si ce désordre se prolonge, le pays est menacé des plus grandes calamités, la prospérité décheoit, et la fortune publique est exposée à une ruine imminente et rapide.

Je sais et je dois convenir qu'Adam Smith a envisagé cet événement d'une manière bien différente; mais a-t-il eu raison? Il est permis d'en douter.

« Il n'est rien de plus commun, dit cet écri- Adam Smith donne une autre explication des faits.
» vain, que d'entendre les hommes se plaindre
» de la rareté de l'argent. L'argent, comme le vin,
» est toujours rare pour ceux qui n'ont ni mar-
» chandises pour en acheter, ni crédit pour en

» emprunter. Avec l'un ou l'autre de ces moyens,
» on a toujours de ces deux denrées autant qu'il
» en faut pour satisfaire au besoin (1) ».

Cette explication n'est point satisfaisante.

Ce raisonnement n'est fondé qu'autant qu'il serait vrai que dans tous les temps on trouve de l'argent ou du crédit pour des marchandises, ce qui certainement n'est confirmé ni par les faits, ni par l'expérience.

Quand l'argent manque dans un pays, les moyens d'acheter les marchandises diminuent; il y a plus d'objets à vendre que d'argent pour les acheter, et l'abondance des produits ne supplée point à la rareté de l'argent. Dans cette situation, que faire? Déterminera-t-on les possesseurs de l'argent à lui préférer les marchandises et à le dépenser, quand ils veulent le garder? Je n'en connais pas le moyen, et peut-être n'existe-t-il pas.

Portera-t-on les marchandises à l'étranger, et en rapportera-t-on de l'argent? Mais il n'est pas sûr que l'étranger ait besoin de marchandises, et encore moins qu'il veuille les payer en argent. On peut donc avec des marchandises manquer d'argent.

Emploiera-t-on le crédit pour se procurer l'argent qu'on ne peut pas obtenir avec des marchandises? Mais à qui demander ce crédit?

(1) Liv. 4, chap. 1er.

Est-ce aux nationaux, qui resserrent leur argent, parce qu'ils croient voir dans son resserrement des motifs de sécurité, ou des avantages assurés? Il ne serait pas sage d'invoquer leur confiance, quand ils n'en ont que dans l'argent.

Les étrangers seront-ils moins craintifs et plus confians que les nationaux? On a vu en effet des ministres fidèles à la doctrine d'Adam Smith faire venir de l'argent de l'étranger sur le crédit du commerce; mais quel avantage tirait-on de cette ressource temporaire et momentanée? L'or et l'argent importés de l'étranger n'étaient pas plutôt mis en circulation qu'ils en sortaient pour aller grossir les trésors cachés, et lorsque l'époque du remboursement à faire à l'étranger était arrivée, il en coûtait des frais énormes qui ajoutaient à la difficulté du remboursement et augmentaient encore la rareté de l'or et de l'argent. Il peut donc arriver qu'avec du crédit on ne puisse pas plus se procurer de l'or et de l'argent qu'avec des marchandises.

Vainement multiplierait-on les produits pour se passer de l'argent et du crédit; les produits ne sont point de l'argent; et quand on préfère l'argent aux produits, à quelque degré qu'on multiplie les produits dont on n'a pas besoin, ou dont on ne se soucie pas, on n'obtiendra pas l'argent qu'on désire. Il n'y a qu'un seul moyen de donner de la valeur aux produits, et par conséquent de faire

rentrer l'argent dans la circulation, c'est de faire renaître le besoin de consommer, le désir des jouissances, le sentiment du bien-être; et on ne peut trouver ce moyen que dans l'ordre, la sûreté des personnes, la garantie des propriétés, le libre exercice de toutes les facultés industrielles, et la certitude de la jouissance de leurs bienfaits.

La diminution de l'or et de l'argent en circulation dans le monde commerçant, aurait-elle le même effet sur tous les peuples?

Ce qui arrive à un peuple, quand l'argent est rare chez lui, aurait-il également lieu si la rareté de l'argent se faisait sentir chez tous les peuples, ce qu'on ne peut admettre que par supposition, mais dont la supposition me semble propre à ajouter un nouveau degré d'évidence à la nécessité et aux avantages de l'abondance de l'or et de l'argent.

Si tous les peuples étaient tout à coup privés d'une partie de l'or et de l'argent qu'ils emploient dans la circulation de leurs produits, ils ne pourraient continuer leurs relations, quand même les produits qu'ils exportent suffiraient pour payer ceux qu'ils importent. Cette assertion paraîtra sans doute bien paradoxale aux sectaires d'Adam Smith; elle me paraît cependant de toute évidence.

La privation d'une partie de l'or et de l'argent nécessaires à la circulation générale des produits du monde commerçant empêcherait chaque peuple de consommer autant de produits étrangers qu'il en consommait, parce que chacun d'eux voudrait faire tourner la balance en sa faveur, et en

recevoir le montant en or et en argent, dont la rareté fait sentir davantage le besoin. Tous se disputeraient donc l'argent, et un petit nombre seulement l'obtiendrait; ce seraient ceux dont les produits seraient préférés; les autres ne pourraient échanger leurs produits que contre d'autres produits; mais quels seraient ces produits? Seraient-ils les mêmes que ceux qu'on avait coutume d'importer, moins l'or et l'argent qui en faisaient partie? En ce cas, ceux qui les importeraient les paieraient plus chers qu'ils n'avaient coutume de les payer, et il faudrait les vendre plus chers dans le pays où ils seraient importés; ce qui en diminuerait la consommation, et en réduirait la production. Le pays importateur recevant moins qu'il ne recevait, et donnant autant qu'il avait coutume de donner, s'appauvrirait donc nécessairement.

Il ne serait ressenti que par les peuples pauvres, ou moins avancés en civilisation.

Que si, au contraire, on suppose que la portion d'or et d'argent que chaque peuple avait coutume d'importer, et dont il serait alors privé, serait remplacée par d'autres produits, ce qui n'est pas facile à comprendre, les pays qui donneraient cet excédant de produits sans équivalens, seraient en perte, et s'appauvriraient, lors même que les autres ne s'enrichiraient pas. En un mot, dès qu'une portion de l'équivalent des échanges disparaîtrait de la circulation, ceux qui seraient privés de leur part dans cet équivalent, éprouveraient une perte réelle qui

porterait atteinte à leurs relations, si elle n'en arrêtait pas le cours.

Ainsi, dans quelque hypothèse qu'on se place pour déterminer l'influence de l'or et de l'argent sur la richesse, soit qu'on calcule les effets de leur abondance, soit qu'on préjuge les résultats de leur rareté, on arrive également à la même conséquence, et il paraît également démontré que leur abondance favorise les progrès de la richesse, et que leur rareté entraîne sa décadence et sa ruine. La démonstration est donc arrivée, sur ce point, au plus haut degré auquel elle puisse parvenir.

Il ne reste plus, pour épuiser entièrement ce sujet, et connaître, dans toute son étendue, l'influence de l'or et de l'argent sur la formation des richesses, qu'à porter son attention sur une question agitée par Adam Smith, et à apprécier la solution qu'il lui a donnée.

Le prix de l'or et de l'argent est-il plus élevé dans les pays riches que dans les pays pauvres?

« Cet écrivain prétend que dans tous les temps, » et quel que soit l'état des mines, le prix de l'or » et de l'argent s'élève naturellement plus haut » dans un pays riche que dans un pays pauvre, » et que l'or et l'argent sont naturellement donnés » en échange pour une plus grande quantité d'alimens dans une contrée riche et abondamment » pourvue de vivres, que dans une contrée dé» pourvue et mal fournie de comestibles (1) ».

(1) Liv. 1er., chap. 2, Digression, 1re. partie.

Réfutation de l'opinion d'Adam Smith sur ce sujet.

Cette assertion d'Adam Smith est la conséquence de son opinion sur la nature des produits ordinaires et du produit préféré. Comme il les assimile, il les fait également dépendre de la loi commune des valeurs; mais j'ai de la peine à comprendre comment cette nouvelle induction de son opinion ne lui en a pas fait sentir l'erreur et les inconvéniens.

Si le prix de l'or et de l'argent variait sur quelque point du globe que ce soit, s'il était plus bas dans les pays pauvres, et plus élevé dans les pays riches, il deviendrait aussitôt l'objet des spéculations du commerce, et on l'exporterait des pays pauvres dans les pays riches, jusqu'à ce que l'équilibre des prix fût rétabli partout. L'or et l'argent sont un produit préféré pour tous les peuples qui entretiennent des relations commerciales les uns avec les autres; il doit donc nécessairement avoir la même valeur pour tous.

Mais tous n'en ont pas la même quantité; non que tous ne les désirent également, mais parce que tous n'ont pas des moyens égaux pour prétendre à des parts égales dans leur distribution. Les peuples pauvres en possèdent donc une moindre quantité que les peuples riches, et c'est, à mon avis, la meilleure preuve de leur pauvreté; non que la quantité d'or et d'argent que chaque pays possède soit la mesure de sa pauvreté ou de sa richesse, comme on l'a cru trop long-temps, mais parce

qu'on a d'autant moins de moyens de s'enrichir qu'on possède moins d'or et d'argent, ou, ce qui est la même chose, parce qu'on en a une moindre quantité à sa disposition. Il arrive, dans ce cas, aux peuples comme aux particuliers, qu'ils sont d'autant plus pauvres qu'ils ont moins de moyens de s'enrichir, possèdent moins d'or et d'argent, et ne peuvent en obtenir dans le marché général qu'une portion inférieure à celle des autres peuples. Dans cette opinion, l'or et l'argent ne sont ni la richesse, ni le signe, ni la mesure des valeurs, mais les mobiles les plus puissans et les plus efficaces du travail, de l'industrie et du commerce, ces sources inépuisables de la prospérité et de la richesse des particuliers et des peuples.

Mais de ce qu'un peuple pauvre n'est pas abondamment pourvu d'or et d'argent, il ne s'ensuit pas qu'ils aient moins de valeur pour lui, et qu'il ne les estime pas tout ce qu'ils valent pour les peuples riches. Il me semble, au contraire, que moins il en a, plus il doit les désirer, et que, s'il suffisait de les désirer, il les payerait à un prix plus élevé que les peuples riches, parce qu'il en a un plus grand besoin. Mais il en est de l'or et de l'argent comme des autres produits; il ne suffit pas de les désirer pour en obtenir la possession, il faut avoir un équivalent à donner en échange, et comme les peuples riches ont plus d'équivalens à donner que

les peuples pauvres, ce sont les peuples riches qui mettent le prix à l'or et à l'argent, et les peuples pauvres sont forcés de les payer aux prix que les peuples riches y ont mis. Il me semble donc que l'or et l'argent doivent avoir la même valeur pour tous les peuples, riches ou pauvres.

A la vérité, dans les pays riches où l'or et l'argent abondent, certains services et certains produits du travail, tels que les salaires, la rente de la terre et les comestibles, y sont à un prix plus élevé que dans les pays pauvres, ce qui semble annoncer que l'argent y est à meilleur marché; mais aussi, dans les pays pauvres, l'intérêt de l'argent, les bénéfices du capital et les produits de l'industrie y sont à un taux plus élevé que dans les pays riches, ce qui semble prouver également que l'or et l'argent y ont une plus grande valeur que dans les pays riches. Quelle conséquence tirer de ces faits contraires? C'est que ni les uns ni les autres ne peuvent déterminer la valeur de l'or et de l'argent, et lui sont entièrement étrangers. La cherté et le bon marché des produits, des services, des capitaux et de la rente de la terre, ne dérivent pas de l'abondance ou de la rareté de l'or ou de l'argent, mais de l'état de la richesse et de la prospérité des divers pays.

Dans les pays riches les comestibles y sont chers, parce qu'ils y sont dans une proportion inférieure

à la demande, parce que les concurrens pour acheter sont plus nombreux que ceux pour vendre, parce que les équivalens sont plus abondans que les approvisionnemens, parce que les progrès de l'agriculture ne marchent pas d'un pas égal avec les progrès de la population. Dans un pays pauvre, au contraire, les comestibles abondent et sont à bon marché, parce qu'ils sont l'objet principal et presque unique du travail, parce que la demande en est faible et les équivalens rares, et surtout parce que la population s'accroît lentement et lutte avec peine contre la misère qui l'assiége.

Il en est de même des salaires du travail et de la rente de la terre; s'ils sont à un prix élevé dans les pays riches, et à bon marché dans les pays pauvres, ce n'est pas parce que l'or et l'argent abondent dans les pays riches, et sont rares dans les pays pauvres, mais parce qu'il y a plus de demande du travail et de la terre et plus de richesses pour les payer dans les pays riches que dans les pays pauvres.

Enfin, si les bénéfices du capital et les produits de l'industrie sont à meilleur marché dans les pays riches que dans les pays pauvres, ce n'est pas parce que l'or et l'argent ont moins de valeur dans les uns que dans les autres, mais parce que, dans les pays riches, les capitaux sont plus abondans que dans les pays pauvres; parce que l'abondance des capitaux favorise les progrès et le perfectionne-

ment de l'industrie, parce que le perfectionnement de l'industrie baisse la valeur de ses produits dans une proportion qui étonne l'imagination, et à laquelle ne peut atteindre le bon marché des comestibles, des salaires et de la rente de la terre dans les pays pauvres.

On voit donc que la cause de la hausse et de la baisse du prix des choses, dans les pays riches ou pauvres, ne dérive pas, comme l'enseigne Adam Smith, de ce que les pays riches sont plus ou moins en état de donner un plus grand prix à l'or et à l'argent; ou, ce qui est la même chose, de ce que l'or et l'argent ont plus ou moins de valeur dans un pays que dans l'autre; leur valeur est la même partout; mais de ce que les choses contre lesquelles ils s'échangent ont des valeurs différentes. Suivant l'état de la richesse et de la prospérité de chaque pays, les choses varient, l'or et l'argent conservent seuls une valeur plus égale et plus uniforme, et c'est à leur égalité de valeur et à la variation de la valeur des choses, qu'il faut attribuer leur qualité de produits préférés, et l'influence qu'ils exercent sur la richesse.

L'égalité du prix de l'or et de l'argent dans le monde commerçant influe sur la richesse particulière et générale.

Si l'or et l'argent étaient mieux payés ou avaient une plus grande valeur dans les pays riches que dans les pays pauvres, il serait impossible d'enrichir les pays pauvres et de civiliser les peuples barbares et sauvages. Comme les pays pauvres ne

récompenseraient pas [illegible] et l'argent aussi-bien que les pays [illegible], on ne pourrait jamais les y introduire; et comme il me paraît impossible, et qu'il est sans exemple qu'un peuple soit sorti de la pauvreté et de la barbarie, et parvenu à la richesse et à la civilisation par sa seule impulsion, et sans aucune communication avec les autres peuples, il est évident que si les produits des peuples pauvres et barbares étaient plus chers que ceux des pays riches, toute communication serait impossible entre eux; par conséquent les peuples pauvres et barbares resteraient éternellement dans la pauvreté et dans la barbarie.

Mais il n'en est pas ainsi : parmi les peuples pauvres et barbares, les produits spontanés de la nature et ceux de l'agriculture y sont au prix le plus bas, tandis qu'ils sont au prix le plus élevé dans les pays riches; comme aussi, et par une sorte de compensation, les produits de l'industrie, qui dans les pays riches sont à très-bas prix, ont une très-grande valeur dans les pays pauvres. Il y a donc entre ces peuples des causes permanentes de communication, de rapprochement et de commerce; leurs relations les font jouir du bon marché de leurs produits réciproques, leur rendent communs leurs avantages particuliers, et les font participer aux bienfaits que la nature et la civilisation leur ont départis.

Ainsi la nature a établi, dans la différence de valeur des produits de chaque pays, des causes de communication de l'un avec l'autre, et, dans l'uniformité de valeur de l'or et de l'argent, un moyen d'échange de leurs produits, un régulateur de leurs relations commerciales et un mobile tout puissant de leur travail et de leur industrie.

Mais qu'on ne s'y méprenne pas : l'or et l'argent ne remplissent pas cette utile destination, comme simple produit du travail, dont la valeur se règle par l'abondance ou la rareté, ils sont un produit préféré par tous les hommes, par tous les peuples, par tout le monde commerçant. Leur valeur est la même partout, parce qu'on en a partout le même besoin, parce qu'ils excitent partout le même désir, parce qu'ils rendent partout le même service. Tous les autres produits varient dans leur valeur, parce qu'on peut atteindre au terme de leurs besoins, et qu'au delà ils n'ont plus de valeur ; mais l'or et l'argent, comme produit préféré, ne peuvent pas varier d'un pays à l'autre, ni entre les individus du même pays, parce que le besoin en est toujours le même, parce que l'avarice des hommes épuise l'abondance de la nature.

CHAPITRE III.

Des Valeurs fiduciaires de circulation.

Des valeurs fiduciaires de circulation.

La science des valeurs de circulation, fût-elle limitée à la connaissance de la nature du produit préféré, de ses diverses espèces locales, nationales et universelles, et de l'influence de chacune d'elles sur la richesse particulière, nationale et universelle, offrirait encore un grand intérêt, de vastes rapports, d'immenses résultats, et mériterait d'occuper une place distinguée dans la science de l'économie politique; ce n'est cependant là que son premier pas, et pour ainsi dire son point de départ. De la découverte des valeurs fiduciaires, de leur emploi, de leur direction, de leur classification dans un ordre scientifique, datent ses progrès, ses succès et sa gloire.

Dès qu'on eut déterminé le producteur à livrer ses produits, sur la promesse de lui en payer la valeur en produit préféré, la science des valeurs de circulation prit un grand essor, étendit ses vues, multiplia ses combinaisons, et atteignit à des résultats qui étonnent l'imagination.

Bientôt, à la promesse de livrer le produit préféré, donnée et reçue pour prix des produits ordinaires, on ajouta la faculté de circuler de

main en main, et chacune de ses mutations rendit un nouveau service, et ajouta une nouvelle valeur à celle qu'elle avait.

Enfin, le système des valeurs fiduciaires fut complet, lorsqu'à l'échéance de la promesse de livrer le produit préféré, on trouva le moyen de l'éteindre par la compensation, avec une autre promesse de la même nature; de sorte qu'il fut alors possible, et qu'il est devenu habituel, qu'une promesse de livrer le produit préféré, mette en mouvement une quantité plus ou moins grande des produits du travail, lui fasse parcourir la distance qui sépare le producteur du consommateur, et qu'à son échéance, celui qui doit livrer le produit promis, en soit dispensé, parce qu'il est porteur d'une promesse qui lui donne le droit de recevoir le produit qu'il doit livrer. Dans cette hypothèse, les deux promesses s'éteignent l'une par l'autre, sortent de la circulation sans bourse déliée, sans l'emploi de la plus petite portion du produit préféré; et par conséquent des quantités plus ou moins grandes des produits du travail ont circulé par la seule impulsion du produit préféré, et ont été consommées sans son secours, et même sans son intervention.

Je n'ai pas le dessein d'entrer dans le détail des mesures, des institutions et des méthodes qui

Des parties du sujet traité dans ce chapitre

produisent ce phénomène; j'ai rempli, autant qu'il était en mon pouvoir, cette tâche difficile dans mon dernier ouvrage (1); je me bornerai en ce moment à l'examen de quelques questions sur la nature, les avantages et les inconvénients des valeurs fiduciaires; questions qui embarrassent cette partie de la science économique, arrêtent ses progrès et restreignent ses bienfaits.

De la nature des valeurs fiduciaires.

Les valeurs fiduciaires ne sont propres à la circulation des produits du travail qu'autant qu'elles consistent dans la promesse de livrer le produit préféré, qui en forme la valeur et l'équivalent. La promesse de livrer tout autre produit n'opérerait pas le même effet, parce que ce produit, quel qu'il fût, serait sujet à des variations auxquelles le produit préféré n'est pas exposé, ou l'est moins, surtout quand il est d'or ou d'argent, comme il l'est actuellement dans le monde commerçant; parce que des promesses de cette nature ameneraient la circulation à l'état où elle était avant la découverte du produit préféré, et la réduiraient à l'échange matériel des produits contre des produits, condition la moins favorable à la circulation, à la consommation et aux progrès de la richesse.

Lors même que les valeurs fiduciaires reposent sur la promesse de livrer de l'or et de l'argent,

(1) *Des Systèmes d'Économie politique.*

elles ne sont pas toutes également propres à la circulation, et c'est par une méprise grave qu'on les a toutes confondues sous la dénomination de papier-monnaie. Cette confusion n'est pas une des moindres causes du désordre qui règne dans cette partie de la science.

On peut distinguer les valeurs fiduciaires employées dans la circulation, par le caractère de ceux qui les mettent en circulation, et alors elles sont de trois sortes. De leurs espèces.

Les unes émanent des négocians, des banquiers et des banques, et consistent dans les lettres-de-change, billets à ordre, à vue, de caisse et de dépôt; dans les bordereaux et actions des compagnies ou entreprises du commerce.

Les autres sont émises par les gouvernemens, sous le titre de dette consolidée, exigible, du service courant, et de papier-monnaie. Ce dernier cache toujours un emprunt forcé sur tous les objets mis en circulation.

Enfin, les dernières sont des billets des particuliers à terme, ou des obligations hypothécaires et portant intérêt.

De toutes ces valeurs fiduciaires, il n'y a que les effets du commerce, des banquiers et des banques, les titres de la dette exigible et du service courant, le papier-monnaie et les billets des particuliers qui concourent effectivement à la circu-

lation des produits du travail, parce qu'ils promettent de livrer le produit préféré formant leur valeur et leur équivalent.

Les actions des entreprises et compagnies de commerce et de banque, la dette consolidée des gouvernemens, et les obligations hypothécaires des particuliers, ne sont point des valeurs fiduciaires de circulation, parce qu'elles ne sont jamais données et reçues comme produit préféré; parce qu'elles ne sont mises en circulation que par le secours du produit préféré; parce qu'elles ne peuvent être considérées que comme des valeurs mobiliaires et immobiliaires, avec lesquelles on doit les classer.

De celles qui sont dignes de leur titre.

Cette séparation et cette classification des diverses espèces de valeurs fiduciaires ne permet pas encore de confondre celles qui méritent ce titre sous la dénomination vague de papier-monnaie, et l'on se tromperait grossièrement, si l'on croyait qu'elles produisent toutes le même effet et opèrent la même circulation.

Pour les assimiler dans leurs effets, il faudrait qu'elles offrissent la même garantie ou méritassent la même confiance, et elles sont loin de porter ce caractère uniforme, et de jouir de la même considération morale.

Les valeurs fiduciaires du commerce et des particuliers ont une garantie presque certaine dans la

moralité de ceux qui les souscrivent, dans la régularité de leurs opérations, dans la solidité de leurs affaires ou de leur fortune, et dans les contraintes qu'on peut exercer contre eux.

Les effets des gouvernemens et leur papier-monnaie doivent presque toujours leur existence à leur puissance, et souvent à leur violence, et l'on n'a jamais de garantie, et rarement d'espérance qu'ils seront acquittés fidèlement et intégralement; aussi sont-ils plus fâcheux que favorables à la circulation. Ce n'est pas que les gouvernemens n'aient pas les moyens d'émettre des valeurs fiduciaires, à tous égards supérieures à celles du commerce, des banquiers et des banques; mais les ministres des souverains et des peuples se sont montrés jusqu'ici bien inférieurs en lumières, en talens et en génie dans l'administration des affaires publiques, aux négocians et aux banquiers dans la conduite de leurs intérêts particuliers. Ceux-ci ont porté à son dernier degré de perfection toute la science des valeurs fiduciaires du commerce et des banques; tandis que les gouvernemens n'ont pas encore fait faire les premiers pas à celle qui leur eût été si utile et non moins profitable aux peuples. Quand ils ont épuisé la ressource des emprunts déguisés ou forcés, qui compromettent la circulation quand ils ne l'obstruent pas, ils sont réduits à se traîner servilement sur les pas du

De leurs effets.

commerce, et à se servir de ses méthodes, quoiqu'elles ne puissent jamais convenir aux affaires publiques.

Après avoir ainsi fixé et déterminé la nature des valeurs fiduciaires, essayons d'en préciser les effets.

Font-elles sortir l'or et l'argent de la circulation.

« Est-il vrai, comme le pense Adam Smith, que » les valeurs fiduciaires se substituent au produit » préféré, ou, en d'autres termes, qu'elles font » sortir l'or et l'argent de la circulation, et remplacent un instrument toujours fort dispendieux, » par un autre beaucoup moins coûteux, et quelquefois non moins convenable (1) ».

Réfutation de l'opinion affirmative d'Adam Smith.

Si Adam Smith, en portant ce jugement sur les valeurs fiduciaires, n'avait eu en vue que le papier-monnaie, son jugement serait à l'abri de toute critique. Comme ce papier ne s'introduit dans la circulation que par la puissance ou par la violence du Gouvernement, et pour le secourir dans ses besoins; comme il ne circule que parce que chacun s'efforce d'en faire porter le poids sur un autre; comme il n'offre d'équivalent qu'en espérance, il ne peut soutenir la concurrence de l'argent; et quand il entre dans la circulation, il doit nécessairement en chasser l'argent, parce qu'il n'en a pas la valeur, et surtout parce que l'argent l'exclurait,

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 2.

s'il ne l'excluait pas. Mais, protégé par la toute-puissance du Gouvernement, le papier-monnaie reste dans la circulation, et l'argent en sort. Il est donc rigoureusement vrai de dire que le papier-monnaie exclut l'argent de la circulation.

Cette exclusion donnée à l'argent est-elle, en effet, avantageuse à la circulation, comme le prétend Adam Smith, et remplace-t-elle un instrument toujours fort dispendieux par un autre beaucoup moins coûteux, et souvent non moins convenable ? Adam Smith n'a pu, ce me semble, hasarder une semblable opinion, que parce qu'il ne s'était pas formé des notions exactes des véritables principes de la circulation, de ses causes et de ses mobiles.

Tout papier-monnaie qui exclut de la circulation l'or et l'argent, ce produit préféré universellement, le réduit à un produit préféré national, genre de produit bien inférieur au premier, et dont j'ai déjà suffisamment démontré les désavantages et les inconvéniens. Je ne les retracerai point ici ; il me suffit de dire que, loin que le papier-monnaie soit moins dispendieux que l'or et l'argent qu'il remplace, il est, au contraire, ruineux, parce qu'il porte atteinte à la production, et attaque la richesse.

Si donc Adam Smith a eu raison de dire que le papier-monnaie remplace l'or et l'argent dans la

circulation, et se substitue à leur place, il me semble qu'il s'est trompé, quand il a vu, dans ce remplacement, une économie des frais de circulation, un avantage, et même une convenance pour les peuples.

Mais que doit-on penser des valeurs fiduciaires, autres que le papier-monnaie ? Peut-on leur reprocher les mêmes vices qui infectent le papier-monnaie ?

Il est d'abord certain que ces valeurs, non-seulement n'excluent pas l'or et l'argent de la circulation, mais même n'y concourent que sous sa garantie, et par sa seule impulsion. Il en est le créateur, le régulateur et le garant.

Il est bien vrai que quelquefois elles le rendent inutile, mais jamais elles ne le remplacent. Ce sont toujours l'or et l'argent qui, sous la forme de valeurs fiduciaires, font le service de la circulation, la vivifient, et en remplissent toutes les fonctions; les valeurs fiduciaires ne font qu'en rendre la présence moins nécessaire, que les suppléer temporairement; et lors même qu'elles parcourent toute la circulation, et en sortent sans le concours de l'or et de l'argent, ce sont toujours de l'or et de l'argent qu'elles sont censées avoir livré, et par conséquent ce sont toujours l'or et l'argent qui ont circulé. En ce sens, ce qu'Adam Smith a dit du papier-monnaie, s'applique parfaitement aux va-

leurs fiduciaires, et c'est d'elles seules qu'on peut dire qu'elles remplacent un instrument toujours fort dispendieux par un autre beaucoup moins coûteux, et quelquefois non moins convenable.

Il n'y a de valeurs fiduciaires que celles qui sont réalisables en or et en argent.

« Un écrivain prétend que les valeurs fiduciaires » ne doivent pas se réaliser en argent dans les pays » où la circulation se fait en billets de banque; et, » qu'à l'égard de ces sortes de billets, il suffit que » le billet soit toujours réalisable en une quantité » de denrées égale en valeur à la quantité d'argent » qui y est spécifiée; ce qui est, dans le fait, » quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, la seule » chose que tous les billets circulant dans un pays » puissent effectuer (1) ».

Réfutation de l'opinion qu'il suffit qu'elles soient réalisables en denrées.

Il n'est que trop vrai que l'on est parvenu à accréditer l'opinion, que les billets de banque de circulation ne sont pas réalisables en or et en argent; que des gouvernemens très-éclairés se sont crus en droit de les dispenser de cette réalisation, et qu'on serait porté à croire qu'il n'en est pas résulté de très-grands désavantages; mais ces exemples ne sont ni bien décisifs, ni bien satisfaisans.

Quand un pays fait la circulation de ses produits avec un papier de banque qui n'est pas réalisable en or et en argent, mais en produits, il rentre dans la classe des pays qui ont un papier-monnaie, et il

(1) *Repository Monthly*, vol. 13, avril 1811.

doit en éprouver toutes les calamités. La seule différence qui distingue ces deux sortes de papier, et j'avoue qu'elle est très-grande, est que le papier de banque a une garantie dans la solvabilité de la banque, tandis que le papier-monnaie n'en a pas toujours une dans la fortune du Gouvernement; cette différence peut bien avoir contribué, jusqu'à un certain point, à sauver le papier de banque du discrédit qui a toujours frappé et flétri le papier-monnaie.

Mais, dans ce cas, il convient de remarquer que le papier de banque non réalisable en or et en argent doit être infiniment onéreux, surtout dans les relations commerciales avec l'étranger, parce que ces relations ne s'établissent que sur l'échelle de l'or et de l'argent; ce qui expose les peuples qui ne peuvent pas se soumettre à ce mode d'échange, à donner une plus grande quantité de produits pour couvrir ce qu'il en doit coûter à l'étranger, pour se procurer l'or et l'argent qu'on ne peut pas lui donner, et que, par cette raison, il désire plus vivement, et demande avec plus d'empressement.

Si l'Angleterre, dans la dernière crise des affaires de l'Europe, ne paraît pas avoir souffert de trop grandes pertes, quoiqu'elle n'employât, dans la circulation de ses produits, que des billets de banque non réalisables en or en argent, c'est que les

circonstances la favorisaient sous d'autres rapports; c'est qu'elle faisait seule le commerce du monde; c'est que les avantages de ce riche commerce compensaient les inconvéniens du mode vicieux de la circulation de ses produits; encore convient-il de remarquer que, malgré tant d'avantages, son change était tombé au taux le plus bas, et que sa baisse ne lui aurait pas permis, sans une ruine certaine, de continuer ses relations commerciales dans un temps ordinaire; preuve évidente qu'un peuple qui n'a qu'un produit préféré national est dans une situation moins avantageuse que les peuples qui n'emploient que le produit préféré universel.

C'est donc sans aucun fondement qu'on s'est persuadé qu'on peut, sans de graves inconvéniens, dispenser les banques de circulation, de réaliser leurs billets en or et en argent, et qu'il suffit de les rembourser en produits ordinaires. Ces valeurs fiduciaires ne peuvent être utiles et profitables, qu'autant que la partie qui n'est pas éteinte par la compensation est réalisable en argent.

Adam Smith, poursuivant son hypothèse du remplacement de l'or et de l'argent par le papier-monnaie, cherche ce que deviennent l'or et l'argent, quand ils sont sortis de la circulation, et il me semble que dans cette thèse, purement idéale, il a créé une doctrine non-seulement fausse, mais même extrêmement pernicieuse à la science des

valeurs. Quoique sa doctrine ne doive jamais recevoir d'application, puisqu'elle n'embrasse qu'une simple spéculation, et qu'il est impossible qu'elle se réalise, je crois qu'il ne sera pas inutile à la science de ne pas laisser subsister une erreur qui pourrait séduire ou embarrasser de bons esprits.

Examen et réfutation de l'opinion d'Adam Smith, sur ce que deviennent l'or et l'argent après leur expulsion de la circulation par les valeurs fiduciaires.

« Supposons, dit Adam Smith, qu'en un temps » donné, tout l'argent qui circule dans un pays » soit d'un million, et que cette somme suffise » pour distribuer tout le produit de la terre et du » travail; supposons encore que, quelque temps » après, différens banquiers délivrent des billets » au porteur, jusqu'à la somme d'un million, en » réservant toutefois dans leur caisse 200,000 liv., » destinée à répondre aux diverses demandes acci» dentelles, il restera donc alors dans la circulation » un million en billets de banque, et un million » en or et en argent. Mais la circulation du produit » de la terre et du travail n'avait besoin auparavant » que d'un million; il suffira donc encore d'un » million pour l'effectuer; et comme le canal de » la circulation reste précisément tel qu'il était » d'abord, tout ce qu'on y versera au delà du » million qui suffisait pour le remplir, au lieu d'y » couler, sera forcé d'en sortir; deux millions y » arrivent, 800,000 liv. doivent en sortir, puisque » cette somme est le superflu de tout ce que » demande la circulation ».

Avant de suivre Adam Smith dans les raisonnemens qu'il a faits sur cette hypothèse, il convient de remarquer qu'elle est hors de toute vraisemblance, comme de toute vérité, et que ce n'est pas ainsi que les valeurs fiduciaires ont été introduites et peuvent s'introduire dans la circulation. Tant que l'or et l'argent suffisent aux besoins de la circulation, personne ne s'avise de les remplacer par les valeurs fiduciaires, et il y a tout lieu de croire que, si l'on en faisait la tentative, l'on n'y réussirait pas. On préférera toujours d'être payé en or et en argent, plutôt qu'en billets de banque, surtout lorsque l'un ou l'autre mode de paiement sera indifférent à l'acheteur. De là vient que les banques n'ont pas pu s'établir dans certains pays, et que dans d'autres elles n'ont eu qu'un succès borné. Si cependant on parvenait à introduire dans un pays qui n'en a pas besoin, des billets de banque en quantité égale à l'or et à l'argent en circulation, qu'arriverait-il? Les quatre cinquièmes de l'or et de l'argent sortiraient-ils de la circulation, comme le suppose Adam Smith?

Si les billets émis arrivaient dans les mains de tous les individus dans une proportion égale à l'or et à l'argent qu'ils possèdent, chacun d'eux aurait deux fois plus de moyens de consommer, qu'il n'en avait auparavant. Consommerait-il deux fois plus qu'il ne consommait? Non, sans doute; car, dans

aucun pays du monde, il n'y a le double des produits nécessaires à la consommation, et quand cette quantité existerait, il est vraisemblable qu'on ne pourrait, ni ne voudrait la consommer tout entière. Paierait-on les produits, nécessaires à la consommation, le double de ce qu'on les payait? Pas davantage. La valeur des choses ne dépend pas uniquement des moyens qu'on a de les payer, il faut aussi le besoin de les consommer, et comme le besoin ne serait pas augmenté, la valeur resterait la même, malgré l'augmentation des moyens de consommer.

Il est cependant vraisemblable que l'augmentation des moyens de consommer porterait certains individus, et même certaines classes, à consommer davantage qu'ils ne faisaient; que d'autres se disputeraient certains produits préférés, et que d'autres demanderaient certains services dont ils se passaient. Il y aurait donc une partie du fonds additionnel de circulation qui y resterait, qui accélérerait sa rapidité, favoriserait la consommation, stimulerait la production, multiplierait les produits, accroîtrait l'aisance générale, et imprimerait un mouvement progressif à la richesse.

Le surplus de ce fonds additionnel, qui ne trouverait point d'emploi dans la circulation, serait bien forcé d'en sortir; mais quelle serait l'espèce des deux valeurs circulantes qui donnerait l'exclu-

sion à l'autre? Sans contredit l'argent exclurait les billets de banque, parce qu'ils ne sont destinés qu'à suppléer l'argent, et que toutes les fois que l'argent n'a pas besoin de suppléant, et suffit à la circulation, il n'y a ni lieu, ni moyen à émission de billets de banque. La pratique des banques est exactement conforme à cette doctrine, et tous ceux à qui elle est familière, savent que toute émission de billets, au-delà des besoins de la circulation, est rapportée à la banque, pour être échangée contre de l'argent.

Ainsi de deux choses l'une : ou l'émission des billets de banque est nécessaire à la circulation, et alors elle ne fait pas sortir un écu de la circulation; ou elle excède les besoins de la circulation, et alors ce sont les billets qui sortent de la circulation. Par conséquent il me paraît évident que, dans tous les cas, l'hypothèse d'Adam Smith ne peut pas donner les résultats qu'il en a tirés.

Ce qui arrive dans le cas de la surabondance de la circulation, par l'émission des billets de banque, aurait-il également lieu, si elle provenait de l'abondance de l'or et de l'argent, ou, en d'autres termes, s'il entrait dans la circulation plus d'or et d'argent qu'il ne lui en faut, l'excédant en sortirait-il? Adam Smith a encore examiné cette question, et il est encore arrivé à des résultats qu'il me paraît impossible d'approuver.

L'or et l'argent ne décroissent pas proportionnellement au décroissement des produits.

« L'argent, dit cet écrivain, n'a d'autre emploi » que celui de faire circuler toutes les marchandises de consommation. C'est l'argent qui achète » les vivres, les matières, l'ouvrage fini, et les » distribue à leurs différens consommateurs; aussi » tout ce qu'un pays peut employer annuellement » en numéraire, doit être déterminé par la valeur » des marchandises que la consommation annuelle » fait circuler. Si elles diminuent de valeur, l'argent qui les fait circuler décroît dans sa quantité, mais il ne reste pas oisif. L'intérêt de celui » qui le possède est de lui donner un emploi; ne » pouvant le lui trouver dans l'intérieur du pays, » ce possesseur, en dépit de toutes les lois, de » toutes les prohibitions, l'envoie au-dehors acheter des marchandises qui peuvent servir à la » consommation intérieure (1) ».

Réfutation de l'opinion d'Adam Smith.

Est-il vrai, ou même possible, que le produit annuel d'un pays diminue de valeur, tant que l'or et l'argent, qui les font circuler, n'éprouvent aucune diminution? C'est, je l'avoue, ce qu'il me paraît impossible de comprendre.

La valeur des produits du travail ne diminue dans un pays, qu'autant que le besoin, qu'on en avait, diminue, ou qu'on perd une partie de l'or et de l'argent qui en payent la valeur. Tant que le

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 3.

besoin de consommer et les moyens de payer restent les mêmes, la valeur des produits ne saurait baisser. Or, il n'y a qu'un seul cas où il est possible que le besoin des produits du travail diminue, quoique la quantité de l'or et de l'argent reste la même; c'est celui de la mortalité d'une partie plus ou moins considérable de la population; mais ce cas est si extraordinaire, qu'il ne mérite pas de nous occuper. Les sciences ne traitent que des cas ordinaires et habituels, et par conséquent susceptibles de règles positives, générales et universelles. Ce qui est extraordinaire ne peut être subordonné à aucune règle, et sort du domaine des sciences.

La seule cause ordinaire de la diminution de la quantité et de la baisse de la valeur des produits est l'appauvrissement; mais quelle qu'en soit la cause, c'est toujours l'or et l'argent qui disparaissent les premiers de la circulation, et leur disparition réagit sur l'appauvrissement, en précipite et en augmente les calamités.

Cette seconde hypothèse d'Adam Smith, sur les effets de la surabondance de l'or et de l'argent dans la circulation, n'est donc ni mieux fondée, ni plus concluante que celle de l'introduction des valeurs fiduciaires dans la circulation; et il me paraît également démontré que l'abondance du moyen de circulation réel ou fiduciaire ne peut

qu'être utile, et jamais nuisible ou indifférente aux progrès de la richesse.

Adam Smith a fait encore, sur ce sujet, une troisième hypothèse qu'il importe d'apprécier.

Ils n'accroissent pas non plus dans la proportion de l'accroissement des produits.

« L'argent, dit Adam-Smith, augmente partout en quantité, à mesure que le produit annuel augmente en valeur : quand les marchandises de consommation qui circulent annuellement dans un pays acquièrent une valeur plus considérable, elles ont besoin, pour circuler, d'une plus grande quantité d'argent. Une partie de ce produit augmenté ira donc, pour mettre en circulation celle qui reste, acheter partout où elle pourra en trouver, une nouvelle quantité d'or et d'argent. L'augmentation de ces métaux sera donc, dans cette circonstance, non pas la cause, mais l'effet de la prospérité (1) ».

Réfutation de l'opinion d'Adam Smith.

Il est certainement impossible de concevoir comment les produits d'un pays peuvent augmenter en valeur, avant que l'or et l'argent qui doivent les payer aient augmenté en quantité, ni même comment les produits pourraient augmenter en quantité, tant que l'or et l'argent, qui en sont l'équivalent, n'augmentent pas en quantité. Les producteurs n'augmentent la quantité de leurs produits, que parce que la quantité qu'ils produi-

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 3.

saient ne suffisait pas à la demande; mais l'effet naturel et nécessaire d'une plus grande demande est d'augmenter la valeur des produits demandés; augmentation qui ne peut avoir lieu qu'autant que les moyens de payer, c'est-à-dire que la quantité de l'or et de l'argent est augmentée. En un mot, sans augmentation de demande et d'équivalens, point d'augmentation de valeur des produits, ni de leur quantité.

Supposer qu'une partie de l'augmentation des produits ira acheter de l'or et de l'argent à l'étranger pour payer l'autre partie de cette augmentation, c'est supposer que le producteur devance les besoins de la consommation et l'accroissement des équivalens, et qu'il s'expose au risque de produire une plus grande quantité de denrées dont il ne recevra point d'équivalent; supposition subversive de tout le système économique.

Adam Smith, qui a bien prévu cette difficulté, a essayé de la faire disparaître par une nouvelle hypothèse.

Il suppose « qu'en augmentant la quantité des » marchandises qui circulent annuellement dans » un pays, tandis que la quantité d'argent qui la » met en circulation reste la même, le capital du » pays, quoique nominalement le même, deviendra néanmoins plus considérable dans la réa» lité, et qu'il se pourra que, quoiqu'on continue

» à l'exprimer par la même quantité d'argent, il » commandera à une plus grande quantité de tra- » vail (1) ».

Ainsi, Adam Smith a senti la nécessité d'augmenter la valeur de l'argent avant d'augmenter la valeur des produits du travail; car, supposer que la même quantité d'argent peut commander une plus grande quantité de travail, n'est-ce pas supposer que l'argent a augmenté de valeur? Peu importe que sa valeur nominale reste la même, si sa valeur réelle a augmenté; dans un cas comme dans l'autre, le producteur recevrait, pour une plus grande quantité de produits, un équivalent plus considérable, et par conséquent il serait encore vrai, comme je crois l'avoir établi, que l'augmentation de l'argent en valeur ou en quantité doit précéder l'augmentation de la masse des produits.

Dans quelle proportion sont les valeurs fiduciaires en circulation, avec l'or et l'argent qui les font circuler.

Adam Smith a donc fait de vains efforts, pour ôter à l'or et à l'argent leur influence sur la richesse; c'est à leur action qu'elle doit sa formation, à leur abondance sa progression, et au concours des valeurs fiduciaires son accroissement indéfini.

On n'a point de notions suffisantes sur ce sujet.

On a cherché à connaître dans quelle proportion les valeurs fiduciaires doivent être avec l'or et l'argent, pour que la circulation soit aussi avantageuse qu'elle peut l'être; mais tout ce qu'on a

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 4.

dit à cet égard ne me paraît pas satisfaisant, et peut-être est-il impossible de donner la solution de cette question ; ce qu'il y a de certain, c'est que la masse des valeurs fiduciaires qui circulent dans un pays est immense, et dépasse tout ce que l'imagination la plus hardie aurait osé concevoir.

Il y a tout lieu de croire que la circulation de l'Angleterre dépasse 40 milliards par an, et qu'on l'effectue avec des valeurs fiduciaires et une somme d'environ 1,200 millions en or et en argent ; d'où il semble résulter qu'un 39e. en or et en argent suffit pour soutenir la circulation des valeurs fiduciaires. Dans cette hypothèse, les valeurs fiduciaires économiseraient les 39/40es. de l'or et de l'argent, ou, ce qui est la même chose, en augmenteraient trente-neuf fois la masse ; ce résultat serait prodigieux.

Aussi je dois avouer que ce résultat n'est pas exact ; l'or et l'argent doivent entrer dans la circulation et en sortir plus d'une fois, et ce ne serait que par la connaissance de la vitesse de sa circulation qu'on pourrait juger de sa quantité ; connaissance qui n'est point encore acquise, et qu'on n'obtiendra peut-être jamais. Mais quelque opinion qu'on se forme à cet égard, je crois qu'on exagérerait beaucoup en supposant que la masse de l'or et de l'argent en circulation se multiplie vingt fois par sa vitesse. Dans cette hypothèse, les valeurs fiduciaires

La masse des valeurs fiduciaires en circulation est au moins égale à la valeur de l'or et de l'argent qui circulent dans un pays.

font la moitié de la circulation, économisent la moitié de l'or et de l'argent qu'elle exigerait, doublent les moyens de consommation et accroissent la production dans les mêmes proportions. Quelle utile invention et quelle riche découverte! C'est sans contredit une des plus belles de l'économie politique; et il est étrange qu'Adam Smith, non-seulement ne l'ait pas aperçue, mais même ait employé toutes les ressources de son génie pour en dénaturer les effets et en faire perdre la trace; il ne les apprécie que sous le rapport de l'économie des frais de circulation, le moindre de tous leurs avantages, et il n'a pas vu que leur véritable mérite, leur propriété particulière, est de multiplier l'équivalent, d'accroître la masse de l'or et de l'argent dans la proportion des besoins et des efforts du travail et de l'industrie, d'où résultent nécessairement plus de produits, plus d'aisance, plus de richesse, plus de population, et par conséquent plus de force et de puissance.

CHAPITRE IV ET DERNIER.

Conclusion.

Conclusion du livre.

Maintenant qu'on a des notions claires et distinctes des valeurs de circulation, de leur nature, de leurs espèces, de leurs effets, de leurs avantages et de leurs inconvéniens, on doit être vivement

frappé de leur importance dans le système économique, de la nécessité de leur perfectionnement, et de l'influence qu'elles ont sur les progrès de la richesse. Cette partie de la science ne sera complète que lorsqu'on aura trouvé le moyen de proportionner les valeurs de circulation aux besoins du travail et de l'industrie, et même de les faire surabonder, afin que leur surabondance stimule et entretienne toutes les classes laborieuses et industrieuses dans un mouvement toujours progressif, sans que cependant leur abondance nuise à leur sécurité, qui doit toujours être égale à celle de l'or et de l'argent. Mais ce n'est pas de la spéculation qu'on doit attendre la solution de ce problème difficile; ses vues et ses combinaisons sont bien en arrière des tâtonnemens de la pratique et des lumières de l'expérience; on dirait que, ne pouvant les atteindre, elle s'est efforcée de les entraîner dans une fausse direction. Elle condamne tout ce qu'elles font, et prescrit des modes et des méthodes entièrement contraires à ceux qu'elles ont adopté.

Ainsi elle aperçoit, dans les produits du travail, une valeur propre, réelle et susceptible d'être fixée par une mesure invariable, quand l'expérience constante et uniforme de tous les hommes et de tous les peuples, n'y trouve que l'expression du rapport qu'ils ont les uns avec les autres pour le be-

soin, l'utilité ou l'agrément des hommes, rapport toujours déterminé par le marché.

D'un autre côté, la spéculation représente les produits comme les moteurs de leur circulation, et se servant mutuellement d'équivalens, quand l'expérience démontre que ce mode est peu favorable à la circulation; qu'elle ne s'améliore, et n'est véritablement profitable à la consommation et à la production, que lorsqu'elle s'opère par le concours d'un produit préféré, et surtout qu'autant que la préférence donnée à ce produit est universelle.

D'ailleurs, la spéculation réduit la fonction de l'or et de l'argent, dans la circulation, à régler la valeur réciproque des produits, à en être le signe et à leur servir de mandats, tandis que l'expérience envisage l'or et l'argent comme un produit universellement préféré dans le monde commerçant, et à ce titre, non-seulement l'agent de la circulation, mais le mobile du travail et de l'industrie, faculté qu'ils tirent du désir que leur possession inspire à tout le monde, désir qui ne finit que par leur épuisement, ou par l'impuissance de la production.

Ce n'est pas tout:

La spéculation veut qu'on subordonne la quantité de l'or et de l'argent en circulation à la quantité et à la valeur des produits qu'ils doivent faire circuler, et regarde tout excédant comme un far-

deau pour la circulation, dont la charge diminue le revenu général et retarde les progrès de la richesse. L'expérience au contraire enseigne que plus l'or et l'argent abondent dans un pays, plus il y a de moyens de consommer, plus on consomme, plus on travaille, plus on produit, plus il y a d'aisance, de prospérité et de richesse. Et comment en serait-il autrement? L'or et l'argent ne sont-ils pas une partie du capital, et à ce titre, n'ont-ils pas comme l'autre partie la faculté de contribuer à l'entretien du travail? Pourquoi donc ce travail qui se proportionne toujours à l'abondance du capital serait-il assujetti à une réduction par la trop grande abondance de l'argent? Ce qui décrédite cette opinion, c'est que la prospérité de l'Europe date de l'abondance de l'or et de l'argent importés en Europe des mines de l'Amérique, que cette abondance, quelque grande qu'elle ait été, n'a pas suffi, et qu'on en a presque doublé la masse par la création des valeurs fiduciaires de circulation.

Enfin, la spéculation enseigne que ces valeurs font sortir l'or et l'argent de la circulation dans la proportion de leur quotité, et que l'or et l'argent restés sans emplois dans la circulation en vont chercher à l'étranger. L'expérience au contraire a appris que les valeurs fiduciaires n'entrent dans la circulation que lorsque l'or et l'argent ne suffisent pas à ses besoins, leur servent de régulateur

et de garant, et déterminent l'étendue et la limite de leur émission.

Ainsi l'on aperçoit dans les vues de la spéculation et dans les résultats de l'expérience une opposition manifeste, et sans doute cette contradiction suffit pour garantir la science de la circulation des écarts dans lesquels la spéculation l'entraînait. Les faits et l'expérience sont les guides de toutes les sciences, et quand ils ne les ont pas dirigées, ils doivent confirmer leurs résultats; autrement elles n'offriraient que des combinaisons idéales et bonnes tout au plus à contenter une vaine curiosité. Ce n'est pas là leur destination.

FIN DU QUATRIÈME LIVRE.

LIVRE V.

Des Consommations.

CHAPITRE UNIQUE.

Les consommations sont le principe, la mesure et le terme de la production.

LES consommations considérées sous le rapport de leur influence sur la richesse sont le mobile du producteur et le but de la production. On ne produit que pour consommer, soit annuellement, soit prochainement, soit dans un temps indéterminé, et, dans tous les cas, la production se proportionne à la consommation. Il y a même entre la production et la consommation des relations tellement immédiates, tellement nécessaires qu'on ne peut atteindre l'une sans frapper l'autre, et que la suppression ou la diminution de la consommation entraîne la suppression, ou une diminution proportionnelle de la production. Il semble donc qu'on est fondé à conclure de cet assujettissement de la production à la consommation, que la consommation est le principe, la mesure et le terme de la production.

Adam Smith en a jugé différemment.

Les écrivains d'économie politique, et Adam Smith lui-même, ne l'ont pas cependant envisagée sous ce point de vue, et en ont porté un jugement tout différent. Ils distinguent plusieurs sortes de consommations et rangent les consommateurs en plusieurs classes. Aux consommations des classes productives du revenu ils accordent le titre de capitaux, et leur attribuent la faculté productive, tandis qu'ils réputent les consommations des autres classes de la population stériles, improductives et même destructives de la richesse.

Son opinion sur les consommations improductives.

Sans doute cette doctrine est le complément de celle qui n'accorde la faculté productive qu'aux travaux des classes occupées de la production du revenu, qui fait dépendre la richesse de la proportion des classes productives du revenu et des autres classes de la population, et qui assimile les consommations de ces dernières classes à un poids mort sur le ressort de la production. Ces deux doctrines se lient évidemment l'une à l'autre, et font partie du système qui fait dériver la richesse de la production; système dont on est maintenant en état d'apprécier la valeur et dont on apercevra encore mieux l'illusion quand on examinera attentivement l'application qu'on en a faite aux consommations.

Réfutation de son opinion.

Et d'abord; comment concevoir que des consommations soient improductives et puissent de-

venir funestes à la production, lorsqu'il est certain que le producteur ne livre ses produits au consommateur que sous la condition d'en recevoir un équivalent? Est-ce que cet équivalent ne remplace pas le produit consommé? Est-ce que les valeurs qui subsistent après la consommation ne sont pas comme les valeurs qu'elle a détruites, des élémens de richesse, de puissance et de grandeur?

Les consommations n'ont lieu que sous la condition d'un équivalent.

Vainement distingue-t-on les équivalens en services, des équivalens en denrées, en marchandises et autres produits matériels; les uns et les autres sont des valeurs de la même nature et tellement semblables qu'ils s'échangent les uns contre les autres, et que, dans leurs échanges ils sont également soumis à la loi de la concurrence. Consommer des valeurs en denrées, marchandises et autres produits matériels, ou consommer des valeurs en services d'utilité, de commodité et d'agrément, c'est la même chose pour la richesse. Dans les deux cas, il y a égalité de production et de population, et par conséquent égalité de puissance et de richesse. Sans les valeurs en services, les valeurs en denrées et en marchandises n'existeraient pas, et par conséquent les denrées et les marchandises ne seraient pas produites. Les producteurs des denrées et marchandises ne peuvent pas plus exister sans les producteurs de services que les producteurs de services sans les producteurs de denrées et de

Les valeurs substituées aux valeurs détruites par la consommation, sont des élémens de richesse.

marchandises. Ce qui donne l'impulsion aux productions de l'agriculture, des manufactures et du commerce, ce ne sont pas seulement les consommations des cultivateurs, des manufacturiers et des commerçans, ce sont aussi les consommations des autres classes de la population qui rendent des services particuliers et publics.

Si un pays n'avait de valeurs de consommation et de moyens de consommer que jusqu'à concurrence des denrées et des marchandises, ni d'autres consommateurs que les classes productives de son revenu, la production s'arrêterait aux seules consommations des producteurs du revenu, et, quelque étendue qu'on donne à leurs besoins, la production serait extrêmement limitée, et la richesse n'aurait aucun moyen de franchir le cercle étroit dans lequel elle serait circonscrite.

Mais si aux consommations des classes productives du revenu on ajoute celles des classes dont les services contribuent à l'aisance, aux commodités et aux agrémens de la vie; alors la production suit la progression des lumières, des talens, des arts, s'étend dans un espace indéfini, et n'a de terme que dans la limite des facultés humaines. Dans cette hypothèse, la richesse se compose non-seulement de la production des consommations des classes productives du revenu, mais encore de la production des consommations de toutes les classes

qui concourent au bien-être des hommes, à la puissance des états et à la splendeur des nations.

Réfutation de l'opinion d'un écrivain qui prétend qu'il ne dépend pas des hommes de produire comme de consommer.

« Mais, dit un écrivain, il ne dépend pas des » hommes de produire comme de consommer ; il » n'est pas aussi facile d'augmenter ses revenus » que de les manger ; et quand il serait vrai que » le besoin de la dépense donne l'amour du travail, on ne pourrait augmenter la production » qu'au moyen d'une augmentation de capitaux, » qui sont un des élémens nécessaires de la production ; or les capitaux ne peuvent s'accroître » que par l'épargne, et quelle épargne peut-on » attendre de ceux qui ne sont excités à produire » que par l'envie de jouir (1) ? »

Cette objection me paraît dénuée de fondemens dans toutes ses assertions.

On affirme qu'il n'est pas aussi facile de produire que de consommer, et, dans la vérité, il est encore plus difficile de consommer que de produire. Car pour produire, il suffit de travailler, ce qui est au pouvoir de tout être valide ; tandis que, pour consommer, il faut avoir un équivalent à donner au producteur, ce qui n'est pas toujours dans les moyens du consommateur.

On affirme encore qu'il n'est pas aussi facile

---

(1) *Traité d'Économie politique*, par M. Say, tom. 2, pag. 233, seconde édition.

d'augmenter ses revenus que de les manger, et, dans le fait, on n'a pas besoin d'augmenter ses revenus pour les manger; dès lors on ne voit pas pourquoi on a voulu établir entre la facilité de manger son revenu et la difficulté de l'augmenter, des relations qui n'existent pas.

Enfin, on affirme qu'on ne peut augmenter la production qu'en augmentant les capitaux; que les capitaux ne peuvent s'accroître que par l'épargne, et qu'on ne peut pas attendre d'épargne de ceux qui ne sont excités à produire que par l'envie de jouir; et cependant il est certain que l'avare lui-même n'épargne que par l'envie qu'il a de jouir; que le capitaliste qui épargne pour grossir ses capitaux, n'a d'autre but que d'augmenter son revenu, et par conséquent de se procurer plus de moyens de jouir; que l'ouvrier ne travaille que par l'envie de pourvoir plus abondamment à ses besoins, et peut-être même dans l'espoir de se donner quelques commodités, qui sont pour lui des jouissances; et qu'enfin, il n'y a pas un seul producteur qui, dans ses travaux pour la production, n'y soit excité par l'envie de jouir.

L'envie de jouir est le mobile des économies, du travail, etc.

En un mot, l'envie de jouir est à la fois le mobile des économies, des capitaux, du travail, de la production et de la richesse.

Si l'on n'a pas aperçu plus tôt son influence sur la production, l'utilité, et pourquoi ne dirais-je

pas la fécondité des consommations, c'est qu'on s'était placé dans une position qui ne permettait pas de l'apercevoir. Comme on n'appréciait le travail que par ses produits, et non par sa valeur, on ne devait voir la progression de la richesse que dans la progression des produits du travail, et toute consommation des produits, étrangère à leur reproduction, devait paraître improductive et destructive de la richesse. Mais dans la théorie, qui n'apprécie tous les genres, toutes les espèces de travail que par leur valeur, et leur valeur que par l'échange, il en est tout autrement, et l'on doit reconnaître que la richesse ne consiste pas dans les produits du travail, mais dans la valeur de tous les travaux; qu'elle se compose exclusivement de toutes leurs valeurs; qu'elle ne peut souffrir que de leur diminution, comme elle ne s'accroît que par leur progression.

Or, la consommation des valeurs ne peut jamais arrêter leur progression, parce qu'elle substitue nécessairement une valeur à l'autre, parce que la valeur substituée est égale à la valeur détruite.

Quoi, dira-t-on, un pays n'est pas plus riche quand ses granges, ses greniers, ses celliers, ses ateliers, ses magasins et ses boutiques sont bien approvisionnés, que quand les produits qui y sont entassés sont consommés par les classes qui ne

rendent que des services de commodité, d'agrément, ou de fantaisie !

J'avoue que j'éprouve quelque embarras à répondre affirmativement. Je ne me dissimule pas combien cette réponse prête au ridicule, et quel avantage je donne à la critique ; mais je ne sacrifierai pas l'intérêt de la science à un vain amour-propre. Il s'agit d'être utile ; toute crainte doit disparaître.

Division du produit annuel en deux parts.

Les produits du travail des peuples se divisent en deux parts ; l'une est réservée à la consommation des classes productives du revenu, et forme la valeur des frais de production ; l'autre appartient aux capitalistes, et compose le produit net ou le revenu proprement dit. Ces deux portions du revenu total n'ont entre elles aucune relation, ne se confondent jamais dans la consommation, et suivent une destination différente.

L'une, réservée aux classes productives du revenu, laisse après sa consommation la valeur de leur travail.

Celle qui est réservée aux classes productives du revenu, quand elle ne dépasse pas leurs besoins, ne peut pas être détournée à d'autres objets. Le nécessaire ne peut pas plus être co[illegible] en superflu, que le superflu ne peut tenir lieu du nécessaire, et comme l'équivalent des produits destinés à la consommation des classes productives du revenu consiste dans leur travail, il s'ensuit nécessairement que leurs consommations ne peuvent jamais compromettre le travail nécessaire à la production du revenu.

Si la portion des classes productives du revenu, dans les produits du travail, surpasse leurs besoins, et leur donne les moyens d'atteindre aux valeurs de commodité, d'agrément et de fantaisie, alors elles rentrent dans les classes qui vivent du produit net, et doivent par conséquent leur être assimilées. Voyons donc quel est le résultat des consommations de cette seconde portion du produit total.

L'autre, réservée aux classes qui vivent du produit net, ne laissât-elle après sa consommation aucune valeur, il n'en résulterait aucune perte pour la production et la richesse.

Sa consommation, de quelque nature qu'elle soit, et quelle que soit l'espèce des consommateurs, n'intéresse en aucune manière la production du revenu. Que le propriétaire du sol, que le capitaliste, qui se partagent ce produit net, l'emploient à se procurer des commodités, des jouissances, ou des fantaisies, peu importe, la production n'en souffre pas, parce qu'elle n'a besoin que de leurs capitaux, qui n'ont aucun rapport avec la consommation de ses produits. De sorte que, sous quelque rapport qu'on envisage les consommations du produit annuel, elles ne peuvent jamais compromettre sa reproduction.

Mais le capitaliste et le propriétaire du sol ne peuvent-ils pas consommer au delà de leur portion dans le produit annuel, entamer celle qu'ils doivent réserver pour les classes productives du revenu, et enlever à la production les moyens nécessaires à sa conservation ?

Les consommations ne peuvent pas même entamer les capitaux.

« En étendant sa dépense au-delà de son revenu, dit Adam Smith, l'homme prodigue » appauvrit son capital. Comme un administrateur infidèle qui divertit, à des usages profanes, » les revenus d'une fondation pieuse, il salarie » des paresseux, d'un fonds que l'économie de » ses pères avait consacré, pour ainsi dire, à » l'entretien de l'industrie. En diminuant ainsi les » fonds destinés à mettre en activité le travail » productif, il appauvrit nécessairement, autant » qu'il est en lui, la quantité de ce même travail, » qui donne plus de valeur aux matières qu'il » façonne, et par conséquent il diminue la valeur du produit annuel de la terre et du travail » de toute une contrée, la richesse et le revenu » réel de tous les habitans (1) ».

Cette crainte d'Adam Smith n'est qu'hypothétique, et lui-même convient, « que l'économie » des uns compense la prodigalité des autres. » Une longue expérience, ajoute cet écrivain, a » prouvé que l'économie et la sagesse des particuliers compense non-seulement la prodigalité » et l'imprudence de quelques individus, mais » encore les dépenses extravagantes des gouvernemens (2) ».

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 3.
(2) *Ibid.*

Pourquoi donc Adam Smith n'a-t-il pas été rassuré par cette expérience ? pourquoi n'a-t-elle pas dissipé ses craintes. Manifester des craintes, quand on convient qu'il n'y a aucune raison de craindre, n'est-ce pas plonger la science dans une incertitude funeste à ses progrès ?

Le capital ainsi mis à couvert des atteintes des consommations des prodigues; par la sage réserve des économes ; la consommation du produit net, en objets de commodité, de fantaisie et d'agrément, ne peut, en aucune manière, altérer la richesse, ni même arrêter ses progrès. La raison en est évidente : les capitalistes exigent aussi une valeur de ceux qu'ils admettent à la consommation de leur part dans le produit net, et cette valeur équivaut encore au revenu consommé, et lui survit. Si les valeurs substituées aux produits consommés, consistent en vêtemens, en meubles, en bijoux, en tableaux, statues, ou autres objets de commodité ou d'agrément, ces objets créent un nouveau fonds, une nouvelle richesse pour le pays, lui offrent d'utiles ressources dans des circonstances fâcheuses et imprévues, contribuent dans tous les temps à sa magnificence et à sa splendeur, et lui méritent la considération et l'admiration des autres peuples.

Lors même que le produit net serait appliqué en totalité à entretenir les arts d'agrément les plus

futiles, et, en apparence, les moins favorables à la richesse, il éleverait encore une population qui augmenterait la puissance de l'Etat, puisqu'elle serait toujours disponible pour son service; qui contribuerait à son bien-être par la multiplicité et la variété des agrémens de la vie, et lui donnerait du relief et du lustre aux yeux de l'étranger, par la célébrité de son goût, de ses plaisirs et de sa civilisation.

Ainsi, en suivant les consommations du produit annuel dans toutes ses ramifications, on les voit toujours remplacées par des valeurs plus ou moins utiles, et plus ou moins favorables aux progrès de la richesse.

Excepté dans un seul cas.

Il n'y a qu'un seul cas où les consommations peuvent affecter la production, et compromettre la richesse d'un pays; c'est lorsque les gouvernemens remplacent les produits qu'ils consomment, par des valeurs qu'on ne veut pas; lorsqu'ils ne donnent aucune valeur, et surtout lorsque leurs consommations excèdent celles qui peuvent être économisées par tous les consommateurs sur leur part dans le produit annuel. Alors il y a destruction de la richesse, parce qu'il y a diminution de capitaux, et impossibilité d'en réparer la perte par l'économie. Hors ce cas, qui ne se rencontre que trop souvent dans l'histoire des peuples, toute consommation du produit annuel est toujours

utile, parce qu'elle est toujours remplacée par un équivalent, ou par une autre valeur, qui entretient le mouvement de la production, et favorise les progrès de la richesse.

Ici s'élève une question d'une haute importance pour la richesse, et d'un grand intérêt pour la science. Ce n'est pas assez de savoir que la consommation du produit net, quelle que soit l'espèce des consommateurs, ne nuit point à la reproduction annuelle; il faut examiner quelle est l'espèce de consommation qui lui est la plus favorable.

Si les consommations ne peuvent pas nuire à la reproduction, n'y a-t-il pas des consommations qui lui sont plus favorables que d'autres?

Si l'on consulte Adam Smith, point de doute que la consommation du produit net, la plus avantageuse à la richesse, ne soit celle qu'en font les classes productives du revenu. Adam Smith établit cette doctrine dans les termes les plus positifs et les plus explicites.

Opinion d'Adam Smith.

« Non-seulement, dit cet écrivain, l'homme » sage et économe, qui épargne annuellement sur » son revenu, fournit à l'entretien d'un plus grand » nombre de mains productives; mais semblable » encore au fondateur d'un atelier public, il cons- » titue, pour ainsi dire, un fonds perpétuel, pour » fournir, dans des temps à venir, à l'entretien » d'un nombre d'ouvriers toujours égal (1) ».

---

(1) *Richesse des Nations*, liv. 2, chap. 3.

Sa réfutation.

Cette opinion serait fondée si la richesse des peuples consistait dans leur revenu total et non dans leur revenu net, et surtout s'il n'y avait d'autre moyen d'augmenter le revenu net que par l'augmentation du revenu total.

Mais si, comme on l'a vu plus haut (1), la richesse ne se compose que du revenu net, si la puissance des peuples dépend de la population disponible pour son service, si la splendeur des États ne dérive que du nombre et de l'importance des classes savantes et littéraires, des professions libérales et des arts d'agrément; si, surtout, on peut augmenter le revenu net sans accroître la population des classes productives du revenu total, la question change de face, se présente sous de nouveaux rapports, et donne des résultats différens et même contraires à ceux que promet la doctrine d'Adam Smith.

Les consommations des classes productives du revenu ne sont pas toujours les plus favorables aux progrès de la richesse.

Un pays qui, fidèle à sa doctrine, emploierait chaque année ses économies à augmenter les consommations des classes productives du revenu, verrait chaque année augmenter son produit annuel, et avec lui la population des classes productives; mais, malgré ce double accroissement, on ne serait pas sûr que ce pays fût plus riche et plus puissant. Il n'y aurait rien d'extraordinaire quand

(1) Seconde partie, liv. 2, chap. 1er.

l'effet de l'accroissement du produit annuel et de la population des classes productives du revenu se réduirait à donner une plus grande aisance à ces classes et à accroître leur population, non-seulement sans profit pour la richesse générale, et sans avantage pour la puissance publique, mais même au détriment de l'une et de l'autre.

Cette assertion doit paraître bien paradoxale; elle n'est cependant que le résultat des faits les plus authentiques et les plus persuasifs.

Exemple tiré de la statistique de l'Angleterre.

Depuis vingt ans l'Angleterre augmente chaque année ses capitaux agricoles, ou, ce qui est la même chose, chaque année elle emploie ses économies à augmenter les consommations de sa population agricole, et ce qui est inconcevable, il paraît certain que, dans cet espace de temps, elle a doublé les capitaux employés dans son agriculture. Quel en est le résultat? en est-elle plus riche et plus puissante? Voici encore ce qui est évidemment établi par les faits.

Le revenu net de son agriculture qui, il y a vingt ans, était de 33 à 25 pour 100, est tombé de 25 à 20 pour 100. Son agriculture est donc moins productive pour sa richesse de 20 à 25 pour 100; elle a, à la vérité, une plus grande masse de produits agricoles qu'elle n'avait il y a vingt ans; mais son produit net est moins considérable de 20 à 25 pour 100. L'augmentation de

son capital, dans l'agriculture, lui a donc été nuisible au lieu de lui être profitable.

A la vérité, l'augmentation de ce capital a considérablement accru sa population agricole, mais sa puissance n'en a tiré aucun avantage, et la raison en est facile à saisir; cette addition de population agricole est nécessaire à l'extension de l'agriculture, et l'on ne pourrait la détourner de cette occupation sans nuire à la production agricole. Cette population n'est donc pas disponible pour sa puissance, et par conséquent elle lui est aussi peu profitable que si elle n'existait pas.

Il y a même ceci de particulier, que cette population, inutile à sa puissance, est grandement à charge à sa richesse. Les faits prouvent encore que depuis l'accroissement de cette population, la taxe des pauvres a doublé, ce qui réduit les bénéfices de l'agriculture, et démontre encore davantage le mauvais emploi du capital additionnel dans l'agriculture (1).

Il est donc évident qu'en augmentant annuellement les consommations des classes productives du revenu, on peut augmenter la production totale sans augmenter le revenu net, et même qu'au lieu de l'augmenter, on peut le diminuer.

---

(1) Rapport d'un comité de la Chambre des Communes du Parlement d'Angleterre, publié en juillet 1814.

Quelles sont les causes de ce phénomène? La nature de l'emploi du capital, le terme où cet emploi cesse d'être avantageux, la trop grande aisance des classes productives. Je ne donnerai aucun développement à ces causes, cela m'entraînerait trop loin de mon but; ce sujet est si fécond qu'il serait lui seul la matière d'un long ouvrage, et la longue étendue de celui qui m'occupe me presse de le finir.

Les consommations les plus utiles à la richesse sont celles des classes dont les travaux tendent à l'économie des frais de la production.

Il n'existe qu'un seul moyen d'accélérer les progrès de la richesse et de la puissance des peuples modernes, d'une manière sûre et permanente; c'est de réduire les frais de la production, de créer de nouveaux produits et de donner une plus grande valeur à ceux qui existent. Or, ces moyens dépendent de la progression des lumières, des sciences, des talens et des arts; et c'est à leur progression que doit être employée la consommation du produit net; plus cette consommation sera considérable, plus rapide sera la progression. Les classes savantes et éclairées, les professions libérales et les arts, créent ou perfectionnent les méthodes de travail, les rendent plus expéditives et moins dispendieuses, développent l'intelligence et les facultés de toutes les classes laborieuses et industrieuses, les rendent plus propres et plus habiles au travail, et, en veillant à leur santé, à leur sécurité, à leur repos et à leur bien-être, don-

blent leur force, leur activité et leur industrie. Dans la propagation et dans la multiplication des classes supérieures de chaque peuple, consiste l'emploi le plus avantageux des économies sur les consommations du produit annuel. Comme les machines et les instrumens facilitent et abrègent les travaux mécaniques, augmentent leurs produits, et en diminuent les frais; ainsi les classes éclairées et savantes, les professions libérales et les arts influent, par la dispersion des lumières, des talens et de l'industrie, sur l'amélioration et le perfectionnement du travail général, sur ses produits et ses frais; de sorte qu'un pays avance d'autant plus rapidement vers la richesse, la puissance et la population, que les classes qui exécutent les travaux mécaniques sont moins populeuses et mieux payées; que leurs travaux sont mieux dirigés et moins dispendieux; que leur produit net est plus considérable; et que les classes éclairées et savantes, les professions libérales et les arts, ont une part plus considérable dans sa répartition. La statistique n'a pas encore fait assez de progrès, pour y puiser de nombreux exemples à l'appui de cette théorie; on peut cependant trouver, dans le rapprochement de la statistique de la France et de l'Angleterre, d'utiles documens sur ce sujet.

Exemple tiré de la comparaison

La statistique de l'Angleterre, en 1798, porte le revenu total de l'Angleterre, à la somme

de. . . . . . l. st.	200,000,000	f. 5,000,000,000
Le salaire à.	90,000,000	2,250,000,000
Et le bénéfice des capitalistes ou le produit net à.	110,000,000	2,750,000,000

de la statistique de l'Angleterre et de la France.

De là il résulte que les frais de la production n'étaient que les neuf vingtièmes du produit total, et que les bénéfices des capitalistes en formaient les onze vingtièmes.

D'un autre côté, il paraît que les classes laborieuses formaient les cinq sixièmes de la population, et cependant recevaient par chaque individu une somme de 216 liv. tournois.

Enfin, il paraît que les classes qui vivaient des bénéfices des capitaux ou du produit net, formaient un sixième de la population, et que chaque individu recevait sur cette partie du produit annuel une somme de 1400 liv. tournois.

Voyons ce qui se passait en France en 1789 :

En France, le revenu total pouvait être évalué à. . . . . 6,095,006,418[1].

Les frais de la production à. 4,092,339,676

Et le revenu net à. 2,002,666,742

D'où il suit que le salaire était environ les deux tiers du revenu total, et que le bénéfice des capitalistes absorbait l'autre tiers.

D'un autre côté, on voit que les classes laborieuses formaient les vingt-trois vingt-sixièmes de la population, et que le salaire de chaque individu qui en faisait partie était d'environ 132 liv.

Enfin, il paraît que les trois vingt-sixièmes formant la population qui vivait du produit net, recevaient par individu environ 700 liv.

De la comparaison de ces deux états de la population, de la production, et de sa répartition dans les deux pays, dérivent des conséquences qui répandent de grandes lumières sur la science économique.

On est surtout frappé de voir que, quoique les frais de la production fussent en Angleterre moindres d'un cinquième qu'en France, le salaire des ouvriers anglais était presque le triple du salaire des ouvriers français; comme aussi, que quoique le produit net de l'Angleterre ne fût, toute proportion gardée, supérieur à celui de la France que d'un dixième, il donnait aux classes dont il formait l'apanage, un tiers de plus que le produit net de la France ne donnait aux Français placés dans la même catégorie.

D'où provenait cette extrême différence dans la richesse des deux peuples, dans l'aisance de leur population, et dans leur puissance relative? D'une seule cause; de ce que les classes productives du revenu étaient moins nombreuses en Angleterre

qu'en France; de ce qu'on y était parvenu à diminuer les frais de la production, et à obtenir un plus grand produit net, ou, en d'autres termes, de ce qu'on avait diminué la portion des classes productives du revenu dans le produit annuel, pour augmenter celle des classes qui vivaient du produit net; opération qui n'avait pu se faire que par le perfectionnement du travail, ou, en d'autres termes, par l'augmentation de la portion des classes éclairées et savantes, des professions libérales et des arts dans le produit annuel.

Et qu'on ne dise pas que si l'entretien des classes éclairées et savantes, et des professions libérales, est utile à la richesse, et doit être préféré à l'accroissement de la population des classes productives, il n'en est pas de même des fonds consacrés aux arts de commodité et d'agrément.

Les consommations affectées à l'entretien des arts de commodité et d'agrément, ne nuisent point aux progrès de la richesse.

Ces arts ont une valeur comme tout autre travail, puisqu'on l'échange contre d'autres valeurs, puisqu'on la reçoit comme l'équivalent des produits de tout autre travail. Pourquoi donc ce travail qui, comme tous les autres travaux, a une valeur qui, comme eux, entretient sa population avec sa valeur, et qui leur est parfaitement semblable dans ses causes et dans ses effets, serait-il cependant d'une nature différente? et surtout comment pourrait-il leur être à charge? Il n'a de rapport avec eux que par l'échange de sa valeur contre leur valeur;

cet échange est libre; ses résultats sont également avantageux à tous les échangistes; il leur rend donc tout ce qu'il en reçoit et doit leur être assimilé.

Que ce genre de travail soit moins favorable aux progrès de la richesse que les autres travaux, qu'il soit au dernier degré de la fécondité, c'est ce que je ne contesterai pas, c'est surtout ce qu'il me paraît inutile d'examiner; ce qu'il y a de certain, et ce qui est évident, c'est que dès qu'il existe, non-seulement il ne saurait être contraire à la richesse, ni arrêter ses progrès, mais même il doit contribuer à sa progression. La population qu'il entretient est d'ailleurs aussi utile à la puissance publique que celle employée dans les autres travaux; enfin, il contribue au bien-être des individus, à la civilisation et à la splendeur des états; point de motif par conséquent pour justifier ou excuser l'anathème porté contre lui par les écrivains d'économie politique, point de raison pour le flétrir de la dénomination de stérile et d'improductif.

Si les notions que je me suis formées des consommations du produit annuel, de leur nature et de leur influence sur la richesse et la puissance des peuples sont exactes, on doit reconnaître que les consommations ont des relations nécessaires avec la production et que celles-là ne peuvent augmenter ou diminuer que celle-ci n'augmente ou ne diminue; que toute espèce de consommation a la

même influence sur la production, parce que toute consommation ne s'effectue que sous la condition d'un équivalent accepté par le producteur.

Si l'on est bien pénétré de cette vérité, et j'avoue qu'elle me paraît irrésistible, combien doit paraître oiseuse la question du luxe qui occupe une si grande place dans tous les livres de morale et d'économie politique.

Le luxe ne porte aucune atteinte à la richesse.

Le luxe est sans contredit étranger aux classes productives du revenu qui ne prennent dans le produit annuel que la portion que leur assure l'état progressif, stationnaire ou rétrograde de la richesse; portion qui les circonscrit dans la limite du nécessaire et tout au plus de l'aisance. D'un autre côté, le luxe ne peut pas changer leur condition, ni réduire la portion que leur assure l'état de la richesse nationale. Elles sont donc, sous tous les rapports, à l'abri de ses atteintes et même de son influence.

Tant que les classes qui vivent du produit net n'excèdent pas dans leurs dépenses la somme de leur revenu, le luxe est encore sans aucun danger pour elles et pour la richesse, et ne peut leur causer aucun préjudice; il n'y a dans ce cas qu'un emploi légitime de son revenu, un état de choses stable et permanent.

Si quelques individus qui composent ces classes sont entraînés par le luxe à porter leurs dépenses

au-delà de leur revenu et à dissiper leurs capitaux, les calamités qui pourraient résulter de leurs prodigalités sont réparées ou prévenues par les économies des individus plus sages et plus modérés dans leurs dépenses. De sorte qu'en dernière analyse, il est impossible d'apercevoir par quel côté le luxe pourrait porter atteinte à la richesse particulière et générale.

Il lui est même utile.

Peut-être même ne serait-il pas difficile d'entrevoir un côté par lequel il peut lui être favorable. De la circulation des richesses dans toutes les classes qui se partagent le produit annuel du travail, de l'abaissement des individus riches et opulens, et de l'élévation des individus laborieux, industrieux et économes dérivent l'émulation de toutes les classes et de tous les individus, l'espoir de se surpasser, l'amélioration de toutes les conditions, le mouvement et la vie des états modernes. Dans cette direction, le luxe met en jeu toutes les facultés, toutes les industries, tous les perfectionnemens; assure la progression indéfinie de la richesse, et sur ses fondemens crée toutes les prospérités sociales.

Point de ressemblance entre le luxe ancien et moderne.

Le luxe moderne, ce moteur du travail universel, n'a aucune ressemblance avec le luxe spoliateur des peuples de l'antiquité, toujours accompagné du pouvoir, le faisant servir à ses désordres et s'enorgueillisant de ses excès.

On s'est fait de fausses notions de la richesse

moderne, de sa nature, de sa direction, de ses leviers, de ses instrumens, de ses moyens, de son influence et de ses effets; mais il ne faut pas s'en étonner, il faut souvent dans les sciences parcourir le cercle des erreurs avant d'entrevoir l'issue qui conduit à la vérité, et les écrivains qui ont le bonheur de la trouver doivent en reporter la gloire aux écrivains qui les ont précédés. Les générations héritent des générations et doivent leur fortune à l'héritage qu'elles ont recueilli.

FIN DU CINQUIÈME LIVRE.

LIVRE VI.

CONCLUSION DE L'OUVRAGE.

Maintenant que j'ai envisagé l'économie politique dans ses grandes divisions, dans ses problèmes les plus compliqués, dans ses doctrines les plus accréditées, qu'il me soit permis de retracer rapidement les résultats que j'ai obtenus, de les rapprocher par leurs points de contact, de les suivre dans leur généralisation, et d'en déduire *la* théorie qu'ils établissent. Ce tableau, en resserrant la science dans un cadre étroit, lui donnera plus de relief, permettra de l'embrasser d'un coup d'œil et en fera mieux ressortir la certitude et la vérité.

Si je ne m'abuse point, on doit être à présent convaincu que les doctrines spéculatives qui prédominent dans tous les bons ouvrages d'économie politique sont vagues, idéales et illusoires. On dirait que les écrivains spéculatifs les plus recommandables ont mis plus d'importance à persuader aux peuples qu'ils ont suivi un guide infidèle en

s'abandonnant aux impulsions de leur intérêt qui les trompe si rarement, qu'à leur prouver que les routes nouvelles et inconnues que l'imagination ouvre à leur ambition peuvent la satisfaire. Cette opposition des vues de l'esprit et des directions de l'intérêt, si long-temps pernicieuse à la science, ne peut plus arrêter ses progrès, ni compromettre ses succès. Quelque considération que méritent les savantes combinaisons de la spéculation, elles ne sauraient prévaloir sur les faits, l'expérience et la raison qui en démontrent l'illusion et l'erreur.

J'avoue, et l'on doit se rappeler que j'ai souvent fait remarquer dans le cours de l'ouvrage que les statistiques, dépositaires des faits que j'oppose à la spéculation sont défectueuses et incomplètes, plus conjecturales que positives, et plutôt approximatives que précises; mais on doit convenir aussi que, dans leur état d'imperfection, elles offrent des documens si nombreux et si uniformes qu'elles sont plus que suffisantes pour dissiper les illusions de la spéculation, pour donner des notions sûres et exactes des causes de la richesse, pour indiquer le véritable mode de sa génération et les méthodes les plus favorables à son accroissement et à sa progression indéterminée.

Qui pourrait n'être pas frappé des visions de la spéculation, faisant dériver la richesse moderne, tantôt de la production agricole, tantôt de la pro-

duction totale, lorsqu'il est certain, lorsqu'il est évident que ces causes n'ont et ne peuvent avoir sur la richesse qu'une influence partielle et indirecte?

En effet, comment la production agricole, comment la production totale contribuent-elles à la formation, à la conservation et à la progression de la richesse? Ce n'est pas, comme l'enseignent les doctrines spéculatives, parce que ces productions composent la richesse, mais parce qu'elles ont une valeur réglée et déterminée par l'échange. Si ces productions n'avaient aucune valeur, ce qui n'est ni impossible, ni sans exemple, elles n'auraient aucune part à la richesse et n'en feraient point partie. C'est donc dans la valeur des productions, soit agricoles, soit totales, que réside la faculté productive de la richesse.

Mais la valeur, génératrice de la richesse, n'existe pas exclusivement dans les productions agricoles ou totales, fruit de certains travaux; toute espèce de travail, quand il est permanent, a aussi une valeur, et sa valeur, comme celle de tous les travaux qui donnent des produits, dépend de l'échange. Il n'y a point de différence entre les valeurs des divers travaux; toutes sont de la même nature, et tellement identiques qu'on ne les distingue point dans l'échange, qu'elles se servent mutuellement d'équivalent, et ne l'emportent l'une sur

l'autre que par des circonstances et des causes qui leur sont entièrement étrangères. Créées par le besoin, elles s'éprouvent dans la balance de l'échange et reçoivent de la seule concurrence la fixation de leur quotité.

Si, dans cette lutte de tous les travaux pour chercher leur valeur, on se demande quels sont ceux qui ont la plus grande valeur, ou dont la valeur influe davantage sur les progrès de la richesse; il n'est pas difficile de voir que ce ne sont pas ceux qui donnent des produits, mais ceux qui facilitent, abrègent et perfectionnent le travail particulier et général; qui protègent, encouragent et récompensent tous les travailleurs; qui les instruisent et développent leurs facultés intellectuelles; qui les soulagent dans leurs maladies, les consolent dans leurs malheurs, les garantissent des excès de la force, des abus du pouvoir, des pièges du vice et des complots du crime. La valeur relative des divers travaux est toujours en proportion de leur difficulté, des talens et de l'habileté indispensables à leur exécution, et du plus ou moins grand nombre de concurrens qui peuvent se les disputer. En ce sens, la richesse, comme tout ce qu'il y a de bon, de beau et de grand parmi les hommes, a sa racine dans les lumières, les talens et le génie des hommes et des peuples; elle leur doit son existence, ses progrès, ses succès, ses espérances, et jusqu'aux

tributs des travaux productifs. Sans eux, ces travaux suffiraient à peine aux besoins des travailleurs et seraient stériles pour la richesse.

Dans quelle méprise est tombée la spéculation, quand elle a séparé les travaux productifs des travaux improductifs, quand elle a classé tous les travaux intellectuels parmi les travaux improductifs! Dans aucun genre de travail, la production n'est due tout entière à celui qui la donne; elle résulte, au contraire, d'une foule d'autres travaux qui y contribuent plus ou moins immédiatement, et qui tous obéissent plus ou moins à la direction ou à l'influence des travaux intellectuels.

Parmi ces travaux, l'astronomie est sans contredit celui dont on aperçoit le moins les relations avec la production, et cependant elle y a une part directe et pour ainsi dire immédiate. Que seraient en effet les travaux de la navigation, sans les secours de l'astronomie? et que serait, sans la navigation, le commerce, cette source féconde de la richesse particulière et générale, ce mobile de la civilisation?

Que serait l'astronomie elle-même, si elle était isolée des autres sciences? quels progrès aurait-elle fait ou pourrait-elle se promettre? Cette science si utile à l'espèce humaine en aurait peut-être fait le malheur, et aurait épaissi les ténèbres de la raison qu'elle éclaire. Il en est ainsi de toutes les connais-

sances humaines, elles se produisent l'une l'autre, s'entre aident mutuellement, profitent de leurs progrès réciproques, et leurs succès particuliers deviennent leur propriété commune.

De quel étonnement n'est-on pas saisi, lorsqu'en marchant sur les pas de l'écrivain qui a si bien connu, et le premier développé les avantages de la division du travail, on le voit s'arrêter aux travaux productifs, les séparer des autres branches du travail, et leur attribuer la production tout entière! Comment cet écrivain si éclairé ne s'est-il pas aperçu que la production totale est le résultat de toutes les forces, de toutes les facultés, de toutes les puissances du travail général, non-seulement de chaque peuple; mais souvent de plusieurs peuples, et quelquefois du monde entier! Dans quelle méprise cette erreur ne l'a-t-elle pas entraîné? et à quelle autre cause pourrait-on attribuer les paradoxes qui vicient plusieurs parties de son beau système sur les capitaux?

Pourquoi cet écrivain fait-il consister les capitaux dans la portion du produit annuel qui alimente les classes productives du revenu? et pourquoi refuse-t-il la même propriété à l'autre portion de ce produit, qui fait subsister les autres classes de la population? Il n'en donne pas d'autre raison que la différence qu'il a cru remarquer entre les consommateurs de ces deux portions du produit

annuel. Comme il a vu dans les uns les agens immédiats de la production totale, et qu'il n'a pas aperçu comment les autres y prennent part ou y contribuent, il en conclut que les consommations de ces derniers sont stériles et improductives, et que les consommations des premiers forment seules des capitaux, parce qu'elles sont les seuls moyens de la reproduction totale, parce qu'elles donnent seules le revenu total. Mais il est évident que ce système sur la nature des capitaux ne repose que sur l'hypothèse que les consommateurs du produit annuel n'ont aucune part à la production totale; hypothèse sans fondement, illusoire et erronée. Il n'y a point de production émanée tout entière d'une classe de travailleurs; il n'y a donc point de travaux exclusivement productifs; comme aussi il n'y a point de consommation sans la condition d'un équivalent, et par conséquent il n'y a pas de consommateur stérile. La plus légère réduction de la portion du produit annuel, affectée à la classe des consommateurs réputés stériles, diminuerait nécessairement la masse des capitaux, l'étendue du travail général, la quantité de ses produits, la quotité de leur valeur, et la richesse particulière et générale.

On n'éviterait même pas ce malheur, en donnant aux classes productives la portion du produit annuel qu'on retrancherait aux classes réputées

stériles. Le moyen d'améliorer le sort des classes productives, et d'augmenter la production, n'est pas de diminuer le nombre des consommateurs. Il y a entre eux et la production des rapports tellement fixes et invariables, qu'on ne pourrait pas les changer arbitrairement, sans porter le désordre dans le système économique, et sans compromettre la richesse.

C'est sans aucun fondement qu'Adam Smith a manifesté la crainte que la propagation des classes stériles ne se fît aux dépens des classes productives; la proportion qui doit exister entre elles est maintenue par la liberté du travail, par la demande de chaque sorte de travail, et surtout par la nécessité des équivalens dont chaque classe de consommateurs, dont chaque consommateur doit être pourvu avant de pouvoir obtenir une part dans le produit annuel. Les consommateurs sont aussi nécessaires à la production, que les producteurs à la consommation; et il n'y a pas plus de raison pour accorder la qualité de capital à la portion du produit annuel qui nourrit les producteurs, que pour la refuser à celle qui fait subsister les consommateurs; tout le produit annuel, quels que soient ses consommateurs, forme donc le capital productif du revenu.

Il existe encore une seconde espèce de capital, différente de la première, en ce qu'elle ne donne

pas de produits, mais qui, par sa durée, sa perpétuité et sa destination, en réunit tous les caractères, et doit lui être assimilé. On ne peut, comme l'enseigne Adam Smith, classer ce capital parmi les réserves destinées à une consommation actuelle ou prochaine. Partout où il y a accumulation ou conversion du produit annuel en un objet susceptible de durée et de permanence, il y a richesse, et par conséquent capital; toute autre distinction des capitaux n'a point de réalité, et n'a été imaginée que pour de vains systèmes.

Si de la nature des capitaux on passe à leur emploi, et si l'on examine quels sont leurs emplois les plus productifs, on est tout étonné de voir que les règles qu'Adam Smith a établies pour discerner et mesurer leur fécondité, sont inexactes et erronées. Cet écrivain enseigne que les emplois du capital les plus productifs sont ceux qui mettent en activité la plus grande quantité de travail productif pour un pays; il est cependant certain que la richesse ne dépend ni de la quantité du travail productif, ni de la masse de ses produits, ni même de la quotité de sa valeur. Si les produits du travail, si ses valeurs sont absorbées par les frais de la production, il n'y a de richesse, ni pour le capitaliste, ni pour le producteur, ni pour l'État. La richesse n'existe que lorsque la production donne un excédant au delà de ses frais, et cet excédant n'est ri-

chesse qu'autant qu'il se reproduit, ou est converti en objets durables, et que sa reproduction ou sa conversion le rend disponible pour le producteur, pour le capitaliste et pour l'État; qu'autant que sa disponibilité ne nuit point à la reproduction; qu'autant qu'elle donne les moyens d'accroître le revenu, ou d'accumuler des objets durables de commodité, de jouissance ou d'agrément, et d'assurer à la puissance publique tout son développement, toute sa grandeur, toute sa splendeur. C'est donc par le produit net, et non par le produit total, qu'on doit juger de la fécondité des emplois du capital; et en partant de cette loi universelle et invariable, on voit les emplois du capital dans le commerce, se placer au-dessus des emplois du capital dans les manufactures, et ceux-ci l'emporter sur les emplois du capital dans l'agriculture; ce qui renverse entièrement l'échelle de la fécondité des emplois du capital, imaginée par Adam Smith.

Cet écrivain a adopté une autre mesure de la fécondité relative des emplois du capital dans les différentes branches du commerce. Il la fait résulter de l'encouragement que chaque emploi donne à l'industrie nationale; et comme il pense que le commerce intérieur encourage l'industrie nationale vingt-quatre fois plus que le commerce extérieur, il enseigne que le capital employé dans le

commerce intérieur est vingt-quatre fois plus productif que le commerce extérieur.

Mais comment ne s'est-il pas aperçu que de ces deux commerces, celui qui encourage davantage l'industrie nationale, n'est pas celui qui la circonscrit dans le cercle étroit des consommateurs nationaux; mais celui qui va lui chercher des consommateurs dans le monde entier, qui donne à ses produits une plus grande valeur que celle qu'ils auraient eue, s'ils avaient été consommés dans le pays, et qui, rapportant en échange des produits indigènes, d'autres produits plus variés, plus abondans, et d'une plus grande valeur dans le pays où ils sont importés, augmente la masse des capitaux, seul moyen d'encourager l'industrie nationale, développe ses facultés, et porte son activité au plus haut degré d'intensité par la double certitude du débit de ses produits, et de leur plus grande valeur.

Qu'on se garde cependant de conclure de l'avantage que le commerce extérieur a de vendre cher à l'étranger les produits indigènes, et d'acheter à bon marché à l'étranger les produits exotiques, que l'étranger est victime de cet échange, et que ce commerce n'enrichit les uns, qu'en appauvrissant les autres. Tous ceux qui y prennent part profitent de l'échange qu'il effectue, parce que l'échange donne à chaque échangiste une chose qu'il désire, ou dont il a besoin, pour une chose dont il n'a

pas besoin, ou dont il ne se soucie pas ; seulement les bénéfices de cet échange ne sont pas égaux pour les deux échangistes ; ils sont plus considérables pour les peuples qui ont fait faire le plus de progrès à l'industrie, à la richesse et à la civilisation ; de sorte que, sans nuire à aucun, et en profitant à tous, le commerce extérieur donne aux plus industrieux, aux plus riches et aux plus civilisés, un avantage certain et hors de proportion avec celui qu'il assure aux autres peuples. Ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que de cette inégalité des bénéfices du commerce extérieur résultent l'infériorité de puissance des peuples dont le lot est le plus faible, une sorte de dépendance politique envers ceux dont le lot est le plus fort, et l'impossibilité, ou du moins la plus grande difficulté pour les peuples peu avancés en industrie, en richesse et en civilisation, d'atteindre ceux qui les ont devancés dans la carrière de la prospérité et de la puissance.

De là deux opinions, deux systèmes sur le mode de commerce le plus avantageux en soi.

L'un, fondé sur la liberté illimitée, paraît justifié par la certitude que tout commerce est toujours avantageux aux peuples qui y prennent part.

L'autre, subordonné à des restrictions, et même à des prohibitions absolues, paraît déterminé par l'inégalité des bénéfices de l'échange, qui entraîne l'inégalité de la puissance politique, arrête la marche

générale des peuples vers l'industrie, la richesse et la civilisation, et les rend tributaires de celui qu'ils ne peuvent rivaliser.

Il me semble que ces deux systèmes ne sont pas mieux fondés l'un que l'autre, et sont également contraires aux intérêts de la richesse et de la puissance. Il faut, pour éviter le double écueil qui les environne, les restreindre par une sage limitation.

Quand la circulation des produits de l'étranger est limitée dans chaque pays à ceux que son sol ou son industrie ne peut pas lui procurer, ou qu'après des essais convenables ils ne peuvent pas lui procurer à aussi bon marché que l'étranger, alors la liberté n'a plus d'inconvénient, ne blesse aucun intérêt, ne porte atteinte à aucune branche d'industrie locale, et dispense, au contraire, aux peuples qu'elle approvisionne, des jouissances dont ils seraient privés sans elle; comme aussi, quand la prohibition ne frappe que des produits de la nature de ceux que le pays possède, ou qu'il essaye d'y naturaliser, et surtout quand elle cesse aussitôt qu'il est certain que les essais tentés ne peuvent pas réussir, elle n'offre à tous les peuples qu'une protection utile et indispensable à toutes les industries naissantes; qu'un moyen de les garantir de la concurrence étrangère pendant qu'elles ne peuvent pas la soutenir; qu'un appui à

l'aide duquel elles peuvent égaler ou surpasser les industries rivales.

Il est donc de l'intérêt des peuples, et par conséquent dans les principes créateurs et conservateurs de la richesse particulière et générale, de limiter la circulation des produits de l'étranger, pourvu que la prohibition ne soit que temporaire, ne s'étende qu'à des cas spécifiés, qu'à des circonstances passagères, dont l'administration est le véritable juge, et doit être le seul arbitre. C'est pour elle un devoir, et le plus impérieux de tous, de suivre attentivement la marche de l'industrie nationale, de la mettre à couvert des atteintes de la concurrence étrangère, et de ne la tolérer que lorsqu'elle ne peut pas être nuisible, que lorsqu'elle ne sert qu'à exciter une émulation utile et nécessaire. En ce sens, les primes, les gratifications, les encouragemens sont des moyens indispensables qu'il faut mettre à sa disposition, pour qu'elle puisse remplir la tâche difficile qui lui est imposée.

L'administration doit même aller plus loin. Il ne lui suffit pas de veiller à ce que l'étranger ne dépouille pas les nationaux de leurs richesses, elle doit prendre tous les moyens de les conserver, de leur donner la plus grande extension, et de les porter à toute la valeur qu'elles peuvent avoir.

De tous les moyens qu'elle peut mettre en usage, il n'en est point de plus puissant et de plus

efficace que l'exportation des produits indigènes et l'importation des produits exotiques. Elle ne doit permettre l'exportation des produits indigènes qu'à l'étranger qui importe les produits de son sol et de son industrie ; elle doit surtout repousser tous les peuples qui, s'interposant entre les producteurs et les consommateurs des divers pays, imposent aux uns et aux autres un tribut onéreux dont eux seuls profitent ; en imprimant cette direction aux capitaux nationaux, elle leur assurera l'emploi le plus productif, donnera à l'industrie les plus utiles encouragemens, et à la population l'occupation la plus prospère. Quand un pays fait lui même l'exportation de ses produits, et importe ceux de l'étranger, il vend à un bon prix au-dehors, ce qui avait peu de valeur pour lui, et il achète à bon marché de l'étranger des produits qui ont une très-grande valeur dans l'intérieur. Il donne par conséquent peu et reçoit beaucoup. Peut-on concevoir un plus grand moyen de richesse ? Si l'on veut même aller plus loin, et remonter au principe de toute richesse, on reconnaît qu'il n'y a pas d'autre moyen de s'enrichir, et que toute richesse particulière et générale dérive nécessairement de la vente à un bon prix des choses, des talens et de l'industrie qu'on a, et de l'achat à bon marché des choses, des talens et de l'industrie que les autres possèdent.

Il importe donc à tous les peuples de se conserver cette source primitive de la richesse, et de ne point la laisser se perdre ou s'égarer dans ses relations avec les autres peuples. Quand on s'en laisse dépouiller, sa perte est incalculable, parce qu'il n'y a point de source de richesse plus féconde, plus abondante et plus intarissable.

Si le commerce d'importation et d'exportation présente de si grands avantages à chaque peuple considéré isolément, quels moyens de richesse et d'opulence n'y trouvent pas les peuples, dont toute l'occupation est d'acheter à bon marché les produits du sol et de l'industrie de tous les pays, et de les revendre au plus haut prix à tous les peuples qui en ont besoin ? Comment a-t-on pu méconnaître les bénéfices incalculables de cet emploi du capital et de ce genre d'industrie ? Comment a-t-on pu chercher ailleurs les causes de la richesse moderne ? Comment a-t-on pu résister à l'exemple de tous les peuples célèbres par leurs richesses, qui atteste si éloquemment les effets et la puissance de ce mode de s'enrichir ?

Heureusement les doctrines spéculatives ne sauraient prévaloir sur les doctrines consacrées par les faits, l'expérience et la raison. Dès qu'il n'est plus permis de douter que de tous les emplois du capital, de toutes les industries et de tous les travaux productifs du revenu, le commerce mari-

time est le plus avantageux, on peut être assuré que tous les peuples s'abandonneront à leur penchant naturel, et porteront de préférence leur capital dans cet emploi.

Qu'on ne s'inquiète pas du tort que ce déplacement du capital fera éprouver à quelques branches d'industrie, la richesse particulière et générale n'en souffrira aucune atteinte. L'Angleterre en fit l'essai il y a cent cinquante ans, à une époque où les capitaux étaient moins abondans qu'à présent, quand on ignoroit l'art de les multiplier par les valeurs fiduciaires, et cependant elle n'en reçut aucun dommage. Il est même permis de croire que si cette heureuse innovation ne fut pas l'unique source de sa prospérité et de sa richesse, elle en a été la plus abondante et la plus productive. Pourquoi donc les autres peuples balanceraient-ils à imiter l'exemple qu'elle leur a donné par son fameux acte de navigation? Ce qui lui a si bien réussi, ne sauroit leur être funeste, et ses succès leur sont de sûrs garans de ceux qu'ils doivent se promettre.

Mais quelle sera l'influence de cette nouvelle direction du capital? Sera-t-elle favorable ou contraire à la richesse particulière et générale, à la puissance relative des peuples et à la civilisation? On connaît bien les avantages que l'Angleterre en a recueillis; mais il n'est pas aussi facile de préciser ceux que les autres peuples doivent en recueillir.

Je ne chercherai point à soulever le voile qui nous cache les destinées des peuples, quand ils auront adopté cette mesure salutaire ; ce serait m'engager dans une digression étrangère à mon sujet ; mais je ne craindrai pas de dire que de quelque manière que cette mesure s'établisse, soit par la volonté de chaque peuple maritime, soit par une convention générale de tous les peuples navigateurs, elle ne troublera point la paix de l'Europe. Quelque fâcheuse que soit cette mesure pour les peuples qui sont en possession de l'approvisionnement, pour ainsi dire, exclusif des autres peuples, il est certain qu'on n'osera pas s'en plaindre, ni soutenir par les armes une simple tolérance qu'on ne pourrait convertir en droit, sans un attentat à l'indépendance des peuples, sans manifester des prétentions à une nouvelle espèce de monarchie universelle. A quelque point que les passions aveuglent les puissances prépondérantes, il est des droits qu'elles ne peuvent méconnaître, et dont l'évidence leur commande le respect.

Chaque peuple est d'ailleurs assez puissant pour défendre l'indépendance de son territoire, lors même qu'il ne peut pas faire respecter son pavillon ; et il n'y a peut-être pas de moyen plus sûr de soustraire le pavillon des faibles aux outrages des puissans, que de les frapper par un acte de navigation. Le système continental, si odieux quand il

était imposé par la force; si absurde quand il était subordonné aux vues de l'ambition; si funeste aux véritables intérêts de la richesse, quand il interdisait aux peuples du continent toute communication avec les peuples maritimes; quand il réduisait le commerce à l'échange de produits homogènes, sera, quand on l'aura régularisé par un acte de navigation, la sauve-garde de toute oppression maritime.

Car à quoi servirait à la puissance dominatrice des mers de mettre des entraves à la navigation des autres peuples, si elle ne pouvait que leur porter les produits de son sol et de son industrie; si elle ne pouvait pas leur vendre les produits du sol et de l'industrie des autres pays? Que lui importerait d'empêcher les autres peuples de participer aux bienfaits de la navigation, si elle ne devait en recueillir aucun avantage? Les peuples sont encore moins portés que les hommes à faire le mal pour le mal, et les lois de la morale, de la justice et de l'humanité seraient partout en honneur, si elles n'avaient rien à craindre de l'ambition et de la cupidité.

Que si la puissance dominatrice abusait de sa force pour s'enrichir des dépouilles des faibles, elle descendrait au rang des pirates, serait la honte des nations, et s'exposerait à des représailles d'autant plus fâcheuses, que son commerce serait plus riche et plus florissant.

Il est donc permis de croire qu'un acte de navigation, proclamé par chaque peuple, loin de provoquer la guerre, serait le gage le plus certain de la paix maritime, et même donnerait aux nations des idées plus saines de la force, de la puissance et de la grandeur qu'elles ambitionnent.

Jusqu'ici on les a fait consister dans la domination sur de vastes territoires, sur une population nombreuse, et pouvant se suffire à elle-même par son industrie et son commerce intérieur, et surtout dans la facilité de lever et d'entretenir des armées nombreuses et bien disciplinées. L'ambition n'a jamais connu d'autres calculs, ni d'autres moyens de se satisfaire, et dans cette opinion, elle n'a respecté aucunes limites, et a sans cesse ajouté des provinces à des provinces, des peuples à des peuples, des armées à des armées. Le système de l'agrandissement des puissans par la réunion des faibles a été poursuivi et se poursuit encore, dans un siècle de lumières, avec la même impudeur que dans les siècles de barbarie.

On doit remarquer cependant que dans le dix-huitième siècle, pendant que les puissances du nord de l'Europe s'applaudissaient de leur système d'agrandissement, franchissaient les intermédiaires qui les séparaient, se rapprochaient pour s'entre-détruire, et se berçaient avec orgueil de l'espoir de faire revivre les grands empires de l'Orient, sans

en redouter la destinée, les puissances du midi de l'Europe, non moins ambitieuses, mais plus éclairées, ne concevaient aucune inquiétude de l'extension de ces puissances colossales, n'étaient occupées que de la prépondérance maritime, et mettaient toute leur ambition à chercher dans le monde de nouveaux marchés à leur commerce.

On eût dit que l'Europe faisait l'essai de deux systèmes de politique, l'un continental, et l'autre maritime; que ses potentats étaient convenus de ne regarder comme leurs ennemis, que ceux qui leur faisaient obstacle dans la ligne qu'ils suivaient, et de vivre en bonne intelligence avec ceux qui suivaient une carrière différente. Si les circonstances n'avaient point dérangé cet ordre progressif des puissances continentales et maritimes, on aurait vu rapidement les États du troisième et du second ordre disparaître, et se fondre dans les États du premier rang; ceux-ci s'entre-détruire, jusqu'à ce que l'empire de la terre, disputé encore une fois par une puissance continentale et une puissance maritime, eût encore offert au monde le spectacle de l'oppression de tous les peuples par un peuple dominateur.

La révolution française a dérangé cette combinaison, ou du moins retardé cette funeste catastrophe, et appris aux peuples quels sont les dangers qui menacent la civilisation moderne, et quels sont les moyens de s'en préserver.

On a vu la France en proie à des divisions intestines, résister pendant dix ans à toutes les coalitions de l'Europe, et s'affermissant par sa résistance, s'élancer sur ses ennemis, les vaincre, les humilier, et faire redouter à l'Europe continentale le joug d'un conquérant.

D'où lui vint cette puissance subite, et, pour ainsi dire, miraculeuse? Ce n'est ni de l'agrandissement de son territoire, ni de l'accroissement de sa population, ni de la grandeur de ses armées; toutes les coalitions qu'elle eut à combattre, et qu'elle vainquit, lui étaient bien supérieures sur tous ces points, et si elle parvint à égaler ses ennemis en force, elle en fut redevable à ses victoires, et non à sa puissance. Il faut donc chercher ailleurs que dans sa puissance la cause de sa glorieuse résistance, de ses succès, de ses triomphes et de sa domination. Si je ne m'abuse point, on doit en faire honneur à la masse de ses capitaux, longtemps accumulés par son commerce maritime. Eux seuls ont fait les frais de la révolution, de ses victoires et de ses conquêtes. S'ils n'ont pas pu lui en garantir la durée, c'est qu'ils ont été égalés et surpassés par les capitaux de l'Angleterre. Sans le secours de ces capitaux, c'en était fait de l'indépendance de l'Europe continentale et de la civilisation moderne. La puissance militaire aurait tout envahi, tout dévoré, tout détruit, et l'on au-

rait vu recommencer l'ère de l'empire romain, de l'oppression, de la misère et de l'avilissement de l'espèce humaine.

L'issue de cette crise terrible doit avoir détrompé tous les partisans des puissances à grand territoire, et leur avoir appris qu'il existe des puissances infiniment plus redoutables. Il n'est plus permis de douter de la toute-puissance des capitaux du commerce, et, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, de la toute-faiblesse des armées qu'ils ne soudoient pas. Il est évident que les armées ne sont redoutables que dans la proportion des capitaux qui les font mouvoir, et que, sans ce moteur, elles ne sont qu'un vain épouvantail, dont l'imagination peut s'effrayer, mais dont on ne doit jamais attendre de grands résultats. Peut-être même pourrait-on, sans paradoxe, soutenir que si les puissances continentales n'étaient défendues que par des armées entretenues par les capitaux provenus de l'agriculture et du commerce intérieur, elles ne seraient pas assurées de ne pas subir le joug d'un conquérant. Serait-il, en effet, impossible qu'une de ces puissances acquît sur les autres une telle supériorité militaire, qu'aucune ne pût lui résister? que la défaite de l'une préparât la défaite de l'autre? et que toutes subissent le même sort, parce que les forces du vainqueur se seraient grossies des forces du vaincu? N'est-ce pas ainsi

qu'Alexandre, Rome et les barbares parvinrent à étendre leurs conquêtes sur des peuples qui les surpassaient en nombre, en forces et en ressources? Dans les temps modernes, le grand Frédéric eût renouvelé le même spectacle, s'il avait été moins éclairé; et l'on sait combien peu il s'en est fallu que Buonaparte n'exécutât ce que Frédéric n'avait osé entreprendre. Il n'y a de ressources contre ces épouvantables catastrophes, que dans les immenses capitaux accumulés par le commerce maritime. C'est à Tyr qu'il appartient d'arrêter Alexandre dans sa marche victorieuse; c'est à Carthage que fut réservée la gloire de balancer pendant près de deux siècles les destinées de Rome; c'est à l'Angleterre qu'il faut attribuer l'honneur d'avoir renversé de son trône l'usurpateur audacieux qui menaçait d'asservir l'Europe continentale.

N'en doutons pas, les capitaux peuvent seuls réparer les défaites d'une armée, en créer de nouvelles, susciter partout des ennemis au vainqueur, soulever contre lui tous ceux que son ambition inquiète, le lasser, l'épuiser et le terrasser au milieu de ses triomphes. Ce phénomène s'est passé sous nos yeux, et doit nous apprendre qu'il existe, dans la nature de la civilisation moderne, des moyens qui la mettent à l'abri de la force des armées, de l'audace d'un vainqueur et de l'oppression d'un conquérant.

Combien on doit s'étonner que les souverains réunis en congrès n'aient pas donné à ces moyens toute l'attention qu'ils méritent, et qu'ils n'aient calculé la puissance que par milles carrés, et par le nombre des individus qui les peuplent et les cultivent! Comment ne se sont-ils pas aperçus que l'Angleterre qui, sans violence et sans oppression, a pu lever, sur une population de 17 millions d'individus, près de 1800 millions de tributs, pendant trois années consécutives, somme énorme que les 140 millions d'individus répandus sur le continent de l'Europe n'auraient pas réalisée sans peine, ni peut-être sans résistance, égale, si elle ne surpasse pas la puissance réelle et effective de tous les Etats du continent? Comment ne se sont-ils pas dit que cette nation, qui avec ses capitaux a pu les défendre et les sauver du joug de l'oppression, peut, quand elle voudra, tourner contre eux sa puissance tutélaire? que les capitaux protecteurs peuvent devenir oppresseurs, et ne doivent pas inspirer de moindres terreurs que les armées qu'ils ont vaincues? La puissance des nations modernes ne se compose plus de l'étendue du territoire, d'une population nombreuse, et de grandes armées, mais de la masse des capitaux, des emplois qu'on en fait, et des bénéfices qu'ils produisent. Le plus puissant sera toujours, du moins tant que les peuples modernes conserveront leur

système social, celui qui aura la plus grande part au commerce maritime.

Il n'y a donc pour l'Europe de garantie de la paix, dont elle sent enfin le besoin, que dans la pondération des puissances maritimes, dans l'indépendance des mers, dans la liberté de la navigation, dans la libre circulation de tous les peuples navigateurs.

L'acte de navigation atteint ce but sans efforts, sans violence, sans faire verser une goutte de sang et une larme. Par cette mesure, conforme à tous les droits et à tous les intérêts, les bénéfices du commerce maritime se distribueront à tous les peuples navigateurs, en raison de leurs capitaux et de leur industrie; tous seront puissans, et aucun n'aura une prépondérance colossale; tous seront en état de se défendre, et aucun ne sera assez fort pour menacer la sûreté et l'indépendance des autres peuples; tous seront utiles aux puissances continentales, parce qu'ils auront intérêt à leur prospérité, et la paix, garantie par la combinaison des intérêts des peuples maritimes et des peuples du continent, sera aussi durable qu'on peut l'espérer des passions humaines et sociales.

Qu'on ne croie pas cependant qu'en faisant des vœux pour voir s'établir en Europe un acte de navigation qui doit nécessairement limiter la progression des richesses de l'Angleterre et de sa puissance

colossale, j'y sois déterminé par quelque ressentiment patriotique : je suis bien éloigné de partager les préventions qu'elle inspire à presque tous les peuples du continent. Si elle les a devancés dans la carrière de l'opulence et de la puissance, objet de leur jalousie, c'est qu'elle les aussi devancés dans la connaissance des avantages du travail, de l'industrie et de la civilisation; c'est qu'elle a su mettre à profit des lumières, dont ils n'ont pas fait assez de cas; c'est qu'elle s'est enrichie avec les trésors qu'ils ne savaient pas apprécier. Qu'on profite de ses leçons, qu'on s'éclaire de ses lumières, qu'on se modèle sur son exemple, et la reconnaissance fera place au ressentiment, l'admiration à la jalousie, et l'éloge à l'insulte. N'oublions jamais que nous lui devons le modèle d'un bon Gouvernement et d'une sage liberté, et que ses richesses ont été la sauve-garde de l'indépendance et de la liberté de l'Europe.

Qu'elle ne s'effraie point elle-même de se voir repoussée des marchés de l'Europe qu'elle a sauvés de l'oppression et des spoliations d'un conquérant; son expulsion sera lente, ses pertes graduelles et successives, et sa richesse n'en éprouvera aucune diminution. A mesure qu'elle sera forcée de s'éloigner des marchés de l'Europe, elle pourra s'en ouvrir de nouveaux sur tous les points du globe. Les peuples de l'Asie, de l'Afrique et du Nouveau-

Monde attendent ses capitaux, et lui promettent des bénéfices décuples de ceux dont l'accès lui sera interdit. Qu'elle fasse revivre les sages projets et les vastes entreprises de Tyr et de la Grèce dans leurs jours de prospérité et de gloire. Elles couvrirent l'Asie, l'Afrique et l'Europe de leurs colonies, répandirent dans des pays incultes et barbares les germes de la civilisation, de l'industrie et du commerce, et firent un noble usage des lumières, de la richesse et de la puissance. Sans la funeste ambition de Rome, l'esprit de colonisation qui convient si bien à l'esprit de commerce, se serait étendu de proche en proche, aurait peuplé, cultivé et civilisé le monde entier, et lui aurait épargné les outrages et les calamités que l'esprit de conquête lui a prodigués pendant près de trois mille ans. Qu'elle ne doute pas que ses efforts ne soient secondés par tous les peuples maritimes, à mesure que leurs capitaux, en s'accumulant, ne leur donneront plus les mêmes bénéfices dans les emplois accoutumés. Le commerce, et surtout le commerce maritime, ne veut que des profits, et il va les chercher partout où il a l'espoir de les trouver; il s'alimente des richesses qu'il fait naître, s'agrandit par leur accroissement, et trouve dans leur abondance une nouvelle force et de nouveaux moyens de richesse et d'opulence.

C'est par un aveuglement inhérent à nos vieilles

mœurs gothiques, que l'on a cherché des appuis au commerce dans la souveraineté des pays qu'il approvisionne. Tout cet appareil de protection, de faveur et de privilége, l'opprime et le ruine ; il n'a besoin que des bienfaits qu'il répand pour s'accréditer partout où il pénètre. L'esprit de conquête et l'esprit de commerce sont deux ennemis irréconciliables ; il faut que l'un des deux succombe. Le commerce ne peut fleurir que par la paix, et la paix ne sera stable que lorsqu'elle sera garantie par les intérêts du commerce. Que cette vue de la société civile est encore nouvelle ! qu'elle paraîtra bizarre et sera mal appréciée ! Il est cependant évident que tant que les hommes seront dominés par la passion des richesses, et il est bien à craindre qu'elle ne dure autant que l'espèce humaine, il n'y aura que deux moyens de la satisfaire, *ou la* guerre et les spoliations, ou la paix et le commerce. Souverains de la terre, choisissez !

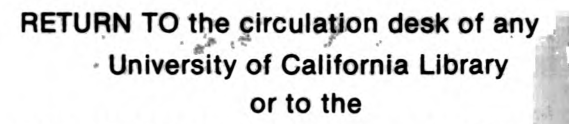
FIN.



L.-É. HERHAN, IMPRIMEUR-STÉRÉOTYPE,
rue Servandoni, n°. 13, près Saint-Sulpice.

OBSERVATION.

Quoique les appréciations des diverses branches de la richesse de la France, en 1789, ne soient, comme j'en ai fait plusieurs fois la remarque dans le cours de l'ouvrage, que des APERÇUS, des A PEU PRÈS; quoique les erreurs de chiffres et de calculs ne soient pas, dans de telles circonstances, d'une grande importance, surtout lorsqu'elles ne changent point les résultats, qui seuls sont essentiels, et qui seuls ont été l'objet de mes recherches, j'ai essayé de prévenir le désagrément que la discordance des chiffres et des calculs, reproduite plusieurs fois sur le même objet, pourrait occasioner au lecteur. Dans cette vue, j'ai placé à la fin de chaque livre de la première partie de l'ouvrage, un tableau qui est le résumé de tous les chiffres et de tous les calculs, et qui rectifie les erreurs qu'ils ont pu présenter dans le cours du livre. Par ce moyen, le lecteur pourra les corriger lui-même, ou s'en garantir en consultant le tableau. J'aurais bien voulu faire disparaître de mon ouvrage cette tache, qui, aux yeux de ceux auxquels cette matière est étrangère, me fera accuser d'une négligence impardonnable; mais ceux qui sont familiarisés avec elle savent bien que cela est impossible, parce qu'on ne s'en aperçoit que lorsqu'on a la totalité de l'ouvrage sous les yeux, et qu'autant qu'on peut confronter, pour ainsi dire, toutes les pages qui présentent les mêmes données; confrontation à peu près impossible. J'ose donc solliciter, à cet égard, l'indulgence du lecteur, et je m'estimerais bien heureux si je n'avais pas d'autre grâce à lui demander.





YB 05763
HB163
.G25
v.2
191668
Ganilh

